



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LIX^e Année

Tome I N^o 6 - Juin 1984

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de mai 1984.
- 5 La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

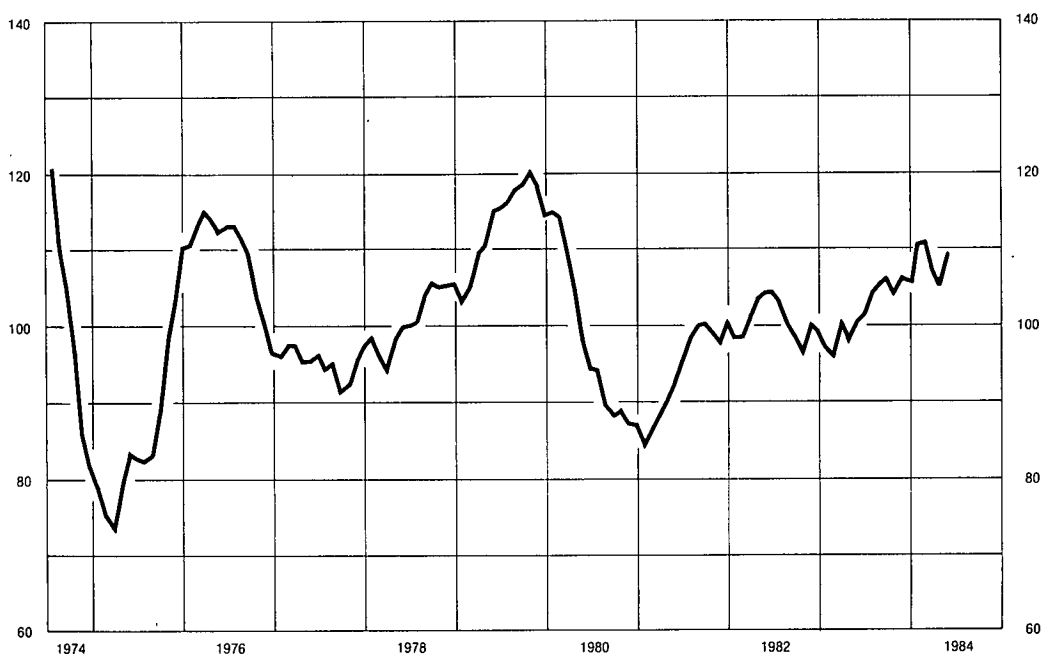
Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE MAI 1984
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture, qui avait accusé une baisse très perceptible aux mois de mars et avril, s'est à nouveau sensiblement accrue au mois de mai; elle est en effet passée de 105,07 points en avril à 109,62 points en mai, soit une hausse de 4,55 points.

L'amélioration constatée est le produit d'une évolution plus favorable dans l'industrie manufacturière ainsi que d'un climat conjoncturel moins pessimiste dans le commerce. Le climat conjoncturel dans l'industrie de la construction a subi par contre une dégradation limitée.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1982 SUR LA BASE DES TRANSACTIONS

Le dernier article consacré à la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁽¹⁾ comportait un aperçu des statistiques relatives à la période 1970-1980 et des données provisoires pour 1981. Depuis la parution de cet article, quelques légères améliorations ont été apportées aux données concernant les années 1979 et 1980, les données définitives de 1981 et 1982 ont été établies et les balances géographiques de paiement de ces deux années sont également disponibles. Le but du présent article est de publier les données définitives pour les années 1979, 1980, 1981 et 1982 et de donner une brève explication au sujet de celles de cette dernière année.

Pour les raisons exposées ci-après, les données définitives de la balance des paiements sur la base des transactions ne sont disponibles qu'avec un retard important (de 15 à 16 mois). Par ailleurs, des données provisoires sur la base des transactions sont également élaborées (pour plus de renseignements, voir section 2.A); au moment de la rédaction de cet article, ces données étaient disponibles jusqu'au premier semestre 1983 inclus; elles sont publiées régulièrement dans le *Bulletin* de la Banque, partie « Statistiques », tableaux IX-1, IX-2 et IX-3. Le tableau IX-4 de la même partie du *Bulletin* contient les données de la balance des paiements sur base de caisse; lorsque le présent article a été rédigé, ces données étaient disponibles pour la période allant jusqu'à la fin de 1983. Enfin, le tableau IX-5 fournit les données les plus récentes tant sur la base des transactions que sur base de caisse.

La méthode utilisée pour établir les données de la balance des paiements sur la base des transactions a été revue depuis la parution du dernier article ⁽²⁾. On publiait précédemment une première estimation des importations et exportations

⁽¹⁾ « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1980 et données provisoires de 1981 », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIIe année, Tome I, n° 5, mai 1982.

⁽²⁾ « Modifications apportées au chapitre IX « Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » de la partie « Statistiques » du Bulletin », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIIIe année, Tome I, n° 3, mars 1983.

Tableau I.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(soldes en milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982
1. <i>Transactions sur biens et services :</i>				
1.1 Transactions sur marchandises :				
1.11 Exportations et importations ¹	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 163,1
(dont : produits énergétiques ²)	(- 155,1)	(- 213,4)	(- 281,3)	(- 339,1)
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises ³	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,5
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 10,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ⁴	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1
1.7 Autres :				
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 7,2
<i>Total 1</i>	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 57,6
2. <i>Transferts :</i>				
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 44,9
<i>Total 2</i>	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 55,9
Opérations courantes (Total 1 + 2)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 113,5
3. <i>Mouvement des capitaux⁵ des pouvoirs publics :</i>				
3.1 Etat ⁶ :				
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 105,9	+ 112,9
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3
<i>Total 3</i>	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	+ 117,5
4. <i>Mouvement des capitaux des entreprises⁷ et particuliers</i>				
4.1 Crédits commerciaux ⁸	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5
4.2 Autres ⁵ :				
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8
4.23 Secteur privé :				
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :				
4.2311 Valeurs mobilières	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6
4.2312 Investissements directs	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9
4.2314 Autres	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 31,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :				
4.2321 Valeurs mobilières	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8
4.2322 Investissements directs	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7
4.2324 Autres	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6
<i>Total 4</i>	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 5,1
5. <i>Erreurs et omissions</i>	+ 11,1	+ 20,9	- 1,7	+ 2,6
<i>Total 1 à 5</i>	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5
6. <i>Financement du total :</i>				
6.1 Crédits commerciaux ⁹ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires ⁵ :				
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :				
6.211 Crédits commerciaux ⁹	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3
6.212 Autres :				
6.2121 Francs belges et luxembourgeois ..	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1
6.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2
6.22 Organismes divers :				
6.221 Crédits commerciaux ⁹	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3
6.23 B.N.B. :				
6.231 Crédits commerciaux ⁹	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4
6.232 Autres (réserves de change nettes)	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations :</i>	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	(-)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris l'or non monétaire et les dépenses de matériel militaire.

² Règlements bancaires, corrigés pour tenir compte de la variation estimée des créances et dettes commerciales des sociétés pétrolières vis-à-vis de l'étranger ainsi que des opérations de ces sociétés réglées par compensation. Chapitre 27 de la nomenclature douanière de Bruxelles.

³ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note ¹).

⁴ Non compris les dépenses de matériel militaire (cf. note ¹).

1981				1982			
1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
- 45,6 (- 68,4)	- 46,0 (- 95,0)	- 50,0 (- 49,3)	- 34,2 (- 68,6)	- 76,7 (- 101,3)	- 40,4 (- 86,7)	- 24,1 (- 76,5)	- 21,9 (- 74,6)
+ 11,5	+ 12,6	+ 7,5	+ 9,9	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1
+ 6,8	+ 7,0	+ 7,6	+ 3,6	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,2	- 0,7
+ 3,9	+ 4,8	+ 5,4	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1
- 0,7	+ 0,3	- 0,8	- 2,6	- 0,5	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5
- 9,9	- 13,8	- 16,0	- 7,2	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7
+ 2,6	- 5,2	+ 3,0	- 3,6	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6
+ 9,3	+ 9,1	+ 9,5	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4
+ 1,2	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9
+ 2,4	- 0,4	- 1,2	- 3,6	+ 0,7	+ 0,9	- 0,1	- 8,7
- 18,5	- 30,9	- 34,4	- 23,4	- 66,7	- 13,1	+ 15,6	+ 6,6
- 3,1	- 3,3	- 4,9	- 4,0	- 3,9	- 3,2	- 1,8	- 2,1
- 11,1	- 9,5	- 5,5	- 6,9	- 10,1	- 13,0	- 13,4	- 8,4
- 14,2	- 12,8	- 10,4	- 10,9	- 14,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5
- 32,7	- 43,7	- 44,8	- 34,3	- 80,7	- 29,3	+ 0,4	- 3,9
+ 32,0	+ 27,7	+ 17,3	+ 28,9	+ 43,2	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1
- 0,1	- 1,0	- 1,0	- 2,3	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1
0,0	0,0	- 0,8	+ 6,4	+ 0,8	+ 5,1	0,0	+ 4,4
+ 31,9	+ 26,7	+ 15,5	+ 33,0	+ 43,2	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4
- 8,5	- 16,7	- 3,8	- 18,0	+ 27,8	- 27,0	+ 5,7	- 12,0
+ 2,0	+ 5,5	+ 0,9	+ 10,1	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4
- 10,0	- 1,2	+ 13,8	+ 10,3	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2
- 10,0	- 3,1	- 6,1	- 22,0	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2
+ 1,8	+ 11,2	- 8,7	- 5,4	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8
- 1,3	- 1,1	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2
- 13,1	- 19,3	- 17,7	- 10,0	- 14,6	- 2,1	- 16,9	+ 1,9
- 0,7	- 0,3	- 1,0	0,0	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1
+ 8,6	+ 22,5	+ 4,9	+ 14,2	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1
+ 0,2	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5
+ 10,0	+ 25,5	+ 4,7	+ 18,4	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3
- 21,0	+ 23,2	- 13,1	- 2,8	+ 12,0	- 5,8	- 16,4	+ 5,1
+ 18,3	+ 2,9	- 1,4	- 21,5	+ 1,1	- 21,2	+ 14,6	+ 8,1
- 3,5	+ 9,1	- 43,8	- 25,6	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7
+ 0,4	+ 0,2	+ 3,2	- 7,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0
- 3,5	+ 1,1	- 2,3	- 0,6	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3
+ 37,9	- 5,8	+ 19,5	+ 0,3	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4
+ 2,7	+ 6,6	- 24,8	- 18,5	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9
- 1,2	- 1,1	+ 1,1	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0
0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3
+ 7,0	+ 4,7	- 0,3	+ 12,8	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5
- 46,8	+ 3,7	- 40,3	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5
(+ 4,4)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)

⁵ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁶ Y compris le Fonds des Routes.

⁷ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁸ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁹ Les crédits commerciaux qui font l'objet des diverses sous-rubriques de la rubrique 6 sont les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises. Ces traites sont comptabilisées aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon qu'elles sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

sur la base des transactions, où l'on ajoutait aux paiements correspondants une estimation des opérations ayant entraîné une variation des créances et dettes commerciales nettes envers l'étranger. Cette estimation se basait sur les statistiques bancaires, pour les créances mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, et sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entreprises résidentes pour les créances et dettes non mobilisées. L'expérience a toutefois montré que cette enquête devenait de moins en moins fiable, ce qui donnait parfois lieu à des révisions considérables du solde commercial lorsque l'on remplaçait les données ainsi obtenues par celles que fournit la méthode du reclassement. Il a dès lors été décidé de ne plus calculer les importations et exportations qu'en s'inspirant de la méthode du reclassement des paiements (cette méthode est décrite dans la section 2.A).

Il résulte notamment de cette modification que les tableaux IX-1, IX-2 et IX-3 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* de la Banque, ne comportent plus à présent que des estimations de la balance des paiements sur la base des transactions, établies, en ce qui concerne les exportations et les importations, par la méthode du reclassement et qu'en outre, des changements ont été apportés au tableau IX-5 « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme » : les anciennes rubriques 1 (Transactions sur biens et services) et 2 (Transferts), dont le total correspond aux opérations courantes, ont été remplacées par une rubrique 1 (Opérations courantes sur base des transactions), celle-ci étant suivie d'une rubrique 1 bis qui reprend les opérations courantes sur base de caisse ; de plus, l'ancienne rubrique 4.2 du tableau IX-5, indiquant les variations des crédits commerciaux nets non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, a été subdivisée en deux rubriques :

— la rubrique 3.2 reprenant ceux des crédits de l'ancienne rubrique 4.2 relatifs aux opérations d'exportations et d'importations ;

— la rubrique 3.3 reprenant les autres crédits de l'ancienne rubrique 4.2, c'est-à-dire ceux relatifs aux opérations du travail à façon et d'arbitrage.

Cet article comprend trois parties.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger » comprend le tableau I « Balance générale des paiements », établi conformément aux tableaux IX-1 à 3 de la partie « Statistiques » du *Bulletin*, le tableau II « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme » établi conformément au tableau IX-5 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* (exception faite de la rubrique 1 bis « Opérations courantes sur base de caisse » qui n'est pas reprise ici), et le tableau III « Trois présentations synthétiques de la balance des paiements ».

La section 2 « Notes méthodologiques et tableaux de détail » comprend les tableaux IV à XIII ; ces tableaux fournissent une approche détaillée des rubriques du tableau 1 et des données trimestrielles relatives à ces rubriques pour les

années 1981 et 1982. Outre de brèves notes méthodologiques relatives aux tableaux I et II, cette section contient des considérations plus détaillées au sujet de l'évolution de certaines rubriques.

La section 3 présente la répartition géographique des balances des paiements de 1981 (tableau XIV) et 1982 (tableau XV).

SECTION 1 :

APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC L'ETRANGER : Tableaux I à III

Cette section reprend brièvement les grandes lignes des évolutions de 1982, tandis que la section 2 contient un résumé des explications d'ordre méthodologique au sujet de la définition des rubriques des tableaux I et II, ainsi que des considérations plus détaillées.

Depuis 1977, le total des excédents et déficits financiers des divers secteurs de l'économie belgo-luxembourgeoise donne lieu à un emprunt net au reste du monde, étant donné que les dépenses de consommation et d'investissement et les transferts payés sont, au total, supérieurs aux revenus et transferts reçus. Cet emprunt net correspond au déficit des opérations courantes avec l'étranger (rubriques 1 et 2 du tableau I). Ce déficit a crû d'année en année au cours de la période 1977-1981 et il s'est inscrit pour la première fois en diminution en 1982. Cette amélioration du solde courant a résulté d'une diminution du déficit des opérations sur marchandises (rubrique 1.1) et d'une augmentation de l'excédent des opérations sur services (rubriques 1.2 à 1.7 incluse).

L'évolution favorable des opérations sur marchandises s'explique tant par des facteurs de prix que de volume. En effet, les données relatives au commerce extérieur montrent que les termes de l'échange se seraient quelque peu améliorés en 1982. Malgré l'appréciation du dollar et la dévaluation de 8,5 p.c., le 22 février 1982, du franc belgo-luxembourgeois vis-à-vis des autres monnaies du SME, la hausse des valeurs unitaires moyennes à l'importation est restée modérée. Cette situation peut s'expliquer par l'augmentation relativement faible des prix des matières premières, énergie exclue, et de certains produits intermédiaires. Les valeurs unitaires moyennes à l'exportation ont augmenté un peu plus fortement, notamment parce que de nombreux exportateurs ont répercuté, entièrement ou en partie, l'alourdissement des coûts résultant de la dévaluation dans leurs prix en francs belges. Dans certains cas, les prix à l'exportation exprimés en monnaies étrangères ont même été maintenus inchangés, ce qui a entraîné une hausse des recettes en francs belges.

Tableau II.

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents
avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme*

(milliards de francs)

	1979	1980
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 de la balance générale des paiements)	- 89,4	- 144,4
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :		
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 4,3	+ 25,7
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 36,0	+ 64,8
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	- 7,7	+ 17,2
3. Mouvement des crédits commerciaux :		
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises non résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 18,0	- 2,5
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,7	- 20,0
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus par des résidents	- 4,3	+ 1,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :		
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 12,3	+ 53,2
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :		
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :		
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 43,9	- 68,3
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 1,6	- 46,2
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :		
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 51,0	+ 52,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 5,0	+ 64,4
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :		
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant ³	+ 41,5	+ 64,4
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	- 14,8	- 14,9
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :		
6.1 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position au comptant ³	+ 10,8	- 16,4
6.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position à terme	+ 11,4	- 3,3
7. Erreurs et omissions :		
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 11,1	+ 20,9
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 6,6	- 4,2
Total 1 à 7	- 39,2	+ 44,2
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+); diminution (-)] :		
8.1 Encaisse en or	+ 0,2	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 4,3	- 3,9
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :		
8.31 Ecus	- 25,4	- 27,3
8.32 Autres	- 1,1	+ 27,8
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :		
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 0,6	+ 30,6
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 7,7	+ 16,6
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :		
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,3	- 0,2
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	+ 0,6

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

1981	1982	1981				1982			
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
-155,5	-113,5	- 32,7	- 43,7	- 44,8	- 34,3	- 80,7	- 29,3	+ 0,4	- 3,9
+107,1	+117,5	+ 31,9	+ 26,7	+ 15,5	+ 33,0	+ 43,2	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4
+ 99,9	+115,6	+ 14,1	+ 19,5	+ 43,0	+ 23,3	+ 35,5	+ 41,3	+ 8,9	+ 29,9
+ 2,4	0,0	+ 2,3	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- 14,0	+ 1,8	- 2,7	- 4,9	- 1,7	- 4,7	- 0,8	+ 1,5	+ 10,3	- 9,2
- 44,1	- 2,6	- 3,5	- 16,9	- 4,2	- 19,5	+ 29,1	- 23,5	+ 2,5	- 10,7
- 2,9	- 2,9	- 5,0	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,5	- 1,3	- 3,5	+ 3,2	- 1,3
+ 33,3	+ 0,4	- 12,5	+ 39,9	- 9,3	+ 15,2	- 15,8	+ 21,2	- 22,1	+ 17,1
-127,8	- 12,1	- 35,0	- 40,5	- 32,5	- 19,8	- 36,4	-106,1	+ 52,9	+ 77,5
- 64,6	+ 9,5	- 48,4	+ 14,3	- 22,5	- 8,0	- 29,1	+ 73,4	+ 20,5	- 55,3
+ 64,8	- 37,4	+ 21,9	+ 22,7	+ 6,3	+ 13,9	+ 17,0	+ 88,5	- 53,9	- 89,0
+ 66,5	- 13,1	+ 39,9	- 11,9	+ 24,1	+ 14,4	+ 44,3	- 76,9	- 22,1	+ 41,6
- 51,9	+ 16,4	- 37,9	+ 6,1	- 19,6	- 0,5	+ 1,2	+ 5,6	+ 33,7	- 24,1
+ 12,9	- 22,2	+ 15,5	+ 6,9	+ 2,7	- 12,2	+ 2,5	- 13,1	+ 14,8	- 26,4
- 7,9	-114,7	+ 1,0	- 9,4	+ 4,5	- 4,0	+ 6,4	- 47,8	- 14,1	- 59,2
- 14,8	+ 25,8	- 7,0	- 9,3	- 4,3	+ 5,8	- 17,7	+ 16,6	- 13,2	+ 40,1
- 1,7	+ 2,6	+ 18,3	+ 2,9	- 1,4	- 21,5	+ 1,1	- 21,2	+ 14,6	+ 8,1
+ 5,0	- 8,6	- 4,7	+ 1,1	+ 3,5	+ 5,1	- 9,3	+ 12,9	- 8,1	- 4,1
- 93,3	- 37,5	- 44,5	+ 3,7	- 40,2	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- 1,8	- 0,8	- 1,6	+ 0,9	- 0,6	- 0,5	- 0,3	+ 1,1	- 0,8	- 0,8
- 78,8	+ 48,5	- 71,3	- 0,5	- 3,3	- 3,7	+ 18,8	- 3,2	+ 27,0	+ 5,9
- 2,7	- 14,3	0,0	0,0	0,0	- 2,7	+ 2,7	0,0	0,0	- 17,0
- 10,1	- 73,8	+ 25,0	+ 4,1	- 35,8	- 3,4	- 34,3	- 15,4	+ 32,2	- 56,3
+ 3,0	0,0	+ 2,9	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- 2,3	+ 2,9	+ 1,1	- 0,8	- 0,6	- 2,0	+ 2,3	- 3,0	+ 1,9	+ 1,7
- 0,6	0,0	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

³ Non compris les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques, lesquelles sont déjà recensées à la rubrique 3.1 du présent tableau; non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les traites représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 3.1.

Les évolutions constatées en termes de volume ont elles aussi contribué à l'amélioration du solde des opérations sur marchandises en 1982. L'augmentation des exportations en volume a dépassé celle des importations. Cette évolution est pour une large part la conséquence du rétablissement de la compétitivité de l'industrie manufacturière belge, qui avait commencé à se manifester voici quelques années et s'est poursuivi en 1981 et plus encore en 1982, permettant de conquérir des parts de marchés tant intérieurs qu'extérieurs.

L'augmentation entre 1981 et 1982 de l'excédent des opérations sur services est principalement la conséquence d'une nette amélioration des rubriques « Autres frais de transport », « Déplacements à l'étranger » et « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs », qui n'a été que partiellement compensée par une poursuite de la détérioration de la rubrique « Revenus de placements et d'investissements ».

La progression du solde négatif des transferts résulte exclusivement des transferts publics dont le déficit a augmenté de près de 12 milliards.

Aux erreurs et omissions près, le déficit des opérations courantes a pour contrepartie une *entrée de capitaux*, c'est-à-dire une diminution des avoirs financiers extérieurs nets de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Les divers mouvements des avoirs et engagements financiers vis-à-vis de l'étranger, qui se soldent par une telle diminution, peuvent être regroupés, à des fins de présentation et d'analyse, de plusieurs manières.

Dans le tableau I (comme dans les tableaux IX-1 à 4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin*), les opérations en capital des pouvoirs publics et celles des entreprises non bancaires et des particuliers avec l'étranger sont enregistrées « au-dessus de la ligne » ; les opérations en capital des organismes principalement monétaires avec l'étranger (c'est-à-dire la variation de leurs avoirs extérieurs nets) y sont inscrites « au-dessous de la ligne ». La « balance des opérations non monétaires » (total des rubriques 1 à 5) ainsi obtenue met en évidence l'incidence des opérations avec l'étranger sur les liquidités auprès des organismes principalement monétaires.

Le surplus des opérations en capital enregistrées « au-dessus de la ligne » dans ce tableau a atteint 112 milliards en 1982, contre 93 milliards en 1981 (somme des rubriques 3 et 4) ; tout comme en 1981, le surplus enregistré en 1982 a été dû entièrement aux emprunts des pouvoirs publics à l'étranger.

Le tableau II fait apparaître qu'à l'endettement croissant des pouvoirs publics contracté directement envers l'étranger, seul recensé dans la « balance générale des paiements », s'est ajouté, également en 1982, l'endettement croissant en monnaies étrangères envers les banques résidentes, qui a atteint 116 milliards en 1982, contre 100 milliards l'année précédente (rubrique 2.2).

L'ensemble des autres opérations en capital enregistrées « au-dessus de la ligne » dans le tableau II (rubriques 3 à 6) avait fait apparaître des sorties nettes de capitaux particulièrement importantes en 1981. En 1982, une amélioration

nette s'est produite dans le mouvement des créances commerciales (rubrique 3); les sorties causées par ce dernier, très importantes en 1981, ont été, en effet, faibles en 1982. Celles entraînées par les opérations en francs belges et luxembourgeois des non-résidents (rubrique 5) et celles aussi dues aux opérations en monnaies étrangères des résidents (rubrique 4.2) avec les banques résidentes ont également été moindres en 1982. Par contre, les autres opérations des entreprises et particuliers (rubrique 4.1) n'ont plus donné lieu en 1982, comme au cours des deux années antérieures, à des entrées de capitaux; une détérioration, plus nette encore, s'est également produite dans l'évolution des avoirs nets en monnaies étrangères des banques résidentes (rubrique 6) qui ont été augmentés nettement davantage en 1982 qu'en 1981. Au total, les sorties nettes de capitaux dues à l'ensemble des opérations en capital enregistrées « au-dessus de la ligne » dans le tableau II — et autres que celles des pouvoirs publics — ont atteint le même montant en 1982 qu'en 1981 (151 milliards).

Le tableau III reprend, sous une forme résumée, le schéma des tableaux I et II. Il comprend en outre un autre type de regroupement, dans lequel les opérations en capital considérées comme relativement « autonomes » sont enregistrées « au-dessus de la ligne », de manière à isoler « au-dessous de la ligne » les mouvements dont le caractère « compensatoire » est plus marqué. Ces derniers comprennent non seulement le mouvement des réserves de change nettes de la Banque, mais aussi les opérations en capital du secteur public — pouvoirs publics et entreprises publiques — avec l'étranger et en monnaies étrangères avec les banques résidentes. Par contre, les opérations en capital du secteur bancaire — qui comprennent la variation de la position de ce secteur en monnaies étrangères (rubrique 6 du tableau II), celle de ses avoirs nets en francs sur des non-résidents (rubrique 5 du tableau II) et celle de ses crédits commerciaux (rubrique 3.1 du tableau II) — sont inscrites « au-dessus de la ligne ». On trouve de la sorte « au-dessus de la ligne » les opérations en capital du secteur privé.

En 1982, et pour la première fois depuis 1978, la balance globale du tableau I (total 1 à 5) a fait état d'un surplus dont l'apparition a été due principalement à la réduction de 42 milliards du déficit courant.

La balance globale du tableau II (total 1 à 7) indique toutefois que, bien qu'en diminution, le déficit courant n'a été à nouveau compensé qu'en partie par les opérations en capital des secteurs autres que la Banque; une nouvelle diminution des réserves de change nettes de celle-ci a ainsi été enregistrée en 1982.

Enfin, le déficit de la balance globale constituée par les opérations courantes et les opérations en capital du secteur privé (rubrique C.4 du tableau III) a diminué en 1982, l'évolution des unes et des autres ayant contribué à la diminution. En 1982, ce déficit a été financé dans une mesure accrue par les entrées de capitaux du secteur public qui se sont maintenues au niveau de l'année précédente, la perte de réserves de change nettes de la Banque ayant ainsi été ramenée, compte tenu des opérations à terme de celle-ci, de 93 milliards en 1981 à 37 milliards en 1982.

Tableau III.

Trois présentations synthétiques de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(soldes en milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
A. Présentation du tableau I : Balance générale des paiements :												
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 du tableau I)	- 89,4	-144,4	-155,5	-113,5	-32,7	-43,7	-44,8	-34,3	-80,7	-29,3	+0,4	-3,9
2. Opérations en capital du secteur non monétaire résident avec l'étranger (rubriques 3 et 4)*	-15,0	+60,7	+93,4	+112,4	+10,9	+49,9	+2,4	+30,2	+55,2	+34,1	+15,6	+7,5
3. Erreurs et omissions (rubrique 5)	-11,1	+20,9	-1,7	+2,6	+18,3	+2,9	-1,4	-21,5	+1,1	-21,2	+14,6	+8,1
4. = 1 à 3. Opérations en capital des organismes principalement monétaires avec l'étranger ¹ (rubrique 6)**	-115,5	-62,8	-63,8	+1,5	-3,5	+9,1	-43,8	-25,6	-24,4	-16,4	+30,6	+11,7
B. Présentation du tableau II : Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme :												
1. Opérations courantes (rubrique 1 du tableau II)	-89,4	-144,4	-155,5	-113,5	-32,7	-43,7	-44,8	-34,3	-80,7	-29,3	+0,4	-3,9
2. Opérations en capital des secteurs autres que la B.N.B. ² (rubriques 2 à 6)*	+54,7	+171,9	+58,9	+82,0	-25,4	+43,4	+2,5	+38,4	+78,1	+17,1	+53,4	-66,6
3. Erreurs et omissions (rubrique 7)	-4,5	+16,7	+3,3	-6,0	+13,6	+4,0	+2,1	-16,4	-8,2	-8,3	+6,5	+4,0
4. = 1 à 3. Mouvement des réserves de change nettes et des avoirs nets à terme de la B.N.B. (rubrique 8)**	-39,2	+44,2	-93,3	-37,5	-44,5	+3,7	-40,2	-12,3	-10,8	-20,5	+60,3	-66,5
C. Balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé :												
1. Opérations courantes ³	-89,4	-144,4	-155,5	-113,5	-32,7	-43,7	-44,8	-34,3	-80,7	-29,3	+0,4	-3,9
2. Opérations en capital du secteur privé ⁴ *	-9,9	+0,8	-201,7	-173,7	-68,7	-14,0	-75,7	-43,3	-1,6	-70,5	+9,9	-111,5
3. Erreurs et omissions ⁵	-4,5	+16,7	+3,3	-6,0	+13,6	+4,0	+2,1	-16,4	-8,2	-8,3	+6,5	+4,0
4. = 1 à 3. Total	-103,8	-126,9	-353,9	-293,2	-87,8	-53,7	-118,4	-94,0	-90,5	-108,1	+16,8	-111,4
Financement du total : **												
4.1 Opérations en capital du secteur public ⁶	-64,6	-171,1	-260,6	-255,7	-43,3	-57,4	-78,2	-81,7	-79,7	-87,6	-43,5	-44,9
4.2 Mouvement des réserves de change nettes et des avoirs nets à terme de la B.N.B. ⁷	-39,2	+44,2	-93,3	-37,5	-44,5	+3,7	-40,2	-12,3	-10,8	-20,5	+60,3	-66,5

* Signe (+) = augmentation d'engagements ou diminution d'avoirs.

** Signe (+) = augmentation d'avoirs ou diminution d'engagements.

¹ Y compris le mouvement des crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident.² Y compris le mouvement des crédits commerciaux financés par la B.N.B.³ Cf. rubrique A.1 et rubrique B.1 du même tableau.⁴ Rubrique 4.23 du tableau I, plus rubrique 3 du tableau II (la totalité du mouvement des crédits commerciaux est attribuée au secteur privé), plus rubrique 4.2 du tableau II à l'exclusion des opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques avec les banques belges et luxembourgeoises, plus rubriques 5 et 6 du tableau II.⁵ Rubrique 7 du tableau II.⁶ Non compris le mouvement des crédits commerciaux. Y compris les opérations en monnaies étrangères avec les banques résidentes et les opérations de change à terme. Cette rubrique correspond à la somme des rubriques 3, 4.21 et 4.22 du tableau I (avec signe opposé) et des rubriques 2.2 et 2.3 du tableau II (avec signe opposé), plus les opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques avec les banques belges et luxembourgeoises.⁷ Rubrique 8 du tableau II.

SECTION 2 :

NOTES METHODOLOGIQUES ET TABLEAUX DE DETAIL

A. NOTES METHODOLOGIQUES ET TABLEAUX DE DETAIL RELATIFS AU TABLEAU I

Rubrique 1.1 « Transactions sur marchandises » : Tableau IV

Rubrique 1.11 « Exportations et importations »

Sous cette rubrique sont enregistrés les transferts de propriété, entre résidents et non-résidents, de la plupart des biens meubles — y compris l'or, sauf s'il s'agit d'une transaction sur or entre la Banque et un non-résident (« or monétaire ») ⁽¹⁾.

Les montants figurant sous cette rubrique sont obtenus par l'addition des éléments suivants :

— les règlements bancaires relatifs aux exportations et importations (y compris celles d'or et de diamant), recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et ajustés afin d'éliminer l'incidence des délais de paiement. Les contreparties de ces ajustements apparaissent à la rubrique 3.1 du tableau II pour les crédits commerciaux qui sont mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises (et partiellement refinancés auprès d'autres intermédiaires résidents, y compris la Banque Nationale) et aux rubriques 3.2 et 3.3 du tableau II pour les crédits non mobilisés ;

— à partir de 1977, les exportations et importations réglées par compensation. Des compensations peuvent être opérées aussi bien entre exportations et importations qu'avec des transactions recensées sous d'autres rubriques ⁽²⁾ ;

— les dons en nature. Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, des fournitures effectuées par le Gouvernement belge dans le cadre de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement. En contrepartie de la valeur de ces fournitures, un montant équivalent est inscrit, en dépenses, à la rubrique 2.2 « Transferts publics » ;

— les achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque ;

— les achats de marchandises en U.E.B.L. par les institutions européennes.

⁽¹⁾ Les achats ou ventes d'or couverts par des ventes ou achats d'or à terme contre devises, effectués par des banques résidentes, ont toutefois été assimilés à des mouvements des avoirs extérieurs en devises des banques.

⁽²⁾ De la sorte, les opérations réglées par compensation affectent diverses rubriques de la balance des paiements ; au niveau des soldes, les données statistiques sont peu modifiées mais leur importance est plus sensible en ce qui concerne les recettes et les dépenses séparément.

En ce qui concerne le premier élément cité, l'enregistrement par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change porte, par définition, sur les paiements auxquels les transactions donnent lieu et non sur ces transactions elles-mêmes. Pour la majeure partie des paiements, on connaît la date du dédouanement correspondant, supposée proche de celle du transfert de propriété. Il est donc possible de « reclasser » les paiements selon le mois des transactions correspondantes. Ceci s'opère en reclassant les paiements bancaires selon le mois de la transaction sur la base de la date du dédouanement mentionnée par les pièces justificatives communiquées à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et en remplaçant, pour chaque période statistique, les paiements qui ont été effectués au cours de cette période, par ces « paiements reclassés ».

Tableau IV.

Rubrique 1.1 « Transactions sur marchandises »
(milliards de francs)

	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1979	1.485,0	1.624,5	- 139,5	65,2	17,8	+ 47,4	+ 18,5	1.568,7	1.642,3	- 73,6
1980	1.663,0	1.817,7	- 154,7	70,7	33,0	+ 37,7	+ 8,4	1.742,1	1.850,7	- 108,6
1981	1.853,6	2.029,4	- 175,8	78,2	36,7	+ 41,5	+ 25,0	1.956,8	2.066,1	- 109,3
1982	2.203,6	2.366,7	- 163,1	100,9	46,7	+ 54,2	+ 24,3	2.328,8	2.413,4	- 84,6
1981 1 ^{er} trimestre .	452,5	498,1	- 45,6	20,8	9,3	+ 11,5	+ 6,8	480,1	507,4	- 27,3
2 ^e trimestre .	476,0	522,0	- 46,0	19,9	7,3	+ 12,6	+ 7,0	502,9	529,3	- 26,4
3 ^e trimestre .	439,5	489,5	- 50,0	16,7	9,2	+ 7,5	+ 7,6	463,8	498,7	- 34,9
4 ^e trimestre .	485,6	519,8	- 34,2	20,8	10,9	+ 9,9	+ 3,6	510,0	530,7	- 20,7
1982 1 ^{er} trimestre .	490,5	567,2	- 76,7	16,5	15,3	+ 1,2	+ 7,2	514,2	582,5	- 68,3
2 ^e trimestre .	571,5	611,9	- 40,4	20,9	9,6	+ 11,3	+ 7,6	600,0	621,5	- 21,5
3 ^e trimestre .	537,9	562,0	- 24,1	32,7	9,1	+ 23,6	+ 10,2	580,8	571,1	+ 9,7
4 ^e trimestre .	603,7	625,6	- 21,9	30,8	12,7	+ 18,1	- 0,7	633,8	638,3	- 4,5

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris l'or non monétaire et les dépenses de matériel militaire.

² Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

Ce reclassement concerne tant les paiements anticipés que les paiements différés. Toutefois, la faible importance des premiers (en moyenne 2 à 3 p.c. du total des paiements) et leur terme très court, autorisent, pour ceux-ci, une simplification de la méthode : la totalité des paiements anticipés est censée se rapporter à des dédouanements effectués le mois suivant, c'est-à-dire que ces paiements sont supposés n'être anticipés que d'un mois. Ils sont comptés comme transactions du mois suivant.

En ce qui concerne les paiements différés, le procédé de reclassement requiert évidemment qu'ils aient eu lieu : les transactions d'une période ne

peuvent, en principe, être reconstituées intégralement selon cette méthode que si elles ont été toutes payées, c'est-à-dire, compte tenu de l'existence de transactions payables à moyen et à long terme, après plusieurs années parfois.

En pratique, cependant, la quasi-totalité (99 p.c. environ) des transactions dont le règlement est différé, est payée dans les douze mois suivant la date du dédouanement. De plus les variations des délais de paiement à caractère spéculatif affectent essentiellement les transactions assorties d'un délai de paiement inférieur à six mois. C'est pourquoi il a été convenu de calculer une première fois les transactions d'une période donnée à partir des paiements effectués dans un délai de six mois suivant cette période. De la sorte, environ 92 p.c. des paiements d'une période peuvent être reclassés selon les dates de transaction correspondantes et la quasi-totalité du maillage peut être éliminée.

Les données définitives relatives aux transactions d'une période déterminée sont obtenues par le reclassement des paiements qui sont effectués dans les 12 mois qui suivent cette période.

Les transactions restantes — celles qui n'ont pas donné lieu à paiement dans les douze mois par rapport à la période considérée — sont évaluées sur la base des paiements de la période qui n'ont pu être reclassés ⁽¹⁾, en ajoutant toutefois aux transactions d'exportation, la variation, durant la période, des encours de Creditexport, qui comprennent la plus grande partie des crédits à l'exportation de plus d'un an. Cette ultime correction permet de réduire encore la fraction, déjà très minime, des paiements d'exportation non reclassés. A l'importation, les paiements non reclassés sont encore moins importants. La simplification introduite en considérant ces paiements comme des transactions de la période considérée même — qui ne serait source d'erreurs sensibles que si les montants en cause variaient fortement d'une année à l'autre — ne fausse donc guère la statistique.

L'élaboration des données suivant les principes décrits plus haut implique certaines imprécisions. Ainsi, il n'est pas possible de tenir compte, par exemple, du troc, des dons en nature pour lesquels on ne dispose pas des données nécessaires pour les compter et, en général, des opérations sur marchandises qui ont été payées en dehors des banques de l'U.E.B.L. ou qui ont été financées par des crédits commerciaux qui n'ont pu être recensés. Ainsi également, la valeur des opérations est déterminée par les prix stipulés dans les contrats; ces prix peuvent toutefois différer du prix du marché, c'est-à-dire le prix auquel une transaction dans laquelle n'interviennent que des considérations commerciales, a lieu entre des parties indépendantes l'une de l'autre et qui, selon les recommandations du F.M.I., doit être utilisé dans l'élaboration d'une balance des paiements ⁽²⁾.

⁽¹⁾ C'est-à-dire qu'on suppose que les transactions de la période assorties de délais de paiement supérieurs à un an sont équivalentes à celles du passé assorties de délais de paiement aussi longs et réglées dans la période.

⁽²⁾ Pour un aperçu de toutes les imprécisions découlant de la méthode appliquée, il y a lieu de se référer à l'article sur la « Méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIII^{ème} année, tome I, n^o 6, juin 1978, plus précisément aux pp. 28-29 et 30.

La méthode de reclassement des importations et exportations a automatiquement pour conséquence que les données sur la base des transactions ne sont disponibles qu'avec beaucoup de retard. Ainsi, les données définitives pour le mois de décembre 1982, et par conséquent aussi pour l'année 1982, n'ont pu être établies qu'après que les statistiques relatives aux règlements bancaires des exportations et importations de décembre 1983 ont été disponibles. Ces règlements bancaires, qui sont relevés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, ne sont eux-mêmes disponibles sous forme définitive qu'avec un décalage de deux à trois mois. Compte tenu de ce qui précède et du temps nécessaire au traitement des données, on peut dire que les données définitives sur la base des transactions ne sont établies qu'avec un retard de quinze à seize mois environ.

Au cours de la période étudiée dans cet article, c'est pour la première fois en 1982 que le déficit résultant des importations et exportations s'est amélioré par rapport à l'année précédente. Cette amélioration peut apparemment être attribuée à divers facteurs : croissance modérée des marchés pour l'écoulement des produits de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, allant de pair avec une stagnation de la demande intérieure, et gains de parts de marchés, tant à l'étranger qu'à l'intérieur. L'amélioration susvisée s'est produite bien que le déficit commercial ait atteint un niveau record au cours du premier trimestre de 1982. On peut sans doute mettre la nette aggravation du déficit au cours du mois de mars en relation avec la dévaluation. Cette dernière a en effet exercé un effet « mécanique » : exprimés en francs belges, les prix fixés par contrat avant la dévaluation dans les diverses monnaies ont augmenté à concurrence du pourcentage d'appréciation de ces monnaies, tant pour les importations que pour les exportations. Etant donné qu'il y a relativement plus d'opérations en monnaies étrangères à l'importation qu'à l'exportation et que, de plus, la valeur totale des importations est supérieure à celle des exportations, il s'ensuit automatiquement une augmentation du déficit des opérations sur marchandises.

Par ailleurs, la dévaluation a eu un effet secondaire qui a accru les importations et retardé les exportations de produits agricoles. En effet, les mécanismes propres à la politique agricole de la CEE ont fait que le franc « vert », dont le cours est déterminant pour la valeur, exprimée en francs belges, des produits agricoles belges, n'a pas été dévalué en même temps que le franc « normal » (cette dévaluation a eu lieu en plusieurs étapes et la première et plus importante adaptation a eu lieu le 6 mai 1982). Cela signifie qu'entretemps, les prix des produits agricoles belges exprimés en francs belges sont restés inchangés et que, pour éviter des distorsions commerciales au sein de la Communauté, des montants compensatoires monétaires ont été introduits, c'est-à-dire des subsides à l'importation et des taxes à l'exportation. Les importateurs belges et luxembourgeois de produits agricoles ont quelque peu accru leurs importations au cours de cette période transitoire, afin de pouvoir profiter de ces subsides, tandis que les exportateurs de l'U.E.L.B. ont plutôt eu tendance à ralentir leurs exportations, dans l'attente de la suppression de la taxe.

On peut enfin signaler que le blocage intérieur des prix (du 23 février au 31 mars 1982) ⁽¹⁾, qui a constitué une des mesures d'accompagnement de la dévaluation, a provoqué une certaine hausse anticipée de la demande des ménages et, partant, des importations de biens de consommation.

L'amélioration rapide qui s'est manifestée à partir du deuxième trimestre de 1982 s'explique en partie par les retombées des deux phénomènes cités ci-dessus ainsi que par les divers facteurs déjà mentionnés.

Rubrique 1.12 « Travail à façon »

Sont comptabilisées sous cette rubrique toutes les transactions relatives à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Les flux figurant sous cette rubrique sont obtenus en ajoutant aux règlements bancaires et aux opérations réglées par compensation la variation des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger au titre de ces opérations, estimée d'après des enquêtes trimestrielles effectuées auprès de firmes résidentes.

Tout comme pour les opérations sur marchandises, la nette amélioration en 1982 du solde du travail à façon est apparue au second semestre de l'année. Au cours de cette période, les dépenses ont à peine dépassé celles de l'année précédente, tandis que les recettes augmentaient fortement.

Le modeste résultat du premier trimestre, et plus particulièrement du mois de mars, semble indiquer que la dévaluation a exercé, à cet égard également, un effet « mécanique ».

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage » (nettes)

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents sans considération du fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'U.E.B.L.

Le solde de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

⁽¹⁾ Blocage suivi d'un contrôle sélectif des prix.

Les règlements bancaires et compensations relatifs à cette catégorie d'opérations sont ajustés, pour éliminer l'incidence des délais de paiement, de la même manière que les données relatives au travail à façon.

Rubriques 1.2 à 1.7 « Transactions sur services » : Tableau V

Rubrique 1.2 « Frets et assurances pour le transport de marchandises »

Les recettes et les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport de marchandises ; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Par ailleurs, la rubrique 1.2 comprend, en recettes, certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normalement être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée) ⁽¹⁾ et, en dépenses, certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11) ⁽²⁾

Rubrique 1.3 « Autres frais de transport »

Cette rubrique comprend tous les règlements bancaires et les opérations réglées par compensation afférents à des activités de transport autres que le transport de marchandises proprement dit : transport de personnes, location, frais d'entretien et de réparation, achat et vente de provisions de bord pour navires et avions, frais et droits de douane, d'entrepôt, de manutention, de dédouanement, de port et frais de remorquage.

C'est pour la première fois en 1982 au cours de la période considérée que cette rubrique s'est soldée par un excédent. L'amélioration constatée a été principalement la conséquence de l'évolution des achats et ventes de provisions de bord pour avions et navires : par rapport à 1981, les non-résidents ont acheté beaucoup plus de provisions de bord en U.E.B.L., tandis que les résidents s'approvisionnaient moins à l'étranger.

⁽¹⁾ Les dépenses d'importation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « frets et assurances » comprend, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

⁽²⁾ Les recettes d'exportation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « frets et assurances pour le transport de marchandises » comprend, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs pour le compte des importateurs étrangers en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

Tableau V.

Rubriques 1.2 à 1.7 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

	1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises ¹						1.3 Autres frais de transport			1.4 Déplacements à l'étranger			1.5 Revenus de placements et d'investissements			1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ²			1.7 Autres			Total		
	Frets			Assurances			Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde																		
1979	78,8	67,4	+ 11,4	1,7	2,3	- 0,6	37,5	37,7	- 0,2	47,9	87,1	- 39,2	320,6	310,2	+ 10,4	39,7	12,8	+ 26,9	143,0	139,1	+ 3,9	669,2	656,6	+ 12,6
1980	96,4	78,8	+ 17,6	2,0	2,6	- 0,6	54,4	55,4	- 1,0	52,9	95,6	- 42,7	521,6	523,8	- 2,2	45,1	13,0	+ 32,1	166,3	166,9	- 0,6	938,7	936,1	+ 2,6
1981	116,4	97,0	+ 19,4	2,5	3,3	- 0,8	62,6	66,4	- 3,8	60,6	107,5	- 46,9	882,7	885,9	- 3,2	50,9	14,0	+ 36,9	192,4	191,9	+ 0,5	1.368,1	1.366,0	+ 2,1
1982	120,1	102,8	+ 17,3	2,9	3,7	- 0,8	78,4	68,4	+ 10,0	72,1	100,1	- 28,0	1.021,6	1.031,2	- 9,6	59,0	15,9	+ 43,1	207,7	212,7	- 5,0	1.561,8	1.534,8	+ 27,0
1981 1 ^{er} trim.	26,1	22,0	+ 4,1	0,5	0,7	- 0,2	14,4	15,1	- 0,7	11,9	21,8	- 9,9	179,4	176,8	+ 2,6	12,5	3,2	+ 9,3	48,5	44,9	+ 3,6	293,3	284,5	+ 8,8
2 ^e trim.	29,8	24,9	+ 4,9	0,7	0,8	- 0,1	16,4	16,1	+ 0,3	14,6	28,4	- 13,8	217,6	222,8	- 5,2	12,8	3,7	+ 9,1	45,6	45,3	+ 0,3	337,5	342,0	- 4,5
3 ^e trim.	30,6	25,0	+ 5,6	0,7	0,9	- 0,2	17,0	17,8	- 0,8	20,4	36,4	- 16,0	237,3	234,3	+ 3,0	12,4	2,9	+ 9,5	47,8	48,4	- 0,6	366,2	365,7	+ 0,5
4 ^e trim.	29,9	25,1	+ 4,8	0,6	0,9	- 0,3	14,8	17,4	- 2,6	13,7	20,9	- 7,2	248,4	252,0	- 3,6	13,2	4,2	+ 9,0	50,5	53,3	- 2,8	371,1	373,8	- 2,7
1982 1 ^{er} trim.	28,9	24,2	+ 4,7	0,8	1,1	- 0,3	14,5	15,0	- 0,5	12,7	19,7	- 7,0	247,7	253,7	- 6,0	14,5	4,9	+ 9,6	47,8	46,7	+ 1,1	366,9	365,3	+ 1,6
2 ^e trim.	31,0	26,3	+ 4,7	0,7	1,0	- 0,3	20,8	17,0	+ 3,8	18,7	25,4	- 6,7	263,5	267,5	- 4,0	14,4	4,6	+ 9,8	51,3	50,2	+ 1,1	400,4	392,0	+ 8,4
3 ^e trim.	30,7	25,0	+ 5,7	0,7	0,8	- 0,1	22,9	17,7	+ 5,2	24,5	36,1	- 11,6	263,2	268,4	- 5,2	14,5	3,2	+ 11,3	55,0	54,4	+ 0,6	411,5	405,6	+ 5,9
4 ^e trim.	29,5	27,3	+ 2,2	0,7	0,8	- 0,1	20,2	18,7	+ 1,5	16,2	18,9	- 2,7	247,2	241,6	+ 5,6	15,6	3,2	+ 12,4	53,6	61,4	- 7,8	383,0	371,9	+ 11,1

¹ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

² Non compris les dépenses de matériel militaire.

Rubrique 1.4 « Déplacements à l'étranger »

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Les chiffres comprennent les règlements et compensations recensés au titre des frais de voyage (à l'exclusion des frais de transport, comptabilisés sous la rubrique 1.3), de séjour, de cure, d'études, ainsi que des opérations réglées en billets. Ces dernières opérations sont ajustées de façon à éliminer, dans la mesure du possible, les utilisations de billets liées notamment à des achats et ventes de marchandises, des paiements de salaires de travailleurs frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des mouvements de capitaux. La présente rubrique comprend, en outre, en recettes, la partie des dépenses d'assistance technique du Gouvernement belge destinée à la formation intellectuelle (bourses d'études) ou professionnelle (stages) en U.E.B.L. de ressortissants de pays en voie de développement; on considère, en effet, que ces fonds ont été dépensés, au cours de leur séjour en U.E.B.L., par les étudiants et stagiaires bénéficiaires de cette forme d'assistance technique. On retrouve la contrepartie de cette adaptation, en dépenses, sous la rubrique 2.2 du tableau VII « Transferts publics ».

Le déficit de la rubrique « Déplacements à l'étranger » s'est nettement réduit en 1982, sans doute parce que la dévaluation du franc a poussé un plus grand nombre de résidents et d'étrangers à passer leurs vacances en Belgique et au Luxembourg. Cette évolution se reflète dans une forte augmentation des recettes et une diminution des dépenses.

Rubrique 1.5 « Revenus de placements et d'investissements »

Sont comptabilisés sous cette rubrique les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L.

Il convient de souligner que, tant pour les dépenses que pour les recettes, l'enregistrement statistique ne couvre pas la totalité des revenus considérés. Ainsi, pour les dépenses, c'est-à-dire les paiements à des non-résidents, n'est enregistrée que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger, qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L., ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger et les intérêts capitalisés par les résidents à l'étranger ne sont donc pas comptabilisés, faute de collecte de ces informations.

L'accroissement du déficit de cette rubrique en 1982 s'explique entièrement par l'augmentation des charges d'intérêt de la dette extérieure du secteur public. Cet accroissement n'a été compensé qu'en partie grâce à un effet mécanique secondaire de la dévaluation: il y a une part relativement plus importante des

Tableau VI.

Rubrique 1.7 « Autres » des transactions sur services
(milliards de francs)

	Travailleurs frontaliers			Contrats d'entreprise			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages, commissions et frais commerciaux divers			Primes et indemnités d'assurances ¹			Services divers ²			Total		
	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde	Recet-tes	Dépen-tes	Solde
1979	16,8	11,8	+ 5,0	11,0	13,6	- 2,6	5,1	10,2	- 5,1	62,9	54,4	+ 8,5	15,4	15,2	+ 0,2	31,8	33,9	- 2,1	143,0	139,1	+ 3,9
1980	17,7	14,0	+ 3,7	14,2	15,6	- 1,4	5,4	13,3	- 7,9	75,4	66,8	+ 8,6	16,6	17,4	- 0,8	37,0	39,8	- 2,8	166,3	166,9	- 0,6
1981	18,3	15,0	+ 3,3	12,8	17,9	- 5,1	7,0	15,8	- 8,8	86,2	75,0	+ 11,2	19,6	20,8	- 1,2	48,5	47,4	+ 1,1	192,4	191,9	+ 0,5
1982	20,6	18,4	+ 2,2	13,5	14,8	- 1,3	8,6	19,1	- 10,5	87,5	81,5	+ 6,0	22,8	23,2	- 0,4	54,7	55,7	- 1,0	207,7	212,7	- 5,0
1981 1 ^{er} trimestre	4,3	3,1	+ 1,2	3,7	3,8	- 0,1	1,6	4,0	- 2,4	21,6	17,5	+ 4,1	4,4	4,3	+ 0,1	12,9	12,2	+ 0,7	48,5	44,9	+ 3,6
2 ^e trimestre	4,4	3,7	+ 0,7	3,4	4,3	- 0,9	1,5	3,3	- 1,8	20,3	17,6	+ 2,7	4,9	5,3	- 0,4	11,1	11,1	0,0	45,6	45,3	+ 0,3
3 ^e trimestre	4,4	3,8	+ 0,6	2,9	5,3	- 2,4	1,9	3,9	- 2,0	21,3	19,4	+ 1,9	5,0	5,4	- 0,4	12,3	10,6	+ 1,7	47,8	48,4	- 0,6
4 ^e trimestre	5,2	4,4	+ 0,8	2,8	4,5	- 1,7	2,0	4,6	- 2,6	23,0	20,5	+ 2,5	5,3	5,8	- 0,5	12,2	13,5	- 1,3	50,5	53,3	- 2,8
1982 1 ^{er} trimestre	4,6	4,2	+ 0,4	3,1	2,9	+ 0,2	2,0	4,3	- 2,3	20,4	17,7	+ 2,7	5,3	4,9	+ 0,4	12,4	12,7	- 0,3	47,8	46,7	+ 1,1
2 ^e trimestre	4,9	4,7	+ 0,2	3,6	3,0	+ 0,6	1,9	4,6	- 2,7	21,5	17,2	+ 4,3	5,9	6,1	- 0,2	13,5	14,6	- 1,1	51,3	50,2	+ 1,1
3 ^e trimestre	4,9	4,2	+ 0,7	2,9	4,2	- 1,3	2,4	4,3	- 1,9	23,7	22,0	+ 1,7	5,8	5,9	- 0,1	15,3	13,8	+ 1,5	55,0	54,4	+ 0,6
4 ^e trimestre	6,2	5,3	+ 0,9	3,9	4,7	- 0,8	2,3	5,9	- 3,6	21,9	24,6	- 2,7	5,8	6,3	- 0,5	13,5	14,6	- 1,1	53,6	61,4	- 7,8

¹ A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises (incluses dans la rubrique 1.2), des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit (incluses dans les rubriques 4.2314 et 4.2324).

² Notamment services d'assistance technique et de gestion, abonnements et cotisations, paiements effectués par l'intermédiaire de l'Administration des Postes.

avoirs sur l'étranger que des engagements sur l'étranger du secteur privé qui est exprimée en devises ; la baisse de la valeur du franc a donc accru les avoirs nets sur l'étranger exprimés en francs ainsi que les revenus nets y afférents.

Rubrique 1.6 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs »

Il s'agit d'une rubrique résiduelle destinée à l'enregistrement des transactions des pouvoirs publics en biens, services et revenus non classées ailleurs. C'est ainsi que les transactions portant sur le matériel militaire ou concernant les intérêts de la dette extérieure du secteur public sont enregistrées sous les rubriques appropriées (marchandises, revenus de placements et d'investissements).

Sous cette réserve, la présente rubrique comprend tous les paiements effectués à l'étranger ou à des institutions internationales ou reçus de l'étranger ou d'institutions internationales par les gouvernements belge et luxembourgeois et les paiements en faveur ou en provenance de gouvernements étrangers ou d'institutions internationales. Il s'agit notamment, en recettes, des dépenses courantes de fonctionnement des institutions internationales établies en U.E.B.L. — comprenant surtout des revenus de travail ⁽¹⁾ — et, en dépenses, des dépenses militaires autres qu'en matériel.

Rubrique 1.7 « Autres » : Tableau VI

Il s'agit également d'une rubrique résiduelle comprenant tous les biens, services et revenus qui n'ont pas été classés ailleurs. Une ventilation de cette rubrique par principaux groupes de transactions est donnée au tableau VI.

La détérioration en 1982 du solde de la rubrique « Autres » s'explique pour une bonne part par la diminution du solde positif de la rubrique « Courtages, commissions et frais commerciaux divers », dont les recettes ont à peine augmenté entre 1981 et 1982.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations gratuites (c'est-à-dire sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements : ressources réelles (biens, services) ⁽²⁾ et avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers ; c'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

⁽¹⁾ Les institutions internationales établies en U.E.B.L. sont des « non-résidents » alors que leurs fonctionnaires résident sur le territoire économique de l'Union.

⁽²⁾ Y compris les services des facteurs de production (revenus de facteurs)

Tableau VII.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts publics			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1979	18,2	28,3	-10,1	36,0	54,3	-18,3	54,2	82,6	-28,4
1980	20,9	31,9	-11,0	27,6	55,0	-27,4	48,5	86,9	-38,4
1981	24,0	39,3	-15,3	25,7	58,7	-33,0	49,7	98,0	-48,3
1982	27,1	38,1	-11,0	27,0	71,9	-44,9	54,1	110,0	-55,9
1981 1 ^{er} trimestre ..	5,9	9,0	-3,1	4,1	15,2	-11,1	10,0	24,2	-14,2
2 ^e trimestre .	5,9	9,2	-3,3	6,4	15,9	-9,5	12,3	25,1	-12,8
3 ^e trimestre .	6,1	11,0	-4,9	9,4	14,9	-5,5	15,5	25,9	-10,4
4 ^e trimestre .	6,1	10,1	-4,0	5,8	12,7	-6,9	11,9	22,8	-10,9
1982 1 ^{er} trimestre .	6,3	10,2	-3,9	6,4	16,5	-10,1	12,7	26,7	-14,0
2 ^e trimestre .	6,1	9,3	-3,2	4,8	17,8	-13,0	10,9	27,1	-16,2
3 ^e trimestre .	7,2	9,0	-1,8	5,2	18,6	-13,4	12,4	27,6	-15,2
4 ^e trimestre .	7,5	9,6	-2,1	10,6	19,0	-8,4	18,1	28,6	-10,5

Rubrique 2.1 « Transferts privés »

Cette rubrique comprend les transactions entre agents économiques du secteur privé exclusivement, à savoir, essentiellement, les envois de fonds des travailleurs migrants dans leur pays d'origine, les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination des pays non limitrophes ⁽¹⁾, les rémunérations dont disposent en Belgique les Belges exerçant des activités d'assistance technique dans les pays en voie de développement ainsi que les dons et secours privés de natures diverses.

La réduction du déficit de cette rubrique, en 1982, s'explique par une régression des transferts de travailleurs migrants vers leur pays d'origine.

Rubrique 2.2 « Transferts publics »

Cette rubrique est réservée aux transactions :

— soit entre un des gouvernements de l'U.E.B.L. et le gouvernement d'un pays tiers (ou entre un gouvernement résident et une organisation internationale) ;

⁽¹⁾ Les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) par ou à des pays limitrophes sont classés à la rubrique 1.7 (deux premières colonnes) du tableau VI.

— soit entre un gouvernement résident et des non-résidents autres que des gouvernements et des organisations internationales ;

— soit entre des gouvernements non résidents (ou des organisations internationales) et des résidents privés.

Ainsi, sous cette rubrique sont recensés notamment les ressources mises par l'Etat belge à la disposition des différentes institutions européennes et internationales, l'assistance technique aux pays en voie de développement et les versements du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole aux agriculteurs résidents.

Sont également recensés sous cette rubrique, les impôts (y compris les droits de succession) et amendes dus à l'Etat belge ou l'Etat luxembourgeois, ou aux Etats étrangers, ainsi que les dons reçus ou accordés par l'Etat belge ou l'Etat luxembourgeois.

L'augmentation, en 1982, du déficit enregistré traditionnellement sous cette rubrique est attribuable presque entièrement aux opérations entre l'U.E.B.L. et la C.E.E. : les paiements du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole au profit des agriculteurs belges et luxembourgeois sont restés au niveau de 1981, mais les versements que l'U.E.B.L. a dû effectuer en vue de financer les activités des institutions européennes ont fortement progressé.

Rubrique 3 « Mouvements des capitaux des pouvoirs publics » :

Tableau VIII

Les pouvoirs publics sont définis comme l'ensemble constitué par le pouvoir central, les pouvoirs subordonnés, les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension) et ceux ayant pour but le financement de secteurs en difficulté. La rubrique 3.1 donne les opérations de l'Etat au sens strict, c'est-à-dire le Trésor, et la rubrique 3.2, celles des autres pouvoirs publics.

Les opérations enregistrées à la rubrique 3 comprennent essentiellement les prêts à des Etats étrangers, les participations au capital d'organismes financiers internationaux (autres que le Fonds Monétaire International) et les emprunts de l'Etat.

On notera ici que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques résidentes. Un engagement de l'espèce correspond à une transaction entre résidents (l'Etat, d'un côté, et les banques, de l'autre) et n'est donc pas recensé comme tel dans la balance des paiements. Toutefois, pour

Tableau VIII.

Rubrique 3 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »¹

(milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
3.1 Etat :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+ 4,3	+ 27,8	+ 48,5	+ 93,0	+ 35,3	+ 0,6	+ 5,9	+ 6,7	+ 8,5	+ 21,6	+ 61,3	+ 1,6
Remboursements	- 3,6	- 5,3	- 4,7	- 17,8	- 2,4	- 0,7	- 0,3	- 1,3	- 8,4	- 6,7	- 1,3	- 1,4
A court terme	+ 8,0	+ 4,2	+ 62,1	+ 37,7	- 0,9	+ 27,8	+ 11,7	+ 23,5	+ 43,1	+ 20,8	- 26,1	- 0,1
Avoirs sur l'étranger :												
Prêts à long terme à des Etats étrangers	- 2,9	- 3,0	- 2,3	- 2,4	0,0	- 1,0	- 0,9	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 0,6	- 0,2
Participations	- 1,5	0,0	- 2,1	- 3,3	- 0,1	0,0	- 0,1	- 1,9	- 0,1	0,0	- 1,3	- 1,9
3.2 Autres pouvoirs publics :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts	0,0	0,0	+ 6,4	+ 17,6	0,0	0,0	0,0	+ 6,4	+ 7,9	+ 5,1	0,0	+ 4,6
Remboursements	0,0	0,0	0,0	- 7,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,9	0,0	0,0	- 0,2
A court terme	0,0	+ 2,0	- 0,8	- 0,2	0,0	0,0	- 0,8	0,0	- 0,2	0,0	0,0	0,0
Total (3.1 + 3.2)	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	+ 117,5	+ 31,9	+ 26,7	+ 15,5	+ 33,0	+ 43,2	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4

¹ Signe (+) : constitution d'engagements ou liquidation d'avoirs; signe (-) : constitution d'avoirs ou liquidation d'engagements.² Y compris les acquisitions par l'étranger d'obligations émises par les Etats belge et luxembourgeois.

financer leur portefeuille de titres de la dette publique en monnaies étrangères, les banques résidentes contractent normalement des engagements en devises envers leurs correspondants étrangers.

Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'Etat aux marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de ses avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes autres choses restant égales, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque Nationale (l'Etat cède en effet à la Banque les monnaies étrangères qu'il a acquises des banques). En d'autres termes, la souscription par les banques résidentes d'une dette en monnaies étrangères de l'Etat ne se traduit, dans la balance des paiements, que par une modification de la répartition des avoirs extérieurs nets entre les banques et la Banque, c'est-à-dire par un déplacement entre deux postes « au-dessous de la ligne ». Un des apports du tableau IX-5 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* est précisément de faire apparaître la variation de la dette en monnaies étrangères de l'Etat, avec celle des autres pouvoirs publics, envers les banques ⁽¹⁾.

En 1982, l'augmentation des engagements de l'Etat à plus d'un an envers l'étranger — essentiellement, sous la forme de crédits « roll-over » — a été nettement plus élevée que l'année précédente, tandis que l'évolution contraire était enregistrée dans les engagements à court terme ; au troisième trimestre, en particulier, en période de baisse sensible des taux d'intérêt, l'augmentation importante des engagements à long terme a été de pair avec une diminution de ceux à court terme.

**Rubriques 4.1, 6.1, 6.211, 6.221 et 6.231 « Crédits commerciaux » :
Tableau IX**

Sont enregistrées sous ces rubriques les variations nettes de créances et dettes commerciales vis-à-vis de l'étranger qui résultent des délais séparant les transactions des paiements.

Les variations des créances commerciales sur l'étranger qui ont fait l'objet de traites mobilisées auprès des banques résidentes ⁽²⁾ sont enregistrées à la rubrique 6 « Financement du total », « au-dessous de la ligne » ⁽³⁾. Les variations des autres créances commerciales et celles des dettes commerciales sont inscrites à la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux (non mobilisés auprès des banques

⁽¹⁾ Cf. tableau II du présent article.

⁽²⁾ Il s'agit des traites représentatives de ventes de biens et services à l'étranger, même si le bénéficiaire juridique en est un exportateur résident.

⁽³⁾ Où un signe + indique une constitution et un signe —, une liquidation de créance sur l'étranger.

Tableau IX.

Mouvement des crédits commerciaux

(soldes en milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non résidents et non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sur les crédits reçus par des importateurs résidents (cf. rubrique 4.1)	- 7,0	-18,2	-47,0	-5,5	- 8,5	-16,7	-3,8	-18,0	+27,8	-27,0	+ 5,7	-12,0
2. Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises :												
2.1 Crédits refinancés auprès du secteur non monétaire résident (cf. rubrique 6.1, avec signe opposé)	- 7,0	-10,1	+ 3,4	-3,5	- 0,4	- 0,2	-3,2	+ 7,2	- 0,6	- 1,7	- 0,2	- 1,0
2.2 Crédits logés auprès des banques (cf. rubrique 6.211, avec signe opposé)	-15,0	- 5,2	+ 5,3	+5,3	+ 3,5	- 1,1	+2,3	+ 0,6	- 4,6	+11,7	- 4,1	+ 2,3
2.3 Crédits logés auprès des organismes monétaires divers (cf. rubrique 6.221, avec signe opposé)	+ 0,4	- 2,4	+ 1,5	+0,4	+ 1,2	+ 1,1	-1,1	+ 0,3	+ 0,9	0,0	- 0,5	0,0
2.4 Crédits logés auprès de la B.N.B. (cf. rubrique 6.231, avec signe opposé)	+ 3,6	+15,2	-24,2	-0,4	- 7,0	- 4,7	+0,3	-12,8	+ 3,5	- 8,5	+15,1	-10,5
Total 2	-18,0	- 2,5	-14,0	+1,8	- 2,7	- 4,9	-1,7	- 4,7	- 0,8	+ 1,5	+10,3	- 9,2
3. Total général (= 1 + 2)	-25,0	-20,7	-61,0	-3,7	-11,2	-21,6	-5,5	-22,7	+27,0	-25,5	+16,0	-21,2

belges et luxembourgeoises) », « au-dessus de la ligne » ⁽¹⁾. Il n'est pas possible d'y distinguer les opérations des entreprises publiques de celles du secteur privé ⁽²⁾.

Le mouvement des traites représentatives de créances sur l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques résidentes est enregistré aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès de l'Institut de Réesc compte et de Garantie, auprès de la Banque ou auprès du secteur non monétaire résident ⁽³⁾.

Le mouvement des créances commerciales — qui avait causé des sorties nettes de capitaux très importantes l'année précédente — n'a pas été important pour l'ensemble de l'année 1982. En cours d'année toutefois on a pu constater des mouvements d'une certaine ampleur et qui ont été en sens opposé. Au début de 1982, la variation des créances commerciales s'est traduite par des entrées, sans doute à la suite de la constitution d'un nouveau Gouvernement — ce qui a mis fin à une période de crise politique — et de l'annonce par celui-ci d'un programme visant à corriger les déséquilibres de l'économie belge. Elle s'est, par contre, dans les mois qui ont suivi la dévaluation, traduite par des sorties, en raison de l'affaiblissement à ce moment de la confiance dans le franc belge. Après le réajustement des cours-pivots au sein du Système Monétaire Européen intervenu le 14 juin, les spéculations sur de nouvelles modifications de ceux-ci ont pris fin ; les mouvements de capitaux à court terme et, en particulier, ceux des créances commerciales, ont ainsi pu réagir pleinement aux écarts sensibles de taux d'intérêt en faveur du franc belge, ce qui explique les entrées causées par le mouvement des créances commerciales au troisième trimestre. Toutefois, de nouvelles sorties ont eu lieu en fin d'année, en raison d'une nouvelle détérioration des anticipations concernant le cours de change du franc belge.

Rubriques 4.21 et 4.22 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » ⁽⁴⁾ :
Tableau X

La rubrique 4.21 « Organismes publics d'exploitation » couvre les entreprises publiques non financières, c'est-à-dire les organismes non financiers exerçant une activité d'entrepreneur, mais qui sont placés sous la tutelle ou

⁽¹⁾ Où un signe - indique une constitution de créance ou une liquidation de dette et un signe +, une constitution de dette ou une liquidation de créance.

⁽²⁾ Dans le tableau III du présent article, on a assimilé l'ensemble du mouvement des crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques résidentes à des opérations du secteur privé.

⁽³⁾ Dans la logique d'une « balance des opérations non monétaires », le mouvement des traites représentatives de créances sur l'étranger refinancées auprès du secteur non monétaire résident devrait être comptabilisé « au-dessus de la ligne ». On l'a cependant inscrit à la rubrique 6.1, « au-dessous de la ligne », car des déplacements importants se produisent à court terme entre cette catégorie de traites et celle des traites qui demeurent dans le portefeuille des banques.

⁽⁴⁾ Non compris les crédits commerciaux.

Tableau X.

Rubriques 4.21 et 4.22 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public »¹

(milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
4.21 Organismes publics d'exploitation :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+ 8,6	+ 6,2	+20,7	+19,5	+ 2,3	+ 5,7	+ 1,6	+11,1	+ 2,5	+ 0,8	+ 3,6	+12,6
Remboursements	- 1,4	- 0,7	- 2,2	- 5,6	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 3,0	- 1,2
A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+26,4	+49,9	+33,8	+ 8,2	+ 0,7	+ 9,4	+10,4	+13,3	+ 1,2	+ 2,6	+ 0,9	+ 3,5
Remboursements	- 2,6	- 2,5	- 4,7	- 4,6	- 0,3	- 2,7	- 0,1	- 1,6	- 1,7	- 2,3	- 0,2	- 0,4
A court terme	+ 0,5	+17,5	- 2,9	- 7,0	+ 0,5	- 1,4	+ 2,5	- 4,5	+ 0,5	- 1,9	- 1,2	- 4,4
Avoirs sur l'étranger :												
A court terme	+ 0,5	- 7,0	-13,3	+ 5,2	-10,9	- 6,5	+ 1,0	+ 3,1	- 2,0	+ 5,0	- 0,3	+ 2,5
Total (4.21 + 4.22)	+32,0	+63,4	+31,4	+15,7	- 8,0	+ 4,3	+14,7	+20,4	- 0,2	+ 3,5	- 0,2	+12,6

¹ Non compris les crédits commerciaux. Signe (+) : constitution d'engagements ou liquidation d'avoirs; signe (-) : constitution d'avoirs ou liquidation d'engagements.² Y compris les acquisitions par l'étranger d'obligations émises par ces entreprises publiques.

l'autorité de l'Etat ou des pouvoirs subordonnés (par exemple, la Société Nationale des Chemins de fer Belges, la Sabena, la Régie des Télégraphes et des Téléphones).

La rubrique 4.22 « Intermédiaires financiers du secteur public » vise, quant à elle :

— les organismes publics de crédit non monétaires, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public exerçant des fonctions non monétaires dont l'objet est essentiellement d'accorder des crédits spécifiques (par exemple, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie);

— les placeurs institutionnels du secteur public, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public, dont la mission première est de recueillir et de gérer des fonds de façon à leur allouer une rémunération (par exemple, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite);

— le Fonds des Rentes, organisme chargé de la régularisation du marché des titres du secteur public et de celui de l'argent au jour le jour.

Les opérations recensées aux rubriques 4.21 et 4.22 concernent essentiellement, en recettes, le produit d'emprunts contractés par ces organismes à l'étranger et, en dépenses, les remboursements de ces emprunts.

En 1982, les entrées nettes de capitaux réalisées par les entreprises publiques ont, une nouvelle fois, diminué en raison principalement de l'augmentation sensiblement moindre des emprunts contractés à long terme par les intermédiaires financiers du secteur public à l'étranger; celle-ci — qui a été due au fait notamment que les intermédiaires financiers du secteur public ont obtenu davantage de fonds à long terme sur les marchés intérieurs que l'année précédente — n'a été compensée qu'en partie par l'apparition d'entrées de capitaux dues au mouvement des créances à court terme de ces intermédiaires sur l'étranger.

Rubrique 4.23 « Mouvement des capitaux du secteur privé » ⁽¹⁾ : Tableau XI

Les opérations en capital enregistrées sous cette rubrique sont celles des entreprises privées autres que les banques ⁽²⁾ et des particuliers résidents avec l'étranger. Elles comprennent, d'une part, les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — constitutions et liquidations d'avoirs extérieurs du secteur privé, comptabilisées à la rubrique 4.231 — et, d'autre part, les investissements et placements étrangers en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — constitutions et liquidations d'engagements extérieurs du secteur privé, comptabilisées à la rubrique 4.232 ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Non compris les opérations des organismes principalement monétaires et les opérations sur crédits commerciaux.

⁽²⁾ Les banques y sont toutefois assimilées en ce qui concerne les investissements directs et les achats et ventes d'immeubles.

⁽³⁾ Les immeubles et les entreprises situés dans une autre économie que celle où réside leur propriétaire sont assimilés à des avoirs financiers dans la balance des paiements.

On notera que ne sont recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, ni les flux de capitaux au titre d'opérations d'investissement direct imputées correspondant aux bénéficiaires non distribués des sociétés, ni la constitution de dépôts à l'étranger au moyen de la capitalisation des intérêts (voir rubrique 1.5 « Revenus de placements et d'investissements »).

Rubrique 4.2311 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières » et rubrique 4.2321 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières »

Ces rubriques regroupent les investissements de portefeuille. Cette catégorie de placements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres (actions et obligations) étrangers (rubrique 4.2311) ou belges et luxembourgeois (rubrique 4.2321), mentionnés comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participations, elles sont incluses dans les rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ».

A noter que les chiffres des transactions en valeurs mobilières sont des chiffres nets. En effet, les recettes et les dépenses brutes sont considérablement influencées par les arbitrages de titres (opérations simultanées d'achats et de ventes de titres différents) que l'on ne peut assimiler ni à des placements nouveaux ni à des rapatriements de capitaux. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on voulait apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières, seuls les soldes doivent retenir l'attention.

Rubrique 4.2312 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs » et rubrique 4.2322 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs »

Ces rubriques comprennent les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou le remboursement de ceux-ci.

Selon les recommandations du Fonds Monétaire International, tous les investissements destinés à créer ou à accroître une forme d'intérêt durable dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations, entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le F.M.I. considère comme capitaux d'investissements directs tous capitaux fournis par l'investisseur direct, de façon immédiate ou par l'inter-

Tableau XI

Rubrique 4.23 « Mouvement des capitaux du secteur privé »¹

(milliards de francs)

	1979			1980			1981			1982			1 ^{er} trimestre		
	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde
	cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-	
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger	9,8	91,6	- 81,8	29,6	112,4	- 82,8	33,5	139,5	- 106,0	31,3	118,0	- 86,7	8,3	30,9	- 22,6
4.2311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	—	13,7	- 13,7	—	23,4	- 23,4	—	41,2	- 41,2	—	57,6	- 57,6	—	10,0	- 10,0
Actions	(3,9)	(—)	(+ 3,9)	(6,9)	(—)	(+ 6,9)	(4,5)	(—)	(+ 4,5)	(8,6)	(—)	(+ 8,6)	(1,7)	(—)	(+ 1,7)
Obligations	(—)	(17,6)	(- 17,6)	(—)	(30,3)	(- 30,3)	(—)	(45,7)	(- 45,7)	(—)	(66,2)	(- 66,2)	(—)	(11,7)	(- 11,7)
4.2312 Investissements directs	7,2	40,0	- 32,8	26,8	28,6	- 1,8	30,2	31,3	- 1,1	27,4	23,9	+ 3,5	7,5	5,7	+ 1,8
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés ..	(1,5)	(4,6)	(- 3,1)	(2,1)	(7,9)	(- 5,8)	(3,8)	(9,5)	(- 5,7)	(2,8)	(9,0)	(- 6,2)	(1,4)	(1,2)	(+ 0,2)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(2,1)	(17,7)	(- 15,6)	(11,9)	(13,7)	(- 1,8)	(5,0)	(14,8)	(- 9,8)	(9,3)	(10,2)	(- 0,9)	(1,1)	(3,1)	(- 2,0)
Prêts (chiffres nets) .	(—)	(14,1)	(- 14,1)	(5,8)	(—)	(+ 5,8)	(14,4)	(—)	(+ 14,4)	(10,6)	(—)	(+ 10,6)	(3,6)	(—)	(+ 3,6)
4.2313 Immeubles	2,6	8,7	- 6,1	2,8	7,6	- 4,8	3,3	6,9	- 3,6	3,9	4,8	- 0,9	0,8	2,1	- 1,3
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	29,2	- 29,2	—	52,8	- 52,8	—	60,1	- 60,1	—	31,7	- 31,7	—	13,1	- 13,1
dont :															
constitutions ou liquidations de dépôts .	(—)	(25,9)	(- 25,9)	(—)	(52,2)	(- 52,2)	(—)	(58,4)	(- 58,4)	(—)	(30,8)	(- 30,8)	(—)	(12,6)	(- 12,6)
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.	49,4	11,9	+ 37,5	82,5	9,9	+ 72,6	121,8	13,9	+ 107,9	86,5	15,1	+ 71,4	20,3	2,2	+ 18,1
4.2321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	1,8	—	+ 1,8	—	0,9	- 0,9	—	2,0	- 2,0	8,8	—	+ 8,8	—	0,7	- 0,7
Actions	(1,9)	(—)	(+ 1,9)	(—)	(0,3)	(- 0,3)	(—)	(0,8)	(- 0,8)	(0,3)	(—)	(+ 0,3)	(—)	(0,3)	(- 0,3)
Obligations	(—)	(0,1)	(- 0,1)	(—)	(0,6)	(- 0,6)	(—)	(1,2)	(- 1,2)	(8,5)	(—)	(+ 8,5)	(—)	(0,4)	(- 0,4)
4.2322 Investissements directs	39,0	9,5	+ 29,5	49,6	7,1	+ 42,5	60,1	9,9	+ 50,2	70,4	6,9	+ 63,5	9,8	1,2	+ 8,6
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés ..	(24,5)	(4,2)	(+ 20,3)	(25,8)	(3,5)	(+ 22,3)	(39,5)	(1,8)	(+ 37,7)	(46,1)	(1,3)	(+ 44,8)	(6,4)	(0,2)	(+ 6,2)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(5,5)	(3,9)	(+ 1,6)	(9,3)	(3,6)	(+ 5,7)	(7,6)	(2,4)	(+ 5,2)	(15,4)	(3,0)	(+ 12,4)	(1,3)	(1,0)	(+ 0,3)
Prêts (chiffres nets) .	(7,6)	(—)	(+ 7,6)	(14,5)	(—)	(+ 14,5)	(7,3)	(—)	(+ 7,3)	(6,3)	(—)	(+ 6,3)	(2,1)	(—)	(+ 2,1)
4.2323 Immeubles	5,9	2,4	+ 3,5	4,8	1,9	+ 2,9	3,1	2,0	+ 1,1	7,3	1,6	+ 5,7	0,5	0,3	+ 0,2
4.2324 Autres (chiffres nets)	2,7	—	+ 2,7	28,1	—	+ 28,1	58,6	—	+ 58,6	—	6,6	- 6,6	10,0	—	+ 10,0
dont :															
prêts financiers	(2,0)	(—)	(+ 2,0)	(15,9)	(—)	(+ 15,9)	(29,6)	(—)	(+ 29,6)	(10,1)	(—)	(+ 10,1)	(8,8)	(—)	(+ 8,8)
solde des opérations en capital effectuées par les sociétés holdings luxembourgeoises	(—)	(0,2)	(- 0,2)	(13,1)	(—)	(+ 13,1)	(27,5)	(—)	(+ 27,5)	(—)	(14,2)	(- 14,2)	(1,1)	(—)	(+ 1,1)
Total (4.231 + 4.232)	59,2	103,5	- 44,3	112,1	122,3	- 10,2	155,3	153,4	+ 1,9	117,8	133,1	- 15,3	28,6	33,1	- 4,5

¹ Non compris les opérations des organismes principalement monétaires et les opérations sur crédits commerciaux. Les signes (+) signifient une constitution d'engagements ou une liquidation d'avares du secteur privé résident (« entrée de capitaux ») et les signes (-), une constitution d'avares ou une liquidation d'engagements (« sortie de capitaux »).

1981									1982											
2 ^e trimestre			3 ^e trimestre			4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre			3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde
16,3	28,6	- 12,3	4,1	37,0	- 32,9	4,8	43,0	- 38,2	4,0	32,0	- 28,0	18,1	23,3	- 5,2	2,7	43,3	- 40,6	8,4	21,3	- 12,9
—	3,1	- 3,1	—	6,1	- 6,1	—	22,0	- 22,0	—	12,7	- 12,7	—	15,2	- 15,2	—	17,5	- 17,5	—	12,2	- 12,2
(5,9)	(—)	(+ 5,9)	(1,5)	(—)	(+ 1,5)	(—)	(4,6)	(- 4,6)	(5,3)	(—)	(+ 5,3)	(—)	(0,5)	(- 0,5)	(1,8)	(—)	(+ 1,8)	(2,0)	(—)	(+ 2,0)
(—)	(9,0)	(- 9,0)	(—)	(7,6)	(- 7,6)	(—)	(17,4)	(- 17,4)	(—)	(18,0)	(- 18,0)	(—)	(14,7)	(- 14,7)	(—)	(19,3)	(- 19,3)	(—)	(14,2)	(- 14,2)
15,5	4,3	+ 11,2	3,2	11,9	- 8,7	4,0	9,4	- 5,4	3,2	3,6	- 0,4	17,2	4,7	+ 12,5	1,8	7,6	- 5,8	5,2	8,0	- 2,8
(0,6)	(1,3)	(- 0,7)	(1,0)	(4,7)	(- 3,7)	(0,8)	(2,3)	(- 1,5)	(0,7)	(1,4)	(- 0,7)	(0,7)	(2,1)	(- 1,4)	(0,2)	(1,8)	(- 1,6)	(1,2)	(3,7)	(- 2,5)
(1,3)	(1,6)	(- 0,3)	(0,7)	(5,8)	(- 5,1)	(1,9)	(4,3)	(- 2,4)	(2,2)	(2,0)	(+ 0,2)	(3,4)	(2,2)	(+ 1,2)	(1,3)	(2,2)	(- 0,9)	(2,4)	(3,8)	(- 1,4)
(12,2)	(—)	(+ 12,2)	(0,1)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(1,5)	(- 1,5)	(0,1)	(—)	(+ 0,1)	(12,7)	(—)	(+ 12,7)	(—)	(3,3)	(- 3,3)	(1,1)	(—)	(+ 1,1)
0,8	1,9	- 1,1	0,9	1,3	- 0,4	0,8	1,6	- 0,8	0,8	1,1	- 0,3	0,9	1,3	- 0,4	0,9	1,3	- 0,4	1,3	1,1	+ 0,2
—	19,3	- 19,3	—	17,7	- 17,7	—	10,0	- 10,0	—	14,6	- 14,6	—	2,1	- 2,1	—	16,9	- 16,9	1,9	—	+ 1,9
(—)	(17,8)	(- 17,8)	(—)	(18,3)	(- 18,3)	(—)	(9,7)	(- 9,7)	(—)	(14,7)	(- 14,7)	(—)	(1,9)	(- 1,9)	(—)	(16,5)	(- 16,5)	(2,3)	(—)	(+ 2,3)
49,2	1,3	+ 47,9	18,3	9,4	+ 8,9	34,0	1,0	+ 33,0	16,2	3,8	+ 12,4	24,0	1,1	+ 22,9	19,8	1,1	+ 18,7	39,2	21,8	+ 17,4
—	0,3	- 0,3	—	1,0	- 1,0	—	0,0	0,0	2,1	—	+ 2,1	1,3	—	+ 1,3	2,3	—	+ 2,3	3,1	—	+ 3,1
(—)	(0,7)	(- 0,7)	(—)	(0,4)	(- 0,4)	(0,6)	(—)	(+ 0,6)	(0,8)	(—)	(+ 0,8)	(0,4)	(—)	(+ 0,4)	(0,1)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(1,0)	(- 1,0)
(0,4)	(—)	(+ 0,4)	(—)	(0,6)	(- 0,6)	(—)	(0,6)	(- 0,6)	(1,3)	(—)	(+ 1,3)	(0,9)	(—)	(+ 0,9)	(2,2)	(—)	(+ 2,2)	(4,1)	(—)	(+ 4,1)
22,7	0,2	+ 22,5	12,8	7,9	+ 4,9	14,8	0,6	+ 14,2	5,3	3,5	+ 1,8	19,4	0,6	+ 18,8	11,5	0,7	+ 10,8	34,2	2,1	+ 32,1
(12,4)	(0,0)	(+ 12,4)	(10,0)	(1,3)	(+ 8,7)	(10,7)	(0,3)	(+ 10,4)	(3,6)	(0,2)	(+ 3,4)	(14,1)	(0,4)	(+ 13,7)	(7,1)	(0,5)	(+ 6,6)	(21,3)	(0,2)	(+ 21,1)
(1,6)	(0,2)	(+ 1,4)	(2,8)	(0,9)	(+ 1,9)	(1,9)	(0,3)	(+ 1,6)	(1,7)	(0,7)	(+ 1,0)	(3,4)	(0,2)	(+ 3,2)	(2,1)	(0,2)	(+ 1,9)	(8,2)	(1,9)	(+ 6,3)
(8,7)	(—)	(+ 8,7)	(—)	(5,7)	(- 5,7)	(2,2)	(—)	(+ 2,2)	(—)	(2,6)	(- 2,6)	(1,9)	(—)	(+ 1,9)	(2,3)	(—)	(+ 2,3)	(4,7)	(—)	(+ 4,7)
1,0	0,8	+ 0,2	0,8	0,5	+ 0,3	0,8	0,4	+ 0,4	1,7	0,3	+ 1,4	2,1	0,5	+ 1,6	1,6	0,4	+ 1,2	1,9	0,4	+ 1,5
25,5	—	+ 25,5	4,7	—	+ 4,7	18,4	—	+ 18,4	7,1	—	+ 7,1	1,2	—	+ 1,2	4,4	—	+ 4,4	—	19,3	- 19,3
(6,0)	(—)	(+ 6,0)	(8,8)	(—)	(+ 8,8)	(6,0)	(—)	(+ 6,0)	(3,3)	(—)	(+ 3,3)	(3,5)	(—)	(+ 3,5)	(1,6)	(—)	(+ 1,6)	(1,7)	(—)	(+ 1,7)
(19,1)	(—)	(+ 19,1)	(—)	(4,9)	(- 4,9)	(12,2)	(—)	(+ 12,2)	(6,2)	(—)	(+ 6,2)	(—)	(5,7)	(- 5,7)	(4,8)	(—)	(+ 4,8)	(—)	(19,5)	(- 19,5)
65,5	29,9	+ 35,6	22,4	46,4	- 24,0	38,8	44,0	- 5,2	20,2	35,8	- 15,6	42,1	24,4	+ 17,7	22,5	44,4	- 21,9	47,6	43,1	+ 4,5

médiaire d'autres entreprises qui lui sont affiliées ⁽¹⁾. Avant 1979, il n'était pas possible d'établir la distinction entre ce type de prêts et ceux qui ne concernent pas des firmes liées entre elles par un même investisseur direct. Depuis lors, on a pu isoler les prêts de type financier, c'est-à-dire ceux accordés par un organisme financier et non par une entreprise associée (maison-mère, filiale ou succursale, etc.) : ces prêts financiers ont été enregistrés aux rubriques 4.2314 et 4.2324 « Autres » au lieu des rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ».

Notons que les flux d'investissements directs recensés dans la balance des paiements ne constituent qu'un mode de financement — qui peut se substituer à d'autres — des activités des entreprises situées sur le territoire d'une économie autre que celle du détenteur du pouvoir de décision.

Rubrique 4.2313 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Immeubles » et rubrique 4.2323 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Immeubles »

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.2313) et en U.E.B.L. (rubrique 4.2323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.

Rubrique 4.2314 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Autres » et rubrique 4.2324 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Autres »

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé recensés sous ces rubriques comprennent essentiellement les opérations suivantes : les constitutions et rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en U.E.B.L.); les souscriptions d'assurance-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurance-crédit et les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances; les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital; les prêts d'organismes financiers (autres que les banques belges et luxembourgeoises), qui n'étaient pas recensés distinctement avant 1979 et se trouvaient donc englobés dans les rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ». En outre, la rubrique 4.2324 comprend le solde des opérations de transit de capitaux effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les opérations en capital des intermédiaires financiers privés non monétaires considérés comme banques agréées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

⁽¹⁾ Sauf dans le cas de flux intervenant entre institutions monétaires affiliées.

En 1982, les entreprises et particuliers résidents ont manifesté une plus grande préférence pour les placements à long terme en valeurs mobilières étrangères (rubrique 4.2311) — sous la forme d'obligations — que pour ceux à court terme sous la forme de dépôts à l'étranger (rubrique 4.2314). Au total, toutefois, les investissements et placements nets à l'étranger des entreprises et particuliers résidents ont moins augmenté en 1982 qu'au cours de l'année précédente (rubrique 4.231).

Par contre, le solde positif dégagé par les opérations d'investissements et de placements étrangers en U.E.B.L. — particulièrement élevé, il est vrai, en 1981 — a été moindre en 1982, en dépit d'une nouvelle progression des investissements directs. La diminution s'explique, d'une part, par les sorties nettes de capitaux entraînées par le solde des opérations de transit effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg — et qui contrastent avec les entrées enregistrées en 1981 — et, d'autre part, par le fait que les entreprises belges et, en particulier, celles d'utilité publique, ont contracté en 1982 moins d'emprunts à long terme à l'étranger (voir « prêts financiers » à la rubrique 4.2324), ayant pu se financer sur le marché intérieur par l'émission d'actions, grâce aux avantages fiscaux accordés à celle-ci dans le cadre de l'Arrêté Royal du 9 mars 1982.

Rubrique 5 « Erreurs et omissions »

Il s'agit d'une rubrique d'ajustement qui assure l'équilibre comptable entre, d'une part, le total des transactions recensées « au-dessus de la ligne » (opérations courantes et mouvement des capitaux des secteurs non monétaires) et, d'autre part, les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois). Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et des erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

Rubrique 6 « Financement du total »

Rappelons que sous cette rubrique, les opérations en capital sont enregistrées avec des signes opposés à ceux qu'il est convenu d'affecter aux opérations en capital inscrites « au-dessus de la ligne ».

Bien que les rubriques 6.211, 6.221 et 6.231 « Crédits commerciaux » aient déjà fait l'objet d'un commentaire ci-avant (de même que la rubrique 6.1), les tableaux XII et XIII reprennent une décomposition de l'ensemble de la rubrique 6.2.

Rubriques 6.21 « Mouvements des avoirs extérieurs nets des banques belges et luxembourgeoises » et 6.22 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires divers » : Tableau XII

Les opérations en capital avec l'étranger recensées sous ces rubriques ont été décomposées au tableau XII en variations d'avoirs et variations d'engagements extérieurs.

Les variations d'avoirs et d'engagements en monnaies étrangères prises en considération sont celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change sur le marché réglementé prévalant au moment de ces opérations ⁽¹⁾, et non celles qui proviennent des changements dans l'évaluation des encours existants.

Les créances extérieures des banques comprennent des traites représentatives de ventes de biens et services (« crédits commerciaux » : voir ci-avant), des titres d'emprunts étrangers à long terme (« obligations ») et d'autres créances parmi lesquelles les avoirs sur des banques, maisons-mères, succursales et filiales étrangères ont une importance prépondérante.

Parmi les engagements extérieurs des banques, on distingue ceux envers des autorités monétaires étrangères (gouvernements, banques centrales, offices de change...). Les engagements vis-à-vis de banques, maisons-mères, succursales et filiales étrangères constituent une partie importante des autres engagements extérieurs.

Les créances extérieures des « organismes monétaires divers » sont constituées par les traites en francs représentatives d'exportations financées par l'Institut de Réescampte et de Garantie au moyen de ressources empruntées à des organismes monétaires.

Les engagements extérieurs de ces organismes sont constitués par les avoirs en francs du Fonds Européen de Développement de la Communauté Economique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux.

Rubrique 6.23 « Mouvement des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique » : Tableau XIII

Les opérations en capital de la Banque ont été décomposées au tableau XIII en variations d'avoirs et variations d'engagements vis-à-vis de l'étranger.

Les variations des avoirs et des engagements libellés en monnaies étrangères, en D.T.S. et en Ecus et celles des avoirs en or ⁽²⁾ prises en considération sont

⁽¹⁾ En fait, on utilise les cours de change moyens de chaque mois. Cette remarque est également valable pour d'autres mouvements de capitaux.

⁽²⁾ Les avoirs en or de la Banque sont assimilés à des avoirs financiers extérieurs.

Tableau XII.

Rubriques 6.21 et 6.22 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers »¹

(milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982				
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	
6.21 Banques belges et luxembourgeoises													
A. Créances extérieures :													
1. Crédits commerciaux (cf. rubrique 6.211) :													
1.1 En monnaies étrangères	+ 6,2	+ 1,3	- 7,3	- 6,2	+ 0,1	- 3,9	- 4,0	+ 0,5	- 0,4	- 1,4	- 5,1	+ 0,7	
1.2 En francs belges et luxembourgeois	+ 8,8	+ 3,9	+ 2,0	+ 0,9	- 3,6	+ 5,0	+ 1,7	- 1,1	+ 5,0	- 10,3	+ 9,2	- 3,0	
2. Obligations :													
2.1 En monnaies étrangères	- 10,4	- 1,2	+ 16,2	+ 48,1	+ 15,3	- 6,8	+ 5,1	+ 2,6	- 1,2	+ 10,2	+ 1,9	+ 37,2	
2.2 En francs belges et luxembourgeois	+ 2,3	+ 0,5	+ 0,2	- 1,0	- 1,3	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,8	- 0,7	- 1,1	- 0,3	+ 1,1	
3. Autres :													
3.1 En monnaies étrangères	+ 797,1	+ 812,1	+ 436,8	+ 275,7	+ 273,3	+ 98,1	- 35,0	+ 100,4	+ 115,2	- 86,1	+ 117,3	+ 129,3	
3.2 En francs belges et luxembourgeois	+ 12,4	+ 7,5	+ 10,7	+ 28,2	+ 1,1	+ 4,0	+ 0,5	+ 5,1	+ 10,7	+ 5,8	+ 10,7	+ 1,0	
4. Total	+ 816,4	+ 824,1	+ 458,6	+ 345,7	+ 284,9	+ 96,9	- 31,5	+ 108,3	+ 128,6	- 82,9	+ 133,7	+ 166,3	
B. Engagements extérieurs (-) :													
1. Envers des institutions officielles :													
1.1 En monnaies étrangères	- 58,4	- 13,4	+ 10,8	+ 5,7	+ 2,0	- 8,6	+ 13,2	+ 4,2	- 6,4	+ 5,9	+ 3,6	+ 2,6	
1.2 En francs belges et luxembourgeois	- 0,7	- 1,0	+ 0,8	- 0,4	- 1,2	- 0,8	- 0,8	+ 3,6	- 1,8	- 0,4	+ 0,1	+ 1,7	
2. Autres :													
2.1 En monnaies étrangères	- 788,8	- 825,4	- 497,8	- 272,3	- 287,9	- 76,1	- 8,1	- 125,7	- 120,8	+ 81,2	- 108,5	- 124,2	
2.2 En francs belges et luxembourgeois	- 55,5	- 71,4	+ 40,2	- 42,9	+ 39,3	- 9,5	+ 19,6	- 9,2	- 9,4	- 9,4	- 44,7	+ 20,6	
3. Total	- 903,4	- 911,2	- 446,0	- 309,9	- 247,8	- 95,0	+ 23,9	- 127,1	- 138,4	+ 77,3	- 149,5	- 99,3	
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	- 87,0	- 87,1	+ 12,6	+ 35,8	+ 37,1	+ 1,9	- 7,6	- 18,8	- 9,8	- 5,6	- 15,8	+ 67,0	
6.22 Organismes divers													
A. Créances extérieures :													
Crédits commerciaux en francs belges (cf. rubrique 6.221)	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	- 1,2	- 1,1	+ 1,1	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	
B. Engagements extérieurs (-) :													
En francs belges envers des institutions internationales non monétaires	0,0	0,0	0,0	- 0,3	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,7	- 1,2	- 1,4	+ 1,2	- 0,1	- 0,9	- 0,5	+ 1,0	- 0,3	

¹ Signe (+) : augmentation des créances ou diminution des engagements ; signe (-) : augmentation des engagements ou diminution des créances.

Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

Tableau XIII.

Rubrique 6.23 « Mouvement des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique »¹

(milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1981				1982			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
A. Créances extérieures :												
1. Or	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. F.M.I. :												
2.1 Participation	- 1,1	+ 0,3	- 2,5	- 0,8	- 1,2	- 0,7	- 0,4	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,2
2.2 Prêts	- 1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3 Droits de tirages spéciaux ..	- 1,3	- 3,0	+ 1,8	+ 2,2	0,0	+ 1,4	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	0,0	- 0,1
2.4 Avances	- 0,6	- 1,2	- 1,1	- 2,3	- 0,4	+ 0,2	- 0,3	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,5
3. Ecus	-25,4	-27,3	-78,8	+48,5	-71,3	- 0,5	- 3,3	- 3,7	+18,8	- 3,2	+27,0	+ 5,9
4. Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Crédits commerciaux (cf. rubrique 6.231)	- 3,6	-15,2	+24,2	+ 0,4	+ 7,0	+ 4,7	- 0,3	+12,8	- 3,5	+ 8,5	-15,1	+10,5
6. Autres :												
6.1 En monnaies étrangères	- 0,6	+30,6	-10,1	-73,8	+25,0	+ 4,1	-35,8	- 3,4	-34,3	-15,4	+32,2	-56,3
6.2 En francs	- 0,3	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3	0,0	- 0,1	- 0,1
7. Total	-34,0	-15,0	-66,4	-25,7	-41,0	+ 9,4	-39,8	+ 5,0	-19,1	- 9,0	+43,2	-40,8
B. Engagements extérieurs (-) :												
1. Envers le F.M.I.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire	- 1,1	+27,8	- 2,7	-14,2	0,0	0,0	0,0	- 2,7	+ 2,8	0,0	0,0	- 17,0
3. Envers d'autres institutions internationales non monétaires	+ 0,9	- 0,1	- 1,9	+ 2,4	+ 0,9	- 0,6	- 1,1	- 1,1	+ 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 1,1
4. Envers d'autres institutions officielles	- 0,9	- 0,8	- 0,5	+ 0,4	+ 0,2	- 0,2	+ 0,1	- 0,6	+ 0,6	- 0,8	- 0,1	+ 0,7
5. Autres	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
6. Total	- 1,1	+26,8	- 5,1	-11,4	+ 1,2	- 1,0	- 0,8	- 4,5	+ 4,8	- 3,0	+ 2,0	-15,2
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	-35,1	+11,8	-71,5	-37,1	-39,8	+ 8,4	-40,6	+ 0,5	-14,3	-12,0	+45,2	-56,0

¹ Signe (+) : augmentation des créances ou diminution des engagements; signe (-) : augmentation des engagements ou diminution des créances. Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change et aux prix de l'or prévalant au moment de ces opérations, et non celles qui proviendraient de l'incidence des variations des cours de change et du prix de l'or sur la contre-valeur des encours existants. En outre, on a éliminé les variations comptables résultant de l'allocation de droits de tirage spéciaux en 1979, 1980 et 1981, ainsi que celles résultant des opérations de crédit croisé effectuées suite à l'instauration du Système Monétaire Européen ⁽¹⁾.

Ci-après, les postes bilantaires de la Banque, dont les variations résultant d'opérations sont comptabilisées dans la balance des paiements, sont passés en revue.

A.1 « Or »

Sont comptabilisées sous cette rubrique les variations de l'encaisse en or de la Banque, à l'exclusion de la cession initiale et des rachats et cessions trimestriels d'or — conjointement à des dollars, contre Ecus — au Fonds Européen de Coopération Monétaire.

A.2.1 « Participation au Fonds Monétaire International »

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, c'est-à-dire au titre de la tranche de réserve. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions du Fonds Monétaire International, qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent donc dans la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, mais comme des variations de créances de la Banque. Celle-ci supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

Les variations du compte « Participation » représentent celles de la contre-valeur des droits de tirage dans la tranche de réserve.

⁽¹⁾ Ces opérations sont renouvelées tous les trois mois depuis le 13 mars 1979 : voir « Le Système Monétaire Européen », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIVe année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, pp. 27 à 31. La convention adoptée implique notamment qu'on n'enregistre à la rubrique A.3 du tableau XIII que les utilisations et remboursements d'Ecus par la Banque, non les acquisitions d'Ecus contre or et dollars, couvertes à terme, et les restitutions d'Ecus contre or et dollars qui ont lieu lors du dénouement des contrats à terme.

A.2.2 « Prêts au Fonds Monétaire International »

Sous cette rubrique apparaissent les variations des montants nets prêtés par la Banque au Fonds Monétaire International à la décharge de l'Etat belge, en application des Accords Généraux d'Emprunt.

A.2.3 « Droits de tirage spéciaux »

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits de tirage spéciaux que possède l'Etat belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du Fonds Monétaire International, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine.

Dans la balance des paiements, c'est donc parmi les opérations de la Banque que les mouvements de ce type d'avoirs sont enregistrés. Toutefois, seules sont prises en considération, les variations des avoirs en D.T.S. qui ne sont pas dues aux allocations reçues du Fonds. Ces allocations ne sont mentionnées que pour mémoire au bas de la balance générale des paiements (tableau I), afin de faire apparaître le renforcement des réserves de change sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. Celle-ci, en effet, si elle figurait « au-dessus de la ligne » fausserait la signification du solde de la balance et, si elle était inscrite « au-dessous de la ligne », risquerait d'être interprétée comme compensant l'incidence de l'augmentation des D.T.S. sur les avoirs extérieurs nets.

A.2.4 « Avances au Fonds Monétaire International »

Aux termes d'un accord conclu avec le Fonds Monétaire International et approuvé par le Gouvernement belge, la Banque s'est engagée à participer au financement du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de financement supplémentaire » mis en oeuvre en 1975 et en 1979 respectivement. La participation de la Banque prend la forme d'avances octroyées pour son compte propre au Fonds. En 1980 s'y sont ajoutés le financement du compte de subvention de la « facilité de financement supplémentaire » et la contribution à la politique d'accès élargi aux ressources du Fonds.

A.3 « Ecus »

L'échange d'Ecus contre or et dollars entre le Fonds Européen de Coopération Monétaire et la Banque, renouvelé tous les trois mois depuis le 13 mars 1979, n'est pas recensé sous cette rubrique parce que, couvert à terme par une opération en sens inverse, il est considéré comme variation comptable. Par conséquent, seules sont enregistrées sous cette rubrique les utilisations nettes des Ecus ainsi attribués.

A.4 « Créances sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire »

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1er juin 1973.

Les créances sous rubrique sont liées au mécanisme de financement intra-communautaire et ne comprennent pas les Ecus.

A.5 « Crédits commerciaux »

Il s'agit du portefeuille de traites en francs représentatives d'exportations, financées par la Banque ⁽¹⁾.

A.6.1 « Autres créances en monnaies étrangères »

Les créances sous rubrique comprennent les prêts accordés par la Banque, à la décharge de l'Etat belge, dans le cadre du concours financier à moyen terme de la Communauté Economique Européenne et les avoirs en devises en compte auprès de correspondants de la Banque à l'étranger ou ayant fait l'objet de placements à court terme à l'étranger.

Toutefois, la cession initiale, au 13 mars 1979, d'avoirs en dollars des Etats-Unis — conjointement à de l'or, contre Ecus — au Fonds Européen de Coopération Monétaire et les rachats et cessions trimestriels effectués ensuite dans le cadre du Système Monétaire Européen ne sont pas comptabilisés.

A.6.2 « Autres créances en francs »

Sont comptabilisées sous cette rubrique les avances en francs consenties par la Banque, en vertu d'accords de paiement, à des pays non membres de la Communauté Economique Européenne.

B.1 « Engagements envers le Fonds Monétaire International »

Il s'agit de la variation de la partie de la souscription en francs de la Belgique au Fonds Monétaire International qui doit être maintenue par celui-ci en compte à la Banque ⁽²⁾.

B.2 « Engagements envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire »

Les engagements sous rubrique proviennent du recours par la Banque au mécanisme de financement intracommunautaire (voir rubrique A.4 pour les créances correspondantes).

⁽¹⁾ Si l'on soustrait ce portefeuille des « avoirs extérieurs nets » de la Banque, on obtient les « réserves de change nettes » : voir tableau XIII-5b et la présentation des tableaux IX-1 à 4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin*.

⁽²⁾ Au cours de la période sous revue, cette partie est restée fixée à 0,25 p.c. de la quote-part de la Belgique dans le Fonds.

B.3 « Engagements envers d'autres institutions internationales non monétaires »

Sous cette rubrique sont comptabilisées les variations d'engagements de la Banque envers les organismes internationaux autres que le Fonds Monétaire International et le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

B.4 « Engagements envers d'autres institutions officielles »

Sont recensés ici les engagements de la Banque envers des banques centrales et institutions officielles étrangères ainsi que ceux contractés au titre des accords internationaux ⁽¹⁾.

B.5 « Autres engagements »

Il s'agit des engagements de la Banque en francs envers des banques privées étrangères essentiellement.

En 1982, les avoirs extérieurs nets de la Banque ont diminué de 37 milliards, contre une diminution de 72 milliards en 1981. En 1982, ce sont surtout les avoirs en monnaies étrangères qui ont baissé, de 74 milliards (rubrique A.6.1). Une partie importante de cette diminution a, toutefois, découlé de rachats d'Ecus, contre monnaies étrangères, et a ainsi eu pour contrepartie un accroissement de 49 milliards des avoirs de la Banque en Ecus (rubrique A.3).

La perte d'avoirs extérieurs nets de la Banque en 1982 a pris, en outre, la forme d'une augmentation de 17 milliards, au quatrième trimestre de l'année, des engagements envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire (rubrique B.2).

B. NOTES METHODOLOGIQUES RELATIVES AU TABLEAU II

Les principes méthodologiques qui ont été suivis dans l'établissement du tableau II ont fait l'objet d'un commentaire sous la section I ci-avant.

La correspondance des tableaux I et II est établie selon ce qui suit :

- la somme des montants inscrits sous les rubriques 1 et 2 du tableau I, c'est-à-dire les opérations courantes, se retrouve à la rubrique 1 du tableau II ;
- les montants des rubriques 3, 4.2 et 5 du tableau I se retrouvent respectivement aux rubriques 2.1, 4.1 et 7.1 du tableau II ;

⁽¹⁾ Sont comptabilisées à ce titre les variations des avoirs en francs des institutions des pays avec lesquels il existe des accords de paiement. Jusqu'en 1978, cette rubrique portait également sur les avoirs en francs des signataires de l'accord instituant une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'O.C.D.E.

— le montant de la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux » du tableau I est ventilé dans le tableau II sous les rubriques 3.2 et 3.3;

— la somme des montants inscrits sous les rubriques 6.1, 6.211, 6.221 et 6.231 du tableau I (mouvement des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques) se retrouve, avec signe opposé parce que placée « au-dessus de la ligne », à la rubrique 3.1 du tableau II;

— la somme des montants inscrits sous les rubriques 6.2121 et 6.222 du tableau I (mouvement des autres avoirs extérieurs nets en francs des organismes principalement monétaires autres que la Banque) se retrouve, avec signe opposé, à la rubrique 5.1 du tableau II;

— le montant inscrit sous la rubrique 6.2122 du tableau I (mouvement des autres avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères des banques), majoré du montant des avoirs nets en monnaies étrangères des banques sur les résidents — qui n'est pas comptabilisé dans le tableau I — se retrouve, avec signe opposé, à la rubrique 6.1 du tableau II;

— le mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères des secteurs non monétaires résidents sur les banques belges et luxembourgeoises — qui n'est pas comptabilisé dans le tableau I — est recensé sous les rubriques 2.2, 4.211, 4.221 et 7.2 du tableau II (augmentation = -) ⁽¹⁾;

— le montant inscrit sous la rubrique 6.232 du tableau I (mouvement des réserves de change nettes de la Banque) est ventilé dans le tableau II sous les rubriques 8.1, 8.2, 8.3, 8.41 et 8.51;

— les opérations à terme, qui ne sont pas comptabilisées dans le tableau I, sont recensées sous les rubriques 2.3, 4.212, 4.222, 5.2, 6.2, 8.42 et 8.52 du tableau II. Elles s'équilibrent.

SECTION 3 :

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE : Tableaux XIV et XV

Les données statistiques actuellement disponibles ne permettent pas d'établir une ventilation géographique de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions. Telles qu'elles figurent aux tableaux XIV et XV, les balances des paiements par pays ou zones restent donc

⁽¹⁾ De la sorte, la somme des montants figurant sous les rubriques 2.2, 4.211, 4.221, 6.1 et 7.2 du tableau II est égale au montant inscrit, avec signe opposé, sous la rubrique 6.2122 du tableau I.

élaborées, comme antérieurement, sur une base mixte (ainsi, les règlements sont corrigés pour tenir compte des exportations assorties de crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges mais non pour tenir compte des autres crédits commerciaux). Le total de ces balances a été ajusté de manière à ce qu'il corresponde aux chiffres de la balance générale des paiements du tableau I, établie sur la base des transactions. A cet effet, les opérations assorties de crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et les opérations réglées par compensation (qui sont connues globalement mais sans qu'il soit possible de les ventiler par pays) ont été comptabilisées dans la colonne XXV « Opérations non ventilées » des tableaux XIV et XV considérés.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance et les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avait reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Les mouvements de capitaux ont été ventilés selon la règle générale exposée ci-dessus, c'est-à-dire selon le principe de la partie à la transaction plutôt que selon le principe du créancier ou du débiteur final. Or une telle ventilation perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire du paiement n'étant pas nécessairement celui de l'origine ou de la destination finale des fonds mais pouvant être celui d'un intermédiaire.

C'est ainsi, par exemple, que le déficit enregistré vis-à-vis d'un pays au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs de ce pays à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure aux tableaux XIV et XV doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine et la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparente et l'origine ou la destination réelle des fonds était manifeste, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage »

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « Mouvement des capitaux de l'Etat »

Il n'est pas possible de ventiler géographiquement la totalité des émissions et remboursements d'effets publics à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L. ; on les répartit, dès lors, par monnaie.

Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an sont ventilés géographiquement dans la mesure où l'on connaît le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1975	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— résultats bruts par région	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
c) Industrie de la construction :		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	a) Chiffres annuels	X - 1a
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
d) Commerce :		2. Droit de tirage spécial	X - 2
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	4. Système Monétaire Européen :	
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
2. Pêche maritime	III - 2	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	5. Cours de change effectifs	X - 5
3. Energie	IV - 3	XI. — Finances publiques.	
4. Métallurgie	IV - 4	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
5. Construction	IV - 5	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
V. — Services.			
1. Transports :		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
b) Navigation maritime	V - 1b	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
c) Navigation intérieure	V - 1c	1. Encours :	
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	a) au 31 décembre 1980	XII - 1a
3. Commerce intérieur :		b) au 31 décembre 1981	XII - 1b
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	2. Mouvements en 1981	XII - 2
b) Ventes à tempérament	V - 3b	3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Chambres de compensation	V - 4	a) au 31 décembre 1980	XII - 3a
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	b) au 31 décembre 1981	XII - 3b
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	4. Mouvements en 1981 (totaux sectoriels)	XII - 4
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
3. Prix à la consommation en Belgique :		2. Bilans :	
Indices 2 ^e semestre 1974-1 ^{er} semestre 1975 = 100		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
Indices 1981 = 100		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	4. Stock monétaire :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Total	XIII - 4b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux XIII - 11
12. Situation globale des banques XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :
 - a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages XIV - 5a
 - b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne XIV - 5b
 - c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite XIV - 5c
 - d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :
 - a) Variations XV - 3a
 - b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
 - a) Variations XV - 5a
 - b) Encours XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public XVI - 2
3. Dette du Trésor :
 - a) Situation officielle de la dette publique XVI - 3a
 - b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :
 - a) Ventilation par débiteurs XVI - 4a
 - b) Ventilation par détenteurs XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés XVII - 3

4. Emissions des sociétés — données I.N.S. XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B. XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :
 - a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) XVII - 8a
 - b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :
 - a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances XIX - 1a
 - b) Taux spéciaux XIX - 1b
 - c) Taux moyen pondéré XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte XX - 1
2. Banque de France XX - 2
3. Bank of England XX - 3
4. Federal Reserve Banks XX - 4
5. Nederlandsche Bank XX - 5
6. Banca d'Italia XX - 6
7. Deutsche Bundesbank XX - 7
8. Banque Nationale Suisse XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux XX - 9

GRAPHIQUES.

- P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses I - 4
- Enquêtes sur la conjoncture I - 5
- Demandes d'emploi II
- Production industrielle IV - 2
- Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne IV - 6
- Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée VI - 1
- Prix de gros en Belgique VII - 2
- Prix à la consommation en Belgique VII-3a-b
- Commerce extérieur de l'U.E.B.L. VIII
- Recettes fiscales par année civile XI - 4
- Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires XIII - 3
- Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux XIII-13
- CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements XIV-5a
- Cours des valeurs belges au comptant XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.813	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.283	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³	
dont : Hommes	3.148	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³	
Femmes	3.135	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	3.913	3.940	3.966	3.987	4.043	4.059	4.065	4.085
dont : Agriculture	136	128	122	118	118	112	109	107
Industries extractives et manufacturières	1.165	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909
Bâtiments et construction	293	297	298	294	297	288	258	236
Transports	268	265	265	268	272	278	277	275
Commerce, banques, assurances et services	1.839	1.866	1.906	1.954	2.018	2.045	2.046	2.057
Chômeurs complets ²	168	224	257	278	292	311	399	467
Ouvriers frontaliers	44	41	40	39	37	36	35	34

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	760,2	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.246,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	35,9	38,7	42,4	46,4	49,9	53,6	56,6	59,3
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	189,5	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	290,2	290,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	314,3	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	563,8	608,1
5. Corrections et compléments	40,6	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,3
Ajustement statistique	- 17,8	13,1	- 1,2	14,2	- 2,1	3,5	- 4,1	9,2
<i>Total ...</i>	1.322,7	1.526,4	1.658,5	1.784,8	1.907,1	2.075,8	2.175,9	2.307,1
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	46,9	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	60,9
2. Professions libérales ¹	63,6	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	116,3
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	187,7	205,8	218,3	222,8	228,7	228,7	226,9	243,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	12,1	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3
Ajustement statistique	- 4,2	3,0	- 0,3	3,0	- 0,4	0,7	- 0,8	1,8
<i>Total ...</i>	306,1	350,0	357,1	379,4	385,9	389,7	398,7	438,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	130,9	156,8	179,6	196,4	232,3	274,2	315,1	350,7
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,0	60,6	66,7	74,2	79,5	86,7	102,2	112,0
3. Dividendes, tantièmes, dons	58,2	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	101,2
<i>Total ...</i>	249,1	274,8	304,8	333,6	373,4	427,9	497,3	563,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	7,7	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	12,8	30,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	70,1	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	113,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 6,7	- 13,6	- 17,0	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,6	13,3
<i>Total ...</i>	6,6	2,2	2,4	- 1,8	3,4	20,4	31,8	43,6
G. Intérêts de la dette publique	- 82,5	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 286,6	- 360,8
Revenu national net au coût des facteurs	1.879,8	2.141,4	2.294,1	2.465,6	2.623,0	2.813,5	2.917,4	3.136,2
H. Amortissements	212,5	231,1	260,5	279,1	299,5	307,3	327,9	357,0
Revenu national brut au coût des facteurs	2.092,3	2.372,5	2.554,6	2.744,7	2.922,5	3.120,8	3.245,3	3.493,2
I. Impôts indirects	261,1	307,7	334,3	363,9	387,7	412,1	436,3	474,3
J. Subventions	- 27,6	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 60,1	- 64,6
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

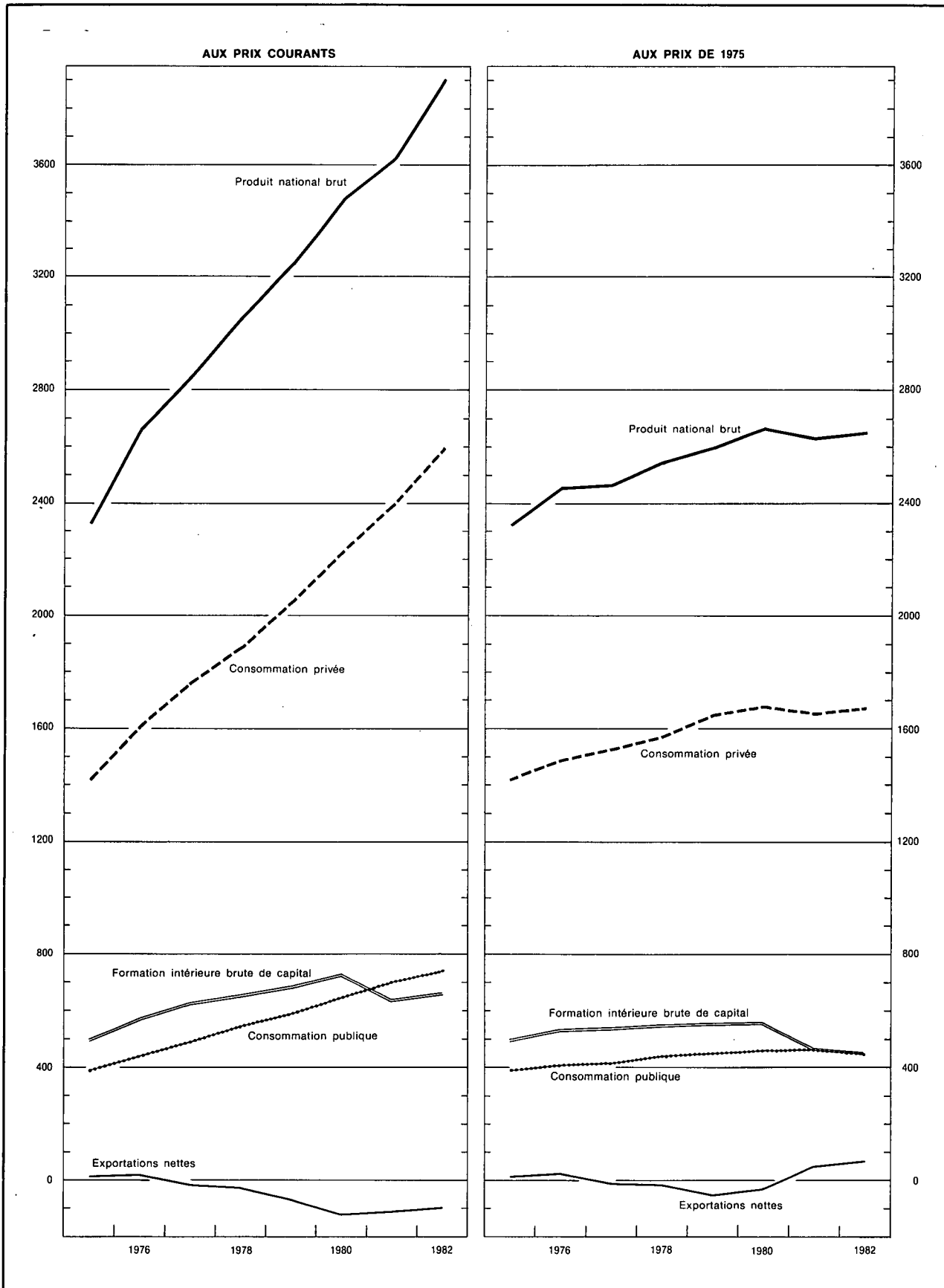
Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
1. Agriculture, sylviculture et pêche	68,2	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	94,9
2. Industries extractives	18,9	19,0	18,2	17,2	16,0	18,8	19,8	20,5
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	122,1	131,7	135,5	146,9	151,1	158,6	167,9	190,5
b) Textiles	31,8	38,3	37,5	37,1	37,9	40,6	43,0	45,1
c) Vêtements et chaussures	24,8	25,7	24,1	23,1	23,4	22,6	22,4	24,4
d) Bois et meubles	29,4	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	41,0	42,8
e) Papier, impression, édition	35,6	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,8	49,9
f) Industrie chimique et activités connexes	58,2	65,3	74,2	82,6	92,3	97,6	106,5	119,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	29,1	33,2	37,7	36,5	36,7	39,0	37,9	40,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	37,9	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	47,2	45,5
i) Fabrications métalliques et constructions navales	192,4	218,8	236,3	243,5	241,3	238,7	237,3	255,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	73,2	86,7	100,4	107,7	115,8	122,3	124,3	134,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>634,5</i>	<i>719,9</i>	<i>763,1</i>	<i>805,1</i>	<i>840,3</i>	<i>859,5</i>	<i>874,3</i>	<i>946,6</i>
4. Construction	165,7	193,3	213,0	228,8	234,2	263,8	229,6	236,9
5. Electricité, gaz et eau	70,7	77,7	86,1	93,6	105,8	120,9	132,2	139,5
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	422,1	502,2	537,4	567,2	604,6	653,2	671,9	734,1
b) Services financiers et assurances	86,0	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	179,1	195,9
c) Immeubles d'habitation	101,3	108,5	122,2	136,5	151,2	170,2	196,5	216,8
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>609,4</i>	<i>718,7</i>	<i>779,1</i>	<i>838,9</i>	<i>906,5</i>	<i>984,1</i>	<i>1.047,5</i>	<i>1.146,8</i>
7. Transports et communications	179,1	200,2	217,1	237,4	261,5	291,8	311,4	337,1
8. Services	595,1	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.057,1	1.134,6
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,4	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-26,2	-35,3	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-51,4	-55,7
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-27,8	-29,5	-30,3	-32,0	-34,8	-47,2	-54,4	-60,2
Ajustement statistique	21,1	1,0	- 4,0	- 9,1	- 2,3	- 7,7	-11,0	- 6,3
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.313,1	2.626,3	2.836,5	3.051,7	3.257,9	3.500,9	3.644,4	3.939,9
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	12,7	17,3	12,1	10,1	- 3,5	-18,3	-22,9	-37,0
Produit national brut aux prix du marché ..	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	293,0	335,1	349,2	365,2	379,5	398,9	414,0	467,0
2. Boissons	70,1	75,1	79,5	84,3	89,3	97,6	103,3	115,6
3. Tabac	25,7	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1
4. Vêtements et effets personnels	115,1	130,5	137,2	143,9	156,1	172,7	173,8	192,3
5. Loyers, taxes, eau	136,4	148,4	167,7	187,7	206,4	229,8	261,1	288,8
6. Chauffage et éclairage	81,7	89,8	96,4	107,8	131,7	155,0	179,6	198,1
7. Articles ménagers durables	150,6	175,3	184,5	186,1	192,2	216,7	217,3	224,3
8. Entretien de la maison	62,2	68,7	75,8	82,2	88,3	94,8	101,1	108,7
9. Soins personnels et hygiène	138,8	160,5	183,3	202,3	214,8	228,3	250,7	276,6
10. Transports	151,0	178,2	194,7	212,1	233,2	254,9	273,0	300,5
11. Communications : P.T.T.	11,3	12,3	14,5	16,3	17,5	18,8	20,2	22,4
12. Loisirs	119,5	136,4	151,9	162,9	176,2	193,5	206,1	227,5
13. Enseignement et recherches	3,2	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4
14. Services financiers	42,2	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	94,3	102,7
15. Services divers	10,7	13,3	15,3	17,3	19,5	19,3	20,2	21,3
16. Dépenses personnelles à l'étranger	43,0	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 63,7	- 75,5
Ajustement statistique	0,6	- 12,6	4,1	- 6,0	3,6	2,7	12,5	- 3,8
<i>Total ...</i>	<i>1.421,1</i>	<i>1.609,5</i>	<i>1.763,8</i>	<i>1.888,2</i>	<i>2.049,6</i>	<i>2.232,6</i>	<i>2.394,2</i>	<i>2.599,6</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	283,3	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	515,0	550,9
2. Achats courants de biens et services	83,7	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,6	142,0
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3
4. Loyer payé	2,4	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,7	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	3,5	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9
6. Amortissement mobilier et matériel	2,2	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7
<i>Total ...</i>	<i>388,4</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>700,8</i>	<i>740,1</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	10,9	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2
2. Industries extractives	2,1	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,1
3. Industries manufacturières	106,4	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	117,0
4. Construction	7,9	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,8
5. Electricité, gaz et eau	35,7	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	37,3
6. Commerce, banques, assurances	49,5	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	74,6	83,5
7. Immeubles d'habitation	144,8	184,7	202,7	228,7	210,7	226,7	140,6	133,8
8. Transports et communications	56,7	57,6	61,7	73,5	75,2	86,3	92,8	102,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	79,1	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	130,1	126,1
10. Autres services	18,8	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3
11. Variations de stocks	- 12,6	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 9,9	- 9,8
Ajustement statistique	0,2	- 4,5	1,4	- 2,0	1,2	0,9	3,4	- 1,0
<i>Total ...</i>	<i>499,5</i>	<i>574,0</i>	<i>612,5</i>	<i>653,9</i>	<i>683,7</i>	<i>728,6</i>	<i>640,0</i>	<i>657,1</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	91,3	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	403,5
2. Exportations de biens et services	1.065,2	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.362,5	2.729,2
Exportations totales ...	1.156,5	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.711,8	3.132,7
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	78,6	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	440,5
4. Importations de biens et services	1.061,1	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.453,1	2.786,1
Importations totales ...	1.139,7	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.825,3	3.226,6
Exportations nettes ...	16,8	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 113,5	- 93,9
Produit national brut aux prix du marché	2.325,8	2.643,6	2.848,6	3.061,8	3.254,4	3.482,6	3.621,5	3.902,9

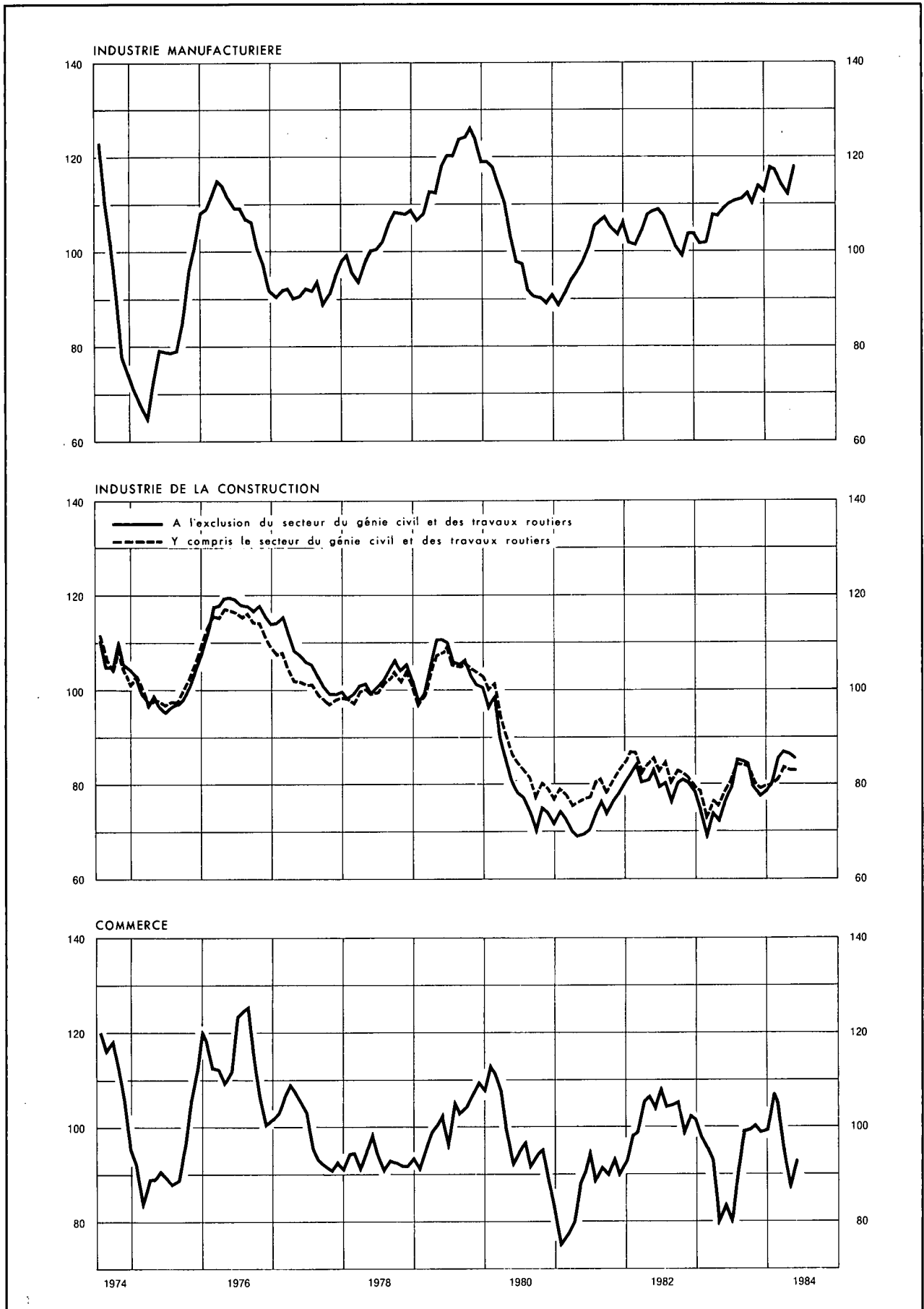
I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1975 — Indices 1975 = 100)

Source : I.N.S.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	100	102	101	105	108	109	108	111
2. Boissons	100	102	102	104	108	115	109	112
3. Tabac	100	98	95	85	89	89	89	93
4. Vêtements et effets personnels	100	106	105	103	107	113	111	115
5. Loyers, taxes, eau	100	102	105	109	113	117	122	124
6. Chauffage et éclairage	100	105	108	120	128	123	120	116
7. Articles ménagers durables	100	111	113	112	115	128	126	124
8. Entretien de la maison	100	102	104	105	107	109	110	112
9. Soins personnels et hygiène	100	106	113	118	120	123	128	130
10. Transports	100	107	111	116	119	118	115	115
11. Communications : P.T.T.	100	109	114	117	127	132	141	142
12. Loisirs	100	106	107	107	112	117	119	125
13. Enseignement et recherches	100	102	105	107	109	112	114	117
14. Services financiers	100	112	117	130	143	152	150	151
15. Services divers	100	115	125	133	143	135	130	129
16. Dépenses personnelles à l'étranger	100	100	107	110	124	130	136	121
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	100	97	107	98	111	117	124	140
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>117</i>	<i>118</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	100	104	105	110	114	117	118	118
2. Achats courants de biens et services	100	103	110	120	120	117	119	111
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	100	110	120	129	135	141	138	130
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>107</i>	<i>113</i>	<i>116</i>	<i>118</i>	<i>119</i>	<i>117</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	100	117	121	139	123	114	101	104
2. Industries extractives	100	85	91	107	133	127	117	119
3. Industries manufacturières	100	84	70	67	68	98	80	88
4. Construction	100	134	146	140	148	132	147	118
5. Electricité, gaz et eau	100	88	95	93	93	83	80	72
6. Commerce, banques, assurances	100	106	109	112	123	123	113	117
7. Immeubles d'habitation	100	116	118	125	109	108	65	60
8. Transports et communications	100	96	98	115	113	125	129	130
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	100	107	103	100	104	113	105	93
10. Enseignement	100	107	117	111	112	116	120	104
11. Autres services	100	118	138	129	153	152	143	134
<i>Total ...</i>	<i>100</i>	<i>107</i>	<i>108</i>	<i>110</i>	<i>111</i>	<i>112</i>	<i>93</i>	<i>91</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	100	94	92	104	118	178	279	298
2. Exportations de biens et services	100	113	127	131	142	148	154	157
Exportations totales ...	100	111	124	129	140	150	163	168
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	100	89	94	110	140	225	345	378
4. Importations de biens et services	100	112	129	134	147	150	148	148
Importations totales ...	100	111	126	132	146	155	161	164
Produit national brut aux prix du marché	100,0	105,7	106,3	109,8	111,9	114,8	113,4	114,2

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE
Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1981 Juin	101,42	70,36	95,42	95,86	77,21
Juillet	105,67	73,95	89,52	98,49	80,60
Août	106,88	76,88	91,68	100,10	81,33
Septembre	107,95	74,49	90,22	100,27	78,55
Octobre	105,27	76,71	93,59	99,23	81,38
Novembre	103,86	78,30	90,34	98,00	83,09
Décembre	106,91	80,46	93,00	100,86	84,08
1982 Janvier	102,16	82,61	98,37	98,66	86,89
Février	101,79	84,45	98,82	98,74	86,80
Mars	104,82	80,38	105,27	101,22	82,85
Avril	108,06	81,05	106,89	103,83	84,32
Mai	108,77	83,63	104,49	104,36	85,93
Juin	109,03	79,89	108,48	104,58	83,17
Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	cahier de commandes total	cahier de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1981 Juin	102,92	99,20	108,20	100,82	101,07	95,71	102,67	101,42
Juillet	103,59	109,69	113,30	97,52	102,88	100,55	111,30	105,67
Août	103,53	108,38	119,16	101,37	110,10	100,43	108,08	106,88
Septembre	106,88	108,04	115,71	111,88	123,91	95,06	105,88	107,95
Octobre	103,98	99,84	114,67	108,27	115,96	102,30	97,77	105,27
Novembre	103,57	102,61	106,71	97,52	112,97	105,33	99,16	103,86
Décembre	101,55	106,75	110,15	107,57	113,15	108,06	106,18	106,91
1982 Janvier	101,21	98,39	110,82	95,13	107,46	103,54	97,97	102,16
Février	100,64	95,64	108,53	99,68	101,23	100,75	106,87	101,79
Mars	100,13	97,48	109,68	102,38	112,82	105,21	112,18	104,82
Avril	106,66	105,16	111,00	106,02	113,43	106,54	110,86	108,06
Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983			1984		1983			1984		1983			1984	
	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
Ensemble des industries	- 33	- 31	- 29	- 22	- 23	- 32	- 32	- 30	- 24	- 26	+ 12	+ 7	+ 9	+ 13	+ 15
I. Biens de consommation	- 18	- 27	- 28	- 27	- 30	- 5	- 22	- 26	- 19	- 22	+ 17	+ 8	+ 16	+ 25	+ 29
II. Biens d'investissement	- 57	- 46	- 51	- 47	- 37	- 49	- 41	- 39	- 40	- 44	+ 25	+ 7	+ 7	+ 15	+ 20
III. Biens intermédiaires	- 29	- 26	- 16	- 5	- 13	- 33	- 30	- 24	- 16	- 19	+ 4	+ 6	+ 4	- 3	+ 3
Industrie textile	- 15	- 24	- 14	- 21	- 30	- 15	- 16	- 13	- 21	- 23	+ 8	+ 9	+ 1	+ 3	+ 9
dont : Laine	+ 4	- 7	- 14	- 16	- 41	+ 9	- 3	- 9	- 25	- 36	- 15	- 11	- 2	+ 3	+ 14
Coton	- 26	- 43	- 29	- 27	- 36	- 35	- 34	- 40	- 36	- 46	+ 2	+ 21	+ 9	+ 1	+ 2
Bonneterie	- 32	- 33	- 36	- 50	- 34	- 9	- 26	- 32	- 40	- 26	+ 43	+ 20	+ 13	+ 20	+ 27
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 31	- 34	- 34	- 28	- 38	- 4	- 39	- 46	- 14	- 30	+ 7	+ 5	+ 13	+ 23	+ 19
dont : Chaussures	- 52	- 26	- 33	- 33	- 63	- 58	- 44	- 77	- 57	- 70	+ 43	+ 7	- 2	+ 15	- 12
Habillement	- 26	- 36	- 35	- 28	- 32	0	- 39	- 44	- 11	- 27	+ 3	+ 6	+ 15	+ 23	+ 23
Industrie du bois et du meuble en bois	- 22	- 27	- 28	- 34	- 39	- 4	- 13	- 20	- 28	- 42	+ 21	+ 23	+ 24	+ 24	+ 37
dont : Bois	- 25	- 19	- 24	- 16	- 30	+ 8	- 6	+ 1	0	- 18	+ 7	+ 4	+ 6	+ 7	+ 5
Meubles en bois	- 20	- 34	- 30	- 48	- 45	- 10	- 17	- 32	- 43	- 52	+ 31	+ 36	+ 37	+ 37	+ 65
Papiers et cartons	- 51	- 50	- 25	- 6	+ 13	- 74	- 54	- 43	- 13	+ 5	+ 23	+ 5	- 8	- 6	+ 9
dont : Production de papier et carton	- 74	- 71	- 21	- 18	+ 20	- 85	- 64	- 45	- 16	+ 10	+ 42	+ 29	0	- 13	- 13
Transformation de papier et carton	- 34	- 34	- 28	+ 4	+ 7	- 41	- 29	- 33	- 4	- 12	+ 8	- 14	- 12	0	+ 26
Industrie du cuir	- 69	- 69	- 66	- 55	- 52	- 83	- 83	- 58	- 54	- 63	+ 11	+ 42	+ 37	+ 41	+ 39
Transformation de matières plastiques	+ 23	+ 19	+ 25	+ 31	+ 40	+ 55	+ 53	+ 59	+ 65	+ 70	+ 2	+ 16	+ 6	- 21	- 30
Raffinage de pétrole	- 19	- 32	+ 12	+ 14	- 19	- 14	- 14	+ 1	+ 15	- 14	- 9	- 3	- 14	- 21	- 17
Production et première transformation des métaux	- 50	- 38	- 26	- 5	- 15	- 59	- 51	- 47	- 33	- 35	0	0	0	- 5	+ 3
dont : Métaux ferreux	- 55	- 43	- 26	- 2	- 8	- 64	- 57	- 52	- 38	- 39	- 15	- 4	- 5	- 5	- 6
Métaux non ferreux	- 25	- 13	- 22	- 22	- 50	- 26	- 20	- 17	- 5	- 14	+ 37	+ 11	+ 10	- 3	+ 25
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 44	- 25	- 29	- 23	- 16	- 16	+ 1	+ 9	+ 11	- 9	+ 36	+ 2	- 1	+ 13	+ 23
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 44	- 26	- 32	- 29	- 20	- 3	- 6	+ 3	0	- 9	+ 39	+ 4	+ 3	+ 18	+ 28
Verre creux	- 27	- 43	- 43	- 18	- 2	- 8	- 7	- 7	+ 4	- 7	+ 4	+ 2	+ 2	+ 13	+ 2
Industrie chimique	+ 5	+ 5	+ 6	+ 8	+ 7	+ 7	+ 4	+ 10	- 9	+ 10	0	0	0	+ 1	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 9	0	- 22	- 66	0	- 22	+ 66	+ 61	+ 51	+ 19	+ 1	+ 71	+ 4	+ 39
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 55	- 55	- 57	- 55	- 39	- 47	- 43	- 49	- 33	- 35	+ 48	+ 21	+ 19	+ 38	+ 23
Construction de machines et de matériel mécanique	- 48	- 43	- 44	- 35	- 26	- 51	- 52	- 44	- 46	- 44	+ 14	+ 3	- 1	- 3	- 4
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 46	- 41	- 39	- 65	- 65	- 48	- 50	- 36	- 63	- 63	- 18	- 22	- 14	+ 5	- 16
Machines-outils	- 46	- 10	+ 2	+ 86	+ 100	- 44	- 7	+ 23	+ 86	+ 100	+ 46	- 5	- 21	- 56	- 16
Machines textiles	- 88	- 70	- 78	- 54	- 68	- 94	- 71	- 79	- 68	- 67	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 36	- 40	- 48	- 41	- 41	- 26	- 15	- 30	- 35	- 41	+ 2	0	0	- 5	- 4
Construction électrique et électronique	- 69	- 63	- 68	- 69	- 57	- 62	- 57	- 63	- 68	- 57	+ 8	+ 27	+ 33	+ 34	+ 38
dont : Construction électrique d'équipement	- 76	- 68	- 75	- 77	- 65	- 74	- 56	- 64	- 73	- 64	+ 3	+ 18	+ 25	+ 28	+ 32
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 59	- 55	- 49	- 55	- 44	- 43	- 55	- 61	- 55	- 42	0	+ 100	+ 100	+ 100	+ 100
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	0	- 13	+ 8	- 25	+ 25	0	- 25	0	- 26	0	- 14	+ 14	+ 27	+ 41
Construction d'autre matériel de transport	- 73	- 76	- 74	- 58	- 63	- 75	- 86	- 88	- 88	- 88	+ 64	+ 10	+ 38	+ 16	0
dont : Construction navale	- 97	- 96	- 92	- 76	- 75	- 98	- 99	- 98	- 98	- 100	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	- 15	0	+ 14	+ 54	+ 20	- 12	- 27	- 12	- 12	0	+ 64	+ 10	+ 38	+ 16	0

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1983				1984	1983				1984	1983				1984	1983				1984
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
Ensemble des industries	5	6	5	4	5	84	80	82	82	84	2	2	2	1	2	5	6	6	6	5
I. Biens de consommation	7	9	8	5	7	78	75	81	81	86	4	2	3	2	2	4	6	5	4	1
II. Biens d'investissement	4	4	2	5	4	93	86	84	88	88	0	1	3	0	2	1	3	4	1	2
III. Biens intermédiaires	5	4	5	3	4	78	78	83	78	76	1	1	0	1	3	8	8	8	11	11
Industrie textile	11	12	12	9	10	61	63	67	70	74	5	3	3	3	3	12	12	13	16	7
dont : Laine	14	14	19	5	11	47	41	48	53	57	10	6	1	2	5	13	21	24	36	17
Coton	9	15	8	9	3	73	70	89	88	88	0	0	0	0	2	16	12	3	3	2
Bonneterie	5	11	10	8	4	63	77	72	72	90	18	5	6	5	1	7	5	3	5	1
Industrie des chaussures et de l'habillement	22	4	18	5	13	61	67	66	68	70	9	6	8	5	8	3	5	4	6	2
dont : Chaussures	45	0	38	0	30	55	96	52	44	57	0	0	0	1	0	0	4	0	4	0
Habillement	18	6	15	6	10	62	61	68	72	73	10	7	10	6	9	4	6	5	6	2
Industrie du bois et du meuble en bois	11	17	9	14	12	69	63	69	74	75	1	1	0	1	0	8	13	10	5	8
dont : Bois	19	19	4	20	17	64	68	62	57	58	0	0	0	3	0	9	9	14	11	15
Meubles en bois	6	17	11	9	7	72	59	75	87	87	2	1	1	0	1	8	17	7	1	3
Papiers et cartons	2	18	3	9	19	92	75	78	63	46	1	1	2	1	1	7	1	4	4	19
dont : Production de papier et carton	1	26	0	12	37	87	67	82	54	33	0	0	0	0	0	12	0	0	3	13
Transformation de papier et carton	3	13	7	5	4	95	81	74	71	56	2	1	3	2	3	2	2	7	4	23
Industrie du cuir	17	0	0	7	7	83	100	100	93	85	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	2	0	0	0	73	67	70	67	65	0	0	0	0	0	27	31	24	32	35
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	1	0	1	0	0	83	86	95	85	82	0	0	0	0	4	0	0	3	7	6
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	80	83	100	87	85	0	0	0	0	5	0	0	0	5	1
Métaux non ferreux	0	0	7	0	1	100	100	70	77	68	0	0	0	0	0	0	0	0	20	31
Industrie des produits minéraux non métalliques	5	0	1	3	0	93	82	74	83	88	0	0	0	0	0	2	8	5	3	6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	2	1	1	0	0	97	82	73	85	95	0	0	0	0	0	1	4	4	2	5
Verre creux	23	0	0	24	0	77	77	76	76	76	0	0	0	0	0	0	23	0	0	0
Industrie chimique	0	0	0	0	0	95	96	96	97	97	0	0	0	0	0	3	1	1	1	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	2	0	26	0	0	16	18	7	33	7	0	0	0	0	27	82	82	67	67	93
Fabrication d'ouvrages en métaux	6	0	3	4	3	83	82	85	86	91	0	4	3	0	0	2	2	5	2	2
Construction de machines et de matériel mécanique	6	7	4	12	9	90	82	83	82	78	1	0	7	0	7	1	7	6	0	0
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	73	82	100	100	100	0	0	0	0	0	9	0	0	0	0
Machines-outils	0	54	0	54	42	100	46	46	46	0	0	0	54	0	58	0	0	0	0	0
Machines textiles	21	21	0	0	0	73	79	100	100	95	6	0	0	0	5	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	0	1	18	7	19	99	99	80	93	81	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	3	4	4	4	3	97	96	96	82	97	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	0	0	0	0	3	100	100	100	98	96	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	0	0	0	0	0	100	100	100	62	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	25	0	0	0	100	75	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	0	0	0	6	6	100	100	100	94	94	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	0	0	0	36	36	100	100	100	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1983				1984	1983				1984	1983			1984	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
Ensemble des industries	+ 38	+ 34	+ 37	+ 31	+ 34	75,6	76,1	76,2	74,3	75,5	3,13	3,10	3,14	3,45	3,36
I. Biens de consommation	+ 33	+ 29	+ 30	+ 24	+ 36	79,7	80,6	79,9	78,5	79,4	2,67	2,48	2,62	2,61	2,64
II. Biens d'investissement	+ 60	+ 55	+ 52	+ 52	+ 50	68,4	68,2	69,4	65,1	68,0	4,79	4,89	4,69	4,98	4,75
III. Biens intermédiaires	+ 22	+ 14	+ 25	+ 25	+ 27	77,7	76,9	77,8	74,1	77,8	3,31	3,34	3,32	3,47	3,29
Industrie textile	+ 18	+ 17	+ 24	+ 21	+ 23	79,4	79,3	79,5	77,4	78,3	2,27	2,15	2,24	2,20	2,15
dont : Laine	+ 1	+ 5	- 2	+ 13	+ 11	84,5	84,9	87,9	82,6	85,2	2,44	2,40	2,28	2,27	2,11
Coton	+ 14	+ 19	+ 50	+ 32	+ 34	80,2	78,4	77,3	75,7	78,9	2,46	2,20	2,26	2,27	2,25
Bonneterie	+ 27	+ 36	+ 42	+ 53	+ 38	75,3	75,5	74,1	72,3	68,0	2,31	1,92	2,02	1,80	2,14
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 30	+ 28	+ 28	+ 28	+ 39	81,7	82,9	84,0	79,4	84,0	2,36	1,92	2,12	2,14	2,10
dont : Chaussures	+ 34	+ 96	- 10	+ 31	+ 53	71,2	70,5	77,9	74,3	78,3	1,03	1,37	1,64	1,56	1,58
Habillement	+ 29	+ 14	+ 36	+ 28	+ 36	83,8	85,5	85,3	80,5	85,2	2,64	2,02	2,22	2,26	2,20
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 34	+ 13	+ 29	+ 27	+ 46	81,0	82,6	79,7	80,9	78,1	2,03	1,90	1,70	1,55	1,50
dont : Bois	+ 27	+ 2	+ 25	+ 5	+ 18	76,9	80,9	77,6	81,9	78,6	2,50	2,41	2,18	1,88	1,77
Meubles en bois	+ 38	+ 21	+ 32	+ 43	+ 64	84,0	83,8	81,2	80,2	77,8	1,69	1,53	1,35	1,31	1,31
Papiers et cartons	+ 34	+ 32	+ 38	+ 26	+ 17	85,3	86,3	83,1	82,1	88,3	1,28	1,28	1,28	1,91	1,89
dont : Production de papier et carton	+ 21	+ 12	+ 38	+ 13	+ 9	93,2	92,6	89,5	90,3	95,8	1,49	1,40	1,36	2,40	2,30
Transformation de papier et carton	+ 44	+ 47	+ 38	+ 35	+ 24	79,2	81,5	78,3	75,8	82,5	1,13	1,21	1,21	1,53	1,58
Industrie du cuir	+ 24	+ 24	+ 7	+ 7	+ 7	80,6	84,5	82,3	82,2	84,0	2,07	2,04	2,07	2,18	2,85
Transformation de matières plastiques	- 3	- 11	+ 3	- 16	- 10	78,5	84,0	78,9	77,8	80,4	2,52	2,63	2,68	2,72	2,73
Production et première transformation des métaux	+ 29	+ 14	+ 26	+ 39	+ 42	74,2	70,8	73,7	66,8	73,7	1,75	1,79	1,87	2,11	1,96
dont : Métaux ferreux	+ 21	+ 15	+ 30	+ 44	+ 48	73,2	69,1	71,8	63,8	71,7	1,55	1,58	1,66	1,95	1,86
Métaux non ferreux	+ 67	+ 7	+ 7	+ 11	+ 8	79,4	79,4	83,4	81,9	83,9	2,77	2,82	2,89	2,89	2,43
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 43	+ 40	+ 36	+ 30	+ 26	72,3	70,3	74,0	65,0	73,3	1,77	1,76	1,52	1,79	1,60
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 45	+ 42	+ 44	+ 39	+ 39	70,4	68,6	72,9	61,3	71,2	1,56	1,53	1,24	1,55	1,32
Verre creux	+ 4	+ 4	+ 2	+ 2	+ 2	84,7	82,2	78,5	77,3	77,8	2,84	2,81	2,70	2,87	3,11
Industrie chimique	+ 15	+ 25	+ 25	+ 9	+ 17	77,5	77,1	75,0	77,5	77,6	-	-	-	-	-
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	0	0	0	97,9	98,5	99,2	96,5	96,5	2,03	2,04	2,09	2,18	2,18
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 57	+ 58	+ 60	+ 57	+ 63	64,0	61,3	63,0	63,9	62,8	2,85	2,95	3,15	3,40	3,41
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 52	+ 43	+ 37	+ 41	+ 32	70,1	75,1	73,8	68,0	74,0	5,17	4,81	4,93	5,28	5,46
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 91	+ 73	+ 60	+ 66	+ 66	65,1	80,0	76,0	58,9	71,8	7,51	6,09	6,20	6,37	6,53
Machines-outils	+100	+ 46	+ 46	0	- 58	90,0	93,0	95,3	86,0	95,8	5,00	5,73	8,26	13,80	13,25
Machines textiles	+ 73	+ 58	+ 55	+ 50	+ 68	75,4	74,3	73,1	75,6	78,1	4,00	4,33	4,41	4,47	5,43
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 52	+ 54	+ 42	+ 62	+ 41	64,4	66,7	67,6	64,8	72,4	5,14	4,58	3,86	3,66	3,92
Construction électrique et électronique	+ 63	+ 42	+ 47	+ 56	+ 65	72,7	73,4	74,2	72,5	68,6	6,22	6,15	6,09	6,19	5,92
dont : Construction électrique d'équipement	+ 73	+ 68	+ 75	+ 71	+ 73	67,7	66,6	67,4	66,7	62,3	5,96	5,76	5,47	5,60	5,41
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 50	+ 2	+ 1	+ 34	+ 51	79,7	83,3	84,1	80,4	80,2	7,00	7,26	7,76	7,70	7,28
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	+ 38	+ 38	0	+ 0	86,8	88,6	86,3	87,1	91,1	2,59	2,59	2,59	2,59	2,59
Construction d'autre matériel de transport	+ 79	+ 85	+ 91	+ 83	+ 85	68,7	68,1	62,9	61,8	61,7	11,28	12,80	11,40	12,18	10,66
dont : Construction navale	+ 96	+100	+100	+ 92	+100	66,6	65,7	58,0	58,4	55,1	4,02	9,69	9,31	10,16	7,91
Construction de cycles et motocycles	+ 43	+ 64	+ 49	+ 28	+ 13	77,1	78,2	74,1	77,0	76,2	2,21	2,63	2,84	2,99	3,07

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983			1984		1983			1984		1983			1984	
	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
Ensemble des industries	- 23	- 13	- 7	+ 2	- 9	- 14	- 12	- 16	- 9	- 12	+ 24	+ 22	+ 31	+ 29	+ 19
I. Biens de consommation	- 17	- 7	- 15	+ 5	- 21	- 8	- 7	- 6	- 9	- 13	+ 25	+ 35	+ 39	+ 29	+ 18
II. Biens d'investissement	- 41	- 18	- 10	- 9	- 7	- 25	- 22	- 28	- 14	- 14	+ 13	+ 12	+ 24	+ 22	+ 18
III. Biens intermédiaires	- 17	- 14	0	+ 4	- 7	- 14	- 10	- 13	- 8	- 12	+ 33	+ 22	+ 33	+ 41	+ 27
Industrie textile	- 12	- 5	+ 2	- 3	- 24	0	- 3	+ 3	- 4	- 11	+ 33	+ 46	+ 59	+ 44	+ 31
dont : Laine	- 9	- 4	- 13	- 10	- 40	+ 2	+ 1	0	- 4	- 19	+ 23	+ 40	+ 53	+ 49	+ 14
Coton	- 19	- 13	- 4	- 5	- 23	0	- 4	- 5	- 4	- 10	+ 32	+ 47	+ 62	+ 39	+ 36
Bonneterie	- 19	- 18	- 6	- 14	- 44	+ 5	- 15	+ 3	- 9	- 18	+ 18	+ 38	+ 38	+ 40	+ 32
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 37	- 15	- 23	- 13	- 26	- 18	- 18	- 4	- 8	0	+ 29	+ 35	+ 41	+ 36	+ 30
dont : Chaussures	- 18	+ 13	- 24	+ 20	- 19	- 3	- 11	- 2	+ 7	- 7	+ 5	+ 17	+ 25	+ 44	+ 20
Habillement	- 42	- 21	- 23	- 19	- 28	- 21	- 19	- 5	- 11	+ 1	+ 34	+ 38	+ 44	+ 34	+ 32
Industrie du bois et du meuble en bois	- 18	- 5	- 17	- 3	- 22	- 5	- 8	- 14	- 2	- 7	+ 20	+ 37	+ 31	+ 33	+ 18
dont : Bois	- 11	- 8	- 14	+ 2	- 4	- 1	- 2	- 6	+ 10	+ 14	+ 22	+ 33	+ 22	+ 45	+ 15
Meubles en bois	- 22	- 3	- 19	- 7	- 33	- 6	- 13	- 18	- 11	- 21	+ 19	+ 40	+ 38	+ 24	+ 20
Papiers et cartons	- 22	- 20	+ 1	+ 24	+ 29	+ 7	+ 1	+ 1	+ 11	- 2	+ 18	+ 26	+ 50	+ 72	+ 73
dont : Production de papier et carton	- 32	- 2	+ 34	+ 50	+ 55	+ 15	+ 18	+ 9	+ 17	- 6	+ 17	+ 16	+ 68	+ 86	+ 99
Transformation de papier et carton	- 14	- 33	- 23	+ 4	+ 11	+ 1	- 12	- 5	+ 6	0	+ 18	+ 33	+ 34	+ 63	+ 54
Industrie du cuir	0	0	- 7	- 5	- 1	- 53	- 42	- 4	- 24	0	+ 28	+ 30	+ 70	+ 19	+ 7
Transformation de matières plastiques	+ 6	+ 4	- 6	+ 8	0	- 1	+ 7	+ 1	+ 3	+ 15	+ 4	+ 24	+ 71	+ 42	+ 18
Raffinage de pétrole	- 54	- 43	+ 21	- 5	- 13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	- 28	- 27	+ 3	+ 4	- 8	- 29	- 26	- 28	- 23	- 26	+ 60	+ 19	+ 24	+ 51	+ 35
dont : Métaux ferreux	- 38	- 38	- 3	+ 2	- 5	- 35	- 31	- 34	- 28	- 31	+ 66	+ 15	+ 25	+ 52	+ 49
Métaux non ferreux	+ 18	+ 23	+ 32	+ 15	- 19	0	0	0	+ 2	- 3	+ 34	+ 40	+ 17	+ 45	- 37
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 43	- 20	- 21	- 2	- 7	- 26	- 18	- 16	+ 1	- 10	+ 10	+ 11	+ 29	+ 16	+ 28
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 42	- 27	- 25	- 4	- 6	- 30	- 20	- 20	+ 1	- 11	+ 1	+ 5	+ 16	+ 11	+ 27
Verre creux	- 54	+ 15	- 19	- 2	- 51	- 27	- 9	0	0	0	+ 50	+ 67	+ 100	+ 26	+ 26
Industrie chimique	+ 6	+ 1	+ 6	+ 9	+ 2	0	+ 4	+ 2	+ 1	0	+ 2	+ 6	+ 10	+ 7	+ 5
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 17	+ 21	- 20	+ 5	- 39	+ 17	+ 5	- 6	+ 28	0	+ 16	+ 29	+ 88	+ 20	- 36
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 50	- 23	- 24	- 11	+ 3	- 25	- 19	- 15	- 20	- 19	+ 16	+ 17	+ 21	+ 19	+ 20
Construction de machines et de matériel mécanique	- 40	- 26	- 10	- 2	+ 8	- 17	- 19	- 21	- 4	- 1	+ 12	+ 9	+ 25	+ 19	+ 13
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 82	- 37	- 45	+ 24	+ 26	- 64	- 17	- 3	+ 39	- 65	+ 18	+ 38	+ 51	+ 7	0
Machines-outils	- 46	- 36	0	0	0	+ 8	- 13	- 15	+ 27	0	0	+ 18	+ 36	0	0
Machines textiles	- 73	- 50	- 44	- 37	0	- 46	- 50	- 52	- 50	+ 5	- 52	- 47	+ 8	+ 26	+ 23
Moteurs, compresseurs, pompes	- 23	+ 2	- 3	+ 16	+ 20	- 4	+ 4	- 36	- 11	+ 13	+ 23	+ 10	+ 28	+ 7	+ 8
Construction électrique et électronique	- 37	+ 3	+ 10	- 13	- 29	- 27	- 9	- 29	- 33	- 27	+ 6	+ 19	+ 36	+ 25	+ 1
dont : Construction électrique d'équipement	- 50	+ 2	+ 10	- 11	- 24	- 30	- 13	- 39	- 41	- 22	+ 9	+ 26	+ 34	+ 35	+ 2
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 9	- 6	0	- 19	- 44	- 33	0	- 11	- 27	- 43	0	+ 4	+ 33	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 25	0	- 25	+ 63	- 25	0	0	- 25	0	- 25	+ 25	+ 25	+ 17	+ 34	0
Construction d'autre matériel de transport	- 24	- 27	- 20	- 24	- 29	- 32	- 34	- 56	- 10	- 4	+ 30	+ 39	+ 41	+ 28	+ 35
dont : Construction navale	- 4	+ 8	+ 1	- 22	- 24	- 24	- 19	- 58	+ 31	+ 3	+ 5	+ 15	+ 14	+ 8	+ 24
Construction de cycles et motocycles	- 17	- 40	- 5	+ 39	+ 15	0	- 15	+ 9	+ 12	+ 15	+ 49	+ 69	+ 84	+ 29	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1983			1984		1983			1984	
	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 23	- 25	- 23	- 16	- 21	+ 9	+ 4	+ 11	+ 15	+ 16
I. Biens de consommation	- 1	- 18	- 17	- 16	- 36	+ 12	+ 4	+ 18	+ 26	+ 35
II. Biens d'investissement	- 63	- 47	- 54	- 47	- 35	+ 11	+ 3	+ 11	+ 23	+ 12
III. Biens intermédiaires	- 14	- 16	- 6	+ 7	+ 2	+ 4	+ 7	+ 4	- 3	- 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 14	- 24	- 18	- 19	- 34	+ 5	+ 8	+ 12	+ 10	+ 20
Industrie de la transformation du bois	- 22	- 30	- 34	- 44	- 44	+ 25	+ 29	+ 34	+ 34	+ 48
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 46	- 45	- 23	- 7	+ 23	+ 18	+ 4	- 13	+ 4	+ 18
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 11	+ 9	+ 16	+ 17	+ 17	- 6	0	- 1	- 5	- 7
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 54	- 27	- 31	- 36	- 13	+ 46	+ 14	+ 22	+ 22	+ 29
Industrie des fabrications métalliques	- 35	- 37	- 37	- 27	- 36	+ 7	- 2	+ 12	+ 24	+ 18
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 48	- 42	- 35	- 23	- 25	+ 13	+ 12	+ 7	+ 8	+ 10
I. Biens de consommation	- 37	- 26	- 32	- 21	- 11	+ 7	+ 8	+ 21	+ 19	- 4
II. Biens d'investissement	- 51	- 48	- 44	- 31	- 32	+ 35	+ 9	- 8	+ 13	+ 15
III. Biens intermédiaires	- 47	- 39	- 23	- 14	- 18	- 3	+ 3	+ 3	0	+ 7
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 33	- 21	- 33	- 46	- 49	- 2	- 9	+ 6	- 4	- 5
Industrie de la transformation du bois	- 67	- 24	- 32	- 15	- 34	- 4	+ 12	+ 13	+ 16	+ 27
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 56	- 42	- 25	- 22	- 7	+ 39	+ 8	+ 18	+ 7	+ 2
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 5	+ 3	- 5	0	- 5	+ 1	+ 8	+ 3	+ 1	+ 8
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 36	- 18	- 17	- 15	- 15	+ 18	- 17	- 35	+ 13	+ 2
Industrie des fabrications métalliques	- 52	- 61	- 57	- 37	- 34	+ 36	+ 30	+ 22	+ 16	+ 24
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 47	- 35	- 41	- 51	- 43	+ 57	+ 49	+ 38	+ 49	+ 55
I. Biens de consommation	- 67	- 56	- 59	- 49	- 36	+ 53	+ 23	+ 25	+ 49	+ 41
II. Biens d'investissement	- 47	- 33	- 40	- 59	- 51	+ 59	+ 67	+ 49	+ 53	+ 63
III. Biens intermédiaires	- 19	- 18	- 30	- 30	- 11					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation) ..	- 11	- 45	- 9	- 28	- 42	- 11	- 35	- 32	- 21	+ 14
Industrie des fabrications métalliques	- 49	- 34	- 43	- 58	- 51	+ 66	+ 60	+ 47	+ 61	+ 70

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1983				1984	1983				1984	1983			1984	
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 44	+ 31	+ 37	+ 35	+ 39	77,8	80,0	79,0	77,9	77,8	3,36	3,51	3,49	3,64	3,49
I. Biens de consommation	+ 40	+ 10	+ 15	+ 23	+ 33	85,9	88,3	86,2	84,6	85,1	3,00	2,90	2,96	2,96	2,88
II. Biens d'investissement	+ 74	+ 66	+ 63	+ 63	+ 64	67,0	69,4	70,0	67,8	67,0	4,90	5,57	5,31	5,59	5,33
III. Biens intermédiaires	+ 25	+ 26	+ 40	+ 23	+ 26	78,5	80,2	79,4	80,8	80,7	4,07	4,07	4,12	4,30	4,09
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 14	+ 14	+ 25	+ 25	+ 26	82,4	82,9	83,1	79,3	81,9	2,38	2,11	2,18	2,21	2,15
Industrie de la transformation du bois	+ 32	+ 9	+ 28	+ 34	+ 54	81,3	84,4	80,2	81,5	76,8	1,97	1,91	1,69	1,53	1,57
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 47	+ 42	+ 67	+ 21	+ 20	85,5	86,3	84,3	83,0	86,8	1,63	1,36	1,42	2,30	2,06
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 75	+ 62	+ 65	+ 63	+ 56	66,1	70,1	70,5	64,6	67,0	2,50	2,54	2,27	2,60	2,38
Industrie des fabrications métalliques	+ 61	+ 42	+ 42	+ 43	+ 46	75,8	78,0	77,7	77,3	76,7	4,48	4,96	4,91	5,10	4,90
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 49	+ 39	+ 38	+ 40	+ 42	71,6	70,4	72,2	69,7	71,8	3,32	3,15	3,10	3,44	3,37
I. Biens de consommation	+ 47	+ 34	+ 34	+ 34	+ 48	74,1	74,0	74,4	73,5	74,8	2,09	2,02	2,08	2,19	2,29
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 44	+ 41	+ 43	+ 43	71,5	66,3	72,5	69,4	70,0	5,40	4,95	4,89	5,34	5,33
III. Biens intermédiaires	+ 15	+ 4	+ 19	+ 35	+ 38	77,5	74,9	73,0	64,8	74,3	1,59	1,65	1,67	1,87	1,75
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 38	+ 12	0	+ 21	+ 27	69,3	77,5	78,3	71,2	73,1	2,47	2,40	2,79	2,60	2,55
Industrie de la transformation du bois	+ 76	+ 17	+ 39	+ 27	+ 55	70,2	66,6	75,0	72,9	79,8	1,15	1,29	1,38	1,62	1,74
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 12	+ 10	- 1	+ 25	+ 3	87,8	87,3	83,7	82,7	90,3	1,25	1,53	1,30	1,51	1,75
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 18	+ 17	+ 10	+ 14	+ 5	82,8	65,4	82,5	81,0	80,2	1,81	1,83	1,68	1,85	1,80
Industrie des fabrications métalliques	+ 53	+ 47	+ 49	+ 46	+ 49	68,6	68,6	68,7	65,9	66,7	5,62	5,12	5,08	5,55	5,59
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 62	+ 39	+ 50	+ 60	+ 63	73,8	75,2	75,3	71,7	76,6	3,84	3,86	3,60	3,63	4,05
I. Biens de consommation	+ 69	+ 67	+ 68	+ 62	+ 63	62,9	60,2	66,9	62,8	70,8	1,57	1,67	1,93	2,07	3,36
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 15	+ 46	+ 58	+ 60	79,3	81,1	79,9	76,6	81,9	5,43	5,33	4,87	4,88	5,13
III. Biens intermédiaires	+ 59	+ 66	+ 45	+ 67	+ 70	70,4	73,2	70,8	65,1	63,4	1,18	1,37	1,22	1,14	1,25
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) ..	+ 13		+ 6	+ 1	+ 12	76,6		81,5	76,7	76,6	1,10	1,58	1,91	1,34	1,19
Industrie des fabrications métalliques	+ 68	+ 39	+ 58	+ 67	+ 68	73,6	75,6	74,4	72,7	76,9	4,56	4,48	4,23	4,24	4,77

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1983			1984		1983			1984		1983			1984	
	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai	Mai	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	Mai
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 13	- 7	- 4	+ 1	- 10	- 12	- 6	- 8	- 2	- 9	+ 19	+ 23	+ 22	+ 28	+ 17
I. Biens de consommation	+ 3	- 3	- 3	+ 11	- 28	- 6	- 6	- 2	- 5	- 20	+ 26	+ 27	+ 17	+ 16	+ 11
II. Biens d'investissement	- 36	- 14	- 4	- 12	0	- 32	- 20	- 24	- 3	- 14	+ 19	+ 20	+ 25	+ 31	+ 23
III. Biens intermédiaires	- 8	- 6	- 3	+ 3	- 3	- 4	+ 5	0	+ 3	+ 1	+ 15	+ 22	+ 21	+ 34	+ 17
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 14	- 6	- 1	- 2	- 19	- 4	- 8	+ 1	- 2	+ 2	+ 34	+ 36	+ 36	+ 34	+ 25
Industrie de la transformation du bois	- 21	- 6	- 18	- 7	- 27	- 5	- 10	- 20	- 8	- 15	+ 17	+ 22	+ 36	+ 25	+ 18
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 24	- 25	- 17	+ 8	+ 6	- 5	- 2	- 7	+ 4	0	+ 21	+ 28	+ 36	+ 62	+ 70
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 3	+ 1	+ 7	+ 8	+ 4	0	+ 6	+ 3	+ 1	+ 4	+ 2	+ 8	+ 9	+ 13	+ 5
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 34	- 44	- 38	- 3	- 2	- 23	- 28	- 29	0	+ 17	+ 7	+ 9	+ 7	+ 29	+ 20
Industrie des fabrications métalliques	- 12	- 4	+ 3	+ 1	- 13	- 24	- 9	- 13	- 2	- 24	+ 25	+ 26	+ 22	+ 27	+ 14
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 34	- 21	- 5	+ 4	- 7	- 24	- 25	- 28	- 22	- 23	+ 29	+ 21	+ 16	+ 26	+ 35
I. Biens de consommation	- 39	- 9	- 21	- 8	- 34	- 9	- 11	- 15	- 3	- 22	+ 35	+ 35	+ 52	+ 25	+ 34
II. Biens d'investissement	- 35	- 15	- 8	+ 1	+ 5	- 23	- 26	- 33	- 24	- 12	+ 2	0	+ 2	+ 7	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 29	- 28	+ 3	+ 8	- 6	- 28	- 27	- 26	- 23	- 27	+ 52	+ 36	+ 16	+ 42	+ 45
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 5	- 5	- 15	- 23	- 45	+ 10	+ 7	+ 12	+ 2	- 30	+ 29	+ 29	+ 68	+ 59	+ 73
Industrie de la transformation du bois	- 39	- 15	- 11	+ 2	- 22	- 16	- 12	- 16	+ 27	- 13	+ 45	+ 44	+ 50	+ 58	+ 40
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	- 11	- 2	+ 32	+ 49	+ 34	+ 26	+ 5	+ 9	+ 11	- 11	+ 7	+ 3	+ 7	+ 84	+ 88
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 6	+ 2	- 1	+ 9	- 8	0	+ 1	- 4	- 1	0	+ 9	+ 7	+ 12	+ 22	+ 21
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 27	- 3	+ 2	+ 5	- 10	- 9	- 6	- 8	0	- 6	+ 18	+ 6	+ 18	+ 4	+ 22
Industrie des fabrications métalliques	- 39	- 16	- 11	- 1	+ 3	- 27	- 29	- 37	- 29	- 13	+ 3	+ 4	+ 7	+ 15	+ 22
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	- 6	+ 5	+ 30	+ 11	+ 8	- 12	- 14	- 14	- 6	- 15	+ 29	+ 39	+ 53	+ 66	+ 44
I. Biens de consommation	- 72	- 21	- 44	- 52	- 10	- 9	+ 5	+ 6	- 6	- 6	+ 34	+ 45	+ 87	+ 69	+ 52
II. Biens d'investissement	+ 24	+ 19	+ 68	+ 46	+ 32	- 19	- 17	- 25	- 6	- 21	+ 31	+ 45	+ 54	+ 66	+ 51
III. Biens intermédiaires	- 40	- 13	- 16	- 34	- 49	+ 3	- 19	- 8	0	- 4	+ 12	+ 9	+ 12	+ 64	+ 16
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	+ 45	- 16	- 6	+ 5	+ 15	- 11	- 32	- 5	- 21	- 30	+ 47	+ 57	+ 6	+ 38	+ 6
Industrie des fabrications métalliques	- 2	+ 8	+ 49	+ 18	+ 15	- 15	- 17	- 15	- 5	- 16	+ 25	+ 40	+ 54	+ 66	+ 40

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution		Prévisions		Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats	emploi		
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1981 Juin	79,49	68,78	75,06	52,69	56,03	75,32	70,36	99,27	96,07	97,34	69,96	93,19	77,21
Juillet	84,62	74,77	76,48	62,71	59,51	74,50	73,95	109,04	95,25	98,77	70,48	96,13	80,60
Août	84,69	74,50	83,68	67,79	62,31	76,69	76,88	101,40	92,91	95,15	66,67	91,73	81,33
Septembre	78,59	72,60	80,01	62,95	67,45	75,89	74,49	97,97	89,80	90,10	64,60	88,04	78,55
Octobre	77,35	87,50	75,82	65,23	75,68	76,22	76,71	93,38	105,49	94,54	65,98	92,28	81,38
Novembre	81,56	81,53	77,52	71,78	87,04	70,63	78,30	92,68	115,09	94,88	64,61	94,26	83,09
Décembre	80,52	82,63	86,02	70,37	84,11	75,06	80,46	88,80	110,84	94,84	66,56	92,53	84,08
1982 Janvier	78,74	86,88	90,71	76,72	81,31	78,19	82,61	92,80	120,98	95,78	70,28	96,89	86,89
Février	94,97	81,75	89,05	69,55	82,03	78,81	84,45	94,77	106,96	93,82	63,18	92,30	86,80
Mars	86,93	76,49	77,94	66,02	85,41	83,33	80,38	92,60	98,61	92,51	58,72	88,60	82,85
Avril	87,98	73,20	86,57	62,37	79,48	83,77	81,05	86,77	108,21	100,53	57,92	91,95	84,32
Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	83,63	85,32	110,78	98,99	55,67	91,30	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	79,89	88,27	104,67	100,02	54,72	90,83	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Résultats bruts par secteur

	1983			1984	
	Mai	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Mai
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 6	- 11	- 35	- 22	- 7
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 5	- 17	- 36	- 20	- 2
Bâtiments non-résidentiels	- 8	0	- 32	- 25	- 16
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 5	- 6	- 37	- 30	- 7
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	- 68	- 60	- 69	- 69	- 61
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 68	- 58	- 62	- 66	- 54
Bâtiments non-résidentiels	- 68	- 65	- 82	- 78	- 74
Génie civil et travaux routiers	- 81	- 80	- 82	- 78	- 68
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	- 38	- 34	- 50	- 31	- 30
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 38	- 34	- 48	- 30	- 30
Bâtiments non-résidentiels	- 37	- 33	- 52	- 33	- 31
Génie civil et travaux routiers	- 35	- 50	- 66	- 52	- 38
E. Prévisions des prix aux cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 2	+ 4	+ 3	+ 1	+ 5
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 3	+ 1	+ 3	+ 5	+ 9
Bâtiments non-résidentiels	+ 2	+ 11	+ 2	- 7	- 2
Génie civil et travaux routiers	- 26	- 21	- 34	- 27	- 17

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution »

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1981 Juin	99,72	85,85	101,86	91,61	95,42
Juillet	86,90	77,91	96,84	92,61	89,52
Août	93,00	87,55	94,77	90,14	91,68
Septembre	91,29	91,23	89,99	88,71	90,22
Octobre	91,58	98,03	92,15	93,49	93,59
Novembre	102,35	90,10	86,77	83,93	90,34
Décembre	104,93	91,80	91,99	84,36	93,00
1982 Janvier	110,22	93,50	106,68	81,55	98,37
Février	105,62	101,14	106,98	80,87	98,82
Mars	119,61	119,28	109,68	75,42	105,27
Avril	114,06	122,68	106,28	88,14	106,89
Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*
 — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail* : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1982 2 ^e trimestre	142,6	255,2	47,0	444,8	32,4	22,3	22,8	12,9	12,5	11,8	4,1
3 ^e trimestre	143,5	268,3	47,8	459,6	32,6	77,9	24,6	14,3	13,2	8,9	4,5
4 ^e trimestre	148,0	278,5	47,9	474,4	32,2	73,1	29,0	15,5	14,4	10,2	4,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	520,3	26,5	53,5	45,5	12,5	14,6	11,4	6,7
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	502,1	27,7	41,7	49,0	11,2	13,9	11,1	7,0
1983 Juin	149,4	292,6	49,1	491,1	29,0	33,9	34,5	13,0	13,8	11,5	6,8
Juillet	156,5	304,6	49,8	510,9	29,3	72,0	34,2	13,4	13,6	7,9	6,3
Août	154,4	306,5	49,6	510,5	28,9	93,4	34,7	13,9	13,9	9,2	6,7
Septembre	153,4	308,4	49,5	511,3	28,2	97,1	38,4	14,6	14,2	7,1	6,8
Octobre	153,2	309,0	49,4	511,6	27,5	92,5	41,3	14,3	14,7	12,4	6,4
Novembre	149,7	308,8	49,3	507,8	26,9	85,8	42,3	13,7	14,7	11,0	6,8
Décembre	149,5	308,8	49,3	507,6	26,6	80,2	43,0	13,1	14,7	9,3	6,9
1984 Janvier	162,0	311,5	49,6	523,1	26,4	62,1	44,2	12,8	14,7	11,9	6,6
Février	162,3	310,6	49,6	522,5	26,4	52,2	45,2	12,7	14,7	10,7	6,8
Mars	157,9	307,9	49,7	515,5	26,6	46,1	47,0	12,1	14,5	11,8	6,9
Avril	152,2	307,0	49,3	508,5	27,1	40,7	47,7	11,4	14,0	10,1	6,8
Mai	146,4	307,7	49,4	503,5	27,7	40,2	49,1	11,2	13,9	12,7	7,1
Juin	139,5	305,5	49,3	494,3	28,5	44,2	50,2	10,9	13,7	10,5	7,0

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

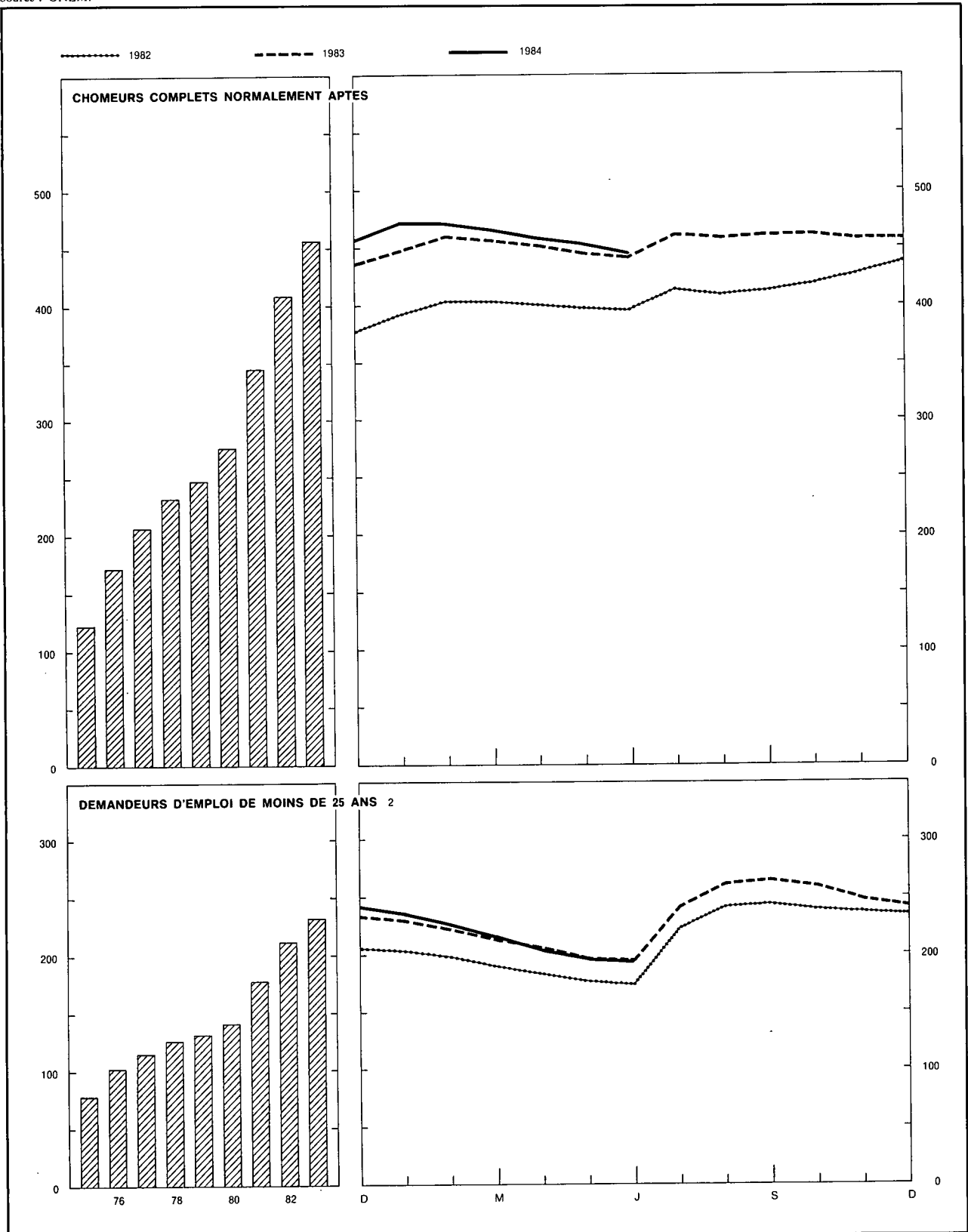
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjoncture (IRES). — Statistiques de la population active (OCDE). — Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	195	177	178	182	179	166	170	} 379
Autres céréales panifiables	24	26	24	21	19	15	14	
Céréales non panifiables	202	204	197	195	193	191	177	
Betteraves sucrières	96	94	110	116	117	130	124	} 116
Autres plantes industrielles	13	13	12	10	10	9	12	
Pommes de terre	38	41	35	36	38	34	37	} 49
Autres plantes et racines tuberculifères	25	23	21	19	18	16	17	
Prés et prairies	735	728	721	710	702	697	691	} 687
Cultures maraîchères	27	29	25	19	18	23	28	
Cultures fruitières	15	13	13	12	12	11	11	} 168
Divers	99	111	111	112	112	117	123	
Total ...	1.469	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.399
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	899	742	956	953	853	875	1.010	
Avoine	131	115	136	119	109	109	153	
Orge	612	676	765	767	807	752	745	
Autres céréales	133	144	155	140	124	120	138	
Betteraves sucrières	4.600	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	
Pommes de terre	859	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	989	983	971	981	976	969	977	974
Autres bovidés	1.990	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.048	2.101
Porcs	4.890	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.290
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.611	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	837	842	879	919	952	974	941	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Poissons de fond	30,4	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9
Poissons pélagiques	2,3	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3
Crustacés et mollusques	3,4	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0
Total ...	36,1	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1975 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'invest- issement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1976	109	109	97	111	105	107	105	100	—
1977	109	109	91	111	108	103	105	100	—
1978	111	112	83	114	108	101	109	100	100
1979	116	118	77	121	112	104	112	100	98
1980	115	116	79	119	111	104	109	100	100
1981	112	113	74	114	112	101	104	94	94
1982	112	113	75	112	116	104	107	93	94
1983	114	115	70	114	119	105	110	91	91
1982 1 ^{er} trimestre	114	115	76	114	115	109	111	92	92
2 ^e trimestre	116	117	79	119	119	106	106	100	101
3 ^e trimestre	103	105	66	103	111	96	100	87	85
4 ^e trimestre	114	115	78	115	120	105	111	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	116	117	78	115	118	114	114	90	90
2 ^e trimestre	116	118	69	117	119	107	112	96	95
3 ^e trimestre	105	107	60	104	115	95	102	85	84
4 ^e trimestre	118	120	75	120	123	104	113	94	94
1984 1 ^{er} trimestre	123	124	71	125	124	117	121	93	92
1983 Avril	115	116	73	115	116	108	111	93	93
Mai	112	114	64	114	116	100	109	91	91
Juin	121	123	71	122	125	115	117	103	102
Juillet	81	83	35	82	96	65	75	60	61
Août	111	112	70	109	122	101	110	93	90
Septembre	124	125	75	121	126	120	122	102	100
Octobre	122	124	77	124	127	109	118	100	97
Novembre	121	122	83	123	128	105	112	96	95
Décembre	112	113	65	113	115	98	108	85	91
1984 Janvier	120	122	65	122	124	110	121	89	87
Février	120	122	69	122	119	119	118	90	89
Mars	128	129	79	129	127	122	125	101	100
Avril	115	117	70	117	119	106	108	93	93

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

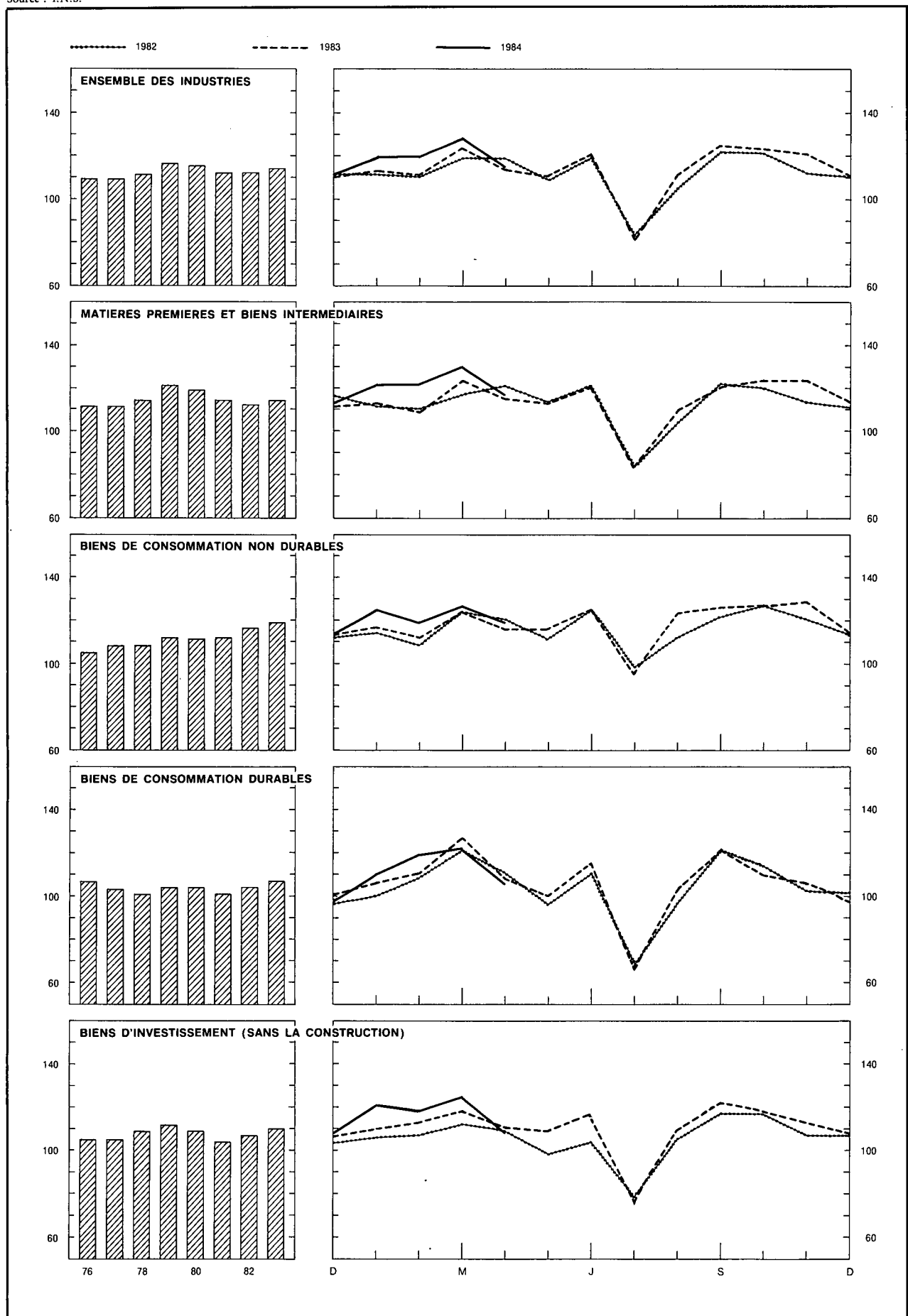
Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1976	108	114	109	109	123	102	116	110	113	114	96	111	106	101
1977	110	120	101	109	141	104	115	118	98	113	88	108	107	127
1978	112	123	114	106	134	106	124	117	94	109	86	111	109	115
1979	118	133	124	108	140	109	127	117	102	107	86	119	110	117
1980	114	126	115	106	138	111	131	117	105	115	84	118	112	113
1981	110	128	110	102	123	115	124	103	102	113	81	120	112	98
1982	113	130	91	101	130	121	123	96	101	114	83	121	115	83
1983	* 115	* 137	* 94	.	* 128	* 122	128	91	109	111	83	124	115	70
1982 1 ^{er} trimestre	117	133	89	110	141	111	129	83	107	114	94	123	116	83
2 ^e trimestre	112	138	113	106	143	120	119	112	109	122	82	129	116	94
3 ^e trimestre	105	120	80	92	104	120	108	96	86	98	81	113	116	84
4 ^e trimestre	116	131	81	97	132	134	137	92	105	122	76	119	112	73
1983 1 ^{er} trimestre	119	138	94	106	134	114	130	76	119	118	99	129	113	67
2 ^e trimestre	116	138	100	100	137	122	124	102	114	121	80	131	113	71
3 ^e trimestre	* 107	127	81	90	107	124	117	92	88	92	80	112	120	71
4 ^e trimestre	* 118	* 142	* 102	.	* 133	* 129	140	94	113	113	72	125	115	73
1984 1 ^{er} trimestre	* 127	154	104	.	141	116	141	83	125	118	98	135	120	74
1983 Avril	116	135	99	102	137	118	120	100	111	118	82	125	113	72
Mai	112	139	99	97	126	117	129	99	106	110	71	126	111	68
Juin	121	140	102	101	149	130	124	106	125	134	87	141	115	73
Juillet	* 79	105	76	63	82	105	110	75	55	55	50	79	122	66
Août	* 113	132	79	92	103	134	119	96	88	100	86	126	121	76
Septembre	* 129	144	89	116	137	133	122	104	123	122	104	133	118	72
Octobre	* 123	* 144	110	107	139	131	139	106	115	114	82	130	119	80
Novembre	* 119	* 147	104	111	127	* 136	143	97	116	115	71	128	112	73
Décembre	* 114	* 134	* 91	.	* 134	* 120	139	80	107	110	63	117	115	65
1984 Janvier	* 127	154	100	.	136	111	149	81	118	107	81	137	118	72
Février	* 124	149	102	.	134	114	139	79	124	118	105	126	111	72
Mars	* 130	160	109	.	152	122	135	91	131	128	107	143	130	79
Avril	* 112	145	101	.	133	121	129	100	107	112	82	126	128	74

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines ; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752	
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1982	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1982 2 ^e trimestre	2.208	1.326	232	499	391	548	491	501	548	1.340	3.856	
1982 3 ^e trimestre	1.971	1.232	225	491	349	433	398	415	474	1.145	3.492	
1982 4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
1983 2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
1983 3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
1983 4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre							471	* 477	566	* 1.176	4.574	
1984 2 ^e trimestre									506			
1983 Juin	1.718	1.045	214	405	238	441	442	424	461	1.162	4.030	
1983 Juillet	1.545	802	203	334	153	323	426	363	285	947	3.577	
1983 Août	1.800	1.004	218	431	186	382	407	379	462	828	3.867	
1983 Septembre	1.685	1.191	224	540	249	523	387	369	511	1.139	3.967	
1983 Octobre	1.853	1.337	213	667	244	743	442	450	555	1.136	4.528	
1983 Novembre	1.698	1.478	220	723	307	946	454	441	615	1.309	4.630	
1983 Décembre	1.514	1.550	273	827	273	1.082	469	421	504	1.225	4.521	
1984 Janvier	1.686	1.425	204	814	243		455	* 448	531	* 1.177	4.823	
1984 Février	1.694	1.400	206	779	235		459	* 473	569	* 1.127	4.517	
1984 Mars							500	* 510	598	* 1.224	4.381	
1984 Avril							484	* 464	520	* 1.200	4.188	
1984 Mai									569		4.197	
1984 Juin									427			

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	839	595	18,9	47,5	66,4	67,8
1982 1 ^{er} trimestre	845	608	17,5	45,1	62,6	60,2
1982 2 ^e trimestre	1.022	730	20,4	43,9	64,3	67,3
1982 3 ^e trimestre	724	584	15,7	37,1	52,8	53,6
1982 4 ^e trimestre	710	580	18,1	46,7	64,8	68,8
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
1983 2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
1983 3 ^e trimestre	730	516	18,2	41,2	59,4	60,1
1983 4 ^e trimestre	899	634	19,8	51,9	71,7	72,4
1984 1 ^{er} trimestre	* 958					
1983 Mai	882	599	16,8	44,5	61,3	65,7
1983 Juin	878	606	20,0	52,3	72,3	79,0
1983 Juillet	694	448	18,5	29,2	47,7	41,2
1983 Août	753	494	17,2	42,3	59,5	63,4
1983 Septembre	742	605	19,0	52,2	71,2	75,6
1983 Octobre	974	668	16,6	50,1	66,7	68,9
1983 Novembre	881	669	17,3	52,4	69,7	70,1
1983 Décembre	842	566	25,4	53,2	78,6	78,1
1984 Janvier	916	643	20,1	52,7	72,8	67,5
1984 Février	* 940	692	18,5	52,5	71,0	71,7
1984 Mars	* 1.019					
1984 Avril	* 925					
1984 Mai	* 1.054					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1975 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	96
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	76
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	62
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	59
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	48
1981 4 ^e trimestre	2,3	2,6	1.449	2,6	1.488	0,5	0,4	1.371	0,5	1.573	—
1982 1 ^{er} trimestre	2,4	2,5	1.453	2,1	1.191	0,5	0,4	1.390	0,4	1.389	—
2 ^e trimestre	2,4	2,6	1.589	3,4	1.985	0,7	0,6	2.142	0,5	1.566	—
3 ^e trimestre	1,8	2,0	1.154	2,5	1.516	0,8	0,6	2.366	0,5	1.470	—
4 ^e trimestre	1,7	2,0	1.170	1,5	901	0,6	0,4	1.764	0,4	1.288	—
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1983 Mars	2,1	2,0	1.311	2,1	1.311	0,7	0,5	1.993	0,4	1.816	57
Avril	2,1	2,5	1.369	3,0	1.784	0,7	0,6	2.328	0,5	1.742	55
Mai	1,9	2,2	1.366	2,3	1.538	0,7	0,6	1.770	0,4	2.171	54
Juin	2,2	1,9	1.142	3,0	1.792	0,9	0,6	1.575	0,7	2.895	53
Juillet	1,8	1,9	1.203	2,2	1.297	0,8	0,6	1.926	0,4	1.004	53
Août	1,5	1,7	1.086	1,8	1.199	0,6	0,6	1.924	0,5	1.945	52
Septembre	1,3	1,5	951	2,3	1.356	0,6	0,5	1.565	0,5	1.466	51
Octobre	1,7	2,0	1.291	3,0	1.668	0,7	0,6	1.641	0,7	3.356	50
Novembre	1,6	1,8	1.024	2,5	1.437	0,6	0,4	1.306	0,6	1.824	49
Décembre	1,6	1,8	1.181	1,9	1.121	0,6	0,5	1.893	0,5	1.466	48
1984 Janvier .....	.	2,3	1.362	1,4	778	.	0,5	1.760	0,4	1.447	47
Février .....	.	2,3	1.449	1,7	1.072	.	0,5	1.398	0,4	1.206	48
Mars .....	.	2,4	1.459	2,5	1.600	.	0,5	1.448	0,5	1.718	48

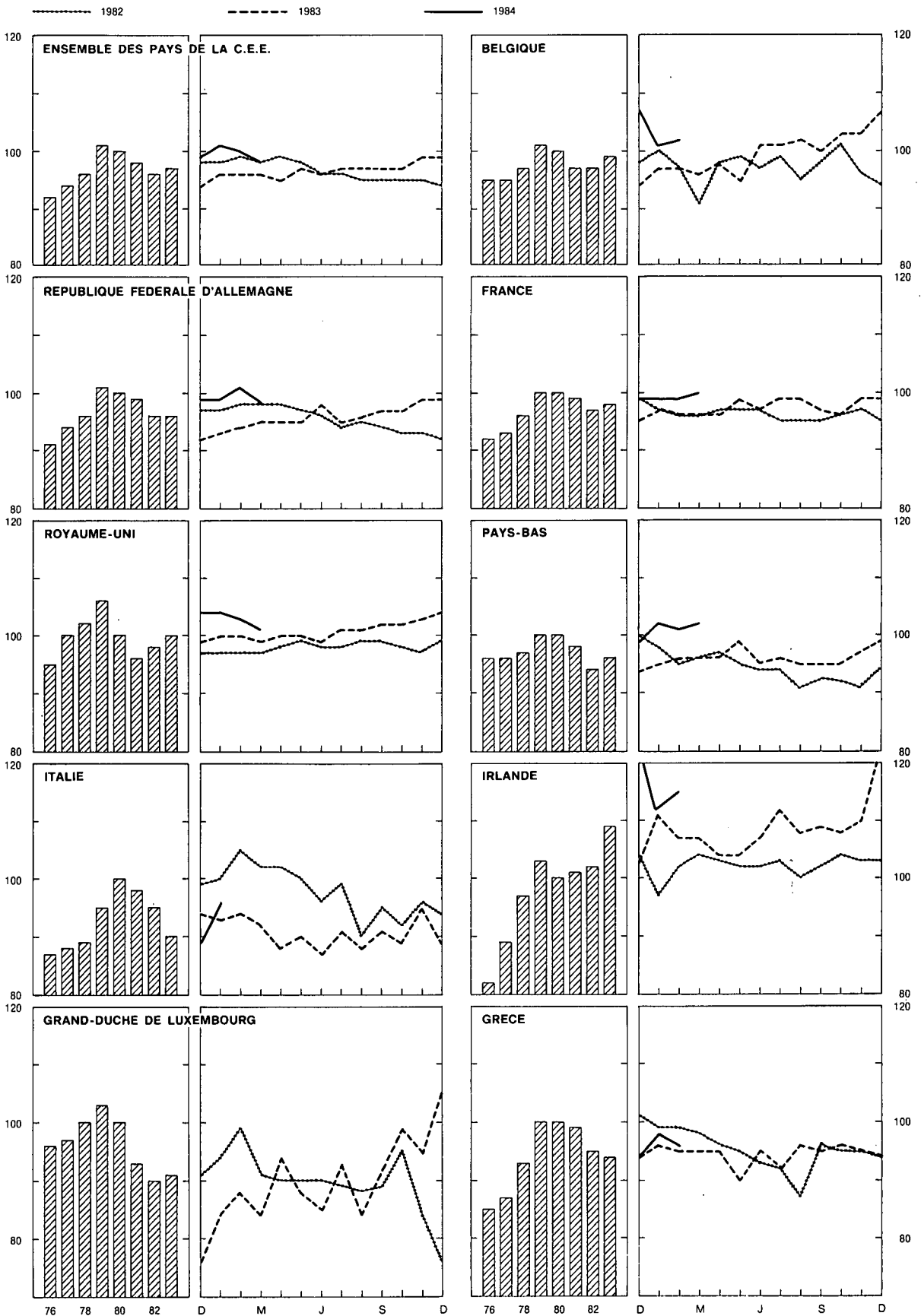
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Source : OCDE.

Indices généraux 1975 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1976	92	+ 8,0	95	+ 9,0	91	+ 7,0	92	+ 9,0	95	+ 3,0	96	+ 8,0	87	+ 12,0	82	+ 9,0	96	+ 3,8	85	+ 11,0
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,1	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,7	98	- 2,0	98	- 2,2	101	+ 1,4	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,6	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	98	+ 1,8	94	- 4,1	95	- 2,7	102	+ 0,7	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,4	99	+ 2,5	96	+ 0,7	98	+ 1,0	101	+ 2,9	96	+ 2,1	90	- 5,6	109	+ 6,6	91	+ 1,1	94	- 0,6
1982 1 ^{er} trimestre	98	+ 0,2	96	+ 0,5	98	- 0,6	98	- 1,5	97	+ 2,2	96	- 3,4	100	+ 1,1	101	+ 0,7	95	+ 4,5	99	+ 2,7
2 ^e trimestre	98	+ 0,2	98	+ 0,9	97	0,0	98	- 1,5	98	+ 2,9	95	- 2,8	97	- 0,7	102	+ 1,3	90	- 3,5	95	- 4,9
3 ^e trimestre	95	- 2,6	97	+ 0,2	94	- 3,5	96	- 3,0	99	+ 1,9	93	- 3,7	93	- 3,4	101	- 1,7	89	- 5,6	91	- 9,6
4 ^e trimestre	95	- 3,7	97	- 1,7	93	- 5,1	97	- 2,0	98	+ 0,3	92	- 6,5	92	- 6,1	103	+ 1,6	85	- 10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,2	97	+ 0,5	94	- 3,8	98	0,0	100	+ 2,6	95	- 1,7	93	- 7,6	108	+ 7,1	85	- 9,7	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 1,8	98	+ 0,3	96	- 1,0	98	0,0	100	+ 1,2	97	+ 1,5	88	- 9,1	105	+ 2,4	89	- 1,6	93	- 1,5
3 ^e trimestre	97	+ 1,4	101	+ 3,9	96	+ 1,8	98	+ 2,1	102	+ 3,0	95	+ 2,8	90	- 3,0	109	+ 8,3	90	+ 1,0	94	+ 3,3
4 ^e trimestre	98	+ 3,5	104	+ 7,2	99	+ 6,1	98	+ 1,0	103	+ 4,8	97	+ 5,1	91	- 1,0	113	+ 9,5	99	+ 16,8	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,0	.	.	100	+ 5,7	101	+ 3,1	103	+ 3,3	102	+ 7,4	.	.	.	.	.	.	.	.
1983 Mars	96	- 1,9	96	+ 4,6	95	- 3,1	96	0,0	99	+ 1,6	96	0,0	92	- 7,9	107	+ 2,9	84	- 7,7	95	- 3,0
Avril	95	- 3,4	98	+ 0,3	95	- 3,1	96	- 1,0	100	+ 1,5	96	- 1,0	88	- 11,9	104	+ 1,0	94	+ 4,2	95	- 1,0
Mai	97	- 1,5	95	- 3,7	95	- 2,1	99	+ 2,1	100	+ 1,3	99	+ 4,2	90	- 8,6	104	+ 2,0	88	- 2,5	90	- 5,4
Juin	96	+ 0,2	101	+ 4,2	98	+ 2,1	97	0,0	99	+ 0,9	95	+ 1,1	87	- 6,8	107	+ 4,9	85	- 6,3	95	+ 2,3
Juillet	97	+ 0,9	101	+ 2,5	95	+ 1,1	99	+ 4,2	101	+ 3,4	96	+ 2,1	91	- 6,2	112	+ 8,7	93	+ 4,1	92	+ 0,2
Août	97	+ 2,0	102	+ 7,0	96	+ 1,1	99	+ 4,2	101	+ 2,7	95	+ 4,4	88	0,0	108	+ 8,0	84	- 4,9	96	+ 10,2
Septembre ..	97	+ 1,9	100	+ 2,5	97	+ 3,2	97	+ 2,1	102	+ 2,8	95	+ 2,2	91	- 2,4	109	+ 6,9	92	+ 3,7	95	- 0,3
Octobre ...	97	+ 2,0	103	+ 1,2	97	+ 4,3	96	0,0	102	+ 3,8	95	+ 3,3	89	- 1,4	108	+ 3,8	99	+ 4,2	96	+ 1,4
Novembre ..	99	+ 4,2	103	+ 7,1	99	+ 6,5	99	+ 2,1	103	+ 5,6	97	+ 6,6	95	+ 1,1	110	+ 6,8	95	+ 12,4	95	- 0,3
Décembre ...	99	+ 4,4	107	+ 13,9	99	+ 7,6	99	+ 4,2	104	+ 4,9	99	+ 5,3	89	- 3,2	123	+ 19,4	105	+ 37,6	94	- 0,3
1984 Janvier	101	+ 5,2	101	+ 3,8	99	+ 6,5	99	+ 2,1	104	+ 4,9	102	+ 9,7	96	+ 4,3	112	+ 0,9	.	.	98	+ 3,6
Février	100	+ 4,3	102	+ 4,7	101	+ 7,4	99	+ 3,1	103	+ 2,8	101	+ 6,3	.	.	115	+ 7,5	.	.	96	+ 1,7
Mars	98	+ 2,5	.	.	98	+ 3,2	100	+ 4,2	101	+ 2,3	102	+ 6,3	.	.	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *L'Echo de la Bourse.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (OCDE).*

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1976	—	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	* 553	572	5.260	1.485	877	441,4	81,6
1982 1 ^{er} trimestre	583	579	5.239	1.681	874	366,8	75,8
2 ^e trimestre	578	641	5.919	1.680	1.210	454,1	81,8
3 ^e trimestre	561	512	4.587	1.305	896	545,4	86,9
4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	* 542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
1983 Mars	571	620	5.965	1.806	863	415,6	80,2
Avril	588	600	5.615	1.531	940	425,5	79,0
Mai	577	581	5.352	1.406	941	425,4	80,3
Juin	576	626	5.715	1.489	1.061	490,4	87,1
Juillet	520	502	4.564	1.249	824	594,4	93,6
Août	558	500	4.605	1.303	768	570,9	91,1
Septembre	455	377	3.402	956	544	516,1	90,4
Octobre	576	698	6.176	1.709	1.128	452,7	85,7
Novembre	551	675	6.109	1.704	1.016	355,2	78,1
Décembre	545	694	6.136	1.788	957	352,6	75,8
1984 Janvier	* 540	629	5.621	1.693	898	382,1	76,5
Février	* 529	637	5.867	1.680	938	329,0	75,1
Mars	* 558	692	6.069	1.695	1.059	401,1	82,9

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* [col. (1)], *Stad Gent - Havendienst* [col. (4)], *Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V.* [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1976	5.528	3.225	2.222	772	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.003	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	* 3.893	* 2.796	* 1.560	* 1.502	* 279		* 355	* 156	7.549	417
1983	9.083									7.602	414
1981 4 ^e trimestre ..	9.009	3.554	3.069	1.518	1.346	272	3.527	613	176	8.155	468
1982 1 ^{er} trimestre ..	9.222	3.573	2.632	1.570	1.606	304	3.252	351	141	6.761	388
2 ^e trimestre ..	10.308	4.391	2.858	1.665	1.463	285	3.310	448	147	8.414	446
3 ^e trimestre ..	9.167	4.049	2.777	1.502	1.375	236	3.196	322	128	7.467	406
4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.505	1.565	292		300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687		1.187	158		262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796		1.353	291		390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464									7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709									8.152	445
1983 Janvier	8.661	3.141	2.844		1.518	171		303	205	6.756	376
Février	8.613	3.341	2.056		947	149		209	140	6.190	371
Mars	9.359	4.160	3.162		1.095	155		273	143	7.765	447
Avril	9.780	3.431	2.486		1.068	239		389	185	7.723	422
Mai	8.925	3.553	3.013		1.507	284		340	158	6.691	401
Juin	9.134	4.371	2.890		1.484	350		442	148	8.524	453
Juillet	9.653	3.251	1.727		982	464		347	168	7.429	371
Août	8.905	3.878	2.902		1.595	311		226	90	7.928	417
Septembre	6.835									7.760	380
Octobre	9.907									8.403	422
Novembre	9.290									7.656	429
Décembre	9.929									8.397	484
1984 Janvier	8.553										

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1981 4 ^e trimestre	667	358	38	44	48	43	34
1982 1 ^{er} trimestre	493	234	35	36	34	37	29
2 ^e trimestre	2.142	1.512	80	137	112	113	50
3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	61	37	41
1983 Janvier	475	205	27	88	24	27	24
Février	588	279	33	102	33	33	23
Mars	682	315	36	103	49	42	34
Avril	1.693	1.130	67	134	117	78	44
Mai	2.379	1.585	79	241	138	121	58
Juin	2.548	1.718	57	254	148	153	67
Juillet	8.380	6.655	89	883	196	259	85
Août	6.752	5.285	121	562	213	243	71
Septembre	2.178	1.428	59	196	139	118	63
Octobre	1.011	426	45	174	98	39	60
Novembre	741	362	41	97	45	41	35
Décembre	735	415	31	117	41	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982, 1983 et 1984	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1976	115	115	100	109	113	113	117	115	115	106
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1983	* 162	214	47	161	* 161	* 167	* 139	* 199	* 169	* 102
1982 1 ^{er} trimestre	* 155	174	63	138	* 148	* 141	* 134	* 191	* 157	* 106
2 ^e trimestre	* 171	195	67	152	* 162	* 173	* 152	* 201	* 173	* 114
3 ^e trimestre	* 156	184	64	152	* 158	* 148	* 144	* 178	* 160	* 102
4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 149	* 127	* 197	* 160	* 100
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 160	* 174	* 136	* 202	* 169	* 104
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 160	* 154	* 139	* 188	* 163	* 97
4 ^e trimestre	* 173	234	45	177	* 170	* 192	* 157	* 208	* 182	* 107
1984 1 ^{er} trimestre	* 160	202	43	150	* 157	* 145	* 129	* 209	* 165	* 95
1983 Mars	* 169	217	51	155	* 162	* 160	* 141	* 222	* 175	* 108
Avril	* 160	217	47	158	* 158	* 181	* 123	* 202	* 167	* 104
Mai	* 161	205	44	153	* 157	* 168	* 136	* 197	* 166	* 102
Juin	* 168	220	46	162	* 165	* 174	* 148	* 206	* 175	* 106
Juillet	* 142	209	51	169	* 157	* 159	* 121	* 164	* 153	* 92
Août	* 155	200	46	160	* 161	* 133	* 141	* 190	* 161	* 96
Septembre	* 169	215	42	159	* 162	* 168	* 154	* 210	* 175	* 103
Octobre	* 162	224	44	164	* 159	* 189	* 134	* 200	* 171	* 101
Novembre	* 160	205	43	164	* 156	* 177	* 135	* 194	* 166	* 97
Décembre	* 198	274	47	204	* 195	* 211	* 202	* 231	* 209	* 122
1984 Janvier	* 156	199	44	139	* 153	* 155	* 121	* 201	* 161	* 94
Février	* 153	194	39	138	* 152	* 121	* 128	* 205	* 158	* 91
Mars	* 172	213	46	174	* 167	* 160	* 139	* 222	* 177	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1980 2 ^e semestre	1.491	768	310	413	74,7	9,2	36,9	28,6	19,4	3,2	8,5	7,7
1981 1 ^{er} semestre	1.586	890	310	386	72,6	8,5	36,9	27,2	20,8	3,4	9,3	8,1
2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1980 2 ^e semestre	66	46	5	15	1,3	0,2	0,5	0,6
1981 1 ^{er} semestre	66	47	7	12	1,6	0,3	0,8	0,5
2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1980 2 ^e semestre	630	3	1	1	65	12	5	97	100	5	322	19
1981 1 ^{er} semestre	730	3	1	1	73	12	8	94	132	5	385	16
2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
Crédits accordés (milliards de francs)												
1980 2 ^e semestre	19,4	1,3	0,2	0,3	10,5	1,0	0,2	0,2	0,4	1,4	3,2	0,7
1981 1 ^{er} semestre	20,8	1,3	0,3	0,2	12,0	1,1	0,2	0,1	0,5	1,2	3,2	0,7
2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (fin de période)	Opérations compensées									
		Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1976	32	1	* 254	10.405	2.933	10.406	* 3.187	2.896	398	13.302	* 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1980	26	2	318	18.772	5.319	18.774	5.637	2.035	533	20.809	6.170
1981	26	2	341	21.271	6.392	21.273	6.733	1.945	520	23.218	7.253
1982	26	2	337	23.715	7.455	23.717	7.792	1.717	573	25.434	8.365
1983	24	2	338	26.531	7.678	26.533	8.016	1.408	610	27.941	8.626
1982 1 ^{er} trimestre	26	2	349	22.495	7.477	22.497	7.826	1.794	551	24.291	8.377
2 ^e trimestre	24	2	322	23.609	7.133	23.611	7.455	1.867	581	25.478	8.036
3 ^e trimestre	24	2	346	23.011	7.908	23.013	8.254	1.589	560	24.602	8.814
4 ^e trimestre	24	2	332	25.746	7.300	25.748	7.632	1.617	598	27.365	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	24	2	323	24.910	8.213	24.912	8.536	1.430	598	26.342	9.134
2 ^e trimestre	24	1	325	26.617	7.975	26.618	8.300	1.471	610	28.089	8.910
3 ^e trimestre	24	2	368	25.153	6.810	25.155	7.178	1.292	587	26.447	7.765
4 ^e trimestre	24	2	334	29.445	7.714	29.447	8.048	1.439	645	30.886	8.693
1984 1 ^{er} trimestre	24	2	356	29.144	9.098	29.146	9.454	1.338	668	30.484	10.122
1983 Mai	24	1	306	27.082	7.398	27.083	7.704	1.423	595	28.506	8.299
Juin	24	2	386	28.287	8.823	28.289	9.209	1.564	692	29.853	9.901
Juillet	24	1	323	24.446	6.737	24.447	7.060	1.340	585	25.787	7.645
Août	24	2	330	26.203	6.420	26.205	6.750	1.354	587	27.559	7.337
Septembre	24	2	452	24.813	7.271	24.815	7.723	1.181	589	25.996	8.312
Octobre	24	2	328	28.968	7.660	28.970	7.988	1.536	602	30.506	8.590
Novembre	24	1	320	27.970	6.768	27.971	7.088	1.317	582	29.288	7.670
Décembre	24	2	355	31.397	8.714	31.399	9.069	1.466	750	32.865	9.819
1984 Janvier	24	2	301	29.837	9.266	29.839	9.567	1.376	659	31.215	10.226
Février	24	2	397	27.971	8.870	27.973	9.267	1.280	679	29.253	9.946
Mars	24	2	370	29.623	9.158	29.625	9.528	1.358	667	30.983	10.195
Avril	24	1	321	27.941	8.687	27.942	9.008	1.369	649	29.311	9.657
Mai	24	2	373	30.971	9.901	30.973	10.274	1.361	664	32.334	10.938

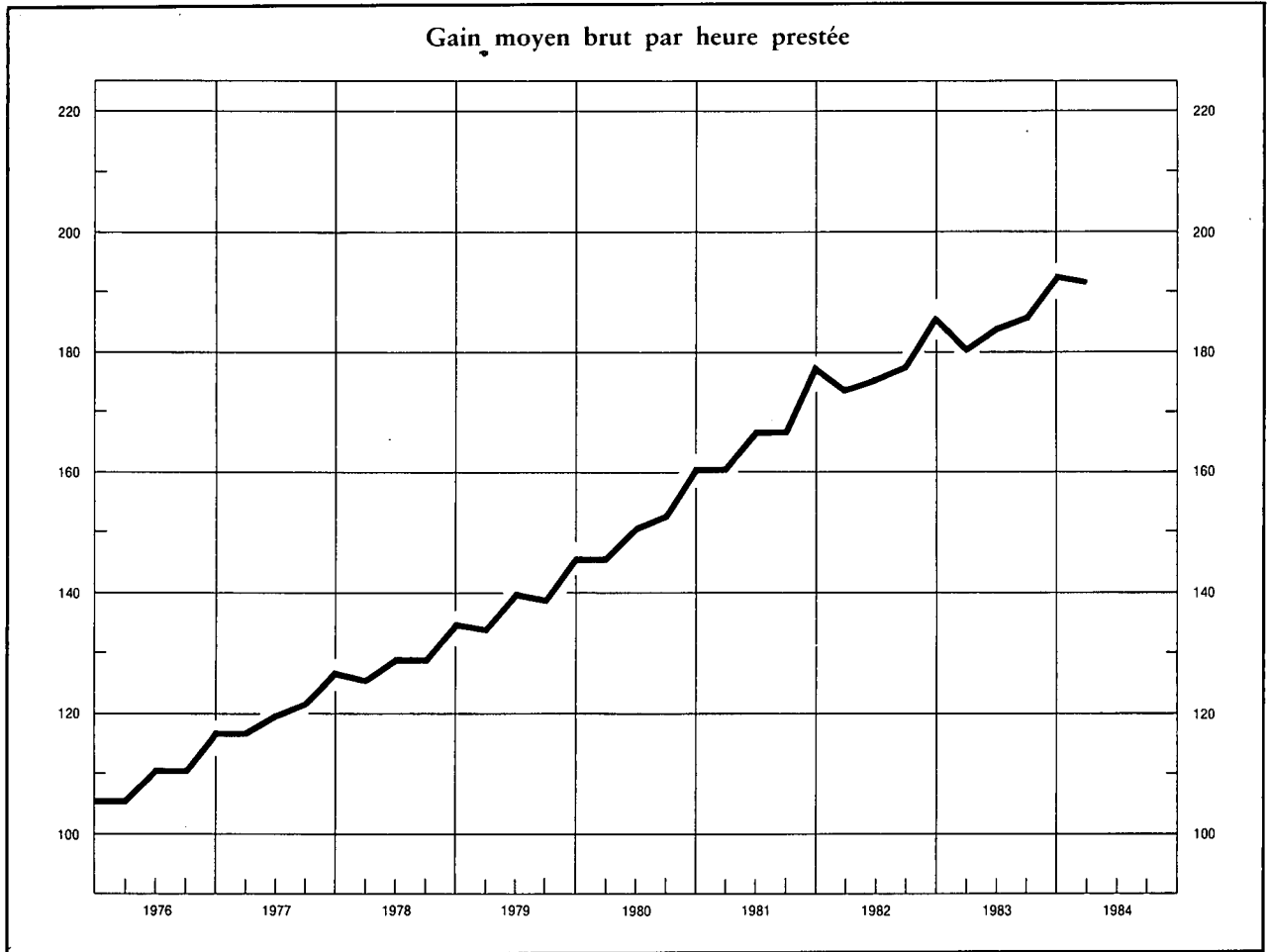
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc..

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les Transports maritimes, Etude Annuelle (OCDE)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indices 1975 = 100



	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ¹				Salaires conventionnels ⁴			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaires horaires type ²		Salaires-coût horaire ³	Ouvriers		Employés	
ouvrier qualifié		ouvrier non qualifié	Indice général		dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières	
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1976	111	112	112	110	113,5	112,6	112,1	110,7
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1982 Mars	174	172	176	167	176,1	172,4	165,1	160,6
Juin	176	173	178	169	177,4	174,0	167,2	162,7
Septembre	178	176	181	170	180,8	177,5	170,2	165,6
Décembre	186	178	184	178	183,9	180,5	173,2	168,5
1983 Mars	181	180	186	180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	194,0	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	* 192	* 190	* 197	* 194	198,4	195,0	185,2	181,3

¹ Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre. Pour convertir les indices base 1975 = 100 en indices base 1970 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 2,161; salaire horaire type — ouvrier qualifié : 2,048 — ouvrier non qualifié : 2,144; salaire-coût horaire : 2,230.

² Non compris les ouvriers du transport.

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁴ Données trimestrielles : fin de période : données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1981	1981	1982	1982	1983	1981	1981	1982	1982	1983
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs par heure)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs par mois)				
Ensemble de l'industrie	236	245	253	259	267	59,6	61,4	63,5	64,5	65,7
Industrie extractive	269	277	283	289	297	70,1	67,7	70,4	68,4	66,2
Bâtiment et génie civil	246	250	259	263	270	57,0	59,3	61,1	61,7	61,9
Industrie manufacturière	233	243	251	257	265	59,1	61,2	63,2	64,4	66,0
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	241	251	258	266		57,5	60,0	61,7	62,7	
Construction de machines et de matériel mécanique	245	255	261	268		57,5	60,3	62,2	63,3	
Construction électrique et électronique	239	249	255	262		61,1	63,3	65,0	66,5	
Construction d'automobiles et pièces détachées	249	259	264	271		57,5	60,1	62,3	64,2	
Construction d'autre matériel de transport .	247	261	266	268		60,4	63,2	65,9	66,7	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	215	231	231	241		56,1	56,9	58,8	58,6	
Métallurgie de base	288	302	309	318		70,6	73,1	74,6	76,5	
Industrie chimique	275	283	296	300		66,2	69,2	72,1	72,6	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	222	232	238	244		54,1	56,7	58,2	59,8	
Industrie textile	192	205	212	218		51,4	53,5	55,0	57,1	
Industrie des produits minéraux non métalliques	244	252	260	268		61,9	63,7	65,9	67,2	
Industrie du bois	219	224	231	236		48,7	49,9	51,3	52,1	
Industrie des chaussures et de l'habillement .	172	177	185	193		41,3	42,7	44,2	46,2	
Industrie du papier, imprimerie et édition .	248	255	267	276		56,3	58,3	60,7	61,5	
Raffineries de pétrole	383	395	412	410		92,6	93,2	100,3	96,4	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—		70,4	72,4	76,1	77,2	

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1976	107,4	109,5	108,3	90,5	103,1	120,0	110,5	115,2	113,1	97,0	106,2	97,8	107,0
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1982 2 ^e trimestre	228,8	120,8	107,3	95,2	114,2	111,6	131,0	135,9	132,9	118,1	291,9	145,6	305,8
3 ^e trimestre	225,8	113,8	100,7	87,2	101,4	108,0	123,8	123,7	131,4	114,1	291,3	138,6	305,8
4 ^e trimestre	224,6	111,0	101,6	83,6	96,0	113,5	118,2	114,3	129,5	111,7	291,0	134,8	305,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
1983 Juin	204,0	122,7	115,2	100,1	106,9	126,6	128,4	125,8	150,4	105,1	251,5	121,6	263,8
Juillet	204,8	124,2	116,3	102,1	111,3	125,9	130,3	130,3	150,4	103,8	251,8	124,9	263,8
Août	205,8	127,4	124,0	110,5	140,2	125,8	129,9	130,3	149,3	103,7	251,6	122,5	263,8
Septembre	206,3	128,8	126,6	111,1	156,5	124,6	130,5	131,5	147,5	106,4	251,6	122,6	263,8
Octobre	206,5	128,9	127,1	109,5	149,5	129,0	130,2	131,6	142,9	110,6	251,8	124,5	263,8
Novembre	205,9	127,7	127,0	108,2	147,4	130,4	128,3	131,0	139,3	107,9	251,5	122,2	263,8
Décembre	205,7	127,4	126,7	105,5	141,7	133,3	127,9	130,0	139,8	107,9	251,4	120,5	263,8
1984 Janvier	206,1	128,7	128,4	105,8	145,0	135,1	128,9	129,6	140,3	112,4	251,3	119,2	263,8
Février	206,3	128,8	126,1	102,7	145,0	132,5	130,9	131,0	142,0	116,3	251,5	121,7	263,8
Mars	207,6	131,9	129,5	108,2	151,4	133,6	133,8	132,7	146,1	120,1	251,8	124,9	263,8
Avril	207,6	131,2	129,2	109,8	151,3	132,2	132,8	131,6	146,8	117,0	252,2	129,7	263,8
Mai	207,4	130,9	132,8	109,9	163,8	134,6	129,5	129,9	140,4	114,4	252,0	127,2	263,8
Juin	206,8	129,3	128,1	108,0	155,3	129,8	130,2	134,5	137,2	111,5	252,0	127,5	263,8

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1976	107,1	113,8	106,9	120,6	105,5	107,2	106,3	103,8	104,8	106,0	102,0	102,5	108,8	104,5	109,8
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1982 1 ^{er} trimestre ..	137,4	139,5	134,5	144,3	136,9	142,7	138,2	132,4	135,0	147,3	157,5	123,1	134,1	147,3	144,6
2 ^e trimestre ..	141,5	145,9	136,3	155,3	140,5	148,3	141,6	135,0	138,5	152,0	162,9	126,7	138,6	150,1	148,7
3 ^e trimestre ..	142,9	145,1	141,2	148,7	142,3	149,6	144,3	136,6	140,9	152,1	166,2	127,7	141,2	155,3	149,9
4 ^e trimestre ..	142,1	141,5	146,2	137,2	142,3	146,8	144,7	137,9	141,4	150,6	168,2	128,0	139,5	157,6	149,2
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
1983 Mai	145,0	143,8	138,9	148,5	145,3	154,9	146,4	138,9	143,2	156,6	164,1	131,7	144,6	159,5	151,5
Juin	146,9	150,2	143,1	157,0	146,1	155,9	147,4	139,5	143,6	156,2	166,0	132,1	145,9	161,1	151,5
Juillet	147,4	148,9	140,9	156,5	147,0	158,4	148,2	139,7	143,9	161,2	168,2	132,2	146,3	161,3	151,5
Août	151,1	157,9	147,3	168,2	149,4	164,6	149,5	140,7	146,0	166,1	170,9	133,2	152,4	162,6	151,5
Septembre	153,3	167,4	151,3	183,7	149,9	165,0	150,1	141,2	146,8	166,7	171,4	134,1	152,5	163,9	151,5
Octobre	153,5	167,3	151,8	182,9	150,1	165,6	150,0	141,4	146,9	166,9	172,4	134,0	152,1	164,5	151,5
Novembre	155,1	170,4	153,7	187,4	151,4	168,8	150,9	141,9	147,0	171,2	173,0	135,0	152,7	165,4	152,7
Décembre	156,3	172,5	154,3	191,3	152,4	171,8	151,6	142,1	147,2	174,7	173,8	135,8	154,7	165,9	152,7
1984 Janvier	157,5	172,5	151,6	194,3	153,9	174,6	153,1	142,8	148,3	178,2	177,0	136,1	157,0	167,5	152,7
Février	157,2	171,3	151,7	191,6	153,8	173,8	153,3	142,9	148,3	177,1	177,3	136,3	156,0	168,3	152,8
Mars	158,8	169,7	149,4	190,6	156,2	174,1	160,6	143,4	150,8	176,9	177,6	137,1	164,7	168,2	152,8
Avril	159,7	169,4	146,2	194,1	157,3	176,0	161,6	144,0	151,4	179,4	178,2	138,0	166,5	170,1	152,8
Mai	160,4	170,4	145,4	197,2	157,9	176,3	162,1	144,9	152,7	178,8	180,7	138,2	166,1	168,7	153,7

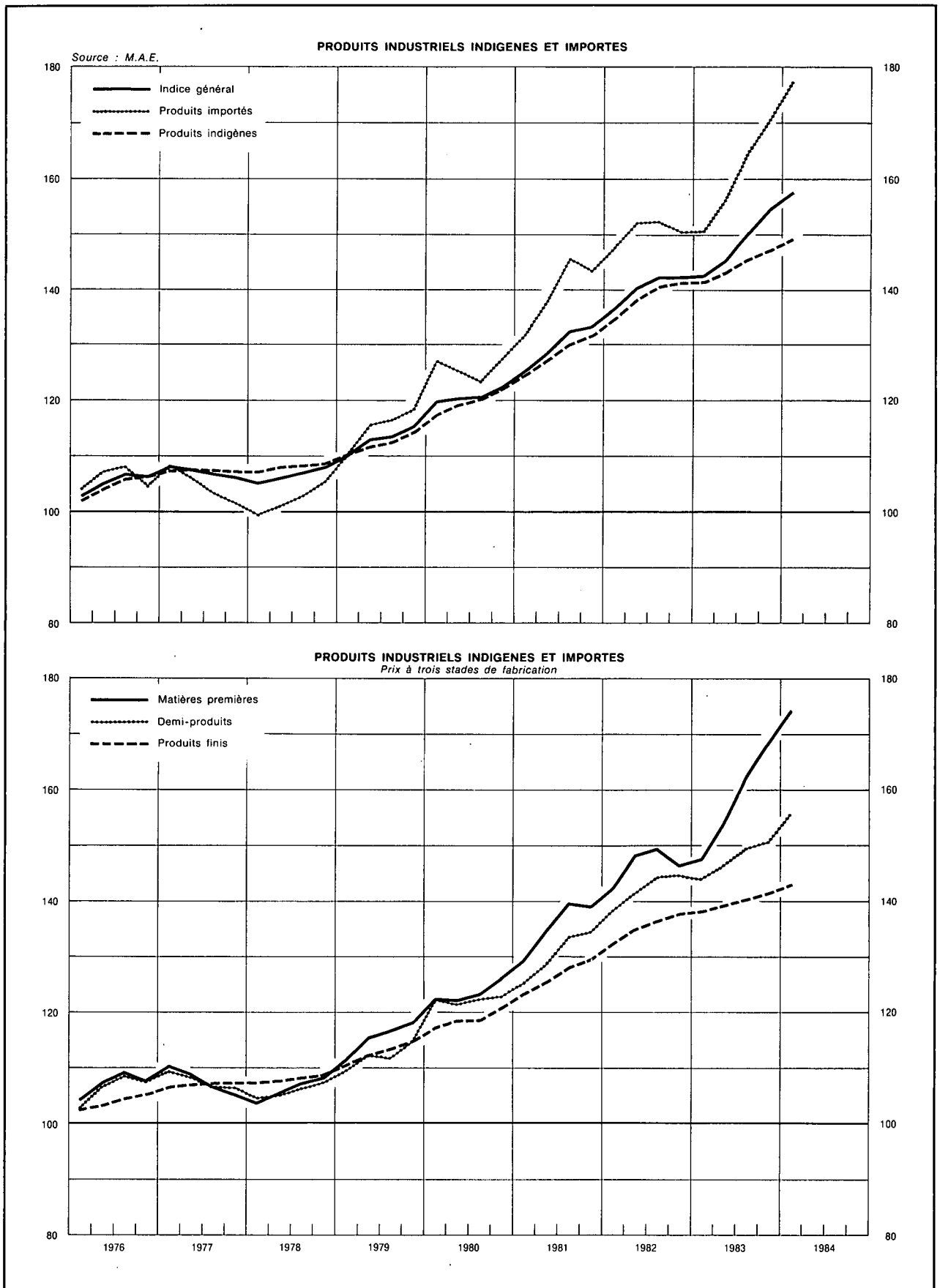
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



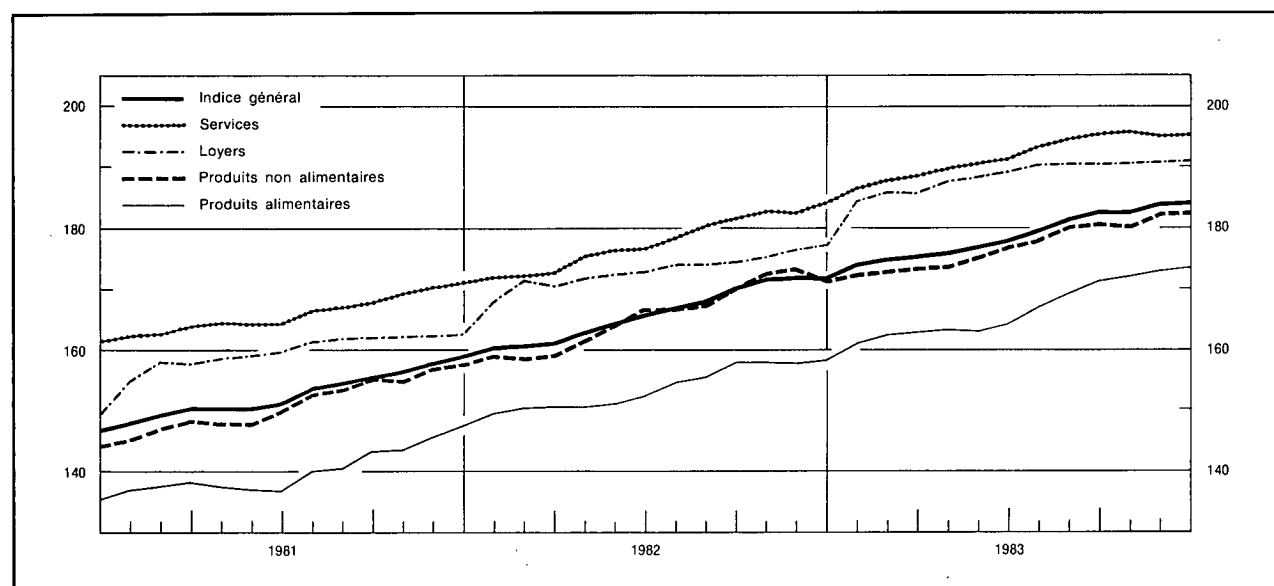
VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :										
Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95
Janvier	160,59	174,05	149,68	161,19	158,96	172,47	171,96	186,54	167,98	184,66
Février	160,97	175,02	150,36	162,53	158,77	172,92	172,36	187,86	171,42	186,32
Mars	161,25	175,65	150,64	162,88	159,08	173,68	172,79	188,67	170,80	186,22
Avril	163,22	176,21	150,53	163,31	161,76	173,78	175,71	189,93	171,81	187,58
Mai	164,68	177,13	151,21	163,18	164,08	175,26	176,69	190,92	172,64	188,59
Juin	166,16	178,28	152,49	164,14	166,67	177,09	176,83	191,32	172,87	189,04
Juillet	167,37	179,99	154,69	166,63	166,97	178,03	178,61	193,62	173,79	190,07
Août	168,39	181,70	155,77	169,06	167,64	180,10	180,30	194,40	173,79	190,37
Septembre	170,48	182,97	157,91	171,40	170,28	180,93	181,74	195,54	174,53	190,47
Octobre	171,87	183,00	157,72	172,25	172,86	180,24	182,83	195,92	175,26	190,69
Novembre	172,06	183,92	157,82	172,84	173,31	182,52	182,48	195,12	176,50	190,94
Décembre	171,95	184,26	158,41	173,72	171,76	182,67	183,83	195,27	177,41	191,22

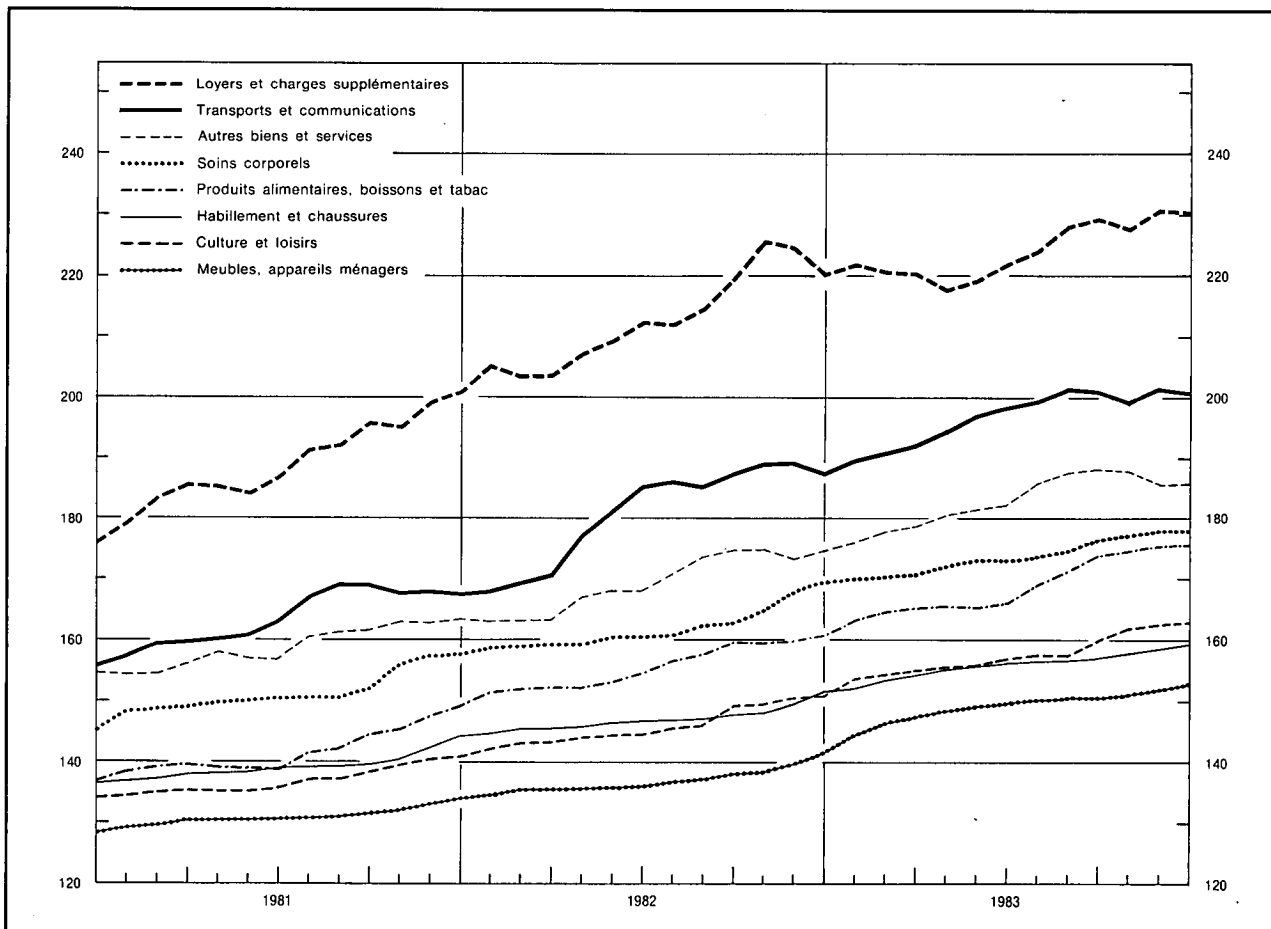


VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1981 4 ^e trimestre	157,88	147,44	142,39	198,47	133,03	157,03	167,81	140,34	163,10
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59
1982 Décembre	171,95	160,65	151,38	220,31	141,28	169,07	187,56	150,94	174,70
1983 Janvier	174,05	163,37	152,18	221,89	144,53	170,03	189,83	153,51	176,01
Février	175,02	164,75	153,36	220,69	146,59	170,30	191,11	154,27	177,71
Mars	175,65	165,15	154,02	220,49	147,52	170,86	192,34	155,01	178,78
Avril	176,21	165,62	155,13	217,76	148,44	172,14	194,50	155,72	180,64
Mai	177,13	165,54	155,92	219,24	149,09	173,10	197,22	156,05	181,63
Juin	178,28	166,48	156,35	222,14	149,77	173,22	198,62	157,03	182,27
Juillet	179,99	168,88	156,48	223,95	150,08	173,64	199,97	157,66	186,04
Août	181,70	171,33	156,56	228,16	150,28	174,22	201,52	157,62	187,46
Septembre	182,97	173,78	156,93	229,44	150,60	176,55	201,46	160,10	188,12
Octobre	183,00	174,68	157,82	227,93	151,26	177,35	199,53	162,05	187,81
Novembre	183,92	175,25	158,60	230,94	152,01	177,70	201,90	162,66	185,92
Décembre	184,26	176,09	159,41	230,86	152,83	178,05	201,18	163,13	186,04

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
1984 Janvier	120,76	123,73	121,51	117,41	120,62
Février	121,67	124,73	122,33	118,00	123,21
Mars	122,18	126,36	122,28	118,50	123,49
Avril	122,99	127,32	123,14	119,31	123,45
Mai	123,26	127,33	123,55	119,56	123,87
Juin	123,60	127,87	123,66	120,20	123,66

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
1984 Janvier	120,76	124,00	115,46	123,63	117,59	118,18	120,42	121,55	116,68
Février	121,67	124,99	116,20	125,06	118,37	118,71	120,97	122,23	117,53
Mars	122,18	126,57	116,95	124,16	118,98	119,00	121,20	122,54	118,53
Avril	122,99	127,59	117,48	124,57	119,42	119,18	122,13	123,50	120,04
Mai	123,26	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
Juin	123,60	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52

¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

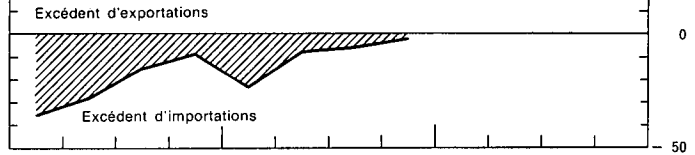
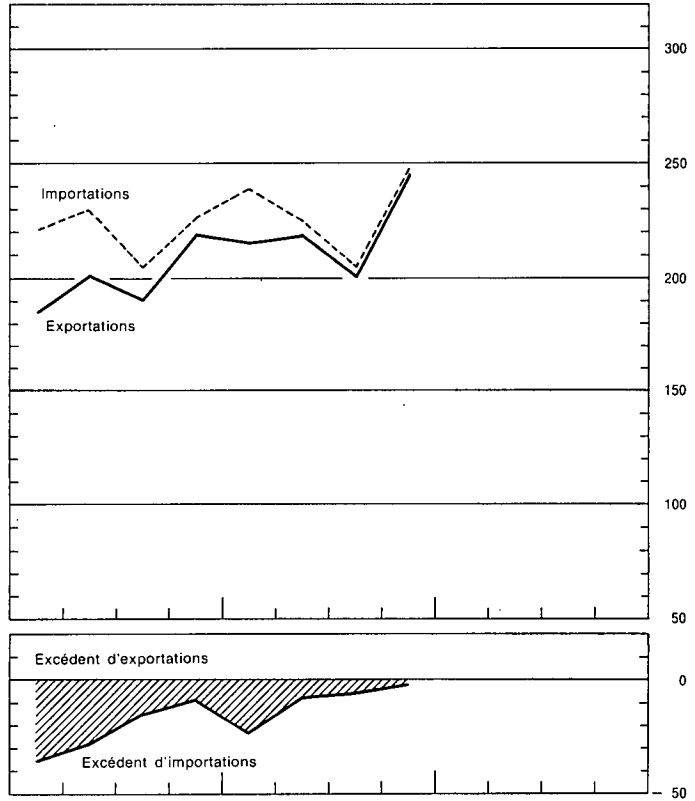
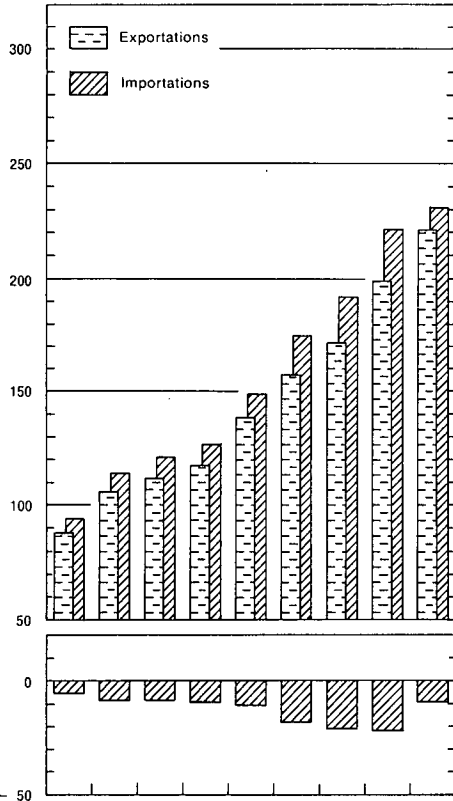
— *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Principaux indicateurs économiques (OCDE)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

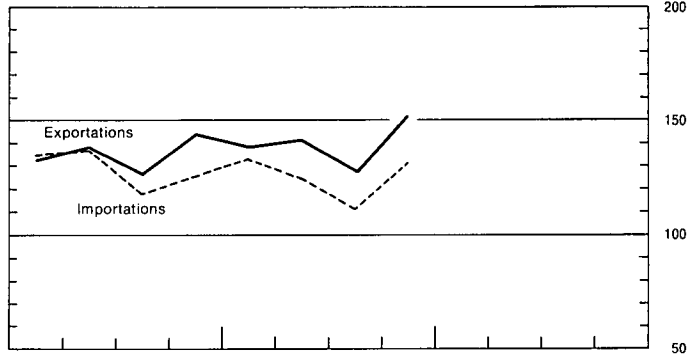
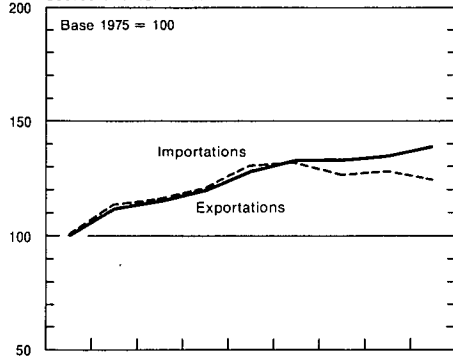
Moyennes mensuelles en milliards de francs

Source : I.N.S.



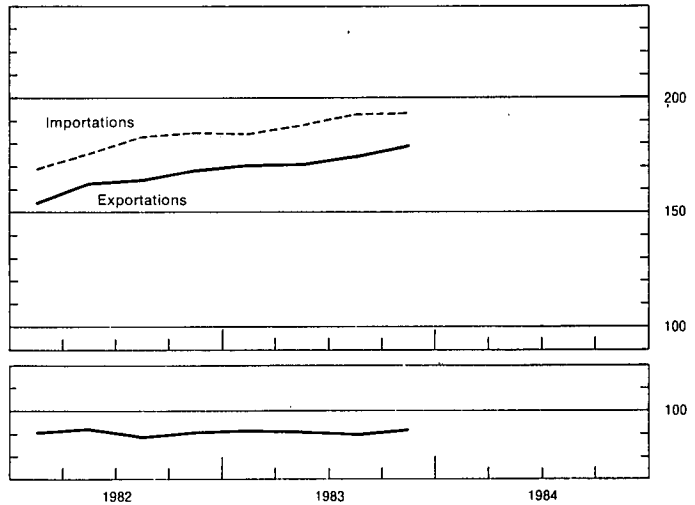
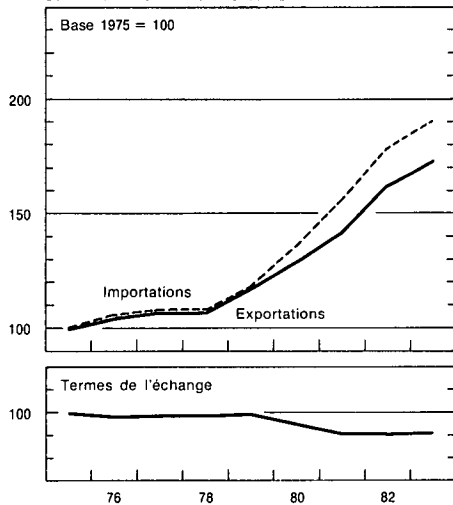
INDICES DU VOLUME

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



76 78 80 82

1982 1983

1984

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	230,5	220,9	- 9,6	96	124,5	139,6	190,3	173,8	91,3
1981 4 ^e trimestre	201,0	191,3	- 9,7	95	129,1	143,9	159,6	147,5	92,4
1982 1 ^{er} trimestre	221,0	185,5	- 35,5	84	135,2	132,7	169,5	153,9	90,8
2 ^e trimestre	229,9	202,2	- 27,7	88	141,6	138,5	175,7	162,8	92,7
3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	226,8	219,9	- 6,9	97	124,4	141,7	187,8	170,7	90,9
3 ^e trimestre	207,4	201,1	- 6,3	97	110,8	128,1	193,3	174,3	90,1
4 ^e trimestre	248,1	246,5	- 1,6	99	131,5	151,8	193,9	179,3	92,5
1982 12 mois	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983 1 ^{er} mois	218,1	218,4	+ 0,3	100					
2 premiers mois	223,5	205,7	- 17,8	92					
3 premiers mois	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
4 premiers mois	237,1	216,3	- 20,8	91					
5 premiers mois	232,2	214,1	- 18,1	92					
6 premiers mois	233,3	218,1	- 15,2	94	128,7	140,6	186,2	170,6	91,6
7 premiers mois	227,1	214,3	- 12,8	94					
8 premiers mois	223,2	210,5	- 12,7	94					
9 premiers mois	224,6	212,4	- 12,2	95	122,7	136,4	188,6	171,8	91,1
10 premiers mois	227,1	215,8	- 11,3	95					
11 premiers mois	229,1	219,0	- 10,1	96					
12 mois	230,5	220,9	- 9,6	96	124,5	139,6	190,3	173,8	91,3

¹ Calculs B.N.B. Les indices ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1981 4 ^e trimestre	50,67	14,80	14,49	28,67	9,11	11,38	10,67	17,46	8,15	4,19	3,23	2,20	0,75	2,38	0,63	0,45	0,75	0,89	0,58	0,42	8,83	190,70
1982 1 ^{er} trimestre	51,52	13,25	14,02	29,49	8,49	10,02	12,19	12,66	7,82	4,15	3,03	2,00	0,77	2,28	0,59	0,53	0,72	0,70	0,56	0,28	9,67	184,74
2 ^e trimestre	56,58	15,44	14,55	32,96	9,21	12,94	10,46	11,15	9,38	4,53	3,51	2,38	0,90	2,68	0,77	0,68	0,73	0,86	0,71	0,43	10,28	201,13
3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1982 12 mois	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983 1 ^{er} mois	58,51	13,57	16,18	33,32	10,31	13,59	16,08	16,03	9,25	4,53	3,42	2,27	0,86	2,66	0,67	0,59	1,22	0,77	0,59	0,40	13,27	218,09
2 premiers mois	54,42	13,48	15,23	31,61	11,43	11,57	14,88	14,34	8,73	4,27	3,43	2,25	0,80	2,40	0,62	0,52	1,22	0,75	0,56	0,29	12,33	205,13
3 premiers mois	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
4 premiers mois	58,91	14,51	16,41	34,17	11,01	11,73	14,26	14,73	9,06	4,62	3,79	2,42	0,87	2,67	0,72	0,61	0,99	0,77	0,66	0,36	12,74	216,01
5 premiers mois	59,07	14,55	16,05	33,77	10,75	11,49	13,72	14,53	9,03	4,57	3,75	2,42	0,87	2,67	0,75	0,62	1,03	0,78	0,66	0,37	12,36	213,81
6 premiers mois	60,48	14,71	16,17	33,97	10,90	11,94	13,73	15,31	9,14	4,67	3,86	2,47	0,90	2,79	0,77	0,65	0,92	0,77	0,68	0,39	12,32	217,54
7 premiers mois	58,37	14,49	15,97	33,51	10,61	11,84	13,86	15,57	9,01	4,57	3,74	2,39	0,89	2,70	0,76	0,63	0,87	0,81	0,67	0,40	12,27	213,93
8 premiers mois	57,14	14,09	15,33	33,13	10,35	11,74	12,91	16,70	8,86	4,48	3,60	2,36	0,87	2,67	0,76	0,64	0,82	0,80	0,66	0,40	11,97	210,28
9 premiers mois	57,58	14,16	15,42	33,55	10,24	11,96	13,22	16,92	8,82	4,55	3,66	2,40	0,88	2,70	0,77	0,66	0,77	0,78	0,67	0,41	12,12	212,24
10 premiers mois	58,52	14,45	15,82	34,12	10,57	12,01	13,40	16,57	9,11	4,62	3,74	2,47	0,90	2,75	0,79	0,68	0,86	0,79	0,68	0,40	12,49	215,74
11 premiers mois	58,82	14,65	16,09	34,72	10,72	12,13	13,57	17,19	9,36	4,68	3,79	2,52	0,90	2,78	0,79	0,69	0,87	0,82	0,69	0,41	12,76	218,95
12 mois	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés																Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables			durables				
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	154,08	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	14,57	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	230,51
1981 4 ^e trimestre ...	131,55	33,36	3,99	10,00	9,17	1,55	0,48	1,93	0,36	3,19	0,93	20,85	10,24	8,87	13,59	3,43	9,61	40,36	6,78	7,47	3,81	22,30	20,33	4,81	197,05
1982 1 ^{er} trimestre ...	146,73	35,54	4,35	11,83	11,98	1,81	0,64	2,03	0,46	3,07	1,03	21,74	11,40	12,17	15,60	3,62	9,46	47,76	8,87	7,50	4,06	27,33	21,56	4,90	220,95
2 ^e trimestre ...	154,42	39,34	4,44	12,28	10,32	1,86	0,67	2,36	0,49	3,96	1,08	23,11	12,80	9,80	17,06	4,19	10,66	46,44	6,87	9,66	4,36	25,55	23,63	4,97	229,46
3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	150,76	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	13,65	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	225,13
3 ^e trimestre ...	134,89	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	11,78	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	206,19
4 ^e trimestre ...	167,80	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	14,05	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	248,11

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1981	1982				1983			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,9	171,5	182,5	188,0	198,6	201,5	198,2	203,6	208,4	210,3
Biens de consommation	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	105,5	138,2	148,5	154,1	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0
Biens d'équipement	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	139,4	145,7	153,0	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9
Ensemble	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,3	159,6	169,5	175,7	183,2	185,4	184,6	187,8	193,3	193,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	127,1	139,4	150,4	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1
Fabrications métalliques	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	142,6	147,9	158,5	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4
Métaux non ferreux	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	163,1	164,9	167,2	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1
Textiles	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	125,9	133,1	137,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6
Produits chimiques	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	142,1	148,1	156,9	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9
Industrie houillère	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	205,3	218,2	231,9	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2
Industrie pétrolière	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	308,9	316,5	326,9	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2
Verres et glaces	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	122,6	129,0	135,7	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4
Produits agricoles	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	136,5	141,3	152,8	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1
Ciments	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	153,8	174,7	172,3	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	162,9	177,5	181,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2
Carrières	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	159,0	172,7	183,9	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5
Céramiques	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	174,6	191,2	198,1	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2
Bois et meubles	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	132,6	136,8	143,9	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3
Peaux, cuirs et chaussures ..	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	146,1	167,4	181,6	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4
Papier et livres	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	132,1	139,0	145,7	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0
Tabacs manufacturés	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	151,3	163,3	173,6	191,2	—	259,0	194,0	193,8	205,8
Caoutchouc	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	155,0	162,0	169,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5
Industries alimentaires	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	116,8	119,9	125,0	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7
Divers	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	167,4	175,6	187,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8
Ensemble	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	147,5	153,9	162,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																	
Ensemble	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,3	92,4	90,8	92,7	89,5	90,7	92,3	90,9	90,2	92,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1981	1982				1983			
									4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	120,6	125,9	130,6	135,6	113,9	122,2	130,2	120,2	105,0	128,0
Biens de consommation	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	140,1	154,1	143,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7
Biens d'équipement	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	120,2	119,8	131,8	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6
Ensemble	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	124,5	129,1	135,2	141,6	117,8	125,7	133,0	124,4	110,8	131,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	113,3	92,3	103,0	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0
Fabrications métalliques	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	137,5	138,4	140,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3
Métaux non ferreux	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	142,0	131,4	140,0	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3
Textiles	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	134,3	122,7	125,2	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0
Produits chimiques	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	171,8	170,1	180,2	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3
Industrie houillère	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	144,7	105,3	122,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6
Industrie pétrolière	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	142,6	101,7	86,3	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8
Verres et glaces	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	177,4	154,4	173,1	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1
Produits agricoles	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	164,9	140,2	164,4	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6
Ciments	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	297,1	176,4	270,1	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	82,6	75,7	101,4	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0
Carrières	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	102,7	89,5	110,0	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9
Céramiques	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	155,5	133,1	159,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9
Bois et meubles	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	142,9	130,2	143,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2
Peaux, cuirs et chaussures ..	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	93,4	83,8	91,8	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3
Papier et livres	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	161,1	152,0	158,3	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9
Tabacs manufacturés	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	137,5	123,2	116,2	106,3	—	121,6	117,5	88,2	159,8
Caoutchouc	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	129,7	119,0	133,2	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3
Industries alimentaires	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	207,3	192,9	223,4	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1
Divers	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	134,1	127,7	125,6	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9
Ensemble	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	143,9	132,7	138,5	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	25,5	24,5	- 1,0	18,6	22,2	+ 3,6	20,1	17,9	- 2,2
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,5	31,4	- 11,1
1981 4 ^e trimestre	39,3	38,7	- 0,6	27,3	37,6	+ 10,3	37,3	27,8	- 9,5
1982 1 ^{er} trimestre	42,2	37,2	- 5,0	30,5	37,0	+ 6,5	41,8	25,3	- 16,5
2 ^e trimestre	46,1	41,3	- 4,8	32,8	41,0	+ 8,2	38,5	29,8	- 8,7
3 ^e trimestre	42,4	39,6	- 2,8	26,6	33,8	+ 7,2	34,9	27,7	- 7,2
4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+ 10,4	41,9	30,6	- 11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	- 16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,4	+ 7,6	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,0	44,6	- 1,4	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	49,0	- 2,8	35,9	43,9	+ 8,0	45,3	35,4	- 9,9
1982 12 mois	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983 12 mois	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,5	31,4	- 11,1
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	4,4	5,0	+ 0,6	7,7	6,4	- 1,3	77,2	77,7	+ 0,5
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,0	21,8	+ 1,8	155,3	154,6	- 0,7
1981 4 ^e trimestre	6,9	9,8	+ 2,9	13,5	17,5	+ 4,0	126,0	134,4	+ 8,4
1982 1 ^{er} trimestre	7,6	10,1	+ 2,5	15,3	19,5	+ 4,2	139,5	132,5	- 7,0
2 ^e trimestre	7,7	10,8	+ 3,1	15,8	18,9	+ 3,1	143,2	145,4	+ 2,2
3 ^e trimestre	8,2	8,4	+ 0,2	14,1	17,6	+ 3,5	128,5	130,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,4	+ 1,4	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,5	22,2	+ 3,7	152,1	157,9	+ 5,8
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,3	19,8	+ 1,5	143,0	140,5	- 2,5
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,2	23,7	+ 0,5	167,8	168,9	+ 1,1
1982 12 mois	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983 12 mois	8,6	10,3	+ 1,7	20,0	21,8	+ 1,8	155,3	154,6	- 0,7

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	7,0	3,8	- 3,2	1,8	0,6	- 1,2	8,5	4,2	- 4,3
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,0	11,4	- 3,6	4,9	1,6	- 3,3	10,1	8,8	- 1,3
1981 4 ^e trimestre	14,0	8,2	- 5,8	3,8	1,1	- 2,7	19,1	9,8	- 9,3
1982 1 ^{er} trimestre	15,5	7,8	- 7,7	4,7	1,1	- 3,6	18,3	8,4	- 9,9
2 ^e trimestre	17,3	7,6	- 9,7	4,7	1,4	- 3,3	20,0	10,0	- 10,0
3 ^e trimestre	14,5	9,1	- 5,4	3,4	1,2	- 2,2	20,0	7,7	- 12,3
4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	9,2	7,9	- 1,3
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,4	1,5	- 2,9	8,2	7,2	- 1,0
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	9,1	10,8	+ 1,7
1982 12 mois	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983 12 mois	15,0	11,4	- 3,6	4,9	1,6	- 3,3	10,1	8,8	- 1,3
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1976	95,7	92,5	- 3,2	16,3	9,5	- 6,8	2,1	2,7	+ 0,6
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	198,8	189,9	- 8,9	24,4	23,1	- 1,3	7,1	5,6	- 1,5
1981 4 ^e trimestre	163,7	163,3	- 0,4	30,6	22,3	- 8,3	6,7	3,8	- 2,9
1982 1 ^{er} trimestre	180,2	159,6	- 20,6	34,1	20,4	- 13,7	6,5	3,5	- 3,0
2 ^e trimestre	187,3	173,4	- 13,9	34,3	22,7	- 11,6	8,2	4,2	- 4,0
3 ^e trimestre	164,1	163,8	- 0,3	33,9	20,1	- 13,8	7,5	4,1	- 3,4
4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,5	- 17,4	27,8	22,9	- 4,9	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,5	190,7	- 5,8	23,9	20,9	- 3,0	6,3	5,6	- 0,7
3 ^e trimestre	179,6	173,7	- 5,9	21,9	20,8	- 1,1	5,7	5,0	- 0,7
4 ^e trimestre	216,2	209,8	- 6,4	24,2	27,9	+ 3,7	7,5	6,5	- 1,0
1982 12 mois	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983 12 mois	198,8	189,9	- 8,9	24,4	23,1	- 1,3	7,1	5,6	- 1,5

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE)* *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.)*, Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1976	1977	1978	1979.	1980	1981	1982		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 50,9	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	2.203,6	2.366,7	- 163,1
1.12 Travail à façon	+ 21,4	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	100,9	46,7	+ 54,2
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 21,5	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	24,3	—	+ 24,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,5	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	123,0	106,5	+ 16,5
1.3 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	78,4	68,4	+ 10,0
1.4 Déplacements à l'étranger	- 22,7	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	72,1	100,1	- 28,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 23,3	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	1.021,6	1.031,2	- 9,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 18,6	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	59,0	15,9	+ 43,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,9	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	20,6	18,4	+ 2,2
1.72 Autres	+ 12,0	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	187,1	194,3	- 7,2
Total 1	+ 36,7	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	3.890,6	3.948,2	- 57,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 7,5	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	27,1	38,1	- 11,0
2.2 Transferts publics	- 14,2	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	27,0	71,9	- 44,9
Total 2	- 21,7	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	54,1	110,0	- 55,9
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 15,0	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	3.944,7	4.058,2	- 113,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	- 1,0	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 105,9	269,2	156,3	+ 112,9
3.12 Avoirs	- 2,1	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	0,1	5,8	- 5,7
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	17,6	7,3	+ 10,3
Total 3	- 3,1	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,1	286,9	169,4	+ 117,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 27,6	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	—	5,5	- 5,5
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,2	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	20,2	6,3	+ 13,9
4.22 Inter méd. financiers du secteur public ..	+ 8,9	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	8,8	7,0	+ 1,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 12,9	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	—	57,6	- 57,6
4.2312 Investissements directs ..	- 11,3	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	27,4	23,9	+ 3,5
4.2313 Immeubles	- 2,2	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	- 17,8	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	—	31,7	- 31,7
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 0,6	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	8,8	—	+ 8,8
4.2322 Investissements directs ..	+ 30,6	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	70,4	6,9	+ 63,5
4.2323 Immeubles	+ 2,5	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	7,3	1,6	+ 5,7
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	+ 9,0	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	—	6,6	- 6,6
Total 4	- 20,0	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	146,8	151,9	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 6,6	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,7	2,6	—	+ 2,6
Total 1 à 5	- 1,5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	4.381,0	4.379,5	+ 1,5
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,0	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	—	—	+ 3,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 7,2	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	—	—	- 5,3
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 0,1	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	—	—	- 16,1
6.2122 Monnaies étrangères	+ 11,4	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	—	—	+ 57,2
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,5	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	—	—	- 0,4
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	- 0,3
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 1,9	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	—	—	+ 0,4
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 24,6	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	—	—	- 37,5
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1981		1982				* 1983		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 50,0	- 34,2	- 76,7	- 40,4	- 24,1	- 21,9	- 48,1	+ 3,6	- 23,7
1.12 Travail à façon	+ 7,5	+ 9,9	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,6	+ 3,6	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,2	- 0,7	+ 0,1	+ 15,4	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 5,4	+ 4,5	+ 4,4	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1	+ 5,7	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	- 0,8	- 2,6	- 0,5	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6	+ 3,1	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 16,0	- 7,2	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 3,0	- 3,6	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,5	+ 9,0	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,8	+ 2,1
1.72 Autres	- 1,2	- 3,6	+ 0,7	+ 0,9	- 0,1	- 8,7	- 2,5	- 0,7	- 1,0
Total 1	- 34,4	- 23,4	- 66,7	- 13,1	+ 15,6	+ 6,6	- 39,0	+ 50,2	+ 15,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 4,9	- 4,0	- 3,9	- 3,2	- 1,8	- 2,1	- 2,5	- 2,4	- 2,7
2.2 Transferts publics	- 5,5	- 6,9	- 10,1	- 13,0	- 13,4	- 8,4	- 12,4	- 16,5	- 5,0
Total 2	- 10,4	- 10,9	- 14,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5	- 14,9	- 18,9	- 7,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 44,8	- 34,3	- 80,7	- 29,3	+ 0,4	- 3,9	- 53,9	+ 31,3	+ 7,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 17,3	+ 28,9	+ 43,2	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0	+ 3,4	- 21,2
3.12 Avoirs	- 1,0	- 2,3	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	- 0,8	+ 6,4	+ 0,8	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4
Total 3	+ 15,5	+ 33,0	+ 43,2	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7	+ 1,3	- 23,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	- 3,8	- 18,0	+ 27,8	- 27,0	+ 5,7	- 12,0	- 22,1	0,0	+ 14,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 0,9	+ 10,1	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 13,8	+ 10,3	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 6,1	- 22,0	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,8	- 26,0
4.2312 Investissements directs ..	- 8,7	- 5,4	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3
4.2313 Immeubles	- 0,4	- 0,8	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2
4.2314 Autres	- 17,7	- 10,0	- 14,6	- 2,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7	+ 1,6	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 1,0	0,0	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 4,9	+ 14,2	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4	- 0,6	+ 12,8
4.2323 Immeubles	+ 0,3	+ 0,4	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8
4.2324 Autres	+ 4,7	+ 18,4	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7
Total 4	- 13,1	- 2,8	+ 12,0	- 5,8	- 16,4	+ 5,1	- 10,7	- 28,6	- 19,8
5. Erreurs et omissions	- 1,4	- 21,5	+ 1,1	- 21,2	+ 14,6	+ 8,1	- 27,7	+ 22,4	+ 15,7
Total 1 à 5	- 43,8	- 25,6	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,2	- 7,2	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	- 2,3	- 0,6	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	+ 19,5	+ 0,3	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7
6.2122 Monnaies étrangères	- 24,8	- 18,5	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	+ 1,1	- 0,3	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2
6.222 Autres	+ 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 0,3	+ 12,8	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 40,3	- 12,3	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.

² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1983			1983		
	* 2 ^e trimestre			* 3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	579,5	575,9	+ 3,6	561,3	585,0	- 23,7
1.12 Travail à façon	27,5	10,4	+ 17,1	23,8	7,8	+ 16,0
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	15,4	—	+ 15,4	8,7	—	+ 8,7
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	31,2	25,5	+ 5,7	31,4	27,1	+ 4,3
1.3 Autres frais de transport	20,7	17,6	+ 3,1	20,1	19,0	+ 1,1
1.4 Déplacements à l'étranger	23,0	26,2	- 3,2	29,6	38,7	- 9,1
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	212,2	216,0	- 3,8	216,5	212,1	+ 4,4
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	15,8	3,6	+ 12,2	15,5	3,0	+ 12,5
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,5	4,7	+ 0,8	6,1	4,0	+ 2,1
1.72 Autres	50,1	50,8	- 0,7	50,5	51,5	- 1,0
Total 1	980,9	930,7	+ 50,2	963,5	948,2	+ 15,3
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,0	9,4	- 2,4	7,1	9,8	- 2,7
2.2 Transferts publics	5,8	22,3	- 16,5	8,8	13,8	- 5,0
Total 2	12,8	31,7	- 18,9	15,9	23,6	- 7,7
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	993,7	962,4	+ 31,3	979,4	971,8	+ 7,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	55,8	52,4	+ 3,4	40,8	62,0	- 21,2
3.12 Avoirs	0,0	2,3	- 2,3	0,0	1,5	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics	0,3	0,1	+ 0,2	0,1	0,5	- 0,4
Total 3	56,1	54,8	+ 1,3	40,9	64,0	- 23,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	0,0	0,0	14,1	—	+ 14,1
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,0	0,5	+ 0,5	3,2	0,9	+ 2,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	2,0	1,2	+ 0,8	0,2	4,4	- 4,2
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	12,8	- 12,8	—	26,0	- 26,0
4.2312 Investissements directs ..	2,0	8,1	- 6,1	1,0	13,3	- 12,3
4.2313 Immeubles	0,8	1,4	- 0,6	1,0	1,2	- 0,2
4.2314 Autres (chiffres nets) ...	1,6	—	+ 1,6	4,0	—	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	0,8	—	+ 0,8	—	0,4	- 0,4
4.2322 Investissements directs ..	7,7	8,3	- 0,6	17,4	4,6	+ 12,8
4.2323 Immeubles	1,7	0,3	+ 1,4	1,2	0,4	+ 0,8
4.2324 Autres (chiffres nets) ...	—	13,6	- 13,6	—	10,7	- 10,7
Total 4	17,6	46,2	- 28,6	42,1	61,9	- 19,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	22,4	—	+ 22,4	15,7	—	+ 15,7
Total 1 à 5	1.089,8	1.063,4	+ 26,4	1.078,1	1.097,7	- 19,6
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 9,7	—	—	- 0,1
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 23,1	—	—	- 4,7
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 52,4	—	—	+ 16,6
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	- 0,8	—	—	+ 3,2
6.222 Autres	—	—	0,0	—	—	0,0
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	- 6,1	—	—	- 5,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 99,3	—	—	- 30,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.
² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1982	* 1983	1982			* 1983				* 1984
	Année		2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 165,7	- 111,8	- 63,9	- 21,6	- 32,6	- 66,8	- 0,2	- 7,2	- 37,6	- 30,4
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 24,3	+ 26,7	+ 7,6	+ 10,2	- 0,7	+ 0,1	+ 15,4	+ 8,7	+ 2,5	+ 1,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,5	+ 16,7	+ 4,4	+ 5,6	+ 2,1	+ 3,1	+ 5,7	+ 4,3	+ 3,6	+ 3,2
1.3 Autres frais de transport	+ 10,0	+ 6,8	+ 3,8	+ 5,2	+ 1,5	+ 0,6	+ 3,1	+ 1,1	+ 2,0	+ 1,7
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,6	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,3	- 3,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 9,6	- 8,4	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,3	- 2,7
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 43,1	+ 49,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 12,5
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,8	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,9
1.72 Autres	- 7,2	- 9,3	+ 0,9	- 0,1	- 8,7	- 2,5	- 0,7	- 1,0	- 5,1	- 5,1
Total 1	- 60,2	+ 14,0	- 36,6	+ 18,1	- 4,1	- 57,7	+ 46,4	+ 31,8	- 6,5	- 7,8
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,4	- 3,2	- 1,8	- 2,1	- 2,5	- 2,4	- 2,7	- 1,8	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 44,9	- 45,6	- 13,0	- 13,4	- 8,4	- 12,4	- 16,5	- 5,0	- 11,7	- 11,5
Total 2	- 55,9	- 55,0	- 16,2	- 15,2	- 10,5	- 14,9	- 18,9	- 7,7	- 13,5	- 14,0
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 116,1	- 41,0	- 52,8	+ 2,9	- 14,6	- 72,6	+ 27,5	+ 24,1	- 20,0	- 21,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 112,9	+ 30,9	+ 35,7	+ 33,9	+ 0,1	+ 47,0	+ 3,4	- 21,2	+ 1,7	+ 41,8
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 10,3	- 1,4	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2
Total 3	+ 117,5	+ 22,3	+ 39,9	+ 32,0	+ 2,4	+ 45,7	+ 1,3	- 23,1	- 1,6	+ 41,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 2,9	+ 2,5	- 3,5	+ 3,2	- 1,3	- 3,4	+ 3,8	- 2,4	+ 4,5	+ 0,7
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 1,8	- 9,3	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,5
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 57,6	- 84,0	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,8	- 26,0	- 21,1	- 36,7
4.2312 Investissements directs ..	+ 3,5	- 18,3	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2314 Autres	- 31,7	+ 8,1	- 2,1	- 16,9	+ 1,9	+ 6,7	+ 1,6	+ 4,0	- 4,2	- 3,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 8,8	+ 4,7	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	- 1,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 63,5	+ 42,5	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	- 3,4	- 0,6	+ 12,8	+ 33,7	+ 0,8
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 2,9	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,9
4.2324 Autres	- 6,6	+ 8,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	+ 3,8	+ 14,9
Total 4	- 2,5	- 40,8	+ 17,7	- 18,9	+ 15,8	+ 8,0	- 24,8	- 36,3	+ 12,3	- 20,0
5. Erreurs et omissions	+ 2,6	+ 25,3	- 21,2	+ 14,6	+ 8,1	- 27,7	+ 22,4	+ 15,7	+ 14,9	+ 9,3
Total 1 à 5	+ 1,5	- 34,2	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	+ 8,5
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,5	+ 5,0	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 5,3	+ 3,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. ..	- 16,1	+ 40,8	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9
6.2122 Monnaies étrangères	+ 57,2	- 63,9	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 35,0
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 0,4	+ 4,3	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	+ 4,7
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 0,4	- 2,0	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 37,5	- 22,1	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

après des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1980	1981	1982	* 1983	* 1983			* 1984
					2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 144,4	- 155,5	- 113,5	.	+ 31,3	+ 7,6	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 164,4	- 199,6	- 116,1	- 41,0	+ 27,5	+ 24,1	- 20,0	- 21,8
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 25,7	+ 107,1	+ 117,5	+ 22,3	+ 1,3	- 23,1	- 1,6	+ 41,0
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 64,8	+ 99,9	+ 115,6	+ 98,7	+ 9,3	+ 26,0	+ 20,6	+ 40,5
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 17,2	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,5	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 2,6	+ 1,1	- 4,8	- 3,2
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,0	- 44,1	- 2,6	.	- 3,8	+ 16,5	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 1,8	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	+ 3,8	- 2,4	+ 4,5	+ 0,7
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 53,2	+ 33,3	+ 0,4	- 43,3	- 28,6	- 33,9	+ 7,8	- 20,7
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 68,3	- 127,8	- 12,1	- 95,0	- 39,3	+ 39,3	- 81,5	- 138,7
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 46,2	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	+ 50,6	- 59,8	- 22,8	- 135,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 52,0	+ 64,8	- 37,4	+ 87,3	+ 73,9	- 33,3	+ 69,8	+ 57,4
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 64,4	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	- 56,8	+ 37,4	+ 39,2	+ 157,9
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 64,4	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	+ 23,1	+ 4,7	- 34,8	- 7,1
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme ..	- 14,9	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	+ 43,5	- 6,9	- 21,7	- 27,7
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 16,4	- 7,9	- 114,7	- 19,7	+ 17,5	- 50,2	- 16,6	- 11,0
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,3	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	- 37,3	+ 29,3	+ 5,3	+ 5,6
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 20,9	- 1,7	+ 2,6	+ 25,3	+ 22,4	+ 15,7	+ 14,9	+ 9,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 4,2	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	- 9,0	+ 1,6	- 7,9	+ 16,8
Total 1 à 7⁴ ...	+ 44,2	- 93,3	- 37,5	- 22,1	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 3,9	- 1,8	- 0,8	- 4,6	- 0,8	0,0	- 1,6	- 0,7
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 27,3	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	+ 16,1	- 0,1	- 1,3	- 32,7
8.32 Autres	+ 27,8	- 2,7	- 14,3	- 32,6	+ 81,6	- 5,3	- 44,0	- 31,3
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	+ 30,6	- 10,1	- 73,8	- 19,2	+ 5,7	- 27,9	- 3,4	+ 28,0
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 16,6	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 0,2	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	- 3,3	+ 2,9	+ 0,7	- 0,1
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 0,6	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1982 3 premiers mois	23,7	16,2	9,8	9,1	3,5	1,5	0,3	64,1	31,2	4,7
6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
Recettes d'exportations										
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1982 3 premiers mois	36,7	17,0	14,2	7,1	3,2	2,6	0,3	81,1	16,2	2,7
6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVII^e année tome I, n° 5 mai 1982 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1980 et données provisoires de 1981 » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84
1983 Année	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58
du 1-1 au 18-3	47,24	19,64	20,10	6,91	72,86	3,39	38,50	17,80	6,39	23,55	36,62	5,54	279,59	6,66	8,81	51,69	8,14	65,17
du 22-3 au 17-5					74,35													
du 22-3 au 21-6																49,75		
du 22-3 au 9-9																	8,56	
du 22-3 au 31-12	52,30	20,12	21,97	6,66		3,36	42,39	17,94	6,74	24,57	35,41	5,60	285,89	7,10	9,29			63,13
du 18-5 au 31-12					79,85													
du 23-6 au 31-12																43,36		
du 12-9 au 31-12																	1,78	

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1982 2 ^e trimestre	45,12	18,93	18,46	7,17	80,20	3,41	36,24	17,08	7,63	22,57	42,47	5,55	269,05	7,41	9,78	61,52	7,93	65,24
3 ^e trimestre	47,56	19,17	18,39	6,85	82,04	3,41	38,06	17,43	7,72	22,52	42,40	5,49	272,51	7,17	9,97	55,67	8,13	65,82
4 ^e trimestre	48,68	19,49	18,87	6,89	80,25	3,40	39,54	17,79	6,64	22,80	40,63	5,54	277,36	6,82	9,00	54,21	8,27	65,77
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47
1983 Juin	50,92	19,98	21,22	6,65	78,93	3,37	41,33	17,83	6,67	24,12	35,56	5,58	283,55	7,01	9,19	48,15	8,57	63,07
du 1 ^{er} au 21																49,65		
du 22 au 30																44,41		
Juillet	51,83	20,02	21,55	6,66	79,23	3,38	42,07	17,89	6,74	24,47	35,04	5,57	284,60	7,08	9,26	43,96	8,66	63,21
Août	53,57	20,05	21,93	6,66	80,48	3,37	43,44	17,93	6,82	24,77	35,46	5,57	285,31	7,18	9,39	44,30	8,85	63,26
Septembre	53,83	20,18	22,20	6,68	80,67	3,36	43,70	18,04	6,83	24,89	35,44	5,61	286,98	7,25	9,43	43,50	4,06	63,21
du 1 ^{er} au 9																	8,92	
du 12 au 30																	1,79	
Octobre	53,03	20,38	22,77	6,67	79,39	3,35	43,05	18,16	6,81	25,13	35,08	5,63	289,69	7,24	9,40	42,88	1,74	63,18
Novembre	54,56	20,32	23,22	6,68	80,54	3,35	44,13	18,13	6,89	25,14	35,27	5,63	288,66	7,30	9,49	42,84	1,78	63,21
Décembre	55,90	20,34	23,87	6,67	80,17	3,36	44,88	18,13	6,94	25,46	35,41	5,62	288,60	7,25	9,55	42,34	1,81	63,17
1984 Janvier	57,26	20,40	24,51	6,67	80,73	3,36	45,87	18,15	7,01	25,63	35,86	5,63	289,43	7,28	9,65	42,55	1,82	63,22
Février	55,38	20,48	23,71	6,65	79,68	3,32	44,38	18,15	6,91	25,09	35,90	5,61	290,50	7,19	9,56	41,61	1,74	63,09
Mars	53,13	20,47	23,58	6,64	77,38	3,29	41,86	18,13	6,87	24,75	35,54	5,58	290,67	7,08	9,46	41,17	1,57	62,67
Avril	53,97	20,43	23,99	6,64	76,79	3,30	42,19	18,12	6,89	24,68	35,95	5,56	290,41	7,11	9,56	40,62	1,54	62,57
Mai	55,98	20,35	24,27	6,62	77,74	3,30	43,25	18,09	6,92	24,68	36,37	5,56	289,53	7,16	9,62	40,46	1,58	62,49
Juin	55,89	20,38	23,93	6,63	76,87	3,29	42,84	18,09	6,89	24,46	36,06	5,56	290,27	7,14	9,59	39,62	1,57	62,36

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1982 2 ^e trimestre	50,35	45,12	49,55	49,64	+ 1,91	- 0,29
3 ^e trimestre	51,65	47,56	50,33	50,36	+ 1,36	+ 1,11
4 ^e trimestre	52,47	48,68	50,43	50,45	+ 3,54	+ 2,42
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
1983 Juin	54,43	50,92	51,11	51,10	- 0,09	- 0,15
Juillet	55,07	51,83	52,05	52,09	- 1,19	- 1,18
Août	56,26	53,57	53,86	53,83	- 1,29	- 1,30
Septembre	56,57	53,83	54,46	54,48	- 0,27	- 0,66
Octobre	56,33	53,03	53,87	53,87	- 0,08	- 0,23
Novembre	57,36	54,56	55,06	55,10	- 0,05	- 0,20
Décembre	58,28	55,90	56,70	56,68	+ 0,99	+ 0,67
1984 Janvier	59,35	57,26	58,27	58,32	+ 1,38	+ 0,91
Février	57,96	55,38	57,12	57,15	+ 2,37	+ 1,65
Mars	56,53	53,13	54,93	54,92	+ 2,48	+ 1,37
Avril	57,07	53,97	55,44	55,45	+ 0,69	+ 0,48
Mai	58,26	55,98	56,85	56,78	+ 0,22	+ 0,11
Juin	58,07	55,89	56,60	56,61	- 0,14	- 0,22

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350 5,62561 5,50050	18,5430 18,1312 17,7270	5,10600 4,99288 4,88200	3318,90 3125,76 2943,80	15,6590 15,3106 14,9700	1,65300 1,61621 1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00 1777,58 1738,00	—	329,630 322,297 315,130	90,7700 88,7526 86,7800	58997,0 55563,0 52329,0	278,350 272,158 266,100	29,3832 28,7295 28,0904
100 couronnes danoises	564,100 551,536 539,300	31,7325 31,0273 30,3375	—	28,1650 27,5375 26,9250	18305,0 17239,7 16236,0	86,3650 84,4432 82,5650	9,11680 8,91396 8,71570
100 marks allemands	2048,35 2002,85 1958,50	115,235 112,673 110,168	371,400 363,141 355,060	—	66473,0 62604,3 58960,0	313,630 306,648 299,830	33,1015 32,3703 31,6455
100 liras italiennes	3,39700 3,19922 3,01300	0,191100 0,179976 0,169500	0,615900 0,580057 0,546300	0,169600 0,159733 0,150400	—	0,520100 0,489818 0,461300	0,0549015 0,0517061 0,0486968
100 francs français	668,000 653,144 638,600	37,5800 36,7434 35,9250	121,110 118,423 115,780	33,3500 32,6107 31,8850	21677,0 20415,7 19227,0	—	10,7964 10,5562 10,3214
100 punts irlandais	6328,10 6187,32 6049,65	356,000 348,075 340,300	1147,35 1121,84 1096,87	316,000 308,925 302,100	205353,0 193401,0 182145,0	968,850 947,313 926,250	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punds irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1982 2 ^e trimestre	45,11	+ 0,82	+ 1,60	+ 1,51	+ 0,18	+ 0,62	+ 0,51	+ 43	- 17	- 32	- 41	+ 12	—	+ 16
3 ^e trimestre	45,19	- 0,08	+ 0,61	- 0,63	+ 2,44	+ 0,69	+ 1,11	+ 15	+ 20	- 14	+ 61	- 35	- 20	- 35
4 ^e trimestre	45,45	+ 2,06	+ 1,41	+ 1,11	+ 1,93	+ 1,32	+ 1,04	+ 58	- 42	- 9	+ 7	- 15	- 6	+ 7
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21
1983 Juin	45,43	+ 0,30	+ 1,18	- 0,23	+ 5,34	+ 1,72	+ 1,91	+ 35	+ 21	- 21	+ 67	- 71	- 53	- 53
Juillet	45,54	+ 0,67	+ 1,01	- 0,04	+ 5,71	+ 1,97	+ 2,14	+ 46	+ 13	- 4	+ 69	- 73	- 55	- 54
Août	45,68	+ 0,83	+ 0,96	+ 0,11	+ 5,45	+ 2,01	+ 2,23	+ 50	+ 10	+ 3	+ 65	- 64	- 52	- 53
Septembre	45,85	+ 1,47	+ 1,73	+ 0,74	+ 5,08	+ 2,26	+ 2,18	+ 68	- 4	- 16	+ 46	- 51	- 46	- 35
Octobre	45,91	+ 2,14	+ 2,09	+ 1,72	+ 4,74	+ 2,08	+ 2,13	+ 88	- 16	- 13	+ 6	- 43	- 14	- 14
Novembre	45,97	+ 1,99	+ 2,16	+ 1,44	+ 4,81	+ 2,24	+ 2,13	+ 84	- 14	- 20	+ 19	- 42	- 28	- 19
Décembre	45,96	+ 1,98	+ 1,87	+ 1,58	+ 4,89	+ 2,14	+ 2,12	+ 85	- 12	- 6	+ 11	- 44	- 21	- 17
1984 Janvier	46,07	+ 2,12	+ 2,15	+ 1,87	+ 5,01	+ 2,17	+ 2,16	+ 92	- 12	- 12	0	- 42	- 16	- 13
Février	45,96	+ 2,08	+ 1,76	+ 2,23	+ 3,70	+ 1,86	+ 1,98	+ 95	- 6	+ 8	- 20	- 23	+ 4	- 1
Mars	45,69	+ 2,00	+ 1,27	+ 2,18	+ 2,88	+ 1,67	+ 1,28	+ 82	- 15	+ 19	- 34	- 20	+ 1	+ 18
Avril	45,61	+ 1,92	+ 0,80	+ 2,02	+ 3,16	+ 1,70	+ 1,15	+ 74	- 19	+ 33	- 35	- 28	- 9	+ 16
Mai	45,59	+ 1,73	+ 0,78	+ 1,60	+ 3,07	+ 1,42	+ 1,01	+ 72	- 12	+ 31	- 9	- 27	+ 3	+ 21
Juin	45,55	+ 1,73	+ 0,73	+ 1,76	+ 3,00	+ 1,54	+ 0,80	+ 67	- 17	+ 30	- 26	- 27	- 8	+ 26

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30) - Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*,

LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, pages 37 à 39, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
du 21 mars 1983 au 17 mai 1983					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,3662	
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	37,38	1,41
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,93	1,87
Livre sterling	0,0885	70,4395 ³	6,2339	14,05	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,86	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,46	1,99
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,56	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,70	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,06	2,23
Total ...			44,3662	100,00	
depuis le 18 mai 1983					
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	$\frac{(4)}{(3)} \times 100$ 44,9008	
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1976	102,2	101,6	101,4	105,2	104,8	104,2	95,6	85,6	82,3	102,3	100,3	108,5	101,3	101,2
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1982 2 ^e trimestre	96,3	95,3	94,9	115,8	124,1	135,5	78,8	90,3	54,0	114,9	80,3	147,5	83,7	97,7
3 ^e trimestre	95,7	94,3	94,4	121,4	124,7	131,2	73,9	91,4	53,6	116,4	80,3	145,2	81,7	93,0
4 ^e trimestre	95,2	93,6	93,7	123,4	126,6	133,0	73,8	89,1	52,9	118,3	69,0	145,9	82,7	88,4
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	* 95,0	* 92,5												
1983 Juin	95,2	92,9	92,4	125,2	127,5	146,7	69,4	85,3	51,4	116,9	67,5	150,5	81,7	88,7
Juillet	94,8	92,3	91,8	126,2	126,7	147,5	69,0	84,8	51,2	116,5	67,7	151,3	80,8	88,7
Août	94,1	91,4	91,0	128,7	125,2	147,1	68,2	85,0	50,5	115,3	67,3	150,9	79,4	88,6
Septembre	94,1	91,8	90,6	128,6	125,5	148,1	68,0	84,8	50,0	115,6	67,2	150,9	79,8	89,0
Octobre	94,6	92,7	90,4	126,2	126,9	153,1	67,9	83,4	49,8	116,4	67,0	152,2	80,3	89,0
Novembre	94,1	92,0	89,8	128,3	125,2	153,3	67,3	83,7	49,4	115,3	66,9	150,5	79,3	88,6
Décembre	93,8	91,5	89,2	130,3	124,2	155,7	66,6	82,4	48,9	114,3	66,8	150,7	78,3	86,8
1984 Janvier	93,3	90,8	88,5	131,6	123,2	157,5	65,8	81,9	48,4	113,3	66,6	149,5	77,6	86,2
Février	94,3	91,8	89,4	129,3	125,6	155,4	66,6	82,1	48,4	114,7	66,6	148,9	78,6	86,6
Mars	95,6	93,2	90,4	126,3	127,4	158,7	67,5	80,9	48,8	116,2	67,6	149,2	79,6	86,9
Avril	* 95,5	* 93,0	90,0	127,7	126,4	160,2	67,2	79,8	48,7	115,8	67,4	147,7	78,8	86,7
Mai	* 95,0	* 92,2	89,4	131,3	124,6	158,9	66,3	79,9	48,2	114,5	66,9	146,6	77,9	88,2
Juin	* 95,3	* 92,5												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n° 4,

octobre 1979 ; « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n° 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n° 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVII^e année, tome I, n° 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.), Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes <i>cédées</i> aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	- 131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 3 premiers mois	252,2	260,9	412,2	420,9	- 160,0	3,4	48,7	- 45,3	- 205,3
6 premiers mois	543,1	561,6	819,3	837,8	- 276,2	6,4	89,3	- 82,9	- 359,1
9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	270,1	276,3	454,7	460,9	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
4 premiers mois	394,6	400,4	589,2	595,0	- 194,6	4,0	66,3	- 62,3	- 256,9
5 premiers mois	470,5	486,1	718,0	733,6	- 247,5	5,0	81,5	- 76,5	- 324,0
6 premiers mois	578,3	597,1	881,4	900,2	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
7 premiers mois	718,0	739,8	1.018,3	1.040,1	- 300,3	7,7	112,8	- 105,1	- 405,4
8 premiers mois	811,8	836,7	1.122,5	1.147,4	- 310,7	8,7	133,2	- 124,5	- 435,2
9 premiers mois	879,5	907,5	1.237,9	1.265,9	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
10 premiers mois	1.013,6	1.045,0	1.346,4	1.377,8	- 332,8	11,0	154,4	- 143,4	- 476,2
11 premiers mois	1.094,6	1.129,4	1.448,1	1.482,9	- 353,5	12,2	168,1	- 155,9	- 509,4
12 mois	1.236,3	1.254,3	1.571,1	1.589,1	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	119,7	123,1	155,0	158,4	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	204,6	211,8	317,9	325,1	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	307,3	318,3	481,5	492,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	447,4	462,1	642,0	656,7	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, *cédés* comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières		Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères		Divers ⁶
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)			
1976	- 131,6	+ 0,5	- 47,5	- 178,6	0,0	- 178,6	+ 126,7	+ 16,4	+ 27,6		+ 7,4	0,0	+ 0,5	+ 51,9
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 3 premiers mois	- 205,3	+ 6,0	- 26,5	- 225,8	0,0	- 225,8	+ 82,9	0,0	+ 15,1	+ 56,6	+ 4,4	+ 67,0	- 0,2	+ 142,9
6 premiers mois	- 359,1	+ 11,2	- 49,7	- 397,6	0,0	- 397,6	+ 134,4	0,0	+ 23,1	+ 112,1	+ 8,4	+ 120,2	- 0,6	+ 263,2
9 premiers mois	- 487,5	+ 3,0	- 82,3	- 566,8	0,0	- 566,8	+ 193,0	0,0	+ 24,6	+ 248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+ 373,8
12 mois	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
4 premiers mois	- 256,9	- 8,6	- 35,9	- 301,4	0,0	- 301,4	+ 139,8	0,0	- 18,0	+ 81,5	+ 15,5	+ 83,6	- 1,0	+ 161,6
5 premiers mois	- 324,0	+ 2,3	- 41,5	- 363,2	0,0	- 363,2	+ 134,8	0,0	- 25,1	+ 169,0	+ 5,1	+ 80,3	- 0,9	+ 228,4
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
7 premiers mois	- 405,4	+ 0,5	- 57,5	- 462,4	0,0	- 462,4	+ 237,9	0,0	- 20,6	+ 166,6	+ 7,6	+ 72,3	- 1,4	+ 224,5
8 premiers mois	- 435,2	+ 9,7	- 66,9	- 492,4	0,0	- 492,4	+ 244,7	0,0	- 16,5	+ 195,1	+ 0,6	+ 69,9	- 1,4	+ 247,7
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
10 premiers mois	- 476,2	+ 2,5	- 83,1	- 556,8	0,0	- 556,8	+ 324,4	0,0	- 5,7	+ 174,4	+ 3,4	+ 62,1	- 1,8	+ 232,4
11 premiers mois	- 509,4	+ 4,6	- 90,8	- 595,6	0,0	- 595,6	+ 335,1	0,0	+ 16,6	+ 179,7	- 3,3	+ 67,5	0,0	+ 260,5
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	- 145,1	+ 4,8	- 17,2	- 157,5	0,0	- 157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	- 23,5	- 238,4	0,0	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	- 259,4	0,0	- 31,0	- 290,4	0,0	- 290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1976	- 131,6	- 1,5	- 133,1	+ 82,3	+ 34,9	+ 117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	- 161,7	- 5,7	- 167,4	+ 134,7	+ 17,6	+ 152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	- 178,7	- 4,2	- 182,9	+ 143,7	+ 14,4	+ 158,1	0,0	+ 13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	- 204,8	- 7,0	- 211,8	+ 126,1	+ 6,9	+ 133,0	0,0	+ 36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	- 292,0	- 4,7	- 296,7	+ 69,6	+ 110,1	+ 179,7	0,0	+ 24,7	+ 92,3	+ 117,0
1981	- 435,0	- 19,6	- 454,6	+ 26,6	+ 141,5	+ 168,1	0,0	+ 72,4	+ 214,1	+ 286,5
1982 3 premiers mois	- 205,3	+ 6,7	- 198,6	+ 48,2	+ 66,4	+ 114,6	0,0	+ 9,6	+ 74,4	+ 84,0
6 premiers mois	- 359,1	+ 5,3	- 353,8	+ 58,6	+ 118,2	+ 176,8	0,0	+ 24,8	+ 152,2	+ 177,0
9 premiers mois	- 487,5	- 8,8	- 496,3	+ 24,5	+ 266,4	+ 290,9	0,0	+ 15,0	+ 190,4	+ 205,4
12 mois	- 486,8	- 22,0	- 508,8	+ 65,0	+ 192,5	+ 257,5	0,0	+ 31,5	+ 219,8	+ 251,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	- 9,5	- 238,0	+ 108,0	+ 24,1	+ 132,1	0,0	+ 16,2	+ 89,7	+ 105,9
4 premiers mois	- 256,9	- 17,2	- 274,1	+ 94,9	+ 99,1	+ 194,0	0,0	- 21,1	+ 101,2	+ 80,1
5 premiers mois	- 324,0	- 13,3	- 337,3	+ 87,8	+ 176,8	+ 264,6	0,0	- 28,8	+ 101,5	+ 72,7
6 premiers mois	- 396,7	- 21,9	- 418,6	+ 178,6	+ 157,7	+ 336,3	0,0	- 19,4	+ 101,7	+ 82,3
7 premiers mois	- 405,4	- 16,6	- 422,0	+ 165,9	+ 164,7	+ 330,6	0,0	- 12,5	+ 103,9	+ 91,4
8 premiers mois	- 435,2	- 8,7	- 443,9	+ 157,9	+ 182,9	+ 340,8	0,0	- 5,2	+ 108,3	+ 103,1
9 premiers mois	- 487,0	- 15,6	- 502,6	+ 220,9	+ 156,7	+ 377,6	0,0	+ 15,0	+ 110,0	+ 125,0
10 premiers mois	- 476,2	- 17,9	- 494,1	+ 213,9	+ 164,6	+ 378,5	0,0	+ 5,6	+ 110,0	+ 115,6
11 premiers mois	- 509,4	- 16,9	- 526,3	+ 212,4	+ 165,1	+ 377,5	0,0	+ 27,9	+ 120,9	+ 148,8
12 mois	- 510,0	- 14,4	- 524,4	+ 274,4	+ 108,9	+ 383,3	0,0	+ 7,3	+ 133,8	+ 141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	- 12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	- 145,1	+ 0,7	- 144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+ 11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	- 222,8	+ 4,1	- 218,7	+ 8,3	+ 110,4	+ 118,7	0,0	+ 10,3	+ 89,7	+ 100,0
4 premiers mois	- 259,4	- 5,5	- 264,9	+ 45,7	+ 82,9	+ 128,6	0,0	+ 14,5	+ 121,8	+ 136,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

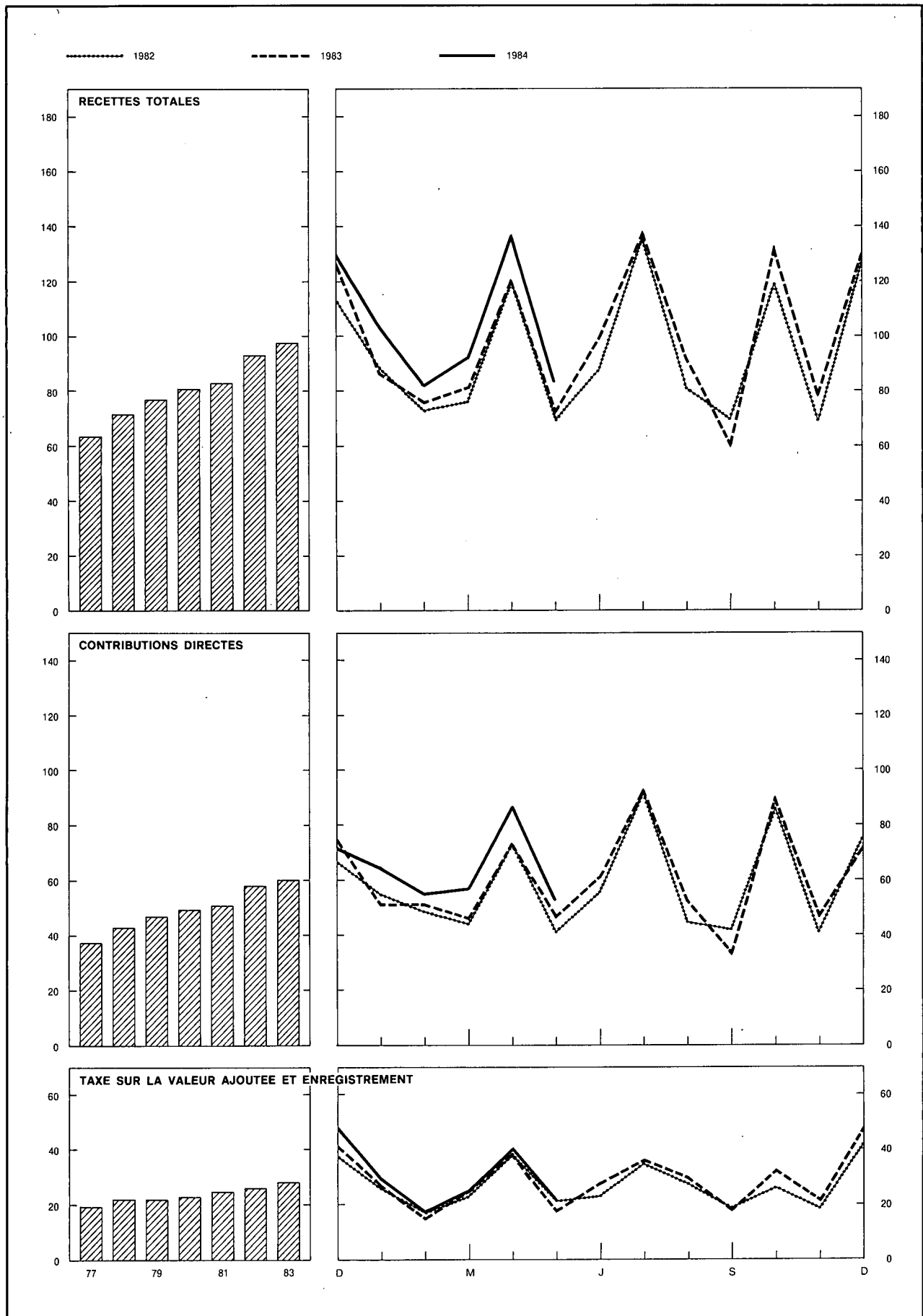
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1982 1 ^{er} trimestre	147,6	1,5	21,7	65,4	234,7	2,9	237,6	25,9	70,0	243,5	246,4
2 ^e trimestre	168,8	31,0	23,7	82,2	274,7	2,8	277,5	28,7	86,9	284,4	287,2
3 ^e trimestre	178,1	37,8	23,7	80,8	282,6	2,9	285,5	28,3	85,3	291,7	294,6
4 ^e trimestre	202,2	63,2	23,6	86,5	312,3	2,9	315,2	28,2	91,2	321,6	324,5
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
1983 Mai	46,8	0,1	7,8	18,2	72,8	0,8	73,6	9,4	19,7	75,9	76,7
Juin	61,7	2,8	9,0	28,2	98,9	1,1	100,0	10,7	29,7	102,1	103,2
Juillet	92,8	37,1	8,6	36,0	137,4	0,9	138,3	10,1	37,5	140,4	141,3
Août	52,5	0,3	9,0	29,8	91,3	0,9	92,2	10,5	31,3	94,3	95,2
Septembre	33,9	1,1	8,0	18,1	60,0	0,9	60,9	9,6	19,7	63,2	64,1
Octobre	90,2	40,0	8,8	32,5	131,5	1,0	132,5	10,5	34,2	134,9	135,9
Novembre	47,5	0,4	8,5	22,1	78,1	1,1	79,2	10,2	23,8	81,5	82,6
Décembre	71,8	28,5	9,4	47,9	129,1	1,1	130,2	11,2	49,6	132,6	133,7
1984 Janvier	65,1	1,8	8,2	29,7	103,0	1,0	104,0	9,7	31,6	106,4	107,4
Février	55,4	0,1	8,3	17,5	81,2	1,0	82,2	10,1	19,4	84,9	85,9
Mars	56,9	0,6	9,4	25,3	91,6	0,9	92,5	11,4	27,2	95,5	96,4
Avril	86,8	34,7	8,9	40,4	136,1	0,9	137,0	10,7	42,3	139,8	140,7
Mai	52,9	0,7	8,2	21,4	82,5	1,0	83,5	10,0	23,3	86,2	87,2

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1983			1983 : mai			1984 : mai		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	720,0	.		46,8	.		52,9	.	
précompte immobilier	1,8	.		0,0	.		0,1	.	
précompte mobilier	84,2	89,2	- 5,0	7,4			11,4		
versements anticipés	143,4	142,2	+ 1,2	0,1			- 0,7		
impôts de sociétés (rôles)	- 1,3	4,5	- 5,8	1,0			- 0,7		
impôts de personnes physiques (rôles)	26,6	15,7	+ 10,9	1,0			1,6		
précompte professionnel	444,6	486,9	- 42,3	35,6			39,2		
divers	20,7	.		1,7			2,0		
II. Douanes et accises	102,1	.		7,8	.		8,2	.	
III. T.V.A. et enregistrement	338,5	.		18,2	.		21,4	.	
B. Recettes en capital³	11,6	.		0,8	.		1,0	.	
Total ² ...	1.172,2	.		73,6	.		83,5	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.210,5	.		76,7	.		87,2	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome 1, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome 1, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,5	—	.	.	1,1	218,6	—	37,1	16,0	0,1	1,5	275,9
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,1			.	.		701,6	—	12,5	9,1		0,0	744,3
Obligations	79,2	0,0	0,0	0,0	0,2	9,1	12,3	—	27,2	0,0	46,0	0,0	174,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	591,5	621,0	146,3	0,0	1.361,7
Divers	0,0	15,3	44,4		122,5		0,0	—	1,5	0,2	4,8	0,0	188,7
(Actions et parts)	(657,6)	(7,7)	(11,7)	(.)	(0,2)	(0,0)	(2,7)	(—)	(3,3)	(0,0)	(13,4)	(0,0)	(696,6)
Total ...	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	1,5	2.744,6
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	5,2	—	0,6	0,9		0,0	6,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5		0,0		0,0	0,8	5,7	—	0,9	9,3	0,0	0,0	17,2
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	9,0	—	0,0	0,0	0,0	—	9,0
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	2,1	0,0	0,3	0,1	0,1	15,4	2,2	18,6	2,0	8,4	0,0	88,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	13,5	26,4	0,0	8,7	23,8	7,0	1,0	80,6
Autres emprunts à plus d'un an	0,2	0,0		0,0		10,8	5,8	—	0,9	71,9	0,2	0,0	89,8
Divers	21,3	1,0	18,1	0,8	0,7	4,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	17,3	63,3
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(36,7)	(23,0)	(0,0)	(.)	(0,3)	(—)	(0,7)	(1,0)	(0,3)	(0,7)	(63,4)
Total ...	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	18,3	354,6
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	8,4	0,0	—	3,9	0,0	5,0	86,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,7	158,0
Certificats à un an au plus	—	0,4	—	3,3	0,7	134,2	172,9	77,1	31,0	40,6	0,0	— 0,3	459,9
Obligations accessibles à tout placeur	461,2	9,2	—	7,4	11,3	12,5	373,4	20,0	184,7	62,9	119,8	0,0	1.262,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	51,5	85,6	0,0	10,5	0,2	1,4	0,0	149,4
Divers		13,2	—		15,1	0,7	3,4	0,0	15,6	3,9	1,9	0,0	53,8
Total ...	469,6	23,0	—	14,6	27,1	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	54,4	2.083,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	53,2	—	0,0	20,6	0,0	0,0	73,8
Obligations accessibles à tout placeur	87,4	0,1	0,0	0,7	0,6	0,1	45,3	5,3	29,4	10,9	17,5	0,0	197,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	14,9	0,0	17,1	17,2	2,2	0,4	52,5
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,3	—	—	—	—	0,0	—	48,3	303,1	0,0	0,0	361,7
Divers	7,5	1,4	23,4		0,0		0,0	—	0,0	1,1	0,0	0,0	33,4
Total ...	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	0,4	718,9
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	6,5	—	0,9	—	—	—	7,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	15,8	0,0	7,8	0,0	3,9	0,0	29,0
Réserves de sécurité sociale	14,3	—	—	—	—	14,5	—	—	—	—	—	—	28,8
Divers	87,4	0,0	9,0	2,0	0,0	0,1	6,5	—	2,5	0,0	5,6	4,0	117,1
Total ...	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	4,0	182,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,3	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,3
Acceptations, effets commerciaux et promesses		0,3				5,5	97,4	—	14,7	25,8		2,9	146,6
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				372,7	—	0,2	0,0		0,0	372,9
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ²							1.702,4	—	—	—		—	1.702,4
Obligations	24,3	0,0	0,0	0,4	0,0	—	46,2	0,0	1,8	0,1	4,5	0,0	77,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	56,4	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	74,5
Divers		8,1	17,9		2,8		16,8	—	13,0	0,1	0,0	0,0	58,7
(Actions et parts)		(0,3)	(1,7)			(—)	(15,4)	(—)	(0,4)	(—)	(4,7)	(0,0)	(22,5)
Total ...	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2,9	2.433,7

Intermédiaires financiers														
<i>Organismes principalement monétaires</i>														
Monnaie	730,5	7,7	1,9	39,2	5,0	—	—	0,0	15,6	2,0	4,8	0,0	806,7	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	8,6	0,0	1,2	0,0	—	0,0	17,6	
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	2.298,9	—	—	—	0,0	—	—	2.298,9	
Autres dépôts en devises à un an au plus	54,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	54,1	
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	363,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	363,0	
Autres dépôts à un an au plus	311,1	0,0	—	0,0	4,3	—	—	—	9,8	3,4	0,0	0,0	328,6	
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	256,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	256,7	
Dépôts à plus d'un an	24,1	—	—	—	0,0	—	—	0,5	1,2	—	0,0	0,0	25,8	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	198,8	—	—	0,0	—	—	—	0,3	—	1,1	0,0	1,1	201,3	
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	12,0	0,0	0,0	352,8	365,5	
(Actions et parts)	(42,9)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(3,5)	(0,0)	(1,0)	(.)	(0,7)	(.)	(48,3)	
Total	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	352,8	4.718,2	
<i>Fonds des Rentes</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	87,0	—	0,0	0,0	—	—	87,0	
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	7,2	—	6,1	2,5	—	—	18,3	
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,6	3,4	
Total	—	—	2,8	0,1	—	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	0,6	108,7	
<i>Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>														
Monnaie	53,7	0,3	0,0	0,5	5,9	0,3	0,0	—	0,0	1,6	3,8	0,0	66,1	
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	11,8	—	0,0	0,0	0,0	0,0	11,8	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	580,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	580,5	
Autres dépôts à un an au plus	54,7	1,9	0,4	1,6	7,6	9,2	0,0	—	1,2	0,4	13,3	0,0	90,3	
Dépôts à plus d'un an	75,5	0,0	—	—	0,0	0,3	—	—	—	—	—	—	75,8	
Bons de caisse à un an au plus	28,1	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	28,1	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	290,4	0,0	—	0,0	0,0	—	5,2	—	0,8	0,5	0,5	0,0	297,4	
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	
Divers	33,1	0,0	0,5	21,1	0,0	19,7	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	31,8	113,8	
(Actions et parts)	(3,8)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(1,1)	(.)	(7,1)	
Total	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	31,8	1.265,0	
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>														
Monnaie	10,2	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,4	0,0	11,0	
Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	0,0	—	1,6	0,3	0,0	1,2	1,4	—	0,0	4,6	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,1	1,6	—	—	11,4	0,0	0,0	13,1	
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	112,8	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	112,8	
Autres dépôts à un an au plus	37,6	5,9	—	25,0	8,5	0,4	2,5	—	0,6	0,0	3,2	0,0	83,7	
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	50,7	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,4	0,0	51,1	
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	503,1	0,5	0,0	0,6	5,7	7,6	64,8	2,2	67,0	14,3	27,2	0,0	693,0	
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,9	72,8	18,5	—	61,7	2,9	17,8	10,0	184,6	
Divers	2,9	0,1	55,8	0,0	0,0	2,7	1,5	—	0,4	2,3	0,0	83,8	149,5	
(Actions et parts)	(0,2)	(0,0)	(1,6)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(2,9)	
Total	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	93,8	1.309,8	
<i>Autres institutions¹</i>														
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Réserves de sécurité sociale	72,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	72,0	
Réserves mathématiques	436,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	436,9	
Divers	6,9	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,8	8,9	
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,1)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)	
Total	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8	
Secteurs indéterminés et ajustements		16,5	0,0	0,0	4,2	—	176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	—	283,7	
Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	562,3	16.720,8	

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—	.	.	1,5	223,6	—	34,9	12,6	0,1	0,0	274,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4	.	.	.	.	.	756,9	—	17,4	16,5	.	0,0	812,2
Obligations	89,1	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	186,1
Autres emprunts à plus d'un an .....	.	0,4	.	0,0	2,5	.	0,0	—	598,5	679,0	160,5	0,0	1.440,9
Divers	0,0	15,7	87,5	.	136,9	.	0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	246,4
(Actions et parts)	(720,4)	(8,5)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	0,0	2.959,7
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	.	—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,4	.	0,0	5,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	.	0,0	.	0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	.	0,0	.	12,0	4,8	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,6
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	23,0	74,1
(Actions et parts)	(0,7)	(.)	(38,5)	(23,1)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(65,3)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	23,6	410,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers .....	.	15,7	—	.	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	57,3
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	.	.	.	.	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	.	0,0	.	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	790,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	1,7	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,2	0,3	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.	0,7	.	.	.	4,6	117,9	—	13,7	22,7	.	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.	.	0,0	.	.	.	568,5	—	1,1	0,0	.	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ² .....	.	.	.	.	.	.	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	.	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts) .....	.	(0,3)	(2,0)	.	.	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total ...	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	10,4	7,6	—	9,7	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,3	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,9
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,0	1,8	0,0	10,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	35,7	161,0
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total ...	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	35,8	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	—	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,5	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,8	10,0
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total ...	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		20,5	0,0	0,0	5,8		224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	684,6	20.037,0

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particuliers</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,1	—	.	.	+ 0,4	+ 5,0	—	- 2,2	- 3,4	0,0	- 1,5	- 1,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,3						+ 55,2	—	+ 4,9	+ 7,4		0,0	+ 67,8	
Obligations	+ 9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	+ 0,4	—	+ 1,4	0,0	+ 0,5	0,0	+ 12,1	
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	0,0		0,0	—	+ 7,0	+ 58,0	+ 14,2	0,0	+ 79,2	
Divers	0,0	+ 0,4	+ 43,2		+ 14,3	+ 71,7	0,0	—	0,0	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 129,5	
(Actions et parts)	(+ 30,1)	(+ 0,8)	(+ 17,9)	(.)	(+ 0,1)	(0,0)	(- 0,1)	(—)	(+ 0,9)	(0,0)	(+ 2,9)	(0,0)	(+ 52,6)	
Total ...	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	- 1,5	+ 286,8	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	- 0,7	—	- 0,2	- 0,4		0,0	- 1,3	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0		0,0		0,0	+ 0,4	+ 3,7	—	0,0	+ 5,4	0,0	0,0	+ 9,5	
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	- 7,4	—	0,0	0,0	0,0	—	- 7,4	
Obligations accessibles à tout placeur	- 0,3	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	+ 0,9	- 0,3	+ 1,4	- 0,6	+ 1,7	0,0	+ 2,7	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 21,9	+ 9,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 0,1	- 0,4	+ 33,5	
Autres emprunts à plus d'un an	- 0,2			0,0		+ 1,2	- 0,9	—	- 0,2	+ 7,9	- 0,1	0,0	+ 7,7	
Divers	+ 4,7	+ 1,8	- 3,0	0,0	+ 0,3	+ 1,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 5,7	+ 10,6	
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 1,8)	(+ 0,1)	(0,0)	(.)	(0,0)	(—)	(0,0)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,8)	
Total ...	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 5,3	+ 55,3	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 3,2	0,0	—	+ 1,2	0,0	- 3,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 11,5	+ 15,8	
Certificats à un an au plus		+ 8,8	—	0,0	0,0	+ 71,6	+ 100,7	+ 74,8	+ 63,6	+ 26,7	0,0	+ 0,3	+ 346,5	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 38,4	+ 1,0	—	+ 0,2	+ 1,4	+ 1,7	- 18,2	- 3,0	+ 12,2	- 9,1	+ 0,2	0,0	+ 24,8	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	—	0,0	0,0	+ 66,0	+ 34,4	0,0	+ 0,8	0,0	- 0,1	0,0	+ 101,1	
Divers		+ 2,5	—		+ 6,2	0,0	+ 2,7	0,0	+ 0,7	+ 2,6	+ 0,5	0,0	+ 15,2	
Total ...	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 11,8	+ 503,4	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	—	—	—	—	+ 0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 4,3	—	0,0	+ 26,3	0,0	0,0	+ 22,0	
Obligations accessibles à tout placeur	- 8,3	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 2,0	- 0,9	- 1,6	- 0,2	- 1,3	0,0	- 10,4	
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,5	+ 6,3	0,0	+ 0,1	- 3,0	0,0	+ 1,0	+ 4,9	
Autres emprunts à plus d'un an		- 0,5					0,0	—	- 0,2	+ 51,7	0,0	0,0	+ 51,0	
Divers	+ 1,4	+ 0,1	+ 2,4		0,0		0,0	—	0,0	- 0,3	0,0	0,0	+ 3,6	
Total ...	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 1,0	+ 71,2	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,6	—	+ 0,8	—	—	—	+ 1,4	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,2	- 0,7	0,0	- 2,0	0,0	- 0,2	0,0	- 2,7	
Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	—	—	—	—	+ 1,2 ²	—	—	—	—	—	—	+ 8,7	
Divers	+ 9,6	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	0,0	- 2,3	—	+ 0,1	0,0	+ 0,1	+ 43,6	+ 54,8	
Total ...	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	+ 43,6	+ 62,2	
<i>Etranger</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	- 0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,2	
Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,5				- 0,9	+ 20,4	—	- 0,9	- 3,1		- 2,2	+ 13,8	
Engagements en comptes courants ou d'avances			0,0				+ 195,9	—	+ 0,9	0,0		0,0	+ 196,8	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³		—	—	—	—	—	+ 467,0	—	—	—	—	—	+ 467,0	
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 74,2	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 74,2	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 44,7	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 44,7	
Obligations	+ 44,7 ⁴	0,0	0,0	- 0,1	0,0	—	+ 23,6	0,0	+ 1,2	0,0	+ 1,0 ⁴	0,0	+ 70,4	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 2,1	—	—	—	- 2,8	—	—	—	—	+ 7,0	+ 6,3	
Divers	+ 79,3	+ 2,7	+ 2,2	—	- 0,4	—	+ 5,3	—	+ 24,9	+ 1,2	0,0	0,0	+ 115,2	
(Actions et parts)	(- 5,5) ⁴	(0,0) ⁴	(+ 0,4)	(.)	(.)	(—)	(+ 4,7)	(—)	(+ 0,1)	(0,0)	(+ 1,0) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	
Total ...	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 4,8	+ 988,2	

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	+ 21,4	+ 0,8	0,0	- 6,4	+ 0,3	-	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 2,0	0,0	+ 18,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	- 0,3	+ 1,3	0,0	- 0,8	0,0	-	0,0	+ 0,2
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 884,1	-	-	-	-	-	-	+ 884,1
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 49,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	+ 49,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 14,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 14,6
Autres dépôts à un an au plus	+ 18,8	0,0	-	0,0	- 0,8	-	-	-	- 5,9	- 3,3	0,0	0,0	+ 8,8
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 66,4	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 66,4
Dépôts à plus d'un an	- 1,8	-	-	-	0,0	-	0,0	-	- 0,5	-	0,0	0,0	- 2,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 43,8	-	-	+ 0,2	-	-	+ 0,1	-	+ 0,1	0,0	- 0,1	0,0	+ 44,1
Divers	0,0	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 14,2	+ 3,0	0,0	+ 57,3	+ 74,5
(Actions et parts)	(+ 1,5)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,2)	(-)	(0,0)	(.)	(+ 0,4)	(.)	(+ 3,1)
Total ...	+ 146,6	+ 0,8	0,0	- 6,2	- 0,5	+ 883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 57,3	+ 1.158,5
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	+ 62,5	-	0,0	0,0	-	-	+ 62,5
Certificats à un an au plus	-	-	-	- 0,1	-	+ 3,2	+ 5,3	-	+ 3,6	- 2,3	-	-	+ 9,7
Divers	-	-	0,0	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	+ 0,4	+ 0,4
Total ...	-	-	0,0	- 0,1	-	+ 3,2	+ 67,8	-	+ 3,6	- 2,3	-	+ 0,4	+ 72,6
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	+ 5,4	- 0,2	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	+ 0,1	-	0,0	+ 0,7	+ 5,4	+ 0,1	+ 11,8
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	- 2,7	-	0,0	0,0	+ 1,8	0,0	- 0,9
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 19,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 19,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 4,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,2	+ 2,5	- 7,1	0,0	-	- 1,0	+ 1,1	- 7,0	0,0	- 7,0
Dépôts à plus d'un an	+ 4,2	0,0	-	-	0,0	+ 0,1	-	-	-	-	-	-	+ 4,3
Bons de caisse à un an au plus	- 0,8	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 60,2	0,0	-	0,0	0,0	-	- 1,0	-	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	+ 59,4
Réserves mathématiques	0,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0
Divers	+ 5,4	0,0	+ 0,2	0,0	0,0	+ 14,5	+ 19,7	0,0	+ 3,2	+ 0,3	0,0	+ 3,9	+ 47,2
(Actions et parts)	(+ 0,8)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(.)	(- 0,3)	(.)	(+ 0,5)
Total ...	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 4,0	+ 133,1
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	+ 1,6	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	- 0,1	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	- 0,8	+ 0,2	0,0	+ 0,7	- 0,4	-	0,0	- 0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	-	0,0	0,0	+ 0,2	+ 0,6	-	0,0	+ 1,7	0,0	0,0	+ 2,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 11,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 11,5
Autres dépôts à un an au plus	- 5,5	+ 2,9	-	- 3,4	- 1,2	+ 3,3	- 1,9	-	- 0,1	+ 0,1	- 0,6	0,0	- 6,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 3,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	+ 0,2	0,0	- 0,4	0,0	- 4,0
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 12,0	-	+ 1,5	0,0	0,0	0,0	+ 13,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 59,1	+ 0,2	0,0	- 0,1	- 0,4	- 4,2	+ 13,8	- 0,4	- 4,3	+ 0,7	+ 1,8	0,0	+ 66,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 33,2	+ 7,3	-	+ 0,3	- 0,8	+ 0,3	+ 5,5	+ 45,5
Divers	- 0,5	0,0	+ 10,4	0,0	0,0	+ 5,0	+ 19,0	-	+ 1,2	+ 2,4	0,0	+ 13,8	+ 51,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 19,3	+ 181,3
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	- 10,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 10,5
Réserves mathématiques	+ 35,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 35,2
Divers	+ 0,3	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 1,2
(Actions et parts)	(- 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(0,0)	(-)	(+ 0,1)	(0,0)	(0,0)
Total ...	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
Secteurs indéterminés et ajustements		+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 2,1	+ 11,6	-	+ 92,0
Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 21,3	+ 184,6	+ 147,0	+ 3.630,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1980

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	100,3	17,2	44,4	0,0	125,2	287,1	10,2	932,5	—	669,8	646,3	197,2	2.445,8	1,5	2.744,6
2. Organismes publics d'exploitation	60,8	3,2	18,1	1,2	0,8	84,1	29,3	67,5	2,2	29,7	107,9	15,6	222,9	18,3	354,6
3. Etat (Trésor)	469,6	23,0	—	14,6	27,1	534,3	203,9	721,3	97,1	241,8	107,6	123,1	1.290,9	54,4	2.083,5
4. Secteur public non compris ailleurs	94,9	11,8	23,4	0,7	0,6	131,4	0,8	113,6	5,3	94,8	352,9	19,7	586,3	0,4	718,9
5. Sécurité sociale	103,0	0,0	9,0	2,0	0,2	114,2	14,6	28,8	0,0	11,2	0,0	9,5	49,5	4,0	182,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	828,6	55,2	94,9	18,5	153,9	1.151,1	258,8	1.863,7	104,6	1.047,3	1.214,7	365,1	4.595,4	78,6	6.083,9
7. Etranger	24,3	8,4	74,3	0,4	2,8	110,2	5,5	2.254,9	0,0	29,7	26,0	4,5	2.315,1	2,9	2.433,7
8. Organismes principalement monétaires	1.681,9	7,7	2,3	39,2	9,3	1.740,4	2.306,7	266,1	0,0	40,9	5,4	5,9	318,3	352,8	4.718,2
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	7,2	89,4	—	6,1	2,5	—	98,0	0,6	108,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.117,1	2,2	0,9	23,2	13,5	1.156,9	29,5	24,7	0,0	2,0	2,5	17,6	46,8	31,8	1.265,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	717,4	6,5	55,8	25,8	15,2	820,7	85,2	95,7	2,2	130,9	32,3	49,0	310,1	93,8	1.309,8
12. Autres institutions ¹	515,8	0,0	0,1	0,0	0,1	516,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	517,8
13. Total des intermédiaires financiers	4.032,2	16,4	61,9	88,3	38,1	4.236,9	2.428,6	475,9	2,2	179,9	42,7	72,5	773,2	480,8	7.919,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	16,5	0,0	0,0	4,2	20,7	.	176,8	3,4	33,6	26,6	22,6	263,0	—	283,7
15. Total des créances	4.885,1	96,5	231,1	107,2	199,0	5.518,9	2.692,9	4.771,3	110,2	1.290,5	1.310,0	464,7	7.946,7	562,3	16.720,8
Solde des créances et des dettes...	2.140,5	- 258,1	- 1.852,4	- 611,7	16,7	- 565,0	259,2	53,1	1,5	25,5	0,2	- 53,1	27,2	278,6	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	110,5	17,5	87,5	0,0	139,5	355,0	10,5	993,2	—	680,9	708,4	211,7	2.594,2	0,0	2.959,7
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,7	72,9	1,9	30,6	122,6	17,1	245,1	23,6	410,0
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	1,3	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	790,1
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	894,8	69,1	143,2	17,8	176,3	1.301,2	428,6	2.054,0	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.129,5	138,9	6.998,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	37,0	40,8	0,0	4,4	4,6	17,7	67,5	35,8	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	543,7
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,6	678,4	1,8	192,6	46,1	75,5	994,4	544,9	9.490,7
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	.	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.283,4	122,0	301,1	96,3	222,9	6.025,7	3.810,8	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	684,6	20.037,0
Solde des créances et des dettes ...	2.323,7	- 288,0	- 2.292,8	- 693,8	- 21,6	- 972,5	618,3	57,6	0,6	21,4	3,5	- 57,9	25,2	329,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Inter-médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter-médiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
Dettes par secteur															
1. Entreprises privées et particuliers	+ 10,2	+ 0,3	+ 43,2	0,0	+ 14,3	+ 68,0	+ 72,0	+ 60,6	—	+ 11,1	+ 62,1	+ 14,5	+ 148,3	- 1,5	+ 286,8
2. Organismes publics d'exploitation	+ 4,2	+ 1,7	- 3,0	0,0	+ 0,4	+ 3,3	+ 24,5	+ 5,4	- 0,3	+ 0,9	+ 14,7	+ 1,5	+ 22,2	+ 5,3	+ 55,3
3. Etat (Trésor)	+ 41,6	+ 12,3	—	+ 1,4	+ 7,6	+ 62,9	+ 136,2	+ 122,6	+ 71,8	+ 77,3	+ 20,2	+ 0,6	+ 292,5	+ 11,8	+ 503,4
4. Secteur public non compris ailleurs	- 6,9	- 0,4	+ 2,4	- 0,1	0,0	- 5,0	+ 0,5	+ 4,1	- 0,9	- 1,7	+ 74,5	- 1,3	+ 74,7	+ 1,0	+ 71,2
5. Sécurité sociale	+ 17,1	0,0	+ 5,7	- 2,0	0,0	+ 20,8	+ 1,4	- 2,4	0,0	- 1,1	0,0	- 0,1	- 3,6	+ 43,6	+ 62,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 66,2	+ 13,9	+ 48,3	- 0,7	+ 22,3	+ 150,0	+ 234,6	+ 190,3	+ 70,6	+ 86,5	+ 171,5	+ 15,2	+ 534,1	+ 60,2	+ 978,9
7. Etranger	+ 242,9	+ 3,2	+ 4,3	- 0,1	- 0,4	+ 249,9	- 0,9	+ 709,2	0,0	+ 26,1	- 1,9	+ 1,0	+ 734,4	+ 4,8	+ 988,2
8. Organismes principalement monétaires	+ 146,6	+ 0,8	+ 0,0	- 6,2	- 0,5	+ 140,7	+ 883,8	+ 67,8	0,0	+ 7,1	- 0,1	+ 1,9	+ 76,7	+ 57,3	+ 1.158,5
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	- 0,1	—	- 0,1	+ 3,2	+ 67,8	—	+ 3,6	- 2,3	—	+ 69,1	+ 0,4	+ 72,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 97,8	+ 0,3	+ 0,1	- 0,2	+ 2,8	+ 100,8	+ 7,5	+ 16,1	0,0	+ 2,5	+ 2,1	+ 0,1	+ 20,8	+ 4,0	+ 133,1
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 62,4	+ 3,1	+ 10,4	- 3,5	- 1,9	+ 70,5	+ 36,7	+ 51,0	- 0,4	- 0,5	+ 3,7	+ 1,0	+ 54,8	+ 19,3	+ 181,3
12. Autres institutions ¹	+ 25,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 24,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,0	+ 25,9
13. Total des intermédiaires financiers	+ 331,8	+ 4,2	+ 10,4	- 10,0	+ 0,4	+ 336,8	+ 931,2	+ 202,7	- 0,4	+ 12,7	+ 3,4	+ 3,0	+ 221,4	+ 82,0	+ 1.571,4
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	+ 4,1	0,0	0,0	+ 1,6	+ 5,7	+ 7,0	+ 60,6	+ 1,4	+ 3,6	+ 11,6	+ 2,1	+ 79,3	—	+ 92,0
15. Total des créances	+ 640,9	+ 25,4	+ 63,0	- 10,8	+ 23,9	+ 742,4	+ 1.171,9	+ 1.162,8	+ 71,6	+ 128,9	+ 184,6	+ 21,3	+ 1.569,2	+ 147,0	+ 3.630,5
Solde des créances et des dettes ...	+ 354,1	- 29,9	- 440,4	- 82,0	- 38,3	- 236,5	+ 183,7	+ 4,3	- 1,0	- 4,2	+ 3,3	- 4,6	- 2,2	+ 55,0	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, n° 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. — *Bulletin de la*

Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, janvier 1976, LII^e année, tome I, n° 1, janvier, tome II, n° 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, n° 4, octobre 1978, tome II, n° 3, septembre 1979, tome II, n° 3, septembre 1980, LVI^e année, tome I, nos 5-6, mai-juin 1981, tomell, n° 1, juillet 1981. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics ³		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres inter-médiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981 Décembre	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982 Mars	821,2	746,0	286,9	122,0	1.976,1	- 344,9	955,2	119,4	1.039,3	1.050,4	53,0	159,1	7,0	164,4	- 176,4
Juin	880,6	751,7	295,8	125,8	2.053,9	- 340,8	995,7	136,3	1.049,0	1.050,3	50,9	174,3	5,6	170,2	- 187,3
Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	* 1.285,3	* 127,6	1.039,3	1.053,0	* 50,2	196,1	8,1	* 191,6	* - 215,7
Décembre	* 931,0	* 855,1	388,4	128,7	* 2.303,2	- 507,8	* 1.304,3	* 150,1	1.098,0	1.102,2	* 58,8	188,4	16,2	* 197,1	* - 201,9
1984 Mars	* 891,2	* 898,2	398,6	148,2	* 2.336,2	- 532,5	* 1.351,5	* 142,7	* 1.064,6	* 1.070,5	* 58,0	198,7	17,1	* 226,3	* - 190,2

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créateur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts pour les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	13,7	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	36,1	21,0	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	72,3	100,7	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	235,2	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	239,4	275,2	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9
c) sur les banques de dépôts	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	3,2	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	7,9	8,0	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9
— autres	38,1	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	5,4	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	14,2	4,4	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3
b) effets commerciaux	26,2	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	45,9	16,3	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2
c) avances	0,4	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,0	0,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9
b) autres	0,0	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	12,1	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	58,0	60,5	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,3	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	10,3	8,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	3,4	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	10,5	8,5	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²															
2. Autres :	7,7	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	11,6	10,7	12,7	10,9	11,6	11,6	12,6	* 12,5	* 12,5
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	* 0,0	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	299,5	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	384,4	367,1	369,5	358,4	385,8	380,5	383,3	* 371,3	* 395,4
— monnaie scripturale ⁵	1,2	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	1,0	1,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics															
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,2	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	220,1	222,8	254,6	248,8	267,0	277,6	278,8	* 269,9	* 268,6
TOTAL DU PASSIF ...	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	627,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-83	31-7-83	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,7	23,4	23,4	23,4	23,2	24,0
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	29,7	29,7	29,7	29,7	29,7	29,8	19,4	19,1	19,1	19,1	18,2	18,8	18,8
— Autres	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3
3. Ecus	134,0	141,9	141,5	141,2	140,1	139,7	139,2	132,4	130,1	101,5	81,4	67,6	65,1
4. Accords internationaux	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	25,5	22,1	18,7	20,6	26,2	27,9	29,6	37,9	39,3	42,1	30,6	33,0	36,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	67,2	68,0	61,6	45,6	49,2	48,3	47,5	50,3	62,5	67,8	78,0	77,9	79,9
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	332,9	338,2	328,0	313,4	321,6	322,2	321,3	325,3	336,3	315,8	293,5	282,3	285,6
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,8	4,8	4,6	4,9	4,8	5,0	4,6	4,5	4,5	4,9	4,7	5,3	4,9
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	9,7	10,8	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	4,1	1,4	0,6	2,0	3,7	5,4	7,3	5,7	8,7	9,5	7,6	2,6	5,3
b) effets commerciaux	19,0	8,6	2,8	7,5	19,1	22,9	46,2	39,1	48,3	45,5	33,0	38,4	40,2
c) avances	0,0	0,1	0,0	0,0	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	161,7	168,5	175,9	196,1	186,7	209,0	188,4	175,9	199,4	198,7	202,9	197,1	185,9
b) autres	0,0	0,0	3,3	5,6	7,5	5,3	13,6	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	67,0	68,1	69,1	68,8	68,7	67,2	63,0	66,2	77,3	78,1	80,1	84,6	86,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	675,8	676,0	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-83	31-7-83	31-8-83	30-9-83	31-10-83	30-11-83	31-12-83	31-1-84	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	6,3	22,6	48,2	48,2	50,5	99,2	80,5	40,7	15,5	12,0
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	10,1	7,3	7,8	7,1	6,9	9,3	6,6	6,2	6,5	6,7	7,1	7,5	6,3
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	10,3	7,5	8,0	13,6	29,7	57,7	55,1	57,0	106,0	87,5	48,1	23,3	18,6
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	11,6	11,1	10,8	11,6	12,8	11,3	12,6	12,6	11,6	11,4	* 12,5	* 11,5	* 12,5
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	* 0,0	* 0,1
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	385,8	381,0	374,7	380,5	378,9	373,7	383,3	369,1	368,3	372,4	*376,4	*390,0	*395,4
— monnaie scripturale ⁵	0,4	0,5	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	267,0	275,0	277,6	277,6	276,5	280,0	278,8	270,5	275,7	269,9	271,5	*272,3	*268,6
TOTAL DU PASSIF ...	675,8	676,0	672,0	684,5	698,9	723,7	731,1	710,2	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,0	0,0	0,5	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,3	1,4	1,3	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	0,3	0,8	0,3	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8
c) sur les banques de dépôts	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	6,1	2,1	2,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	92,8	96,2	97,5	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	*82,8
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,7	14,7	14,6	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	32,6	39,6	36,0	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,0	0,0	0,3	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0
b) effets commerciaux	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,0	0,0	0,2	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,6	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	23,1	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	13,0	13,2	12,8	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	*15,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	4,3	5,0	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2
b) envers les organismes publics	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	0,3	0,8	1,6	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,5	15,6	15,4	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2
— monnaie scripturale	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	99,7	106,9	104,5	97,3	94,3	97,8	108,6	* 96,2	* 93,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	33,2	36,8	34,3	37,9	38,5	46,2	32,6	* 40,1	* 36,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	0,7
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,7	145,1 ⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	161,4	168,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0	88,8	94,3*	110,4*	139,3*	172,7
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	24,9	15,5	22,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3
9. Autres : a) en monnaies étrangères	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	3.050,9	2.823,9	2.904,5	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0
b) en francs belges	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2
Total des créances sur l'étranger	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.295,3	3.062,7	3.164,3	3.084,9	3.205,6	3.296,6	*3.455,9*	*3.683,5*	*3.758,2
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	9,4	10,1	9,4	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	9,9
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0
b) sur les organismes publics	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	7,2	2,3	6,9	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,9
c) sur les banques de dépôts	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	398,5	383,6	388,7	399,5	448,5	402,0	424,7*	469,5*	493,6
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	296,8	319,5	346,0	337,4	415,0	445,5	468,8	478,1	509,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	374,3	383,7	377,0	392,5	418,5	447,0*	463,8*	483,4*	476,9
— autres	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	94,1	99,2	114,0	113,8	123,1	144,5	152,5	159,3	182,3
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	21,2	29,4	27,8	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	22,6
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	21,0	20,5	20,2	20,0	18,1	9,9*	9,9*	9,9*	9,8
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4	67,6	69,2*	70,5*	74,2*	71,9
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	19,4	15,0	22,0	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9
b) effets commerciaux	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	168,0	161,2	179,5	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0*	165,9
c) avances	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	812,8	812,7	802,8	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0*	826,2
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	14,6	14,3	14,0	17,0	16,7	16,1*	15,3*	23,2*	22,6
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7	30,6	32,9*	32,4*	35,0*	34,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	7,0	5,5	7,6	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	77,5	77,0	88,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4*	139,6
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	66,1	67,5	71,0	75,4	71,3	74,1*	68,6*	66,4*	64,7
— autres	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9	48,9	51,0*	51,4*	49,8*	49,9
D. Autres	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	413,9	381,6	376,3	377,4	373,5	399,2*	408,2*	436,8*	445,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5
b) en francs belges ¹	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	348,6	337,7	368,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.887,8	3.632,0	3.785,8	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	5,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6
b) envers les organismes publics	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	6,1	2,1	1,5	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7
— autres	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	398,1	383,3	388,4	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8*	492,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	310,5	335,2	328,1	334,6	333,4	367,5	355,2*	393,7*	370,9
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	0,9	0,7	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2*	1,2*	1,2
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8*	431,5*	465,2
— à plus d'un an :															
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3*	0,3*	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	16,6	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8*	27,5
D. Autres	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	440,5	420,0	411,9	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2
TOTAL DU PASSIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.216,1	5.964,7	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	15,2	15,0	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	0,0
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	30,8	32,8	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	0,0
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	3,9	3,3	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	0,0
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	45,2	20,5	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	1,3
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,3	1,2	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	0,0
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	90,1	82,5	86,0	75,0	88,8	94,3	* 110,4	* 139,3	* 172,7	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	52,5	51,6	44,4	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	3.123,8	2.896,2	3.005,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	0,0
b) en francs belges	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	129,4	140,8	150,9	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	0,0
Total des créances sur l'étranger	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.550,4	3.302,1	3.440,0	3.348,2	3.514,2	3.629,5	* 3.772,7	* 4.009,6	* 4.074,0	(6)
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,4	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,0	0,1	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	—
b) sur les organismes publics	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	11,8	8,1	12,2	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,6	—
c) sur les banques de dépôts	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	404,6	391,2	391,5	403,6	454,1	405,8	429,3	* 469,7	* 500,4	—
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	426,6	452,7	480,5	461,2	543,7	574,6	607,3	599,4	* 629,0	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	396,9	406,3	399,6	415,0	442,8	471,4	* 488,0	* 508,1	* 502,8	(7)
— autres	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	131,6	136,7	151,5	151,3	160,6	182,0	190,0	196,8	219,8	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	53,8	69,0	63,8	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	60,7	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	22,1	21,6	21,2	21,0	18,9	10,5	* 10,5	* 10,5	* 10,4	(8)
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	43,9	46,0	57,5	62,4	67,6	69,2	* 70,5	* 74,2	* 71,9	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	28,0	29,2	26,7	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	(9)
b) effets commerciaux	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	198,3	207,1	196,0	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	* 211,4	(9)
c) avances	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	813,0	812,7	803,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	* 826,7	(9)
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	1,4	3,2	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	15,4	15,1	14,7	17,7	17,4	16,8	* 15,8	* 23,7	* 23,1	(11)
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	36,2	32,7	31,6	31,7	30,6	32,9	* 32,4	* 35,0	* 34,9	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	159,1	174,3	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	(12)
b) autres	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	7,0	5,6	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	77,5	77,6	90,4	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	* 139,6	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	66,3	67,7	71,3	75,7	71,6	74,4	* 68,9	* 66,7	* 65,0	(14)
— autres	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	37,5	36,9	38,8	40,9	48,9	51,0	* 51,4	* 49,8	* 49,9	(14)
D. Autres	174,3	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	496,1	452,8	449,6	467,2	448,3	480,8	* 492,3	* 513,7	* 539,0	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.559,4	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-3-82	30-6-82	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.539,2	3.294,3	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	
b) en francs belges ¹	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	355,9	348,5	377,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.895,3	3.643,0	3.794,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	(6)
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	11,6	12,4	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	4,3	10,5	5,0	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	
b) envers les organismes publics	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	6,4	2,9	3,1	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	
— autres	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	405,3	385,7	395,7	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	498,8	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	376,0	400,0	382,5	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	(1)
— monnaie scripturale ³	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	411,1	443,1	434,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	465,0	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,2	37,2 ⁶	40,2	44,1	41,9	36,1	34,1	37,5	35,3	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	38,5	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	366,1	368,6	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	(2)
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	379,9	383,1	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	465,2	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	23,9	24,4	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	(3)
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	263,0	271,4	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	122,0	125,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	16,9	12,0	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	28,2	(14)
D. Autres	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	672,5	640,1	634,7	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.559,4	2.968,5⁶	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.989,1	6.761,1	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

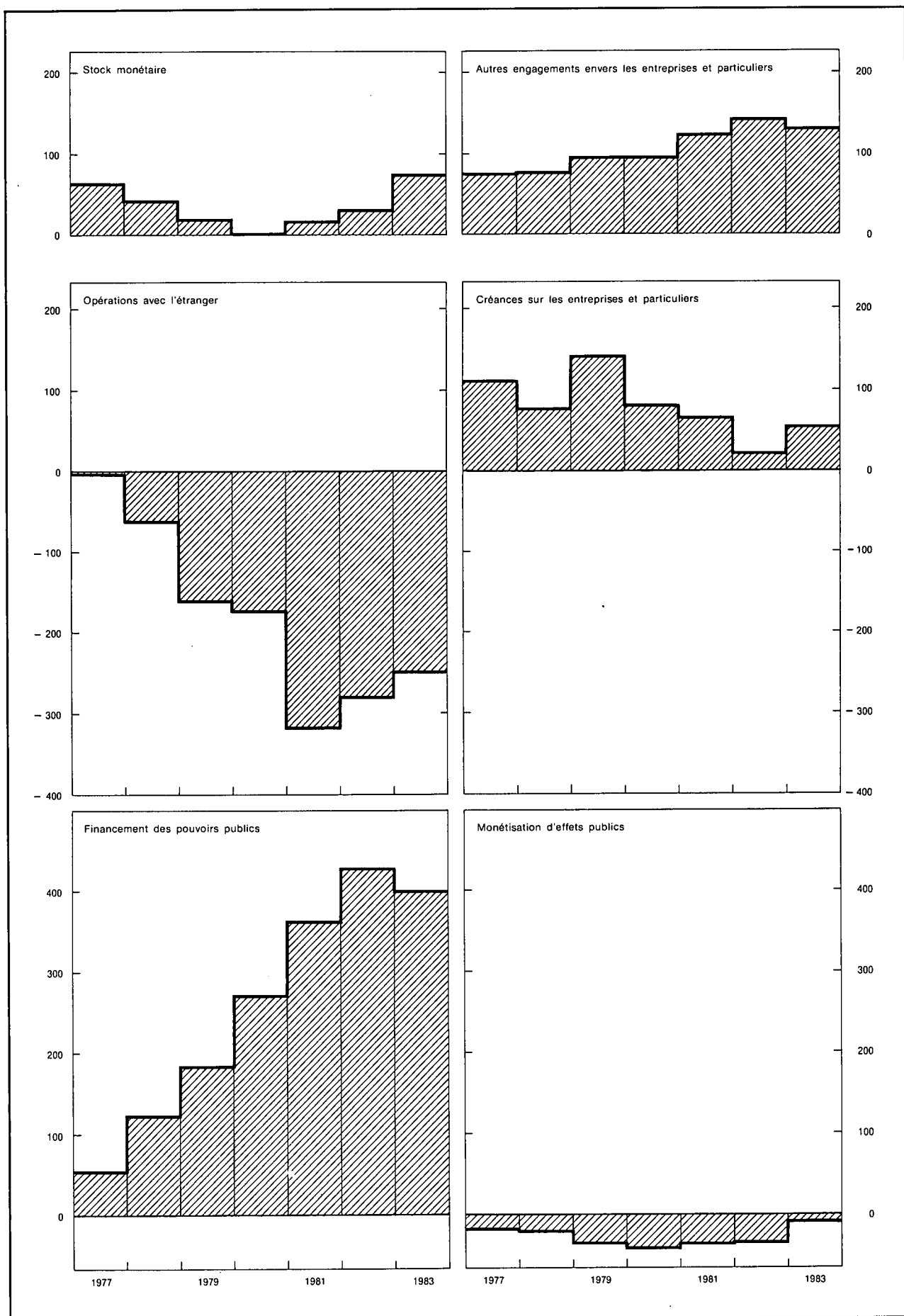
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

⁶ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1976	+ 43,8	+ 87,1	+ 13,6	+ 8,4	+ 152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+ 10,2	- 15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	* + 74,3	* + 66,1	+ 62,7	+ 2,9	* + 206,0	* - 250,0	+ 46,5	* + 8,1	- 5,1	- 1,0	* + 396,4	* + 3,0	* - 21,6	+ 10,9	* + 24,4	* - 5,6
1982 1 ^{er} trimestre	- 3,8	+ 20,7	+ 18,9	+ 18,2	+ 54,0	- 120,7	+ 19,0	- 2,2	- 0,1	- 3,0	+ 202,4	- 18,1	- 6,4	- 6,7	+ 6,1	- 16,3
2 ^e trimestre	+ 59,4	+ 5,6	+ 8,9	+ 3,9	+ 77,8	- 81,9	- 0,1	- 1,8	- 1,8	+ 9,7	+ 125,3	+ 22,7	- 8,0	+ 4,0	+ 6,2	+ 3,5
3 ^e trimestre	- 28,8	+ 31,6	+ 14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,3	0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 10,3	+ 18,7
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 4,7	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	* - 56,7	+ 15,7	* - 0,6	- 0,6	- 8,4	* + 102,6	* - 16,1	* - 10,8	+ 7,0	* + 14,4	* - 17,7
4 ^e trimestre	* + 36,3	* + 31,2	+ 5,0	+ 3,8	* + 76,3	* - 40,6	+ 49,1	* + 8,4	- 2,4	+ 9,6	* + 32,8	* + 21,4	* - 2,1	+ 6,9	* + 5,4	* - 12,2
1984 1 ^{er} trimestre	* - 39,8	* + 43,0	+ 10,2	+ 19,6	* + 33,0	* - 34,5	* - 31,6	* - 0,2	+ 3,3	- 1,8	* + 81,4	* - 6,8	* - 4,5	- 15,3	* + 30,3	* + 12,7

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Mars	15,5	371,2	376,0	0,9	99,7	310,5	411,1	787,1	34,1	821,2
Juin	15,5	395,9	400,0	1,0	106,9	335,2	443,1	843,1	37,5	880,6
Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Avril	15,1	379,4	383,4	0,5	106,5	335,2	442,2	825,6	35,7	861,3
Mai	15,2	390,4	393,1	0,5	97,1	354,7	452,3	845,4	37,2	882,6
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Juillet	15,3	392,2	396,4	0,5	103,2	348,7	452,4	848,8	33,9	882,7
Août	15,4	385,4	390,0	0,2	95,6	346,5	442,3	832,3	37,1	869,4
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Octobre	15,4	391,8	394,3	0,3	97,8	359,7	457,8	852,1	34,2	886,3
Novembre	15,4	385,0	389,0	0,3	89,3	366,9	456,5	845,5	38,5	884,0
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	* 393,7	* 490,1	* 888,9	* 42,1	* 931,0
1984 Janvier	15,2	381,7	384,3	0,2	104,0	* 367,6	* 471,8	* 856,1	* 39,6	* 895,7
Février	15,1	379,9	383,5	0,3	96,3	* 357,9	* 454,5	* 838,0	* 32,0	* 870,0
Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	* 370,9	* 463,3	* 850,9	* 40,3	* 891,2
Avril	15,3	388,9	390,0	0,2	110,9	* 372,9	* 484,0	* 874,0	* 35,6	* 909,6

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	374,4	397,5	85,6	483,1	857,5	36,1	7,2	43,3	900,8
1982 Mars	365,5	406,1	81,2	487,3	852,8	34,1	7,0	41,1	893,9
Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	93,2	518,4	892,6	39,6	8,8	48,4	941,0
1983 Mars	366,0	421,8	88,2	510,0	876,0	40,4	9,8	50,2	926,2
Juin	392,3	459,8	96,2	556,0	948,3	47,9	15,9	63,8	1.012,1
Septembre	388,0	458,8	99,1	557,9	945,9	34,6	15,3	49,9	995,8
Décembre	390,3	477,4	102,1	579,5	969,8	41,4	7,9	49,3	1.019,1
1984 Mars	376,1	451,0	106,7	557,7	933,8	38,0	9,2	47,2	981,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ³							Variations	
	B.N.B. ²	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁵	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁶ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁷ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁸	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁹	
				B.N.B. ⁴	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+ 13,5	- 4,5	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	- 774,0	- 507,8	- 24,2	- 130,1	- 154,3	* + 100,8	- 5,1	* - 250,0	+ 115,1	- 39,2	
1982 1 ^{er} trimestre	247,6	- 592,5	- 344,9	- 14,3	- 35,0	- 49,3	+ 71,5	- 0,1	- 120,7	+ 24,3	- 25,0	
2 ^e trimestre	228,9	- 569,7	- 340,8	- 12,0	+ 1,8	- 10,2	+ 73,5	- 1,8	- 81,9	- 7,9	- 18,1	
3 ^e trimestre	266,7	- 621,1	- 354,4	+ 45,2	- 50,7	- 5,5	+ 64,1	- 0,2	- 69,4	+ 35,9	+ 30,4	
4 ^e trimestre	238,1	- 592,3	- 354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7	
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	- 644,3	- 422,7	- 41,4	- 62,6	- 104,0	+ 24,6	- 2,4	- 126,2	+ 55,3	- 48,7	
2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	* + 7,2	- 0,6	* - 56,7	+ 29,7	- 20,4	
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	* + 17,0	- 2,4	* - 40,6	+ 29,3	+ 3,3	
1984 1 ^e trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	* - 1,6	* - 25,8	* + 5,4	+ 3,3	* - 34,5	+ 37,7	+ 11,9	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

³ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁴ Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note ⁵, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paratitiques administratifs.

⁶ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁷ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

* Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁹ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période								Variations après ajustement statistique ⁵			
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisses en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (1) à (6)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	
1976	71,8	58,9	—	0,0	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	- 24,6	+ 1,9	- 22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 15,9	+ 5,7	- 10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 31,5	- 3,6	- 35,1
1980	58,2	48,0	110,7	0,0	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+ 27,0	- 15,2	+ 11,8
1981	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	- 95,7	+ 24,2	- 71,5
1982	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 37,5	+ 0,4	- 37,1
1983	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 22,1	- 2,1	- 24,2
1982 2 ^e trimestre ...	58,2	51,1	20,5	0,0	72,3	- 9,3	192,8	36,1	228,9	- 20,5	+ 8,5	- 12,0
3 ^e trimestre ...	58,2	50,3	43,8	0,0	100,7	- 7,3	245,7	21,0	266,7	+ 60,3	- 15,1	+ 45,2
4 ^e trimestre ...	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 66,5	+ 10,6	- 55,9
1983 1 ^{er} trimestre ...	58,2	47,4	103,7	- 79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	- 41,4	0,0	- 41,4
2 ^e trimestre ...	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 99,3	- 6,1	+ 93,2
3 ^e trimestre ...	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 30,4	- 5,0	- 35,4
4 ^e trimestre ...	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 49,6	+ 9,0	- 40,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 36,8	+ 12,6	- 24,2
2 ^e trimestre ...	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 50,1	- 5,9	+ 44,2
1983 Juin	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 24,7	- 5,2	+ 19,5
Juillet	58,2	46,8	141,9	0,0	68,0	- 6,3	308,6	22,1	330,7	+ 5,5	- 3,4	+ 2,1
Août	58,2	46,8	141,5	0,0	61,6	- 6,8	301,3	18,7	320,0	- 9,5	- 3,4	- 12,9
Septembre	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 26,4	+ 1,8	- 24,6
Octobre	58,2	46,7	140,1	- 22,6	49,2	- 5,9	265,7	26,2	291,9	- 14,9	+ 5,6	- 9,3
Novembre	58,2	46,8	139,7	- 48,2	48,3	- 8,2	236,6	27,9	264,5	- 31,8	+ 1,7	- 30,1
Décembre	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 2,9	+ 1,7	- 1,2
1984 Janvier	58,2	45,2	132,4	- 50,5	50,3	- 5,2	230,4	37,9	268,3	0,0	+ 8,4	+ 8,4
Février	58,2	44,9	130,1	- 99,2	62,5	- 5,5	191,0	39,3	230,3	- 30,8	+ 1,4	- 29,4
Mars	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 6,0	+ 2,8	- 3,2
Avril	58,2	44,0	81,4	- 40,7	78,0	- 6,1	214,8	30,6	245,4	+ 33,0	- 11,6	+ 21,4
Mai	58,2	44,4	67,6	- 15,5	77,9	- 6,6	226,0	33,0	259,0	+ 11,6	+ 2,5	+ 14,1
Juin	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 5,5	+ 3,2	+ 8,7

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprennent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de crédit supplémentaire », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportation) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 c) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen ainsi que, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application. Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers					Crédits à l'étranger				Total général	
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total		
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations			Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits de caisse ⁴			Autres
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Mars	104,9	172,1	102,2	34,8	636,2	1.050,2	148,8	735,0	15,1	898,9	1.949,1
Juin	106,9	171,1	103,4	33,9	635,0	1.050,3	152,4	704,4	13,7	870,5	1.920,8
Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	.	739,9	.	969,7	2.031,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982 Mars	34,7	202,7	812,8	1.050,2	15,4	34,7	50,1	19,3	168,0	812,8	1.000,1	0,0
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	18,2	43,2	61,4	15,0	161,2	812,7	988,9	0,0
Septembre ..	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre ...	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre ...	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ...	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982 Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	15,2	55,0	70,2	25,3	69,1	734,3	828,7	10,3
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	23,7	56,8	80,5	16,0	67,9	706,1	790,0	11,4
Septembre ...	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre ...	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
C. Total												
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982 Mars	75,2	326,8	1.547,1	1.949,1	30,6	89,7	120,3	44,6	237,1	1.547,1	1.828,8	10,3
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	41,9	100,0	141,9	31,0	229,1	1.518,8	1.778,9	11,4
Septembre ...	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre ...	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre ...	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ...	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)		(3) + (6)	(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1975	1,3	0,4	1,7	0,0	8,7	8,7	0,0	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	7,9	24,9	32,8	7,9	24,9	0,2	33,0	6,2
Juin	0,0	0,0	0,0	12,0	39,7	51,7	12,0	39,7	0,0	51,7	8,4
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
B. Crédits à l'étranger											
1975	0,0	0,0	0,0	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	0,0	11,8	0,0
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Mars	0,0	0,0	0,0	12,6	14,9	27,5	12,6	14,9	0,0	27,5	0,1
Juin	0,0	0,0	0,0	19,4	16,5	35,9	19,4	16,5	0,0	35,9	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
C. Total											
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Mars	0,0	0,2	0,2	20,5	39,8	60,3	20,5	39,8	0,2	60,5	6,3
Juin	0,0	0,0	0,0	31,4	56,2	87,6	31,4	56,2	0,0	87,6	8,5
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Mars	34,7	202,7	813,0	1.050,4	7,5	9,8	17,3	27,2	192,9	813,0	1.033,1	6,2
Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	6,2	3,5	9,7	27,0	200,9	812,7	1.040,6	8,4
Septembre	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Mars	40,5	124,1	734,3	898,9	2,6	40,1	42,7	37,9	84,0	734,3	856,2	10,4
Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	4,3	40,3	44,6	35,4	84,4	706,1	825,9	11,5
Septembre	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
C. Total												
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Mars	75,2	326,8	1.547,3	1.949,3	10,1	49,9	60,0	65,1	276,9	1.547,3	1.889,3	16,6
Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	10,5	43,8	54,3	62,4	285,3	1.518,8	1.866,5	19,9
Septembre	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Encaisse en or	71,8	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	26,3	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7
Prêts	0,0	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	30,0	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4
Ecus	—	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2
Monnaies étrangères	107,2	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7
Autres	—	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,0	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3
Avance au F.M.I.	-2,4	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	11,9	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	22,2	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	3,4	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—
Banques	0,0	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4
Effets publics :									
Effets publics belges	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ..	—	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	1,0	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6
Fonds publics	5,2	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	1,3	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3
Total de l'actif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.
Billets en circulation	288,4	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,2	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—
Banques de Belgique	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—
Entreprises et particuliers	0,8	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,4	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—
Valeurs à payer	2,3	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4
Accords internationaux	3,2	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	—	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6
Autres accords	—	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	12,1	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	6,5	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7
Comptes transitoires	9,9	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,1	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7
Réserve extraordinaire	1,9	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1
Compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6
Bénéfice net à répartir	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
Total du passif	340,8	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1983 7 mars	1984 5 mars	1983 11 avril	1984 9 avril	1983 9 mai	1984 7 mai	1983 6 juin	1984 4 juin
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	14,6	23,4	14,6	23,4	14,6	23,4	14,6	23,2
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	31,2	19,1	31,0	19,1	29,7	17,7	28,8	18,8
Ecus	103,6	121,6	117,6	92,3	117,2	79,0	121,9	67,6
Monnaies étrangères	45,9	57,4	62,7	65,9	65,4	78,5	69,3	77,9
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	27,3	26,2	30,1	30,3	30,1	30,3	30,1	30,3
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,2	1,3	1,2	1,3	1,1	1,3	1,1	1,2
Avances au F.M.I.	1,9	2,4	1,9	2,4	1,7	2,4	3,2	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	81,3	102,5	89,2	94,2	66,8	62,2	65,9	67,1
Avances sur nantissement	0,5	6,9	7,2	0,0	0,7	0,4	0,0	0,5
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	204,0	196,0	162,3	208,6	171,7	209,0	151,7	206,1
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	4,5	4,9	4,4	4,8	4,8	5,1	4,5	5,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	11,6	12,8	11,6	12,8	11,6	12,8	11,6	12,8
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	2,4	2,9	2,4	2,9	2,4	2,9
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	16,6	18,2	16,9	18,5	16,9	18,5	17,0	18,6
Divers	38,8	35,9	13,9	26,5	15,6	31,5	17,4	32,7
	719,2	765,4	700,8	736,8	684,1	708,7	673,2	701,1
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	26,5	23,3	24,8	21,7	23,8	21,1	22,8	19,7
PASSIF								
Billets en circulation	375,4	385,8	370,8	388,1	382,7	392,9	395,3	404,2
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	2,6	2,3	1,3	2,2	3,2	2,7	2,7	2,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	13,3	12,7	19,0	22,0	13,6	12,2	20,5	12,6
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	4,5	4,9	4,4	4,8	4,8	5,1	4,5	5,4
Autres accords	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	82,5	96,5	59,3	60,3	32,1	35,8	0,0	15,5
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	179,2	192,9	189,8	193,9	189,8	193,9	192,1	193,9
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	16,6	18,2	16,9	18,6	16,9	18,5	17,0	18,6
Divers	9,7	15,6	4,1	10,5	5,8	11,2	5,9	12,0
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	11,2	12,5	11,2	12,4	11,2	12,4	11,2	12,5
	719,2	765,4	700,8	736,8	684,1	708,7	673,2	701,1
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	26,5	23,3	24,8	21,7	23,8	21,1	22,8	19,7
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	83,7	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1982 1 ^{er} trimestre	1.195	244,0	86,5	416,3	830,4	405,0	830,4	2.482,1	97
2 ^e trimestre	1.191	249,6	87,6	449,3	843,7	463,2	843,7	2.600,0	96
3 ^e trimestre	1.197	220,9	86,9	420,8	812,7	427,7	812,7	2.473,9	96
4 ^e trimestre	1.271	242,7	86,1	440,2	806,7	427,5	806,7	2.481,1	95
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
1983 Mai	1.266	270,5	92,3	505,4	937,3	507,4	937,3	2.887,5	97
Juin	1.265	276,7	88,2	487,9	939,0	345,2	939,0	2.711,2	96
Juillet	1.265	314,4	85,5	454,7	928,5	608,4	928,5	2.920,2	97
Août	1.266	242,6	84,5	416,3	734,5	293,2	734,5	2.178,6	95
Septembre	1.266	253,6	96,2	361,9	689,1	430,5	689,1	2.170,6	91
Octobre	1.268	299,6	86,2	463,1	834,3	509,2	834,3	2.640,9	97
Novembre	1.268	263,6	84,1	427,3	853,9	854,5	853,9	2.989,6	96
Décembre	1.268	240,2	79,8	478,9	860,4	476,8	860,4	2.676,6	96
1984 Janvier	1.268	248,7	81,6	468,7	891,7	448,1	891,7	2.700,1	97
Février	1.259	252,2	87,6	508,3	1.048,4	509,3	1.048,4	3.114,4	97
Mars	1.258	242,3	82,3	459,6	901,9	482,1	901,9	2.745,5	97
Avril	1.256	261,6	85,0	483,5	869,3	437,2	869,3	2.659,3	97
Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mars	1984 31 mars	1983 30 avril	1984 30 avril
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,1	13,6	14,0	14,2	12,1	12,5	12,6	16,1
Prêts au jour le jour	38,9	49,4	63,2	90,4	76,9	100,3	72,4	168,4
Banquiers	1.133,5	1.517,9	1.790,2	2.119,0	1.912,9	2.202,5	1.810,5	2.116,1
Maison-mère, succursales et filiales	460,1	703,9	795,6	949,9	762,4	970,3	722,8	938,6
Autres valeurs à recevoir à court terme	39,9	45,0	41,9	49,4	46,3	50,9	52,2	55,8
Portefeuille-effets	428,8	535,3	663,6	823,5	732,7	868,1	759,8	874,3
a) Effets publics	161,0	281,1	408,4	562,9	474,9	604,5	488,3	608,7
b) Effets commerciaux ^a	267,8	254,2	255,2	260,6	257,8	263,6	271,5	265,6
Reports et avances sur titres	5,3	1,4	1,5	2,1	1,6	2,4	1,8	2,6
Débiteurs par acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	69,5	75,3	69,6	66,6
Débiteurs divers	1.141,9	1.478,9	1.678,6	1.844,4	1.699,2	1.835,7	1.704,7	1.877,4
Valeurs mobilières	626,5	657,4	713,2	914,7	766,9	941,2	769,7	979,8
a) Fonds publics belges	560,4	567,2	612,3	735,6	646,0	729,6	655,8	750,1
b) Autres titres d'emprunt	65,3	89,3	99,7	177,2	119,4	209,2	112,3	227,1
c) Actions et parts de sociétés	0,5	0,6	0,9	1,6	1,2	2,1	1,3	2,3
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Valeurs de la réserve légale	2,2	2,5	2,8	3,3	2,8	3,4	3,0	3,6
Participations	22,9	28,6	35,3	43,3	35,7	42,6	36,0	42,5
a) Filiales	11,9	16,0	21,5	28,8	22,0	28,0	22,3	27,9
b) Autres participations	11,0	12,6	13,8	14,5	13,7	14,6	13,7	14,6
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,7
Immeubles	22,3	23,1	23,5	24,4	23,7	24,6	23,9	24,7
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Matériel et mobilier	3,7	4,1	5,4	6,9	5,9	7,2	6,0	7,5
Divers	103,2	150,3	177,3	193,2	168,6	183,0	154,3	193,2
Total de l'actif	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.320,7	7.323,6	6.202,7	7.370,8
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	101,3	114,4	122,3	123,9	119,4	127,2	116,0	110,3
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,8	1,5	0,1	0,1	2,3	0,1	2,3	0,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

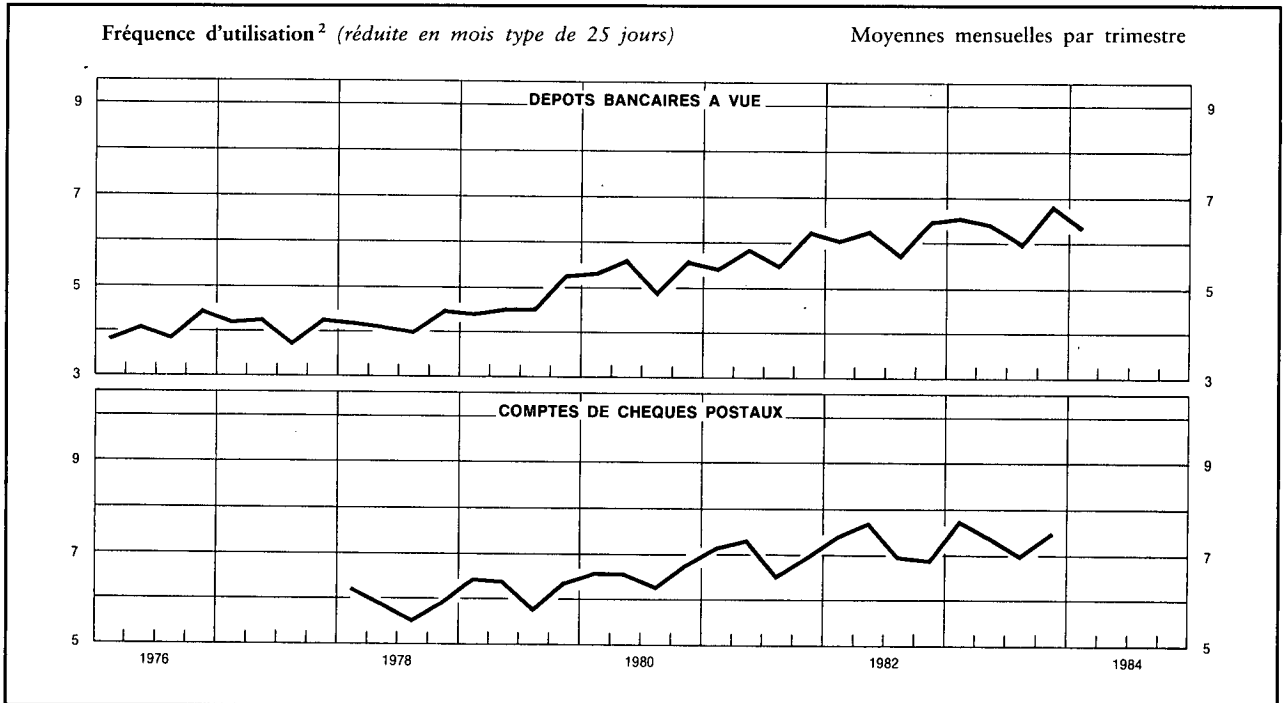
Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mars	1984 31 mars	1983 30 avril	1984 30 avril
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	4,9	5,6	7,5	7,5	5,1	7,2	16,4	9,0
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	4,3	5,1	5,8	7,3	4,5	5,5	7,0	8,8
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,6	0,5	1,7	0,2	0,6	1,7	9,4	0,2
Emprunts au jour le jour	88,7	94,2	130,9	168,1	148,7	199,6	164,3	256,1
a) Couverts par des sûretés réelles	7,5	7,9	10,4	8,1	7,8	9,7	7,0	8,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	81,2	86,3	120,5	160,0	140,9	189,9	157,3	247,7
Banquiers	1.903,5	2.656,9	3.062,7	3.595,4	3.174,4	3.659,7	3.024,9	3.630,6
Maison-mère, succursales et filiales	328,2	445,9	526,6	701,7	566,6	684,9	557,7	705,2
Acceptations	59,6	77,0	68,9	69,5	69,5	75,3	69,6	66,6
Autres valeurs à payer à court terme	27,5	28,2	34,7	39,3	35,4	33,9	49,6	58,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	3,7	4,6	4,8	6,2	5,1	6,4	5,3	6,5
Dépôts et comptes courants	1.281,4	1.452,1	1.620,8	1.845,5	1.668,7	1.908,7	1.660,0	1.875,9
a) A vue	356,1	388,2	422,7	489,6	426,4	477,1	424,7	484,7
b) A un mois au plus	198,2	272,7	347,9	403,1	365,3	453,5	356,6	443,2
c) A plus d'un mois	323,1	376,7	419,9	469,5	444,7	482,1	446,0	452,7
d) A plus d'un an	13,6	8,2	14,0	10,6	11,0	10,6	11,1	11,1
e) A plus de deux ans	23,3	25,0	27,9	44,4	35,4	47,6	36,0	47,3
f) Carnets de dépôts	365,6	380,0	387,1	426,8	384,5	436,3	384,3	435,4
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,3	1,3	1,5	1,4	1,5	1,3	1,5
Obligations et bons de caisse	193,7	238,4	293,9	352,3	316,4	363,6	324,9	362,6
Montants à libérer sur titres et participations	1,7	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5
Divers	114,6	170,9	195,4	201,1	196,2	213,7	190,4	221,2
<i>Total de l'exigible</i>	4.007,5	5.175,3	5.947,8	6.988,1	6.187,7	7.154,5	6.064,7	7.193,7
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	15,9	24,1	27,1	40,7	28,3	44,6	28,5	51,4
<i>Non exigible :</i>								
Capital	47,9	51,0	54,7	65,8	54,8	65,9	58,1	65,9
Fonds indisponible par prime d'émission	2,4	2,5	2,4	5,1	2,4	5,1	3,0	5,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,2	2,5	2,8	3,3	2,8	3,4	3,0	3,6
Réserve disponible	20,9	23,2	26,8	29,5	27,7	30,4	28,3	31,5
Autres réserves	6,5	6,8	9,5	11,3	9,5	11,4	9,6	11,2
Provisions	2,7	6,1	7,4	8,0	7,5	8,3	7,5	8,4
<i>Total du non exigible</i>	82,6	92,1	103,6	123,0	104,7	124,5	109,5	125,7
<i>Total du passif</i>	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	6.320,7	7.323,6	6.202,7	7.370,8

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	5,87
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	6,25
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,57
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	7,00
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,25
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,42
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,44
1982 1 ^{er} trimestre	1.513,8	720,1	2.233,9	6,14	6,05	7,69
2 ^e trimestre	1.685,0	762,3	2.447,3	6,21	6,29	6,97
3 ^e trimestre	1.540,7	675,6	2.216,3	5,92	5,76	6,91
4 ^e trimestre	1.763,7	669,4	2.433,1	6,59	6,49	7,79
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,40
2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,02
3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,49
4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	8,13
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,63
1983 Mai	1.827,8	906,1	2.733,9	6,16	6,41	6,60
Juin	1.865,2	657,1	2.522,3	6,55	6,30	9,40
Juillet	1.724,7	908,3	2.633,0	5,75	5,75	5,09
Août	1.808,4	497,2	2.305,6	6,48	6,23	6,64
Septembre	1.719,1	723,8	2.442,9	6,27	6,03	6,71
Octobre	1.876,8	650,4	2.527,2	6,49	6,24	7,98
Novembre	1.860,5	755,4	2.615,9	6,17	6,43	7,81
Décembre	2.430,0	703,7	3.133,7	8,13	7,82	7,61
1984 Janvier	1.885,5	703,1	2.588,6	6,53	6,28	9,38
Février	1.947,2	935,7	2.882,9	6,63	6,63	7,33
Mars	1.780,9	697,2	2.478,1	6,65	6,16	6,77
Avril	2.040,3	762,6	2.802,9	6,48	6,75	
Mai	2.025,9			6,77	6,77	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

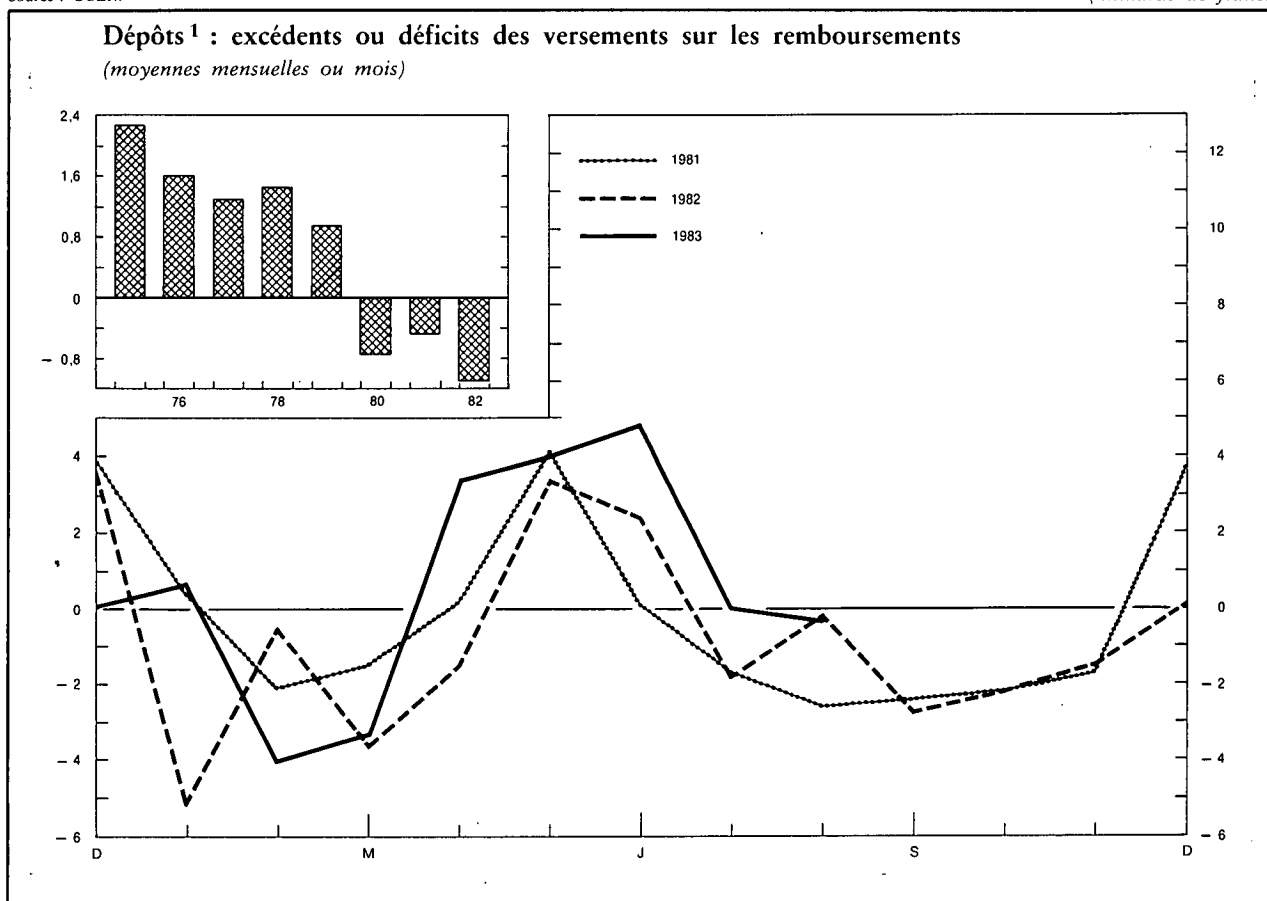
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Janvier	16,0	—	176,7	0,0	0,0	25,2	0,0	0,0	166,8
Février	18,7	—	210,9	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	203,5
Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Avril	15,4	—	174,4	0,0	0,0	23,4	0,0	0,0	159,9
Mai	16,8	—	167,3	0,0	0,0	23,5	0,0	0,0	152,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Juillet	16,0	—	171,8	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	168,6
Août	17,9	—	175,9	0,0	0,0	12,8	0,0	3,3	175,9
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Octobre	19,1	—	186,7	0,0	0,0	6,4	0,0	7,5	186,7
Novembre	24,2	—	209,0	0,0	0,0	12,2	0,0	5,3	209,0
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Solde ⁴	Bons d'épargne ² Montant en circulation	Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits			
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1981 2 ^e trimestre	257,6	253,2	4,4	420,3	140,5	560,8
3 ^e trimestre	224,1	230,8	- 6,7	413,6	144,2	557,8
4 ^e trimestre	271,1	271,3	- 0,2	433,0	149,0	582,0
1982 1 ^{er} trimestre	265,8	275,0	- 9,2	423,8	158,8	582,6
2 ^e trimestre	282,5	278,2	4,3	428,1	164,8	592,9
3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
1982 Août	81,5	81,7	- 0,2	426,1	168,9	595,0
Septembre	90,5	93,2	- 2,7	423,4	172,4	595,8
Octobre	92,5	94,7	- 2,2	421,2	173,8	595,0
Novembre	95,4	96,9	- 1,5	419,7	175,6	595,3
Décembre	130,0	129,9	0,1	439,8	180,8	620,6
1983 Janvier	102,4	101,7	0,7	440,5	185,3	625,8
Février	105,7	109,7	- 4,0	436,5	192,8	629,3
Mars	111,5	114,8	- 3,3	433,2	194,1	627,3
Avril	108,5	105,1	3,4	436,6	197,9	634,5
Mai	103,9	99,9	4,0	440,6	200,5	641,1
Juin	118,4	113,6	4,8	445,4	202,5	647,9
Juillet	97,2	97,2	0,0	445,4	205,0	650,4
Août	99,0	99,3	- 0,3	445,1	207,3	652,4

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1982, les intérêts capitalisés s'élèvent à 20,0 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2	6,1	6,9	7,4
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3	78,4	97,9	132,8
Avances à l'industrie	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—	—	—	—
Crédit agricole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit d'exportation	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0	9,5	12,2	11,2
Prêts sur nantissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts personnels	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8	8,8	9,3	7,8
Acceptations bancaires	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9	4,8	2,4	0,8
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3	15,8	30,4	67,3
Prêts au jour le jour	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5	0,4	0,4	0,7
Total ...	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8	117,7	152,6	220,6
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9	87,2	87,8	86,6
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7	116,1	107,0	98,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5	13,3	12,9	10,5
Obligations de sociétés belges et divers	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1	12,0	11,3	10,5
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3	1,4	1,5	1,4
Prêts hypothécaires	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2	96,8	107,2	112,8
Crédit agricole	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0	12,0	12,8	13,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3	64,4	68,4	69,5
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1	74,2	79,1	79,5
Total ...	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1	477,4	488,0	482,7
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1	16,5	18,4	20,8
Valeurs échues du portefeuille	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8	3,2	1,8	4,3
Réserve monétaire à la B.N.B.	5,1	2,2	—	—	—	—	—	—	—
Divers	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3	10,2	12,0	14,1
Total de l'actif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4	504,4	543,3	583,3
Etablissements publics et autres	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4	43,9	56,4	69,8
Total ...	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8	548,3	599,7	653,1
Dépôts en comptes courants ²	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5	39,7	35,0	52,6
Fonds de développement des universités libres	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7	17,6	21,1	21,1
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9	24,2	22,7	22,0
Divers	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4	1,3	1,2	1,1
Total du passif ...	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1	679,7	749,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.G.F.

² Y compris les intérêts capitalisés

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4	7,9	7,8	5,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6	13,8	13,9	13,4
Obligations du Crédit Communal, de provin- ces, villes et communes	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Obligations de sociétés belges et divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
Total ...	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7	22,4	22,4	19,6
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹ et réserves mathématiques ²	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9	22,6	22,5	15,4
Fonds de réserve	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,1	0,8
Total ...	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1	23,8	23,6	16,2

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7	2,9	2,6	2,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0	7,9	9,5	10,8
Obligations du Crédit Communal, de provin- ces, villes et communes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations de sociétés belges	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,7	0,7	0,7
Prêts hypothécaires	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5	14,2	16,1	17,8
Habitations sociales : Avances aux sociétés agrées et à la Société Nationale du Loge- ment	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8
Total ...	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7	27,7	30,8	33,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3	20,8	22,9	24,9
Fonds de réserve et de répartition	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2	7,7	8,6	9,6
Total ...	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5	28,5	31,5	34,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8
3. dont le risque est à charge de l'Institution	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1
Crédits commerciaux	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5
Autres ¹	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Construc- tions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. autres ²	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Débiteurs divers	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1
Fonds publics et participations	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5
Divers	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2
Total de l'actif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8
EXIGIBLE :									
Obligations	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9
Bons de caisse	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5
Dépôts et emprunts divers	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5
Effets réescomptés	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5
Créditeurs divers		3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8
Provisions pour charge et risques divers	4,6	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. Autres ³	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9
Total du passif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mars	1984 31 mars	1983 30 avril	1984 30 avril
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,4	3,0	2,8	2,5	2,6	3,0	2,7	2,6
Prêts au jour le jour	2,0	1,8	0,8	2,3	1,4	0,8	2,2	1,7
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	13,4	23,3	31,9	36,3	24,1	45,0	26,7	39,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,9	3,8	5,6	4,6	4,2	4,6	5,0	4,7
Effets de commerce et factures	6,0	7,5	8,2	7,7	7,6	7,4	6,4	6,8
Débiteurs par acceptations	0,1	1,5	0,8	1,4	0,6	1,5	0,6	1,9
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	54,9	59,2	69,2	87,1	70,0	87,8	72,3	90,2
Portefeuille-titres et participations	226,8	274,3	340,7	442,8	366,2	457,1	370,0	461,5
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(6,7)	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(35,2)	(54,0)	(37,6)	(50,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(99,2)	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(148,6)	(189,9)	(148,4)	(195,9)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(96,0)	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(142,0)	(159,3)	(144,0)	(160,5)
c) Obligations de sociétés belges	(17,5)	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(22,0)	(23,6)	(21,4)	(23,4)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(4,8)	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(6,6)	(12,4)	(6,8)	(11,4)
e) Autres valeurs	(2,6)	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(11,8)	(17,9)	(11,8)	(19,5)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,6	255,7	254,0	262,3	252,8	262,2	251,8	261,5
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,4	3,3	3,1	3,3	3,0	3,3	3,0
Débiteurs divers	3,2	2,9	3,4	5,2	3,9	6,6	4,0	6,5
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	573,1	636,8	721,1	855,7	737,1	879,4	745,4	880,5
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporel- les	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
Immeubles et terrains	6,1	6,8	7,5	7,9	7,5	8,0	7,6	8,1
Leasing immobilier	0,9	0,8	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4
Matériel et mobilier	0,6	0,7	0,8	1,2	0,9	1,3	0,9	1,3
Leasing mobilier	0,3	0,5	0,8	1,4	0,8	0,2	0,8	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	8,0	9,0	9,8	11,1	9,9	10,0	10,1	10,0
Comptes transitoires ¹	15,3	18,5	24,0	33,0	22,7	30,0	23,5	31,1
Total de l'actif	596,4	664,3	754,9	899,8	769,7	919,4	779,0	921,6
dont : affectés par privilège à la garantie du rembourse- ment des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	553,8	613,1	696,8	825,7	711,1	851,0	720,6	851,1
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	542,4	602,0	684,4	812,1	698,6	837,4	708,0	837,0

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1983 31 mars	1984 31 mars	1983 30 avril	1984 30 avril
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	348,6	380,3	416,7	475,3	410,8	485,3	415,2	481,8
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	44,2	61,3	85,5	112,6	93,2	116,1	95,1	117,1
c) de cinq ans ou plus	141,8	155,5	174,6	216,8	183,1	219,9	185,5	220,5
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,3	0,8	0,3	0,8	0,3
Fonds de reconstitution	4,8	5,2	6,1	6,5	6,1	6,6	6,2	6,6
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,1	1,2	1,4	1,9	0,7	1,1	0,6	0,9
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,8	1,0	1,2	2,3	2,2	1,6	1,7	1,7
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Récomptes	2,2	5,0	4,8	5,0	4,2	5,0	2,2	4,8
Mobilisation d'actifs	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,3	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,1	2,3	2,9	1,7	2,0	1,4	2,0
Créditeurs divers	1,8	1,7	1,8	1,7	1,6	1,8	2,9	3,2
Provisions pour charges	3,5	3,5	4,1	5,3	4,2	5,3	4,3	5,4
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3
Total de l'exigible	554,7	618,5	700,3	831,3	709,3	845,4	716,6	844,7
Fonds propres :								
a) capital	8,9	9,1	9,6	14,1	9,7	14,1	9,6	14,4
b) réserve légale	0,8	0,8	0,8	1,0	0,8	1,0	0,8	1,0
c) autres réserves	10,7	11,5	12,6	13,9	13,0	14,4	13,2	14,1
Comptes de redressements d'actifs	4,1	4,5	5,8	6,6	5,7	6,7	5,5	6,7
Comptes transitoires ¹	17,2	19,9	25,8	32,9	31,2	37,8	33,3	40,7
Total du passif	596,4	664,3	754,9	899,8	769,7	919,4	779,0	921,6

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts						Pour paiement de dépenses extraordinaires	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)		
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1	
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3	
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2	
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3	
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1	
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1	
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7	
1982 1 ^{er} trimestre	23,5	10,5	3,4	7,4	21,3	1,0	20,0	21,0	23,8	469,6	32,3	14,1	69,0	187,6	
2 ^e trimestre	23,8	11,2	2,3	3,7	17,2	0,3	16,9	17,2	23,8	478,6	29,9	12,8	65,5	131,9	
3 ^e trimestre	23,8	9,2	2,4	3,8	15,4	0,3	16,6	16,9	22,3	504,4	31,1	14,9	68,0	171,9	
4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7	
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6	
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1	
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4	
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6	
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9	
1983 Avril	21,7	3,1	0,8	1,7	5,6	0,1	4,3	4,4	22,9	526,2	25,8	15,4	67,2	58,4	
Mai	22,9	2,2	0,6	1,5	4,3	0,1	4,8	4,9	22,3	527,7	27,9	13,4	63,2	55,6	
Juin	22,3	3,6	0,9	2,1	6,6	0,2	6,0	6,2	22,7	533,3	29,1	14,6	61,4	50,1	
Juillet	22,7	2,5	0,9	1,3	4,7	.	5,1	5,1	22,3	529,8	27,7	19,5	69,9	83,5	
Août	22,3	3,4	0,5	1,5	5,4	0,1	6,3	6,4	21,3	534,2	26,0	14,1	70,0	50,1	
Septembre ..	21,3	2,5	0,5	0,8	3,8	0,1	4,0	4,1	21,0	536,0	23,7	14,1	71,2	46,8	
Octobre	21,0	1,9	0,9	1,2	4,0	0,1	4,9	5,0	20,0	532,4	23,8	12,6	80,9	61,2	
Novembre ..	20,0	3,6	0,5	0,7	4,8	0,1	5,5	5,6	19,2	535,9	22,8	12,9	80,8	48,2	
Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2	
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9	
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6	
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4	
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9
Prêts hypothécaires	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1
Prêts sur polices	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3
Valeurs étrangères	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7
Obligations de sociétés belges	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9
Actions de sociétés belges	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2
Total des valeurs mobilières ...	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4
Prêts hypothécaires	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5
Valeurs étrangères	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0
Obligations de sociétés belges	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
Actions de sociétés belges	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER*.

— *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de l'I.N.S.* — *Rapports annuels de la S.N.C.I.*, de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)		
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 2,0	+ 8,1	+ 464,1	+ 472,2	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	* + 451,9	* + 455,2	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	* + 456,7	* + 468,3	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	* + 487,6	* + 502,8	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	* + 499,3	* + 490,9	
1981	- 5,2	- 1,6	+ 0,1	- 1,5	+ 1,0	- 5,7	* + 605,9	* + 600,2	
1982	+ 5,1	- 3,2	- 0,2	- 3,4	+ 3,9	+ 5,6	* + 622,5	* + 628,1	
1983	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,2	+ 1,2	+ 0,6	+ 2,7	* + 755,3	* + 758,0	
1982 1 ^{er} trimestre ...	- 2,2	+ 19,0	+ 0,6	+ 19,6	+ 0,3	+ 17,7	* + 124,7	* + 142,4	
2 ^e trimestre ...	+ 10,6	- 5,7	- 0,2	- 5,9	+ 1,5	+ 6,2	* + 191,1	* + 197,3	
3 ^e trimestre ...	- 3,7	- 7,3	- 0,4	- 7,7	+ 0,3	- 11,1	* + 158,5	* + 147,4	
4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,2	- 0,2	- 9,4	+ 1,8	- 7,2	* + 148,2	* + 141,0	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	+ 0,1	+ 19,2	* + 168,7	* + 187,9	
2 ^e trimestre ...	+ 13,6	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	+ 0,1	+ 11,0	* + 257,2	* + 268,2	
3 ^e trimestre ...	- 13,9	- 9,9	- 0,2	- 10,1	- 0,1	- 24,1	* + 127,9	* + 103,8	
4 ^e trimestre ...	- 0,6	- 2,6	- 0,7	- 3,3	+ 0,5	- 3,4	* + 201,5	* + 198,1	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,1	+ 23,3	+ 5,7	+ 29,0	+ 1,9	+ 28,8	* + 142,6	* + 171,4	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1976	+ 37,2	+192,7	+154,4	+ 384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 46,0	+ 464,1
1977	+ 72,8	+114,7	*+224,3	*+411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	*+ 5,1	*+451,9
1978	+ 48,3	+176,5	*+171,3	*+396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	*+ 40,4	*+456,7
1979	+ 25,8	+152,3	*+207,8	*+385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	*+ 73,9	*+487,6
1980	+ 4,2	+111,8	*+259,0	*+375,0	+ 46,4	+ 22,9	+ 69,3	*+ 55,0	*+499,3
1981	+ 37,3	+109,3	*+209,9	*+356,5	+115,3	+ 39,4	+154,7	*+ 94,7	*+605,9
1982	+ 35,1	+137,7	*+311,1	*+483,9	+ 27,4	+ 45,7	+ 73,1	*+ 65,5	*+622,5
1983	+ 77,2	+148,1	*+342,3	*+567,6	- 14,3	+ 72,7	+ 58,4	*+129,3 ¹⁰	*+755,3
1982 1 ^{er} trimestre	- 4,7	+ 15,2	*+ 78,8	*+ 89,3	+ 14,9	+ 12,9	+ 27,8	*+ 7,6	*+124,7
2 ^e trimestre	+ 60,2	+ 20,5	*+ 61,0	*+141,7	+ 5,5	+ 12,0	+ 17,5	*+ 31,9	*+191,1
3 ^e trimestre	- 17,7	+ 60,7	*+ 64,2	*+107,2	+ 3,5	+ 17,5	+ 21,0	*+ 30,3	*+158,5
4 ^e trimestre	- 2,7	+ 41,3	*+107,1	*+145,7	+ 3,5	+ 3,3	+ 6,8	*- 4,3	*+148,2
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,6	+ 5,9	*+134,5	*+123,8	- 4,7	+ 13,2	+ 8,5	*+ 36,4	*+168,7
2 ^e trimestre	+ 72,3	+ 6,2	*+103,3	*+181,8	- 10,0	+ 13,1	+ 3,1	*+ 72,3	*+257,2
3 ^e trimestre	- 2,4	+ 41,3	*+ 46,7	*+ 85,6	- 7,3	+ 20,3	+ 13,0	*+ 29,3	*+127,9
4 ^e trimestre	+ 23,9	+ 94,7	*+ 57,8	*+176,4	+ 7,7	+ 26,1	+ 33,8	*- 8,7 ¹¹	*+201,5
1984 1 ^{er} trimestre	- 36,0	+ 93,9	*+ 43,3	*+101,2	+ 23,5	+ 33,2	+ 56,7	*- 15,3 ¹¹	*+142,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les trois derniers mois de 1983, non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³			Total général		
	Au près des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Au près des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Au près des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}		A l'étranger	Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Au près de organismes principalement monétaires ⁷							(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1976	+ 106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+ 176,0	+ 88,7	+ 16,7	+ 192,7	+ 10,4	+ 9,2	+ 19,6	+ 212,3
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 13,0	- 4,8	+ 1,7	+ 55,8	+ 33,1	+ 53,5	+ 109,3	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 224,6
1982	+ 21,3	+ 71,2	- 3,7	+ 1,9	+ 90,7	+ 55,4	+ 47,0	+ 137,7	+ 6,1	+ 21,3	+ 27,4	+ 165,1
1983	+ 111,6	+ 33,1	+ 11,2	+ 1,3	+ 157,2	+ 75,4	- 9,1	+ 148,1	- 9,5	- 4,8	- 14,3	+ 133,8
1982 1 ^{er} trimestre .	- 31,6	+ 40,7	- 1,3	+ 1,2	+ 9,0	+ 13,7	+ 6,2	+ 15,2	+ 4,7	+ 10,2	+ 14,9	+ 30,1
2 ^e trimestre .	+ 4,3	+ 3,2	- 4,6	+ 6,0	+ 8,9	+ 10,0	+ 11,6	+ 20,5	+ 3,8	+ 1,7	+ 5,5	+ 26,0
3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 42,3	+ 0,9	- 2,0	+ 33,7	+ 26,7	+ 27,0	+ 60,7	- 3,4	+ 6,9	+ 3,5	+ 64,2
4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 15,0	+ 1,3	- 3,3	+ 39,1	+ 5,0	+ 2,2	+ 41,3	+ 1,0	+ 2,5	+ 3,5	+ 44,8
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 32,3	+ 2,1	- 0,3	+ 21,3	+ 9,3	- 15,4	+ 5,9	- 5,5	+ 0,8	- 4,7	+ 1,2
2 ^e trimestre .	+ 21,4	- 22,4	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,0	- 4,0	+ 3,2	+ 6,2	- 4,2	- 5,8	- 10,0	- 3,8
3 ^e trimestre .	+ 19,3	+ 20,5	+ 2,9	+ 0,7	+ 43,4	+ 34,5	- 2,1	+ 41,3	- 0,8	- 6,5	- 7,3	+ 34,0
4 ^e trimestre .	+ 83,7	+ 2,7	+ 4,0	- 0,9	+ 89,5	+ 35,6	+ 5,2	+ 94,7	+ 1,0	+ 6,7	+ 7,7	+ 102,4
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 17,5	+ 59,3	+ 3,3	+ 0,4	+ 80,5	+ 35,9	+ 13,4	+ 93,9	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 117,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	442,2	74,4	7,6	1.638,0	707,3	103,8	1.741,8
1982 Mars	1.082,2	482,9	73,1	8,8	1.647,0	721,0	122,0	1.769,0
Juin	1.086,5	486,1	68,5	14,8	1.655,9	731,0	125,8	1.781,7
Septembre	1.079,0	528,4	69,4	12,8	1.689,6	757,7	126,2	1.815,8
Décembre	1.135,1	513,4	70,7	9,5	1.728,7	762,7	125,9	1.854,6
1983 Mars	1.122,3	545,7	72,8	9,2	1.750,0	772,0	121,7	1.871,7
Juin	1.143,7	523,3	75,0	11,0	1.753,0	768,0	121,9	1.874,9
Septembre	1.163,0	543,8	77,9	11,7	1.796,4	802,5	125,0	1.921,4
Décembre	1.246,7	546,5	81,9	10,8	1.885,9	838,1	129,7	2.015,6
1984 Mars	1.264,2	605,8	85,2	11,2	1.966,4	874,0	149,9	2.116,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS A PLUS D'UN AN²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1976	+ 149,2	+ 2,2	+ 3,0	+ 154,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	+ 168,6
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 256,2	+ 1,8	+ 1,0	* + 259,0	+ 29,8	- 6,9	+ 22,9	* + 281,9
1981	* + 206,3	+ 1,2	+ 2,4	* + 209,9	+ 43,9	- 4,5	+ 39,4	* + 249,3
1982	* + 292,2	+ 20,1	- 1,2	* + 311,1	+ 54,3	- 8,6	+ 45,7	* + 356,8
1983	* + 279,1	+ 50,3	+ 12,9	* + 342,3	+ 72,3	+ 0,4	+ 72,7	* + 415,0
1982 1 ^{er} trimestre ...	* + 77,7	- 0,8	+ 1,9	* + 78,8	+ 18,1	- 5,2	+ 12,9	* + 91,7
2 ^e trimestre ...	* + 49,9	+ 12,2	- 1,1	* + 61,0	+ 11,6	+ 0,4	+ 12,0	* + 73,0
3 ^e trimestre ...	* + 63,0	+ 1,0	+ 0,2	* + 64,2	+ 19,4	- 1,9	+ 17,5	* + 81,7
4 ^e trimestre ...	* + 101,6	+ 7,7	- 2,2	* + 107,1	+ 5,2	- 1,9	+ 3,3	* + 110,4
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 128,0	+ 2,4	+ 4,1	* + 134,5	+ 11,9	+ 1,3	+ 13,2	* + 147,7
2 ^e trimestre ...	* + 86,1	+ 11,5	+ 5,7	* + 103,3	+ 14,4	- 1,3	+ 13,1	* + 116,4
3 ^e trimestre ...	* + 40,5	+ 4,7	+ 1,5	* + 46,7	+ 20,3	0,0	+ 20,3	* + 67,0
4 ^e trimestre ...	* + 24,5	+ 31,7	+ 1,6	* + 57,8	+ 25,7	+ 0,4	+ 26,1	* + 83,9
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,1	+ 2,5	+ 0,7	* + 43,3	+ 33,4	- 0,2	+ 33,2	* + 76,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	+ 16,8	+ 7,2	+ 110,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+ 223,6	+ 78,5	+ 302,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,0	+ 5,0	+ 85,7	+ 42,0	+ 19,4	+ 89,6	+ 21,2	+ 31,2	+ 4,5	+ 134,3	+ 167,3	+ 301,6
1982	- 0,5	+ 1,0	+ 88,4	+ 56,9	+ 28,9	+ 147,7	+ 14,1	+ 44,5	* + 6,5	+ 131,9	* + 255,6	* + 387,5
1983	+ 12,2	- 1,1	+ 119,3	+ 61,9	+ 53,1	+ 103,4	+ 38,5	+ 71,2	* - 27,2	+ 222,0	* + 209,3	* + 431,3
1982 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 3,8	+ 22,8	+ 18,1	- 1,7	+ 28,9	- 7,2	+ 12,9	* + 2,5	+ 9,0	* + 62,4	* + 71,4
2 ^e trimestre	+ 20,4	+ 7,4	+ 38,0	+ 8,9	- 0,5	+ 27,6	+ 7,5	+ 7,8	* + 1,1	+ 72,8	* + 45,4	* + 118,2
3 ^e trimestre	- 10,9	- 3,2	+ 16,8	+ 14,3	+ 10,8	+ 57,3	- 0,9	+ 13,1	* + 1,4	+ 12,6	* + 86,1	* + 98,7
4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 10,8	+ 15,6	+ 20,3	+ 33,9	+ 14,7	+ 10,7	* + 1,5	+ 37,5	* + 61,7	* + 99,2
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,6	+ 24,8	+ 9,9	+ 37,6	- 2,9	+ 16,7	* + 2,0	- 0,9	* + 81,1	* + 80,2
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,2	+ 23,6	+ 2,9	+ 42,1	+ 11,9	+ 11,3	* + 1,1	+ 71,0	* + 78,1	* + 149,1
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 10,9	+ 21,9	+ 9,1	+ 9,8	+ 13,8	+ 2,0	+ 8,7	* + 1,6	+ 40,3	* + 33,2	* + 73,5
4 ^e trimestre	- 1,8	- 13,2	+ 68,6	+ 4,4	+ 30,5	+ 9,9	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 31,9 ⁴	+ 111,6	* + 16,9	* + 128,5
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,2	+ 33,3	+ 9,8	+ 41,5	+ 17,1	+ 9,1	+ 6,4	* + 0,1	+ 70,7	* + 33,4	* + 104,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante a été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	359,6	108,5	1.115,0	266,0	668,2	783,4	348,1	227,1	37,9	2.599,4	1.314,4	3.913,8
1982 Mars	350,9	112,3	1.151,3	284,1	666,5	812,3	340,9	240,0	* 40,4	2.621,9	*1.376,8	*3.998,7
Juin	371,3	119,7	1.189,3	293,0	666,0	839,9	348,4	247,8	* 41,5	2.694,7	*1.422,2	*4.116,9
Septembre	360,4	116,5	1.209,9	307,3	676,8	897,2	347,5	260,9	* 42,9	2.711,1	*1.508,3	*4.219,4
Décembre	359,1	109,5	1.219,4	322,9	697,1	931,1	362,2	271,6	* 44,4	2.747,3	*1.570,0	*4.317,3
1983 Mars	351,1	107,0	1.223,3	347,7	707,0	968,7	359,3	288,3	* 46,4	2.747,7	*1.651,1	*4.398,8
Juin	377,4	110,7	1.253,9	371,3	709,9	1.010,8	371,2	299,6	* 47,5	2.823,1	*1.729,2	*4.552,3
Septembre	373,1	121,6	1.279,7	380,4	719,7	1.024,6	373,2	308,3	* 49,1	2.867,3	*1.762,4	*4.629,7
Décembre	371,3	108,4	1.351,1	384,8	750,2	1.034,5	400,7	342,8 ³	* 17,2 ³	2.981,7	*1.779,3	*4.761,0
1984 Mars	361,3	105,2	1.381,3	394,6	791,7	1.051,6	409,8	349,2	* 17,3	3.049,3	*1.812,7	*4.862,0

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire a été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2	- 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2,4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3	- 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique : LII^e année, tome 1, n^o 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet	Emissions nettes totales	Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements	Emissions nettes							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe uniquement)	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	0,0	5,4	- 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	* 1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	* 1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	64,7	1,2	63,5	260,6	106,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	11,4	1,7	9,7	20,5	- 1,7
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	* 1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,5	7,7	33,8	44,4	- 3,5
	* 1983	125,9	76,2	49,7	—	49,7	45,7	7,5	38,2	87,9	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1976	0,0	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	- 4,5
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,2	19,6	14,5	10,9	3,6	23,2	- 0,8
	* 1982	35,0	3,8	31,2	42,1	73,3	36,4	16,8	19,6	92,9	- 0,9
	* 1983	16,0	4,1	11,9	35,7	47,6	17,5	4,5	13,0	60,6	3,1
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1	1,9
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	* 1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,4	- 0,4	71,7	- 2,1
	* 1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,1	3,8	2,3	18,2	- 0,5
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	* 1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	* 1983	25,0	10,1	14,9	—	14,9	15,1	10,7	4,4	19,3	0,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	70,9	108,2	29,2	23,2	6,0	114,2	
	* 1982	286,2	170,6	115,6	99,8	215,4	100,8	41,5	59,3	274,7	
	* 1983	489,4	222,8	266,6	91,9	358,5	143,4	24,0	119,4	477,9	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1978	Janvier ..	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63,0	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33,0 ⁵	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63,0	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23,0	—	8,63
	Septembre	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59,0	—	8,93
	Octobre .	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5,0	—	8,98
	Octobre .	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4,0	—	8,98
	Novembre	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30,0	—	8,95
						280,0			
1979	Janvier ..	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65,5	—	9,14
	Février ..	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10,0	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40,6 ⁶	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61,0	—	9,18
	Septembre	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69,5	—	9,96
	Octobre .	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6,0	—	10,19
	Octobre .	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5,0	—	10,19
	Novembre	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20,1	—	10,93
						277,7			
1980	Janvier ..	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00 — 11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5 ⁷	13,21	12,33
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre	29	Etat belge 1980-84-89	12,50 — 13,00 ⁴	100,00	4 ou 9 ans	50,6	12,50	12,81
	Novembre	12	S.N.L. 1980-87	12,75	99,00	7 ans	15,0	—	12,98
						222,3			
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁸	13,24	13,15
	Juin	11	Emprunt special 1981 ⁹						
			Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ¹⁰
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23
	Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49
						242,5			
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
						286,0			
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
						489,3			
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 25 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁷ Dont 11 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁸ Dont 12 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁹ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

¹⁰ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Dettes indirectes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	0,0	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Mars	1.142,2	5,7	680,2	91,8	1.919,9	211,0	271,8	482,8	2.402,7	355,1	2.757,8	—	2.757,8
Juin	1.158,8	5,7	743,5	95,9	2.003,9	239,5	325,0	564,5	2.568,4	349,0	2.917,4	—	2.917,4
Septembre ..	1.138,1	4,2	889,0	97,2	2.128,5	315,5	297,3	612,8	2.741,3	335,8	3.077,1	—	3.077,1
Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Mai	1.260,7	40,5	949,1	91,5	2.341,8	367,9	389,4	757,3	3.099,1	367,8	3.466,9	—	3.466,9
Juin	1.368,0	40,5	939,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Juillet	1.359,4	40,5	954,0	94,0	2.447,9	390,6	381,4	772,0	3.219,9	347,2	3.567,1	—	3.567,1
Août	1.353,1	45,5	981,7	86,9	2.467,2	402,7	379,0	781,7	3.248,9	345,6	3.594,5	—	3.594,5
Septembre ..	1.345,0	45,5	962,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Octobre	1.338,9	45,5	971,3	89,8	2.445,5	411,8	371,2	783,0	3.228,5	415,8	3.644,3	—	3.644,3
Novembre ..	1.338,9	45,5	1.000,8	83,1	2.468,3	424,6	376,6	801,2	3.269,5	414,4	3.683,9	—	3.683,9
Décembre ..	1.402,7	45,5	952,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Janvier	1.395,1	45,5	997,4	97,7	2.535,7	479,1	365,6	844,7	3.380,4	390,3	3.770,7	—	3.770,7
Février	1.444,0	45,5	1.021,6	85,9	2.597,0	484,4	376,6	861,0	3.458,0	389,4	3.847,4	—	3.847,4
Mars	1.435,3	45,5	1.076,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	388,2	3.921,0	—	3.921,0
Avril	1.432,9	45,5	1.034,9	99,5	2.612,8	519,9	417,8	937,7	3.550,5	427,9	3.978,4	—	3.978,4
Mai	1.427,0	144,3	995,5	95,9	2.662,7	527,2	427,6	954,8	3.617,5	425,2	4.042,7	—	4.042,7

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1976	+ 129,9	- 3,2	0,0	0,0	- 3,2	+ 133,1
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1983 5 premiers mois	+ 381,9	0,0	+ 18,5	+ 26,1 ³	+ 44,6	+ 337,3
1984 5 premiers mois	+ 326,7	+ 0,5	- 1,8	0,0	- 1,3	+ 328,0

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B. ; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982 *	1.440,2	94,3	—	89,4	1.051,4	2.675,3
Titres non accessibles à tout placeur						
1975	77,8	34,9	4,1	30,1	74,7	221,6
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982 *	72,6	77,4	42,5	62,9	133,3	388,7
Total						
1975	783,1	107,0	4,1	157,0	474,9	1.526,1
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982 *	1.512,8	171,7	42,5	152,3	1.184,7	3.064,0

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.459,7	14,1	10,4	21,3	537,5	16,6	338,4	187,6	89,7	2.675,3
Titres non accessibles à tout placeur										
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	33,4	0,3	0,1	0,8	143,3	—	133,4	31,4	46,0	388,7
Total										
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.493,1	14,4	10,5	22,1	680,8	16,6	471,8	219,0	135,7	3.064,0

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

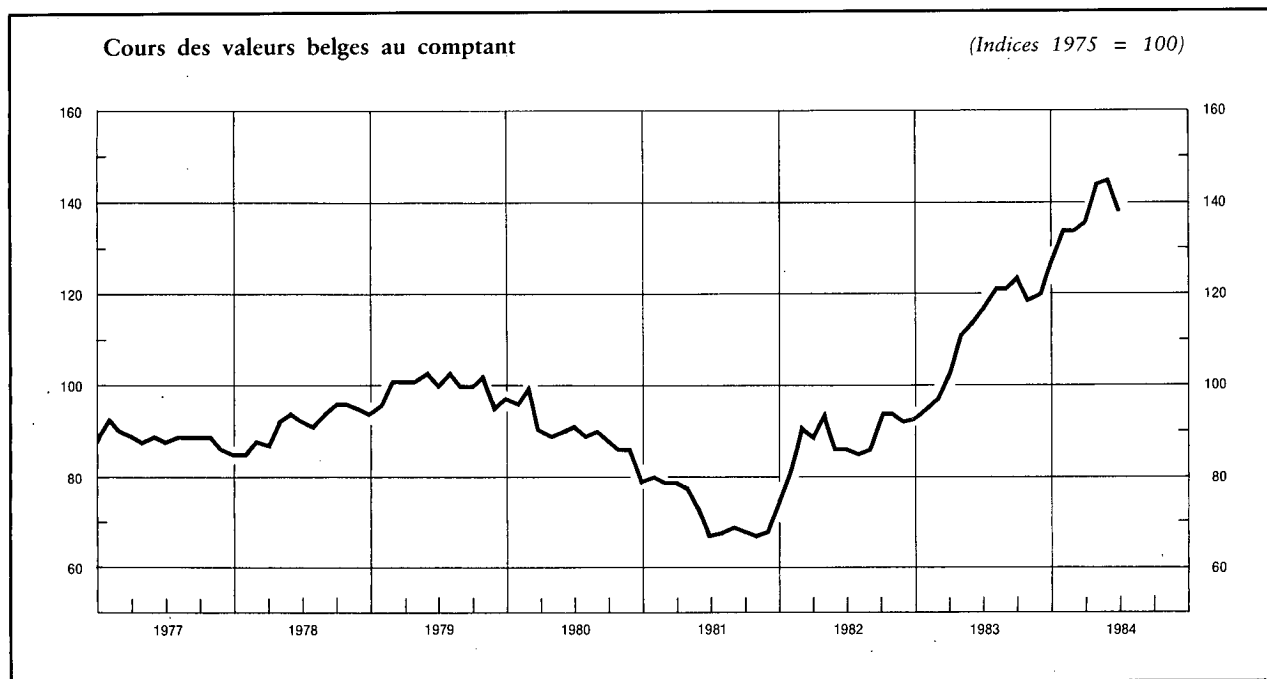
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères ⁵		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1976	102	96	92	5,5	4,9	128	102
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1982 2 ^e trimestre	165	89	88	6,9	5,9	104	197
3 ^e trimestre	168	88	88	6,6	5,1	146	196
4 ^e trimestre	227	93	93	6,4	4,8	234	223
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
1983 Juin	322	117	115	5,6	4,4	261	291
Juillet	307	121	120	5,3	4,1	198	300
Août	274	121	120	5,4	4,1	241	303
Septembre	262	124	123	5,4	4,0	267	319
Octobre	273	119	118	5,8	4,4	245	311
Novembre	384	120	118	5,5	4,1	224	308
Décembre	488	127	126	5,2	3,9	212	323
1984 Janvier	493	134	134	4,8	3,4	312	347
Février	332	134	133	5,1	3,6	370	342
Mars	337	136	136	4,9	3,5	251	341
Avril	426	144	146	4,6	3,4	213	345
Mai	398	145	147	4,8	3,4	250	342
Juin	308	138	137	5,1	3,7	195	330

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
(milliards de francs)									
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				<i>(milliards de francs)</i>			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations		Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)		
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2	
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5	
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1	
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2	
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1	
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1	
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6	
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9	
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2	
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9	
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2	
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1	
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8	
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978	* .	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3	
C. — Total général										
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4	
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4	
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3	
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3	
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9	
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5	
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3	
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6	

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions ² nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,3	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1981 3 ^e trimestre	14,5	7,0	2,4	9,4
4 ^e trimestre	38,4	15,1	8,1	23,2
1982 1 ^{er} trimestre	20,2	13,2	0,0	13,2
2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre *	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre *	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre *	50,9	30,9	1,3	32,2
1982 Novembre	10,6	5,4	1,3	6,7
Décembre	46,0	37,4	0,0	37,4
1983 Janvier *	5,2	3,2	4,7	7,9
Février *	11,6	10,8	7,3	18,1
Mars *	11,9	8,0	4,0	12,0
Avril *	9,2	7,8	0,0	7,8
Mai *	11,0	10,2	1,0	11,2
Juin *	21,1	12,9	4,0	16,9
Juillet *	15,3	7,7	1,0	8,7
Août *	15,6	9,2	0,3	9,5
Septembre *	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre *	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre *	34,2	38,3	0,0	38,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	199,4	182,5	1,8	772,0	1.298,9	72,6
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,1	300,5	349,7	344,9	1,6	1.462,8	2.570,2	110,2
1983	0,6	0,3	1.159,2	1.160,1	452,8	330,8	357,5	368,2	2,4	1.511,7	2.671,8	119,5
1981 Décembre	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982 Mars	0,5	0,5	1.101,7	1.102,7	460,5	286,1	351,0	334,8	1,8	1.434,2	2.536,9	103,1
Juin	0,3	0,5	1.099,6	1.100,4	464,6	295,5	352,0	339,1	1,7	1.452,9	2.553,3	100,3
Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
Décembre	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,1	300,5	349,7	344,9	1,6	1.462,8	2.570,2	110,2
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	464,3	309,1	351,0	344,5	1,6	1.470,5	2.561,3	105,9
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	472,2	314,4	348,5	346,8	1,5	1.483,4	2.572,7	106,9
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	464,9	319,6	349,3	345,8	1,6	1.481,2	2.584,7	105,1
Décembre	0,6	0,3	1.159,2	1.160,1	452,8	330,8	357,5	368,2	2,4	1.511,7	2.671,8	119,5
1984 Mars	0,7	0,3	1.119,0	1.120,0	436,4	330,0	370,6	370,2	2,6	1.509,8	2.629,8	118,1

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1982 1 ^{er} trimestre	11,3
2 ^e trimestre	11,5
3 ^e trimestre	11,5
4 ^e trimestre	13,3
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LF année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	27,9	29,8	31,4	35,6	23,0	24,3	26,2	29,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,9	11,3	12,5	13,2	5,8	6,1	6,8	7,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	147,7	158,4	174,3	200,7	75,0	80,7	89,7	97,3
Textile, habillement et cuir	82,6	84,0	83,4	89,8	48,0	51,0	47,1	47,9
Industrie chimique ⁴	200,9	227,9	240,5	252,6	92,7	95,1	91,6	85,8
Métallurgie de base	203,3	182,1	186,9	158,6	140,1	129,5	123,3	101,1
Fabrications métalliques	325,3	352,7	349,5	362,4	161,3	191,7	174,5	173,4
Produits minéraux non métalliques et bois	95,2	95,9	96,6	102,7	57,7	56,6	56,1	60,4
Papier, carton et imprimerie	37,0	40,3	41,4	42,6	23,1	25,7	25,1	25,7
Pétrole	60,8	64,3	77,4	81,2	13,1	18,6	17,6	17,8
Diamant et orfèvrerie	53,7	60,2	65,0	70,1	35,9	42,7	45,3	49,9
Autres	1,8	2,0	1,9	1,9	1,2	1,3	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	117,6	113,6	109,5	108,2	78,0	76,3	70,2	69,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	85,1	107,6	122,8	115,1	40,6	41,0	53,6	45,0
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	43,5	50,6	61,4	72,1	20,2	30,0	35,3	45,2
Commerce de détail	73,7	74,4	74,7	81,8	45,2	45,7	46,7	52,3
Transports, entrepôts et communications	104,9	133,4	150,5	158,0	68,5	88,1	106,1	105,4
Services financiers ⁵	123,5	136,1	128,4	149,3	50,7	53,7	44,8	55,6
Autres services aux entreprises ⁶	50,2	45,4	48,2	48,3	32,1	27,9	27,7	29,6
Autres services aux particuliers ⁷	140,6	145,3	153,4	174,5	118,5	124,6	129,8	148,9
Total	1.985,3	2.115,3	2.209,7	2.318,7	1.131,0	1.210,6	1.218,7	1.248,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur ; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Communauté Economique Européenne ...	256,8	419,4	477,0	511,8	124,4	248,5	271,2	263,4
Royaume-Uni	53,1	75,1	97,7	127,7	23,6	27,8	36,5	29,3
République Fédérale d'Allemagne	101,8	201,0	181,3	137,8	46,8	132,6	105,1	78,1
France	40,3	47,0	73,0	90,5	20,6	24,4	42,1	60,6
Pays-Bas	21,3	33,1	42,6	48,4	8,0	13,4	18,4	18,7
Italie	18,2	30,5	43,1	55,3	13,5	25,1	35,8	41,9
Luxembourg	8,1	9,9	10,1	19,5	3,6	6,8	6,8	8,5
Danemark	11,8	14,9	17,5	18,7	6,5	11,2	15,5	14,4
Irlande	2,2	3,0	6,1	8,0	1,8	3,0	5,5	6,9
Grèce	—	4,9	5,6	5,9	—	4,2	5,5	5,0
Autre pays d'Europe²	95,2	134,9	155,4	187,7	70,1	95,0	118,3	137,9
dont : Espagne	36,6	52,3	58,7	81,7	32,6	49,9	55,9	73,7
Suisse	21,4	32,8	38,3	40,4	10,9	9,3	12,4	11,1
Norvège	7,0	7,1	6,2	6,1	5,3	5,5	4,9	3,0
Suède	11,1	14,9	18,2	21,3	7,9	10,5	13,8	15,7
Etats-Unis et Canada	60,6	84,9	97,7	133,7	21,6	28,3	31,9	34,1
Pays exportateurs de pétrole	78,8	83,9	92,8	84,0	51,7	61,8	71,0	71,2
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	137,7	191,4	244,5	273,2	114,6	149,0	191,0	231,4
dont : Brésil	41,0	53,1	55,0	59,6	38,0	48,2	51,0	54,7
Mexique	30,8	59,6	64,6	78,4	26,4	49,0	59,4	72,7
Autres pays d'Afrique	37,8	40,7	50,0	58,9	30,2	32,8	37,7	41,8
dont : Afrique du Sud	3,8	3,3	6,6	6,1	2,7	2,2	3,1	4,3
République du Zaïre	7,6	9,1	8,7	8,5	6,7	8,8	8,7	6,3
Australie et Nouvelle Zélande	15,9	27,3	38,6	54,0	5,4	12,5	23,5	34,7
Autres pays d'Asie	31,1	41,2	58,5	78,9	21,1	26,6	35,1	43,5
dont : Japon	10,9	8,1	9,2	29,9	10,3	7,3	8,3	10,4
Total	713,9	1.023,7	1.214,5	1.382,2	439,1	654,5	779,7	858,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

² 1979 et 1980 : y compris la Grèce.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1982 2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,6	6,1	0,0	3,2	1,7	11,0
3 ^e trimestre	7,0	0,0	4,2	5,8	0,0	3,6	1,8	11,2
4 ^e trimestre	6,9	0,0	4,0	5,8	0,0	3,5	1,6	10,9
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
1983 Juin	8,6	0,0	4,0	6,0	0,0	5,3	1,3	12,6
Juillet	7,2	0,0	3,7	5,9	0,0	3,8	1,2	10,9
Août	6,8	0,0	3,1	5,4	0,0	3,0	1,5	9,9
Septembre	10,2	0,0	4,7	5,7	0,4	7,3	1,5	14,9
Octobre	7,6	0,0	4,2	5,4	0,0	4,9	1,5	11,8
Novembre	6,8	0,0	3,2	6,1	0,2	1,9	1,8	10,0
Décembre	9,1	0,0	3,9	5,9	0,0	5,8	1,3	13,0
1984 Janvier	6,6	0,0	3,7	4,9	0,0	4,4	1,0	10,3
Février	9,3	0,0	4,1	4,6	1,0	6,1	1,7	13,4
Mars	7,7	0,0	2,5	7,0	0,0	0,8	2,4	10,2
Avril	5,7	0,1	3,5	7,4	0,0	0,5	1,4	9,3
Mai	8,6	0,0	3,3	5,7	0,0	4,4	1,8	11,9
Juin	7,8	0,0	2,7	5,3	0,0	3,3	1,9	10,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1982 1 ^{er} trimestre	250,4	5,8	46,4	69,1	371,7
2 ^e trimestre	246,3	3,2	47,2	77,0	373,7
3 ^e trimestre	245,9	2,2	46,3	70,1	364,5
4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Mars	98,2	61,5	36,7	13,8	4,2	9,6	7,5	3,9	3,6	151,7	46,3	15,3
Juin	100,3	80,4	19,9	13,8	3,9	9,9	7,8	4,6	3,2	153,0	46,8	16,0
Septembre ..	101,9	32,5	69,4	13,9	2,7	11,2	7,9	2,4	5,5	157,6	47,6	16,2
Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Juillet	105,9	25,1	80,8	14,8	2,4	12,4	8,2	1,1	7,1	167,6	49,9	16,8
Août	105,9	20,9	85,0	14,8	1,6	13,2	8,2	0,5	7,7	167,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Octobre	106,3	49,9	56,4	14,9	2,0	12,9	8,3	0,8	7,5	170,8	50,0	17,1
Novembre ..	106,3	53,8	52,5	14,9	2,2	12,7	8,3	1,9	6,4	170,8	50,0	17,1
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Janvier	107,5	75,0	32,5	15,2	4,5	10,7	8,4	5,6	2,8	173,0	50,5	17,3
Février	107,5	89,4	18,1	15,2	5,4	9,8	8,4	5,2	3,2	173,0	50,5	17,3
Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Avril	109,5	63,1	46,4	15,4	4,4	11,0	8,6	4,8	3,8	177,3	51,3	17,9
Mai	109,5	70,5	39,0	15,4	4,7	10,7	8,6	4,2	4,4	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n^o 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger » — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n^o 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n^o 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n^o 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 6 janvier ..	8,00	8,00
17 février ...	7,00	7,00
5 mai	6,50	6,50
23 juin	6,00	6,00
2 décembre ..	7,00	7,00
14 décembre ..	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ..	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre ..	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre ..	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre ..	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre ..	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre ..	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1978	8,50	9,50
1979 18 janvier ..	8,00	8,50
1 ^{er} février ..	7,50	8,00
8 mars	7,00	7,00
3 mai	—	7,00
31 mai	—	8,00
14 juin	—	9,00
29 juin	11,00	12,00
28 septembre ..	11,00	13,00
4 octobre ..	12,00	13,00
13 décembre ..	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre ..	—	18,00
30 décembre ..	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre ..	—	14,00
9 septembre ..	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre ..	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre ..	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00

Fin de période	Taux
1975	5,73
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1982 1 ^{er} trimestre	12,14
2 ^e trimestre	13,31
3 ^e trimestre	11,25
4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
1983 Juin	8,99
Juillet	8,87
Août	8,85
Septembre ..	8,92
Octobre	8,96
Novembre ..	9,03
Décembre ...	9,49
1984 Janvier	9,70
Février	9,98
Mars	10,38
Avril	10,47
Mai	10,63
Juin	10,67

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1976 Février 13	5,90	8,10		1976 Février 12	—	8,10	8,10
Mars 5		6,75		Mars 4	7,00	7,00	7,00
Octobre 4	8,90	13,50	8,75	Octobre 15	15,55	—	15,00
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
1982 Juin	13,90	—	12,75	1981	15,20	15,45	—
Septembre	12,40 ⁴	—	12,00	1982 Juin	14,50	14,70	14,90
				Septembre	11,80	12,10	12,10
				Décembre	11,65	11,75	11,85
				1983 Mars	11,35	11,80	11,75
				Juin	8,90	—	—
				Juillet	—	8,80	8,85
				Août	8,40	8,70	—
				Septembre	—	8,45	—
				Octobre	8,45	8,75	—
				Novembre	9,75	—	9,95
				Décembre	9,80	—	—
				1984 Janvier	9,75	10,15	10,30
				Février	11,60	—	—
				Mars	—	11,25	—
				Avril	10,80	—	—
				Mai	11,00	11,05	11,30
				Juin	10,90	—	—
1983 Mars	9,65	10,90	10,50				
Juin	7,65	8,90	8,75				
Juillet	7,65	8,90	8,75				
Août	7,65	8,90	8,75				
Septembre	7,65	8,90	8,75				
Octobre	7,65	8,90	8,75				
Novembre	8,65	9,90	9,75				
Décembre	8,65	9,90	9,75				
1984 Janvier	9,15	9,90	9,75				
Février	10,15	10,90	10,50				
Mars	10,15	10,90	10,50				
Avril	10,40	10,90	10,50				
Mai	10,40	10,90	10,50				
Juin	10,40	10,90	10,50				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

⁴ Taux pour les opérations de 31 à 120 jours.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1976	8,38	1982 2 ^e trimestre	12,33	1983 Juin	7,22
1977	5,58	3 ^e trimestre	11,68	Juillet	7,46
1978	5,17	4 ^e trimestre	10,16	Août	7,57
1979	7,96	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	Septembre	5,85
1980	11,11	2 ^e trimestre	7,91	Octobre	6,73
1981	11,41	3 ^e trimestre	6,86	Novembre	8,32
1982	11,41	4 ^e trimestre	7,46	Décembre	7,39
1983	8,07	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	1984 Janvier	7,92
		2 ^e trimestre	9,87	Février	7,17
				Mars	10,93
				Avril	11,13
				Mai	9,03
				Juin	9,55

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 décembre ...	6,75	6	6
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 8 juin	6	6	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	14 septembre ..	13,50	6	6
1982 1 ^{er} trimestre ...	13,60	14,15	14,50	14,50	14,76	14 décembre ...	12,35	12,35	6
2 ^e trimestre ...	15,50	15,50	15,75	15,75	15,23	1983 8 mars	6	6	6
3 ^e trimestre ...	12,75	12,75	12,75	13,00	14,14	14 juin	9,75	6	6
4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72	12 juillet	6	6	6
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58	9 août	6	6	6
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	13 septembre ..	9,50	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	11 octobre	9,75	6	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02	8 novembre ...	9,85	6	6
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	13 décembre ...	11,00	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	1984 10 janvier	11,10	6	6
1983 Juin	9,25	9,25	9,25	9,50	9,79	14 février	11,35	6	6
Juillet	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	13 mars	12,25	12,35	6
Août	8,75	9,00	9,25	9,25	9,25	10 avril	12,20	12,25	6
Septembre	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	8 mai	12,10	12,25	6
Octobre	9,00	9,25	9,50	9,50	9,50	12 juin	12,10	12,10	6
Novembre	10,30	10,50	10,50	10,75	9,81				
Décembre	10,50	10,75	10,85	11,00	11,00				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1975	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1982 Janvier	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
Avril	13,54	13,30	13,93	13,19	—	13,53
Juillet	13,33	13,08	13,59	13,60	—	13,36
Octobre	12,77	12,57	13,20	13,23	—	12,86
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juin	11,03	11,29	11,63	11,36	—	11,19
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Août	10,59	10,79	11,42	11,20	—	10,82
Septembre	10,53	10,80	11,46	11,11	—	10,83
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
Novembre	10,52	10,75	11,32	11,04	—	10,78
Décembre	10,87	11,13	11,75	11,42	—	11,21
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Février	11,40	11,44	11,97	11,93	—	11,63
Mars	11,76	11,78	12,40	12,35	—	12,02
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Mai	11,52	11,59	12,08	12,03	—	11,76
Juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1973	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	7,80	100,00	7,80	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	8,60	100,00	8,60	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-3-1983		4,00		8,50		9,50		21,00		3,50		9,42		4,00
1983							9	20,00						
Avril											7	9,54		
Avril											14	9,49		
Avril											21	9,46		
Avril											28	9,37		
Mai										3	4,50	5	9,33	
Mai												12	9,27	
Mai												19	9,38	
Mai												26	9,50	
Juin												2	9,53	
Juin												9	9,54	
Juin												16	9,47	
Juin												23	9,48	
Juin												30	9,42	
Juillet												7	9,51	
Juillet												14	9,47	
Juillet												21	9,51	
Juillet												28	9,49	
Août												4	9,57	
Août												11	9,68	
Août												18	9,57	
Septembre ...												1	9,54	
Septembre ...										9	5,00 ⁶	8	9,52	
Septembre ...												15	9,50	
Septembre ...												22	9,52	
Septembre ...												29	9,49	
Octobre												6	9,45	
Octobre												13	9,48	
Octobre												20	9,45	
Octobre												27	9,49	
Novembre ...												3	9,48	
Novembre ...												10	9,53	
Novembre ...												17	9,60	
Novembre ...												24	9,63	
Décembre ...												1	9,73	
Décembre ...												8	9,92	
Décembre ...												15	10,06	
Décembre ...												22	10,04	
Décembre ...												29	9,96	
1984														
Janvier												5	9,97	
Janvier												12	9,99	
Janvier												19	9,98	
Février								16	19,00			9	10,00	
Février												23	10,04	
Mars												1	10,07	
Mars												8	10,20	
Mars												15	10,56	
Mars												22	10,76	
Mars												29	10,78	
Avril			9	9,00								5	10,81	
Avril												12	10,78	
Avril												19	10,82	
Avril												26	10,84	
Mai								5	18,50			3	11,13	
Mai												10	11,72	
Mai												17	11,63	
Mai												24	11,60	
Mai												31	11,54	
Juin												7	11,77	
Juin												14	11,84	
Juin												21	11,98	
Juin	29	4,50										28	12,36	

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « *International Financial Statistics* » (F.M.I.).

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 5,50 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 5 mai	1984 10 mai	1983 9 juin	1984 7 juin
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	211,7	354,2	320,5	331,9	352,5	390,2	355,0	392,3
Or	138,3	226,9	194,6	247,0	247,0	259,0	247,0	259,0
Disponibilités à vue à l'étranger	29,9	42,8	36,2	13,6	25,1	36,1	27,3	38,2
Ecus	33,0	70,5	76,5	58,2	68,0	79,8	68,0	79,8
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	10,5	14,0	13,2	13,1	12,4	15,3	12,7	15,3
Créances sur le Trésor	16,7	18,9	4,9	5,8	5,8	14,7	6,0	14,7
Monnaies divisionnaires	0,1	0,2	0,5	0,6	0,9	1,0	1,0	1,0
Comptes courants postaux	0,5	0,3	0,7	0,8	0,2	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	13,8	15,5	0,0	0,0	0,0	8,3	0,0	8,2
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,3	2,9	3,7	4,4	4,7	5,2	4,8	5,3
Créances provenant d'opérations de refinancement	112,6	121,4	153,2	286,8	198,2	207,4	195,5	194,5
Effets escomptés ⁴	48,8	59,8	72,8	86,0	85,9	90,6	84,9	89,9
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴ ..	38,0	35,0	49,8	167,8	93,5	92,2	86,9	78,0
Avances sur titres	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3
Effets en cours de recouvrement	25,7	26,5	30,5	32,8	18,5	24,3	23,8	26,3
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	41,5	65,8	56,3	66,1	68,5	76,7	68,5	76,7
Divers	5,4	5,7	7,4	6,8	7,9	8,0	7,4	7,9
Total ..	387,9	566,0	542,3	697,4	632,9	697,0	632,4	686,1
PASSIF								
Billets en circulation	137,9	144,0	163,3	180,6	179,3	191,4	180,6	191,9
Comptes créditeurs extérieurs	5,8	8,2	9,0	10,3	9,7	12,8	9,1	13,2
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	2,2	3,1	1,8	2,3	1,7	3,3	1,1	3,7
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	3,6	5,1	7,2	8,0	8,0	9,5	8,0	9,5
Compte courant du Trésor public	20,4	33,3	31,7	81,6	12,8	6,0	8,8	7,5
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	24,3	42,6	36,2	67,2	60,0	89,7	60,5	80,0
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21,4	38,8	23,2	32,2	13,7	21,5	18,2	12,3
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	—	0,0	4,7	18,4	22,1	32,0	22,6	32,1
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2,9	3,8	8,3	16,6	24,2	36,2	19,7	35,6
Ecus à livrer au FECOM	32,2	60,0	58,5	53,6	67,4	75,3	67,4	75,3
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	152,9	263,8	223,4	289,0	289,0	303,9	289,0	303,9
Capital et fonds de réserve	1,6	1,8	1,9	2,2	2,6	2,8	2,6	2,8
Divers	12,8	12,3	18,3	12,9	12,1	15,1	14,4	11,5
Total ..	387,9	566,0	542,3	697,4	632,9	697,0	632,4	686,1
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	2,6	4,9	6,0	6,5	6,5	11,4	6,5	11,4
Acquisition de droits de tirage spéciaux	3,4	4,3	7,2	6,6	5,9	3,9	6,2	3,9
Autres opérations	4,5	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	23,8	25,5	3,2	0,0	0,0	8,2	0,0	8,2
dont : non rémunérés	13,8	15,5	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	18,7	11,9	2,2	33,4	39,6	40,2	45,4	24,8
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	2,1	0,5	0,0	10,2	2,2	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	49,0	61,3	75,0	87,1	86,4	92,5	85,4	91,8
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	48,9	59,8	72,8	86,0	85,9	90,6	84,9	89,9
— Autres crédits	0,1	1,5	2,2	1,1	0,5	1,9	0,5	1,9
Crédits à court terme	17,0	21,1	45,4	123,1	51,2	50,1	40,5	51,3
— Crédits à l'exportation	5,1	7,0	13,9	21,5	12,3	17,9	12,7	18,3
— Autres crédits	11,9	14,1	31,5	101,6	38,9	32,2	27,8	33,0

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1980 February 29	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1983 May 4	1984 May 9	1983 June 8	1984 June 6
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.8	11.2	11.8
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.8	11.2	11.8
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	7.4	6.7	4.2	3.3	4.7	2.5	4.7	3.2
Other Securities	2.4	3.6	6.6	7.7	6.6	9.3	6.5	8.6
Total ...	9.8	10.3	10.8	11.0	11.3	11.8	11.2	11.8
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.1	0.2	0.2	0.6	0.1	0.5	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers Deposits	0.5	0.5	0.6	0.7	0.6	0.7	0.6	0.7
Reserves and Other Accounts	0.7	1.5	1.9	2.2	2.0	1.6	2.0	1.6
Total ...	1.4	2.2	2.7	3.5	2.7	2.8	2.7	2.4
Government Securities	0.6	0.9	0.3	0.3	0.5	0.5	0.5	0.4
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	1.2	1.4	1.3	0.6	1.2	0.6
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	0.3	1.2	1.8	0.9	1.7	1.0	1.4
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	1.4	2.2	2.7	3.5	2.7	2.8	2.7	2.4

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1979 December 31	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 May 4	1984 May 9	1983 June 8	1984 June 6
ASSETS								
Gold certificate account	11.1	11.2	11.2	11.2	11.1	11.1	11.2	11.1
Special Drawing Rights certificate account	1.8	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.4
Loans and securities	128.3	133.2	142.1	151.0	148.0	168.3	150.8	165.7
<i>Loans</i>	1.4	1.8	1.6	0.7	0.8	2.7	0.8	4.4
<i>Acceptances</i>	0.7	0.8	0.2	1.5	0.0	0.4	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	8.7	9.3	9.4	9.5	8.9	8.7	8.9	8.5
<i>U.S. Government securities</i>	117.5	121.3	130.9	139.3	138.3	156.5	141.1	152.8
Cash items in process of collection	15.7	15.5	10.6	13.0	9.8	7.6	8.8	8.1
Other assets	5.6	8.7	9.2	9.9	9.6	9.7	8.2	8.3
Total assets ...	162.9	171.5	176.8	190.1	183.6	201.8	184.0	198.2
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	113.3	124.2	131.9	142.0	143.9	157.1	146.9	159.1
Deposits	35.7	31.6	30.7	34.3	27.6	32.0	25.6	26.0
<i>Depository institutions</i>	29.8	27.5	25.2	26.5	22.8	27.1	21.9	22.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	4.1	3.1	4.3	5.0	4.0	4.0	3.0	3.5
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.4	0.5	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	1.4	0.6	0.7	2.5	0.6	0.6	0.5	0.4
Deferred availability cash items	8.9	11.0	8.9	8.8	7.3	7.0	6.6	7.3
Other liabilities	2.7	2.3	2.7	2.3	1.7	2.4	1.8	2.4
Capital accounts	2.3	2.4	2.6	2.7	3.1	3.3	3.3	3.3
Total liabilities and capital accounts.....	162.9	171.5	176.8	190.1	183.6	201.8	184.0	198.2

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1977 dicembre	1978 dicembre	1979 dicembre	1980 dicembre	1979 ottobre	1980 ottobre	1979 novembre	1980 novembre
ATTIVO								
Oro	7,7	9,3	15,7	33,3	15,7	33,0	15,7	32,9
Cassa ¹	0,3	0,9	1,4	1,4	0,3	0,4	0,2	0,8
Portafoglio	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ² ...	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5	1,4	1,5
Anticipazioni ³	1,0	0,3	3,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
Attività verso l'estero in valuta	0,0	0,0	7,9	12,4	7,8	11,5	8,1	11,5
Ufficio italiano dei cambi	13,2	17,3	16,7	17,2	16,7	15,6	16,3	16,5
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴	25,5	27,7	24,1	23,6	19,8	27,0	21,1	24,7
Certificati di credito del Tesoro	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵ ...	1,0	1,2	1,5	1,7	1,5	1,7	1,5	1,7
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C/c servizio tesoreria	4,8	6,7	10,2	19,1	11,8	15,1	12,9	17,6
Servizi diversi per conto dello Stato	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,6
Immobili	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Partite varie	3,5	4,1	3,3	3,5	3,3	3,2	8,4	3,3
Spese	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	2,0	1,9	2,0
Totale attivo ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
PASSIVO								
Passività verso l'estero in valuta	—	—	5,9	9,9	5,9	9,9	5,0	9,9
Circolazione dei biglietti ⁶	16,5	19,5	22,6	26,3	19,2	22,5	19,6	23,4
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Conti correnti liberi ⁸	0,9	2,0	0,7	0,8	1,1	0,7	3,8	0,3
Conti correnti vincolati	20,4	25,5	31,0	34,7	29,9	34,0	30,3	34,7
Conti speciali	0,9	0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	7,7	4,9	1,7	2,3	1,9	1,7	1,8	1,7
Ufficio italiano dei cambi: c/c ordinario	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Servizi diversi per conto dello Stato	0,6	1,3	1,5	0,7	0,2	0,3	0,4	2,5
Servizi di cassa per conto di enti vari	0,4	0,9	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondi accantonati	7,9	10,7	18,6	36,6	17,2	35,1	17,2	35,1
Partite varie	3,2	3,5	2,1	2,2	3,1	4,9	6,7	4,8
Capitale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fondo di riserva straordinario	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Rendite	0,0	0,0	0,1	0,0	1,9	2,1	1,9	2,1
Utile netto da ripartire	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Totale passivo e patrimonio ...	58,8	69,2	85,9	114,4	81,0	111,8	88,3	115,2
Depositanti di titoli e valori	31,4	43,4	66,6	125,7	55,8	114,2	54,0	119,2
¹ Di cui: biglietti e monete di Stato	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
² Di cui: aziende di credito	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
istituti speciali	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
³ Di cui: aziende di credito	0,7	0,3	0,9	0,4	0,6	0,5	0,5	0,9
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
altri	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
anticipazioni a scadenza fissa	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁴ Di cui: titoli di stato e obbl. p/c Tesoro:								
BOT e titoli a breve	8,1	4,4	3,7	2,6	4,2	9,4	3,5	6,1
altri	17,1	23,1	20,3	20,8	15,3	17,4	17,3	18,4
⁵ Di cui: titoli di stato e obbl. p/c Tesoro	0,7	0,9	1,1	1,4	1,1	1,4	1,1	1,4
⁶ Di cui: biglietti presso il Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁷ Di cui: vaglia cambiari	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
⁸ Di cui: aziende di credito	0,8	2,0	0,7	0,8	1,1	0,5	3,8	0,3
istituti speciali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
⁹ Di cui: depositi in valuta vincolati a fronte di prestiti esteri di:								
aziende di credito	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
istituti speciali	3,3	2,5	0,6	0,5	0,7	0,6	0,6	0,5
altri enti non statali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1981 dicembre	1982 dicembre	1982 ottobre	1983 ottobre	1982 novembre	1983 novembre
ATTIVO						
Oro	25,2	23,5	20,8	30,3	20,8	30,3
Crediti in oro (FECOM)	8,7	8,1	8,1	10,9	8,1	10,8
Cassa	2,1	2,4	1,3	1,0	1,6	2,2
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
ammassi	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
anticipazioni : in conto corrente	0,3	1,4	0,8	2,1	1,3	1,3
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	0,5	0,5	3,3	0,5	3,3
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	10,7	8,2	10,3	13,1	8,2	13,1
altre attività	1,4	3,0	1,7	1,2	3,2	1,1
Crediti in dollari (FECOM)	1,9	1,4	2,0	2,2	1,4	2,2
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	14,9	10,8	11,5	16,9	9,7	18,3
conti speciali	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,3
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	—	—	8,0	—	8,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	25,3	31,9	36,0	22,9	35,0	24,1
Crediti diversi verso lo Stato	0,3	0,6	0,4	0,7	0,4	0,7
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	31,9	35,7	28,0	34,8	31,3	34,9
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Altri conti e partite varie	0,7	1,2	1,6	1,2	1,8	1,9
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,4	3,6	3,5	3,7
Totale attivo	130,3	135,3	131,8	159,6	132,2	161,3
PASSIVO						
Circolazione	30,7	34,3	30,0	34,0	31,0	34,4
Vaglia cambiari	0,3	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	1,3	0,3	1,5	0,3	1,3	0,3
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	42,5	46,6	45,0	54,7	45,2	55,1
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,5	0,4	0,5	0,3	0,5	0,3
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,7	1,9	1,9	2,1	1,9	2,0
Passività verso l'estero	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	10,6	9,6	10,2	13,1	9,6	13,1
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,3	1,1	0,2	0,4	0,1	0,3
Accantonamenti diversi	39,1	38,6	33,6	47,3	33,6	47,3
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Partite varie	0,4	0,4	4,2	2,5	4,1	3,4
Ratei e risconti	0,8	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Fondo di riserva straordinario	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Utile netto da ripartire	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	3,6	3,7	3,7	3,9
Totale passivo e patrimonio	130,3	135,3	131,8	159,6	132,2	161,3
Depositanti di titoli e altri valori	171,1	252,6	255,2	330,4	251,5	326,0

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1980 31. Dez.	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1983 7. Mai	1984 7. Mai	1983 7. Juni	1984 7. Juni
AKTIVA								
Währungsreserven	96,1	100,1	84,4	81,5	110,2	87,8	109,3	87,7
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	8,1	9,2	12,2	14,6	14,7	14,4	15,2	14,8
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	31,7	39,9	19,6	15,4	45,1	19,2	43,3	18,8
Devisen und Sorten	42,6	37,3	38,9	37,8	36,7	40,5	37,1	40,4
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4,0	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	57,6	68,1	74,8	85,5	60,4	71,5	59,9	72,2
Inlandswechsel	39,3	44,8	46,7	46,6	46,2	47,3	46,5	47,4
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	6,2	11,9	9,1	16,2	0,0	7,4	0,0	10,1
Auslandswechsel	4,4	5,4	7,0	9,4	7,9	9,3	8,4	9,9
Lombardforderungen	7,7	6,0	12,0	13,3	6,3	7,5	5,0	4,8
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	13,4	10,1	9,6	10,6	10,0	15,0	11,9
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	4,7	1,4	0,9	1,9	1,3	6,3	3,2
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,9	3,7	5,4	7,8	6,1	6,8	7,2	6,6
Deutsche Scheidemünzen	0,7	0,9	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,9
Postscheckguthaben	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	12,0	6,2	7,8	9,0	4,0	6,2	5,3	5,4
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Wäh- rungsreserven und sonstigen Fremdwährungsposi- tionen	5,8	—	—	—	—	—	—	—
Insgesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	194,9	185,9	200,3	187,4
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,7	83,8	88,6	96,1	90,9	95,4	90,7	96,1
Einlagen von Kreditinstituten	53,9	50,6	51,9	52,7	43,7	46,2	47,9	48,7
auf Girokonten	53,9	50,6	51,9	52,7	43,7	46,2	47,9	48,7
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	0,8	1,3	2,1	0,6	1,9	0,6	1,3
Bund	0,4	0,3	0,7	1,5	0,1	0,4	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,5	0,4	0,3	0,6	0,5	1,4	0,5	1,2
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,7	2,1	3,5	3,2	2,3	1,7	2,5	3,0
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postspar- kassenämter)	1,1	1,5	2,9	2,6	1,8	1,2	2,0	2,5
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinst.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,2	4,9	4,6	6,3	6,6	7,0	6,3	6,5
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft ...	7,7	8,9	12,0	9,8	9,6	10,4	10,1	10,0
Einlagen ausländischer Einleger	7,6	8,8	9,5	9,8	9,5	10,4	9,9	10,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	—	—	—
Sonstige	0,1	0,1	2,5	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	22,5	23,4	—	—	26,0	—	26,0	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	2,5	3,2	3,2	3,5	3,2	3,5	3,2	3,5
Sonstige Passiva	14,3	18,6	21,2	23,4	12,0	19,8	13,0	18,3
Insgesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	194,9	185,9	200,3	187,4

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1980 31 décembre	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1983 10 mai	1984 10 mai	1983 10 juin	1984 8 juin
ACTIF								
Encaisse or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	27,4	25,5	31,9	32,7	27,7	30,5	26,7	30,6
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,3	2,8	2,1	2,5	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	0,9	2,5	1,6	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
autres	1,2	1,0	1,2	1,5	1,3	1,6	1,3	1,6
Correspondants en Suisse	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	41,6	44,7	40,6	44,8
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,1	23,3	24,5	24,7	22,7	23,0	22,6	23,3
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,7	12,5	14,0	14,2	6,4	6,6	6,9	6,7
autres engagements à vue	2,7	2,5	1,7	1,0	2,5	2,4	1,0	1,9
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,2	0,5	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Autres postes du passif	3,5	5,7	8,9	11,9	9,7	12,6	9,8	12,8
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	41,6	44,7	40,6	44,8

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1983 30 avril	1984 30 avril	1983 31 mai	1984 31 mai
ACTIF						
Or	5,2	5,1	5,3	5,1	5,3	5,0
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,2	0,7	0,5	0,8	0,5	0,8
Dépôts à terme et avances	13,1	14,7	13,5	12,9	13,8	14,2
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	10,5	12,4	10,8	11,1	10,6	11,9
à plus de 3 mois	2,6	2,3	2,7	1,8	3,2	2,3
Titres à terme	2,2	2,1	1,8	2,1	1,8	2,2
à 3 mois au maximum	1,2	1,3	0,9	1,2	0,9	1,2
à plus de 3 mois	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0
Divers	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	20,8	22,6	21,1	20,9	21,4	22,2
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fonds de réserve générale	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dépôts (or)	4,5	4,4	4,6	4,4	4,6	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,2	4,3	4,2	4,3	4,2
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	14,9	16,8	15,1	15,1	15,4	16,4
Banques centrales :						
à vue	0,8	0,6	0,6	0,5	0,6	0,9
à 3 mois au maximum	12,3	14,4	12,1	12,8	11,3	13,9
à plus de 3 mois	1,3	1,1	1,1	1,3	1,8	1,5
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,5	0,6	1,2	0,5	1,6	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Total du passif</i>	20,8	22,6	21,1	20,9	21,4	22,2
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Boards of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

MAI 1984

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

URBANISME ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.

Codification des dispositions législatives et réglementaires applicables à la Région wallonne.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1984 portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire et applicable à la Région wallonne, *Moniteur* du 25 mai 1984, p. 7636.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

EFFETS DE COMMERCE. Warrants.

Loi du 16 novembre 1983 établissant le texte néerlandais et adaptant le texte français de la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants, *Moniteur* du 24 mai 1984, p. 7539.

EMPLOI. Enquête sur les forces de travail.

Arrêté royal du 20 avril 1984 prescrivant une enquête par sondage sur les forces de travail auprès des ménages en mai 1984, *Moniteur* du 15 mai 1984, p. 6521.

INFORMATIQUE. Programme pluriannuel CEE 1979-1983.

Décision 84/254/CEE du Conseil, du 10 avril 1984, modifiant la décision 79/783/CEE arrêtant un programme pluriannuel (1979-1983) dans le domaine de l'informatique, *Journal officiel* n° L 126 du 12 mai 1984, p. 27.

ORGANISMES FINANCIERS.

Régie des Postes.

Arrêté royal du 2 avril 1984 modifiant l'arrêté royal du 12 janvier 1970 portant réglementation du service postal, *Moniteur* du 11 mai 1984, p. 6367.

Extrait.

Art. 2. — Un article 127bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« *Art. 127bis.* La Régie des Postes est autorisée à participer, en qualité de membre fondateur, adhérent ou observateur, à des sociétés ou associations de droit ou de fait constituées par des entreprises ou institutions financières ou avec celles-ci, en vue d'organiser des échanges d'opérations à caractère financier ou de procéder en commun à des études, applications ou développements dont les objets sont en rapport direct avec ces opérations ou avec les moyens à utiliser.

Le Ministre qui gère la Régie des Postes ou son délégué est habilité à décider de cette participation et à prendre les dispositions nécessaires.

L'accord du Ministre des Finances est requis lorsque la participation entraîne une charge pécuniaire dépassant la limite fixée de commun accord par le Ministre qui gère la Régie des Postes et le Ministre des Finances.

Société nationale de Crédit à l'Industrie.

Loi du 14 mars 1984 modifiant la loi du 16 mars 1919 instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie, *Moniteur* du 26 mai 1984, p. 7659.

Extrait.

« La Société nationale de Crédit à l'Industrie peut accepter des dépôts et émettre des bons de caisse et obligations, quelle qu'en soit la durée à concurrence de 390 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à 480 milliards par libération successive de trois tranches de 30 milliards de francs chacune ».

Société nationale d'Investissement.

Loi du 25 janvier 1984 autorisant l'Etat à garantir la bonne fin d'une augmentation de capital de la Société nationale d'Investissement, *Moniteur* du 17 mai 1984, p. 6675.

PRIX ET REVENUS.

Boissons.

Arrêté ministériel du 22 mai 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1977 réglementant les prix des limonades et des eaux minérales, minéralisées, de source et de table, *Moniteur* du 30 mai 1984, p. 7868.

Engrais.

Arrêté ministériel du 26 avril 1984 fixant les prix maxima de vente des engrais azotés simples et des engrais composés en sacs, *Moniteur* du 4 mai 1984, p. 6090.

Salles de cinéma.

Arrêté ministériel du 9 mai 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 15 octobre 1979 réglementant le prix d'entrée dans les salles de cinéma, *Moniteur* du 16 mai 1984, p. 6630.

SIDERURGIE. Quotas de production.

Décision n° 1260/84/CECA de la Commission, du 2 mai 1984, fixant les taux d'abattement modifiés pour le deuxième trimestre de 1984, conformément à la décision n° 234/84/CECA prorogeant le régime de surveillance et de quotas de production de certains produits pour les entreprises de l'industrie sidérurgique, *Journal officiel* n° L 122 du 8 mai 1984, p. 11.

SOCIETES.

Revisorat - Huitième directive CEE relative au droit des sociétés.

Huitième directive 84/253/CEE du Conseil, du 10 avril 1984, fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité CEE, concernant l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des documents comptables, *Journal officiel* n° L 126 du 12 mai 1984, p. 20.

SYSTEMES STATISTIQUES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION.

Voir rubrique 2 : Emploi. Enquête sur les forces de travail.

3. — REGLEMENTATION FISCALE

DROIT D'ACCISE.

*Voir aussi rubrique 3 : — Droits de douane.
— Taxe sur la valeur ajoutée.*

Petits envois sans caractère commercial. Franchise.

Arrêté royal du 30 mars 1984 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1979 concernant la franchise des droits d'accise accordée à l'importation de petits envois sans caractère commercial, *Moniteur* du 26 mai 1984, p. 7661.

Tabac.

Arrêté ministériel du 22 mai 1984 relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués, *Moniteur* du 26 mai 1984, p. 7662.

Voir aussi rubrique 6 : Importations. Exportations. Transit.

DROITS DE DOUANE.

Trafic international de voyageurs. Franchise des droits d'entrée et d'accise.

Arrêté royal du 30 mars 1984 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1979 concernant la franchise des droits d'entrée et d'accise accordée dans le trafic international de voyageurs, *Moniteur* du 26 mai 1984, p. 7660.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE.

Franchises des taxes à l'importation dans le trafic international des voyageurs.

Directive 84/231/CEE du Conseil, du 30 avril 1984, modifiant les directives 69/169/CEE et 83/2/CEE, concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives aux franchises des taxes sur le chiffre d'affaires et des accises perçues à l'importation dans le trafic international des voyageurs, *Journal officiel* n° 117 du 3 mai 1984, p. 42.

Restitution.

Arrêté royal du 15 mai 1984 modifiant les arrêtés royaux n°s 4, 24 et 31 relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée, *Moniteur* du 31 mai 1984, p. 7975.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2 ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT. Budgets des Ministères.

Loi du 5 avril 1984 contenant le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 3 mai 1984, p. 5900. Erratum, *Moniteur* du 5 juin 1984, p. 8140.

Loi du 6 avril 1984 contenant le budget du Ministère de la Région bruxelloise pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 4 mai 1984, p. 6035.

Loi du 6 avril 1984 contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 5 mai 1984, p. 6123.

Loi du 3 avril 1984 contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 16 mai 1984, p. 6580.

DETTES DE L'ETAT. Emprunts publics.

Arrêté royal du 16 mai 1984 relatif à l'émission de l'emprunt 12 p.c. 1984-1992, *Moniteur* du 19 mai 1984, p. 6910.

Arrêté ministériel du 21 mai 1984 relatif à l'émission de l'emprunt 12 p.c. 1984-1992, *Moniteur* du 23 mai 1984, p. 7173.

Extrait.

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 12 p.c. 1984-1992 est fixé à 99,50 p.c. de leur valeur nominale.

4.3 COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE. Budgets.

Décret du 18 janvier 1984 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 23 mai 1984, p. 7174.

Décret du 20 janvier 1984 contenant le budget des dépenses culturelles, Education nationale, de l'année budgétaire 1984. Matières visées par l'article 59bis, § 2, 2^o, de la Constitution, *Moniteur* du 31 mai 1984, p. 7983.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1 TRAVAIL.

EMPLOI. Office flamand de l'Emploi.

Décret du 20 mars 1984 portant création de l'Office flamand de l'Emploi, *Moniteur* du 12 mai 1984, p. 6424.

L'Office flamand de l'Emploi est un organisme juridique doté de la personnalité de droit public et qui a pour mission :

- 1° *de favoriser et d'organiser le recrutement et le placement des travailleurs ;*
- 2° *d'intervenir dans le salaire des personnes d'un âge avancé involontairement mis au chômage ou dont le placement est réputé difficile pour d'autres raisons et qui sont embauchées par l'intermédiaire de l'Office ;*
- 3° *d'intervenir dans les dépenses occasionnées par la sélection, la formation professionnelle ou la réinstallation du personnel embauché par les employeurs en vue de la création, l'extension ou la reconversion d'entreprises ;*
- 4° *d'intervenir dans le salaire des travailleurs victimes de la reconversion de leur entreprise ;*
- 5° *d'intervenir dans les frais inhérents à la réinstallation des travailleurs mis au chômage ;*
- 6° *de mettre à la disposition des utilisateurs, le personnel intérimaire qu'il a embauché en vue de l'exécution d'un travail temporaire. Pour l'exercice de cette activité, sauf en ce qui concerne l'agrément, l'Office est assimilé à une entreprise de travail temporaire, notamment pour ce qui a trait au respect des conventions collectives de travail applicables au personnel intérimaire.*

FONCTION PUBLIQUE. Statut pécuniaire.

Arrêté royal du 9 mai 1984 portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public, *Moniteur* du 15 mai 1984, p. 6511.

Extrait.

Art. 2. — § 1^{er}. La prime de décalage visée à l'article 5 de l'arrêté royal n° 279 du 30 mars 1984 relatif au paiement à terme échu des traitements de certains agents du secteur public est composée d'une somme fixe de 5.000 francs, majorée de 1,25 % de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois de septembre 1984.

§ 2. Si le membre du personnel n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois de septembre 1984 la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour le calcul de la partie variable de la prime est celle qui aurait servi de base pour calculer sa rétribution pour ce mois, si celle-ci avait été due.

5.2 SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1 GENERALITES.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisations de solidarité. Secteur public.

Arrêté royal du 8 mai 1984 portant affectation de la cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, *Moniteur* du 26 mai 1984, p. 7669.

Extrait.

Article 1^{er}. — Les montants qui, pour l'année 1984 sont versés au fonds de solidarité, créé en vertu de l'article 2 de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, sont destinés à couvrir la différence entre les recettes et les dépenses en matière de chômage.

Cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants.

Travailleurs du secteur public et privé.

Arrêté royal du 20 avril 1984 relatif à l'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 227 du 9 décembre 1983 fixant pour les appointés et salariés du secteur public et privé une cotisation spéciale à charge des isolés et des familles sans enfants, *Moniteur* du 22 mai 1984, p. 7102.

Le produit de la cotisation est affecté au Fonds des pensions de survie.

5.2.2 REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

CHOMAGE. Allocations.

Arrêté royal du 27 avril 1984 modifiant l'article 160, §§ 3 et 10 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur* du 12 mai 1984, p. 6414. Erratum, *Moniteur* du 8 juin 1984, p. 8500.

MINIMUM DE MOYENS D'EXISTENCE.

Arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1^o, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, *Moniteur* du 24 mai 1984, p. 7545.

Extrait.

Article 1^{er}. — Cet arrêté a pour but de fixer les règles et les conditions pour le calcul des frais de l'aide sociale, visés aux points 2^o, 4^o et 5^o de l'article 97 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'aide sociale, pour la fixation de la contribution du bénéficiaire, visée à l'article 98, § 1^{er}, de la même loi, pour le recouvrement auprès du bénéficiaire conformément à l'article 99, § 1^{er}, de la même loi, pour le recouvrement auprès des débiteurs d'aliments du bénéficiaire conformément à l'article 98, § 2, de la même loi, et enfin le recouvrement auprès des débiteurs d'aliments conformément à l'article 13 de la loi du 7 août 1974, instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

PENSIONS. Harmonisation dans les régimes de pensions.

Loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, *Moniteur* du 22 mai 1984, p. 7035.

Cette loi introduit, entre autres, les principes suivants :

- introduction d'une pension de survie en faveur du conjoint survivant; antérieurement, seuls les veuves pouvaient bénéficier d'une pension de survie;
- maintien des droits à la pension lors d'un changement de régime de pension; antérieurement, les fonctionnaires du secteur public perdaient généralement tout droit à une pension à charge de l'Etat;
- unité de carrière; les années de carrière sous des régimes de pension différents peuvent être jointes pour former une carrière complète;
- introduction, pour les travailleurs indépendants, d'une pension proportionnelle en fonction des revenus professionnels plafonnés à un montant déterminé.

PRESTATIONS FAMILIALES. Indépendants.

Arrêté royal du 25 avril 1984 portant non-application, à certaines prestations du régime d'allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants, de l'arrêté royal n^o 281 du 31 mars 1984 portant certaines modifications temporaires au régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines prestations de sécurité sociale et dépenses du secteur public et accordant une prime de rattrapage à certains bénéficiaires de prestations sociales, *Moniteur* du 5 mai 1984, p. 6163. Erratum, *Moniteur* du 5 juin 1984, p. 8145.

Arrêté royal du 25 avril 1984 modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 12 mai 1984, p. 6416. Erratum, *Moniteur* du 6 juin 1984, p. 8233.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ASSOCIATION MONETAIRE BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

Loi du 30 mars 1984 portant approbation du Protocole entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, relatif à l'association monétaire et du Protocole d'exécution, signés à Bruxelles le 9 mars 1981, et de l'Amendement, signé à Bruxelles le 6 septembre 1983, *Moniteur* du 17 mai 1984, p. 6685.

Protocole entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique
et

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Désireux de maintenir un régime d'association monétaire dans le cadre de l'union économique entre leurs pays,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. — 1. Ont cours légal au Grand-Duché de Luxembourg et force libératoire illimitée dans les paiements, les billets de la Banque Nationale de Belgique et les billets de l'Etat belge.

Ont également cours légal au Grand-Duché de Luxembourg et force libératoire dans les paiements dans les mêmes limites qu'en Belgique, les monnaies métalliques de toutes espèces frappées par l'Etat belge.

2. La limite maximum du montant des billets et monnaies métalliques émis sous l'autorité de l'Etat luxembourgeois ainsi que la valeur faciale maximum sont déterminés de commun accord entre les deux gouvernements.

Art. 2. — Le taux de change entre les monnaies belge et luxembourgeoise, ainsi que la politique de taux de change à l'égard des monnaies des pays tiers sont déterminés suivant l'article 12 du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958, et selon la procédure adoptée en vue de l'exécution de cet article.

Au cas où le Traité Benelux viendrait à expiration avant le présent Protocole ou si le Traité Benelux ne comportait plus de dispositions concernant le taux de change entre les monnaies belge et luxembourgeoise et la politique de taux de change à l'égard des monnaies des pays tiers, les dispositions visées par l'alinéa précédent demeurerait d'application entre les Parties au présent Protocole.

Art. 3. — Les deux gouvernements veillent à ce que leur politique monétaire respective présente, l'une par rapport à l'autre, la comptabilité que requiert l'association monétaire. En outre, lorsque dans l'un des deux Etats, des mesures de politique monétaire sont mises en vigueur auxquelles permettraient de se soustraire des opérations effectuées sur le territoire de l'autre Etat, celui-ci prend les dispositions propres à empêcher de telles opérations.

Les dispositions adoptées dans ce domaine font l'objet de communications entre les deux Etats.

Art. 4. — Les deux Etats introduisent et appliquent la même législation en ce qui concerne le contrôle des changes.

Ce contrôle est confié à un organisme unique dont les décisions sont obligatoires sur tout le territoire de l'Union Economique.

Les deux Etats sont représentés dans l'organe directeur de cet organisme. Celui-ci a en outre un bureau dans chacun des deux Etats.

Art. 5. — 1. L'Etat luxembourgeois participe dans une proportion à déterminer de commun accord entre les deux gouvernements, aux avantages et profits divers que l'Etat belge retire, en sa qualité d'Etat souverain, des opérations de la Banque Nationale de Belgique, et dont celle-ci lui est redevable.

Il participe dans la même proportion aux recettes et aux dépenses qui seraient attribuées à l'Etat belge ou mises à sa charge à la suite d'une modification dans la valeur comptabilisée de l'encaisse en or et en monnaies étrangères de la Banque Nationale de Belgique, provenant d'une modification de la parité-or de l'unité monétaire belge ou des taux de change en vigueur.

2. Les deux gouvernements déterminent de commun accord les produits ou charges qui répondent aux principes définis dans le présent article.

Art. 6. — 1. L'Etat belge établit les contacts et conventions nécessaires avec la Banque Nationale de Belgique, en vue de faciliter à l'Etat et à l'économie luxembourgeoise l'accès aux crédits susceptibles d'être accordés par la Banque Nationale de Belgique, et notamment en vue du maintien à Luxembourg d'un siège de la Banque Nationale de Belgique.

2. Les conventions nécessaires sont établies entre l'Etat belge et la Banque Nationale de Belgique, en vue de permettre l'échange des billets luxembourgeois contre les billets belges, sans frais ni commissions pour le porteur, dans tous les sièges et agences de la Banque Nationale de Belgique, tant en Belgique qu'au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 7. — Le Protocole spécial entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au régime d'association monétaire, signé à Bruxelles le 29 janvier 1963, est abrogé.

Art. 8. — Le présent Protocole fait partie intégrante de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, établie conformément à l'article XXIII du Protocole de révision signé à Bruxelles le 29 janvier 1963.

Il sera ratifié et entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Luxembourg.

Fait à Bruxelles, le 9 mars 1981, en double exemplaire, en langue française et en langue néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

*Protocole d'exécution du protocole entre le Royaume de Belgique
et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire.*

Le Gouvernement du Royaume de Belgique

et

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Vu le Protocole signé en date de ce jour entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. — 1. a) La limite maximum du montant des billets et monnaies métalliques émis sous l'autorité de l'Etat luxembourgeois est égale à un dixième du montant résultant de l'application du rapport des populations respectives des deux pays, au montant des billets et monnaies métalliques belges émis à la fin de l'année précédente.

b) Les billets et monnaies métalliques émis sous l'autorité de l'Etat luxembourgeois ne peuvent dépasser pendant plus de deux mois consécutifs la limite maximum définie sub. a).

c) Le rapport des populations est déterminé conformément aux règles prévues par l'article 8-2 de la Convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Le montant des billets et monnaies métalliques belges émis à la fin de l'année est celui qui figure aux bilans de la Banque Nationale de Belgique et du Fonds monétaire.

d) Les deux gouvernements, ou les autres autorités compétentes dans chaque Etat, se communiquent chaque mois les renseignements relatifs au montant des billets et monnaies métalliques émis.

2. La valeur fiscale maximum des billets et monnaies métalliques émis sous l'autorité de l'Etat luxembourgeois est la même que celle des billets et monnaies métalliques émis en Belgique.

Art. 2. — 1. Est calculée suivant le rapport entre les populations respectives des deux pays, visé à l'article 1^{er} du présent Protocole :

a) La participation de l'Etat luxembourgeois aux avantages et profits divers que l'Etat belge retire en sa qualité d'Etat souverain des opérations de la Banque Nationale de Belgique.

b) La participation de l'Etat luxembourgeois aux recettes et aux dépenses qui seraient attribuées à l'Etat belge ou mises à sa charge à la suite d'une modification dans la valeur comptabilisée de l'encaisse en or et en monnaies étrangères de la Banque Nationale de Belgique, provenant d'une modification de la parité-or de l'unité monétaire belge ou des taux de change en vigueur.

2. La liste des éléments qui, dans les conditions actuelles, sont à partager entre les deux pays conformément au § 1, a), du présent article est établie comme suit :

a) Le cinquième du fonds de réserve qui serait acquis à l'Etat belge à l'expiration du droit d'émission de la Banque Nationale de Belgique conformément à l'article 6 de la loi organique de la Banque (arrêté royal n° 29 du 24 août 1939, modifié par l'arrêté-loi n° 5 du 1^{er} mai 1944, par l'arrêté-loi du 5 septembre 1944 et par les lois du 28 juillet 1948, du 12 avril 1957 et du 19 juin 1959).

b) Les sommes qu'encaisse l'Etat belge après un délai déterminé lorsque la Banque Nationale remplace ou supprime un type de billet (1^{er} alinéa de l'article 9 de la loi organique).

Par contre, le Grand-Duché de Luxembourg participe aux charges que supporte l'Etat belge par suite du remboursement ultérieur aux porteurs des billets dont la contrevaieur lui a été versée (2^e alinéa de l'article 9 susvisé).

c) Le bénéfice attribué à l'Etat belge, résultant de la différence entre l'intérêt de 3 p.c. et le taux de l'intérêt perçu par la Banque sur les opérations d'escompte, d'avances et de prêts (art. 20 de la loi organique).

d) Le cinquième du surplus des bénéfices annuels de la Banque, versé à l'Etat après attribution d'un premier dividende aux actionnaires et d'une partie de l'excédent à la réserve et au personnel (art. 21, 3^o, a) de la loi organique).

Art. 3. — Le Protocole d'exécution du Protocole spécial relatif au régime d'association monétaire entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Bruxelles le 21 mai 1965, est abrogé.

Art. 4. — Le présent Protocole entrera en vigueur en même temps que le Protocole entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'association monétaire, signé ce jour à Bruxelles.

Fait à Bruxelles, le 9 mars 1981, en double exemplaire, en langue française et en langue néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Politique agricole commune. Perception des droits.

Arrêté royal du 10 mai 1984 relatif à la perception des droits à l'importation et à l'exportation instaurés dans le cadre de la politique agricole commune, *Moniteur* du 24 mai 1984, p. 7564.

INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX.

Accord U.E.B.L. - Sri Lanka.

Loi du 17 janvier 1984 portant approbation de l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République démocratique socialiste de Sri Lanka concernant l'encouragement et la protection des investissements, et de l'échange de lettres, signés à Bruxelles le 5 avril 1982, *Moniteur* du 17 mai 1984, p. 6676.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX.

Transport maritime. Pollution par les navires.

Loi du 17 janvier 1984 portant approbation des Actes internationaux suivants : *a)* Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, et Annexes, faites à Londres le 2 novembre 1973 ; *b)* Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, et Annexe, faites à Londres le 17 février 1978, *Moniteur* du 24 mai 1984, p. 7371.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

LUKASZEWSKI, J.

Jean Rey.

Lausanne, Fondation J. Monnet pour l'Europe & Centre de Recherches Européennes, 1984, 29 p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Emploi et chômage - 1984 - Werkgelegenheid en werkloosheid.

Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bureau voor de statistiek der E.G., 1984, 280 p.

301. - 307.23

307.21 - 332.620.

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Coût de la main-d'oeuvre - 1981 - Arbeidskosten.

Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bureau voor de statistiek der E.G., 1984, 256/289 p.

WALSH, K.

Durée du chômage ; méthodes et mesures dans la Communauté européenne.

Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1983, 76 p.

306.111.

307.4 - 338.731. - 338.732.
338.733. - 338.753.2

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Le nouvel indice des prix à la consommation. Base 1981 = 100.

Bruxelles, Ministère des Affaires Economiques, 1984, 77 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Statistiques de l'énergie et séries historiques principales - 1981/1982 - Energy statistics and main historical series.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1984, XXXII + 142 p.

306.114. - 305.4 - 380.50

307.4 - 338.731. - 338.733.
338.753.0 - 338.732.

BOSSIER, F et al.

Cumulated costs and import contents in the Belgian input-output tables of 1965, 1970 and 1975.

(In : CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 101, 01/03 1984, p. 125-167.)

BE 44E

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Bilans énergétiques des pays de l'O.C.D.E. - 1970-1982 - Energy balances of O.E.C.D. countries.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1984, XLIII + 404 p.

PRAET, P.

The integration of EEC qualitative consumer survey results in econometric modelling : an application to the consumption function.

(In : *ECONOMIC PAPERS, Brussels, 30, 02 1984, p. 1-55.*)

EEC 2B

SYLOS-LABINI, P.

New aspects of the cyclical development of the economy.

(In : *BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - QUARTERLY REVIEW, Rome, 148, 03 1984, p. 14-31.*)

IT 4

310.1

331.01

WOLFSON, M.

Les principaux acteurs dans le domaine de l'aide à la population.

Paris, Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1983, 207 p.

POOS, J.F.

La crise économique et financière est-elle encore maîtrisable? (Conférence prononcée devant les « Anciens de l'Athénée » à Luxembourg, le 29 novembre 1983.)

(Réalités et Perspectives, 1984/1.)

Luxembourg, Banque Générale du Luxembourg, 1984, 28 p.

330.580.

331.01

MADDISON, A.

Origins and impact of the welfare state, 1883-1983.

(In : *BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - QUARTERLY REVIEW, Rome, 148, 03 1984, p. 55-87.*)

IT 4

RICHARDSON of DUNTISBOURNE. (Lord)

From recession to recovery, finding the passage. (Tenth Churchill Memorial Lecture held in Luxembourg on December 13, 1983.)

(Réalités et Perspectives, 1984/2.)

Luxembourg, Banque Générale du Luxembourg, 1984, 24 p.

331.00 - 333.841. - 305.2
331.061.

331.061.

MOORE, G.H.

Business cycles, inflation, and forecasting. (National Bureau of Economic Research, Studies in Business Cycles, 24.)

Cambridge, MA, Ballinger Publishing Cy, 1983, XXIV + 473 p.

BUREAU DU PLAN.

Les projections à moyen terme de janvier 1984 + Notes techniques.

Bruxelles, Bureau du Plan, 1984, 39/31 p.

KESTENS, P. et al.

Diagnostic de la situation économique de la Belgique à l'horizon 1990.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 101, 01/03 1984, p. 105-124.*)

BE 44E

THARAKAN, P.K.M.

Political economy of protection : an analysis of the Belgian case.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 101, 01/03 1984, p. 3-39.*)

BE 44E

331.100.

332.620. - 332.630.

DELBEKE, J. & VAN DER WEE, H.

Quantitative research in economic history in Europe after 1945. (In : *Productivity in the economies of Europe.*)

Stuttgart, Klett-Cotta, 1983, 11-30 p.

CAPPAERT, I. et al.

Werkloosheid.

(*Studiecentrum Prof. Dr. H. Uyttersprot, 21.*)

Gent, Studiecentrum Uyttersprot, 1984, 36 p.

331.155. - 331.156. - 331.157.
333.432.8

333.100. - 382.242.0

BOURGET, J.

Monnaies et systèmes monétaires dans le monde au XX^e siècle.

Paris, Bréal, 1983, 156 p.

BANQUE...

S.W.I.F.T. Réseau de télétransmission interbancaire international.

(In : *BANQUE DE FRANCE - NOTE D'INFORMATION, Paris, 61, 03 1984, p. 1-24.*)

FR 6C

331.30 - 336.60 - 336.61
331.31 - 331.062. - 333.451.1
380.23

333.101. - 333.109. - 333.132.
333.139.2 - 347.734. - 333.633.0

CENTRE D'ETUDES FINANCIERES/
STUDIECENTRUM VOOR HET FINANCIE-
WEZEN.

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

The state of the Belgian economy : an assessment by the financial sector. (Papers of the colloquium organised on December 9, 1983.)

Bruxelles/Brussel, Centre d'Etudes Financières/Studiecentrum voor het Financiewezen, 1983, div. p.

Les banques et le capital à risque.
(Aspects et Documents, 23.)

Bruxelles, A.B.B., 1984, 41 p.

333.101.

333.131.36 - 333.736.

VERBIST, C.

Naar een herstructurering van de Belgische financiële sector?

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 3, 03 1984, p. 59-62.)

BE 134

PUECH, J.

Crédits documentaires : les différents modes de réalisation selon les règles et usances 1983.

(In : *BANQUE*, Paris, 439, 05 1984, p. 581-585.)

FR 6

333.103.

333.139.1 - 333.139.2 - 347.734.

ZAPP, H.

Die Oekonomischen Konsequenzen der neuen Banktechniken.

(In : *ZEITSCHRIFT FUER DAS GESAMTE KREDITWESEN*, Frankfurt/Main, 9, 01 05 1984, p. 392-393.)

DE 35

COMMISSION BANCAIRE.

Lois, arrêtés et règlements ; mesures d'application. Banques. Reviseurs.

Bruxelles, Commission Bancaire, 1982-1984, div. p.

333.110. - 333.101. - 333.130.1
333.80 - 333.480.

333.154.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Financial innovation and monetary policy.

Basle, B.I.S., 1984, 301 p.

LEBEGUE, D.

L'utilisation des nouveaux moyens de paiement dans la vie quotidienne.

(In : *BANQUE*, Paris, 439, 05 1984, p. 557-562.)

FR 6

333.111.0 - 333.110. - 333.846.0
333.451.6

333.164.0

BANK OF ISRAEL.

The role of central banks in economic decision making. (Proceedings of a conference held in Jerusalem on the occasion of the 25th anniversary of the Bank of Israel, November 1979.)

Jerusalem, Bank of Israel, 1979, 291 p.

KRUEGER, A.O.

The role of the World Bank as an international institution.

(In : *CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY*, Amsterdam, 18, 03 1983, p. 281-311.)

NL 15ES

333.400. - 333.402. - 333.450.
333.432.8 - 333.78 - 333.110.

BERGER, P.

La monnaie et ses mécanismes.

(Que sais-je?, 1217.)

Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 127 p.

333.403. - 333.405.

RICHARD, A.

La demande de monnaie. Une synthèse fondée sur l'irréversibilité et le risque.

(In : REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, Paris, 2, 03/04 1984, p. 202-225.)

FR 52

333.402. - 333.841. - 333.846.5
339.12

MELNICK, R. & SOKOLER, M.

The government's revenue from money creation and the inflationary effects of a decline in the rate of growth of G.N.P.

(In : JOURNAL OF MONETARY ECONOMICS, Amsterdam, 2, 03 1984, p. 225-236.)

NL 15E

333.403. - 333.820. - 333.101.
333.401.

VESSILLIER, E. & ECK, F.

Economie. 2. Monnaie, crédit et financement.

Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 165 p.

333.403.

BRUNNER, K.

Hat der Monetarismus versagt?

(In : KREDIT UND KAPITAL, Berlin, 1, 01/03 1984, p. 18-63.)

DE 16F

333.405. - 331.062. - 333.401.

McCALLUM, B.T.

The Role of overlapping-generations models in monetary economics.

(In : CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY, Amsterdam, 18, 03 1983, p. 9-44.)

NL 15ES

333.403.

PATTERSON, K.D. & RYDING, J.

The modified Fisher hypothesis and the steady state demand for money.

(Discussion Paper in Economics, Series A, 141.)

Reading, Berkshire, University of Reading, Department of Economics, 1983, 33 p.

333.420.1

WARNER, F.

Le commerce extérieur de la Communauté et le problème de l'instabilité monétaire mondiale.

(In : PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE, Strasbourg, 1542/A, 16 03 1984, p. 1-13.)

EEC 4F

BUETTLER, H.-J. & SCHILTKNECHT, K.

Transitory changes in monetary policy and their implications in money-stock control.

(In : *CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY*, Amsterdam, 19, 09 1983, p. 171-209.)

NL 15ES

ROBINSON, B.

Medium term exchange rate guidelines for business planning; eighteen currencies 1983-88.

Aldershot, Hants, Gower, 1983, 45 p.

333.428. - 333.846.2

EDEN, B.

Competitive price setting, price flexibility, and linkage to the money supply.

(In : *CARNEGIE-ROCHESTER CONFERENCES ON PUBLIC POLICY*, Amsterdam, 19, 09 1983, p. 253-299.)

NL 15ES

333.451. - 333.451.1 - 333.454.1 - 382.253.

333.482. - 333.451.3 - 382.254. - 334.81

382.32 - 333.662. - 333.432.8

ECONOMISCH...

Wisselkoersinstabiliteit en schuldproblematiek : een overzicht.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 2, 04 1984, p. 123-249.)

BE 64B

333.432.8 - 333.111.42 - 382.257.
307.313.

WILLIAMSON, J.

A new SDR allocation?

(Policy Analyses in International Economics, 7.)
Washington, Institute for International Economics, 1984, 53 p.

333.451.0 - 333.451.3 - 333.451.2

CHRYSTAL, K.A.

A guide to foreign exchange markets.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF ST. LOUIS - REVIEW*, St. Louis (Missouri), 3, 03 1984, p. 5-18.)

US 31F

333.450. - 333.825. - 333.846.7
333.44

EXCHANGE...

Exchange rates and international macroeconomics. (Papers and comments presented at a conference held in Cambridge, Mass., Nov. 20-21, 1981.)

(National Bureau of Economic Research, Conference Report)

Chicago, University of Chicago Press, 1983, X + 382 p.

333.633.0 - 336.207. - 339.312.6

BELLEFONTAINE, T. et al.

Cooreman-luik van de Koninklijke Besluiten n^{rs} 15 en 150 ter aanmoediging van het risicodragend kapitaal in België : konklusies van een enquête uitgevoerd door BBL-FNDP-RUG. (I)

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWARTAALSCHRIFT*, Antwerpen, K 1, 01/03 1984, p. 36-41.)

BE 501

333.70 - 333.78 - 333.110.
333.80 - 333.100. - 336.452.
333.109. - 368.611.

ADVOKAAT, H.G. et al.

De grenzen der kredietverlening. (Preadviezen voor NIBE-jaardag 1984, 10 april, RAI-congrescentrum Amsterdam.)
(NIBE Publikatie, 49.)
Amsterdam, Nederlands Instituut voor het Bank- en Effectenbedrijf, 1984, 127 p.

333.841. - 333.110. - 382.242.0
333.432.8

DARBY, M.R. et al.

The international transmission of inflation.
(National Bureau of Economic Research Monograph)
Chicago, University of Chicago Press, 1983, XV + 727 p.

333.744.

BULLETIN...

Le factoring.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 8, 17 04 1984, p. 1-4.*)

BE 34A

333.841. - 380.27 - 332.26

DEBONNEUIL, M. & STERDYNIK, H.

La boucle prix-salaires dans l'inflation.

(In : *REVUE ÉCONOMIQUE, Paris, 2, 03 1984, p. 267-311.*)

FR 57

333.80 - 333.403. - 330.47

EHRLICHER, W.

Monetarismus und Keynesianismus in der « Neuen Geldpolitik ».

(In : *KREDIT UND KAPITAL, Berlin, 1, 01/03 1984, p. 1-17.*)

DE 16F

333.846.0

BOCKELMANN, H.

Orientierungspunkte der Geldpolitik.

(In : *KREDIT UND KAPITAL, Berlin, 1, 01/03 1984, p. 64-83.*)

DE 16F

333.841. - 333.451.6 - 333.846.2

AMATO, A.

Politica monetaria, dinamica del tasso di cambio e inflazione : un modello di analisi multisettoriale.

(In : *RICERCHE ECONOMICHE, Venezia, 3, 07/09 1983, p. 265-277.*)

IT 19A

334.150.0

DOCUMENTATION...

L'ABC du droit communautaire.

(In : *DOCUMENTATION EUROPÉENNE, Luxembourg, 2, 1984, p. 1-52.*)

EEC 5DF

334.150.0 - 334.150.2 - 334.150.3
334.150.1

334.151.1

QUENTIN, J-P.

Traités et documents relatifs à la CEE.

(In : *NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES*, Paris, 4756, 03 1984, p. 1-254.)

FR 51F

HERMAN, F.

Plan de redressement économique européen. Annexe à la partie A : Fiches techniques du « Plan de redressement économique européen ».

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 1552/83, 12 03 1984, p. 1-30.)

EEC 4F

334.150.1 - 334.150.7 - 334.151.2

334.151.1

VAN HULLE, K.

Het Europees Parlement en de Europese Unie.

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 4, 04 1984, p. 194-202.)

BE 48

HERMAN, F.

Plan de redressement économique européen. Partie B : exposé des motifs.

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 1552/83, 12 03 1984, p. 1-57.)

EEC 4F

334.150.4 - 334.151.7

334.151.1 - 334.151.20

GRABITZ, E. & HANLON, G.

A review of the steel quota cases : judicial endorsement of ECSC crisis management.

(In : *COMMON MARKET LAW REVIEW*, The Hague, 1, 03 1984, p. 163-220.)

NL 699

SMITS, R.J.H.

Some aspects of the monetary law of the European Community.

(In : *LEGAL ISSUES OF EUROPEAN INTEGRATION*, Amsterdam, 2, 1983, p. 39-85.)

BE 605

334.151.1

334.151.25

HERMAN, F.

Plan de redressement économique européen. Partie A : proposition de résolution et « Plan de redressement économique européen ».

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 1552/83, 12 03 1984, p. 1-26.)

EEC 4F

ALPHANDERY, E. & FOURCANS, A.

L'Ecu : stratégie pour une Europe en crise.

(In : *BANQUE*, Paris, 438, 04 1984, p. 397-402.)

FR 6

de MEYER, C.

The private use of the ECU : present state and future chances.

(In : *A.B.N. ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 102, 04 1984, p. 9-16.*)

NL 1

KLEINHEYER, N. & SIMMERT, D.B.

Fuenf Jahre europäisches Währungssystem. Bilanz und Perspektive.

(In : *WIRTSCHAFTSDIENST, Hamburg, 4, 04 1984, p. 197-203.*)

DE 30A

334.151.25

334.151.4

ECU...

L'Ecu : une monnaie pour l'entreprise et la banque. (Groupement pour la coopération monétaire européenne; Actes du Colloque, Paris, 10 juin 1983).

(In : *ECU NEWSLETTER, Torino, N.SPEC., 03 1984, p. 1-64.*)

IT 11

VANDERMOTTEN, C. & GRIMMEAU, J.P.

Aides de la CE à la Belgique.

(In : *EUR INFO, Bruxelles, 87, 04 1984, p. 11-20.*)

EEC 5AF

334.151.27

334.151.54

BARRE, R.

Le Système Monétaire Européen, après cinq ans.

(In : *POLITIQUE ÉTRANGÈRE, Paris, 1, 01/03 1984, p. 41-48.*)

FR 50A

BOYES, M.

Le chômage dans la Communauté et certaines de ses conséquences.

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE, Strasbourg, 1489/83, 12 03 1984, p. 1-13.*)

EEC 4F

334.151.27 - 334.151.20

334.151.7 - 338.043. - 336.834.

338.40 - 339.312.6 - 338.6

de LA GENIERE, R.

Vingt-cinq ans de coopération monétaire européenne.

(In : *BANQUE DE FRANCE - BULLETIN TRIMESTRIEL, Paris, 50, 03 1984, p. 23-28.*)

FR 6A

AGENCE EUROPE.

Corporations, risk capital and the European Community as partners in industrial innovation. (Conference proceedings held at Palais d'Egmont, Brussels, October 6-7, 1983.)

Brussels, Agence Europe/European Research Associates, 1983, 115 p.

334.151.7

334.154.1 - 337.550. - 334.81
337.553. - 337.2 - 382.30
382.32 - 382.34

REVUE...

LASOK, D. & CAIRNS, W.

L'Europe industrielle.

(In : *REVUE D'ÉCONOMIE INDUSTRIELLE*, Paris, 27, 01/03 1984, p. 1-166.)

FR 52A

The customs law of the European Economic Community.

Deventer, Kluwer, 1983, XXIII + 292 p.

334.151.7 - 338.732.

334.154.33 - 382.34 - 336.830.
336.834. - 336.837.

ROGERS, A.

LESGUILLONS, H.

La politique gazière de la Communauté européenne.

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 1512/83, 12 03 1984, p. 5-29 + 2 ann.)

EEC 4F

Le régime communautaire de protection contre le dumping et les subventions.

Paris, Feduci, 1983, III + 261 p.

334.152.

336.212.3

MOREAU, J. & von WOGAU, K.

MAES, L.

Le marché intérieur européen.

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 32/84, 26 03 1984, p. 1-43 + 3 ann.)

EEC 4F

Gewijzigde onroerend goed fiscaliteit.

(In : *FISKOLOG*, Kalmthout, 100, 22 04 1984, p. 1-27.)

BE 571

334.153.0 - 334.151.7

336.401. - 333.846.6 - 333.451.6

SPENCER, T.

SACHS, J. & WYPLOSZ, C.

Les relations commerciales entre la Communauté européenne et les Etats-Unis dans le secteur sidérurgique.

(In : *PARLEMENT EUROPÉEN - DOCUMENTS DE SÉANCE*, Strasbourg, 1543/83, 19 03 1984, p. 1-19 + 3 ann.)

EEC 4F

La politique budgétaire et le taux de change réel.

(In : *ANNALES DE L'I.N.S.E.E.*, Paris, 53, 01/03 1984, p. 63-91.)

FR 1B

336.60 - 336.020. - 336.030.
336.301. - 336.451.

FRANK, M.

Evolution des Finances publiques de 1955 à 1980.
Vue globale.

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTÈRE
DES FINANCES, Bruxelles, 4, 04 1984, p. 1-131.*)

BE 99

338.030. - 331.030. - 333.846.4
333.451.1

GUGLIELMI, J-L.

Mutations techniques; formation du capital et
monnaie. Essai sur une nouvelle révolution indus-
trielle : 1952-1983.

(In : *REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE, Paris, 2,
03/04 1984, p. 181-201.*)

FR 52

336.60 - 331.061. - 331.31
336.61 - 336.401. - 336.451.

LOEWENTHAL, P.

La résorption des déséquilibres financiers globaux
de l'économie belge.

(In : *SERVICE DE CONJONCTURE - IRES, Louvain-la-
Neuve, 04 1984, p. 1-23.*)

BE 87

338.041. - 343.535. - 307.367.

OOGHE, H. & VERBAERE, E.

Vergelijking van het financieel profiel van gefaalde
en niet-gefaalde ondernemingen.

(In : *MAANDBLAD VOOR ACCOUNTANCY & BEDRIJFS-
HUISHOUDKUNDE, Purmerend, 4, 04 1984, p. 130-
147.*)

NL 21

336.835. - 339.112.12

DELVAUX, G. & WEBER, M.

Incitants fiscaux en vue de relancer le secteur
immobilier.

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITÉ ET DE
L'INFORMATIQUE, Bruxelles, 1, 31 03 1984, p. 67-
74.*)

BE 662

338.043. - 338.8 - 339.21

LEONTIEF, W.

Technologische vooruitgang, economische groei en
inkomensverdeling.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel,
4, 04 1984, p. 295-304.*)

BE 71

338.013.

WORLD BANK/BANQUE MONDIALE.

Commodity trade and price trends - 1983-84 -
Tendances du commerce et des prix des produits
de base.

*Baltimore, John Hopkins University Press, 1983,
XXXII + 143 p.*

338.046.2

DONCKELS, R.

Algemene aspecten van het KMO-beleid. (1)

(In : *ACCOUNTANCY EN BEDRIJFSKUNDE - KWART-
TAALSCHRIFT, Antwerpen, K 1, 01/03 1984, p. 16-
27.*)

BE 501

338.731. - 338.732. - 338.733.
338.753.2 - 338.753.3

338.752.13

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

La conjoncture énergétique dans la Communauté.
Situation 1983 - Perspectives 1984. (Rapport de la
Commission au Conseil.)

*Luxembourg, Office des publications officielles des Com-
munautés européennes, 1984, 48 p.*

PEETERS, C.

Scheepsbouw in België : ontwikkeling van een be-
rekeningsmethode ter bepaling van de financiële
implicaties van een indirecte subsidie.

*(In : CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxel-
les, 101, 01/03 1984, p. 40-56.)*

BE 44E

338.731. - 382.241. - 333.451.1
333.844.

338.752.13 - 336.834.

McGUIRK, A.K.

Oil price changes and real exchange rate move-
ments among industrial countries.

*(In : STAFF PAPERS, Washington, 4, 12 1983, p. 843-
884.)*

IMF 4

PEETERS, C.

Staatssteun en scheepsbouw ; een analyse van het
Belgische scheepsbouwbeleid en een vergelijking
met het buitenland.

Antwerpen, Kluwer, 1983, XIII + 175 p.

338.752.0 - 338.33

339.112.12

DESHORMES, E.

Fabrimétal 1946-1965. (I)

*(In : COURRIER HEBDOMADAIRE DU C.R.I.S.P.,
Bruxelles, 1033, 06 04 1984, p. 1-35.)*

BE 28E

DE BORGER, B.

Housing demand and the benefits of public
housing programs in Belgium : the composite com-
modity approach.

*(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal On-
derzoek, Rapport, 84/151.)*

*Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-
Ignatius, 1984, 89 p.*

338.752.0 - 338.33

339.113.

DESHORMES, E.

Fabrimétal 1946-1965. (II)

*(In : COURRIER HEBDOMADAIRE DU C.R.I.S.P.,
Bruxelles, 1034, 13 04 1984, p. 1-28.)*

BE 28E

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMI-
QUES.

Investissements étrangers en Belgique - Rapport
1982.

*Bruxelles, Administration de l'Industrie, Expansion écono-
mique et Investissements étrangers, 1983, 61/135 p.*

DE WITTE, B.

La réforme des collectivités locales; la Belgique.
(In : *NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES*, Paris, 4755, 03 1984, p. 101-122.)

FR 51F

GOTZEN, F.

Intellectuele eigendom en nieuwe technologieën.
(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD*, Antwerpen, 35, 28 04 1984, p. 2377-2406.)

BE 655

342.55 - 352.

349.1 - 347.754. - 332.810.

MENY, Y.

La réforme des collectivités locales en Europe.
Stratégies et résultats.

(In : *NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES*, Paris, 4755, 03 1984, p. 1-191.)

FR 51F

CLAEYS, J. et al.

Arbeidsduurreglementering; inhaling overuren.
(Informatie Verwerkende Diensten, 6.)

Antwerpen, I.V.D., 1984, 231 p.

347.63

380.25 - 333.600. - 333.109.

HEIJERICK, N.

Het internationaal testament.
(*Electica*, 54.)

Brussel, *Economische Hogeschool Sint-Aloysius*, 1984, 103 p.

BARTH, H.

Financial Futures : neue Risiken fuer die Kreditinstitute?

(In : *KREDIT UND KAPITAL*, Berlin, 1, 01/03 1984, p. 120-145.)

DE 16F

347.768.

380.25

SION, G.

La garantie bancaire internationale et les enseignements du droit américain.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 3 SPEC., 03 1984, p. 5-26.)

BE 134

YAMEY, B.S.

The economic performance of futures trading.

(In : *THE THREE BANKS REVIEW*, Edinburgh, 141, 03 1984, p. 33-43.)

GB 58A

BULLETIN...

Performances comparées des placements en devises : obligations et dépôts à terme.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 7, 04 04 1984, p. 1-5.*)

BE 34A

DEWATRIPONT, M.

Evaluation et prévision du volume total de transport terrestre de marchandises en Belgique.

(In : *CAHIERS ÉCONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 101, 01/03 1984, p. 74-104.*)

BE 44E

382.257. - 333.451.6 - 333.111.42
334.3

657.33 - 347.728.1

SPINELLI, F.

Currency substitution, flexible exchange rates; and the case for international monetary cooperation.

(In : *STAFF PAPERS, Washington, 4, 12 1983, p. 755-783.*)

IMF 4

ACCOUNTANCY...

De geconsolideerde jaarrekening.

(In : *ACCOUNTANCY THEMA'S, Brussel, 2, 04 1984, p. 1-108.*)

BE 503

382.51 - 382.241.

657.41 - 657.45 - 338.046.2

BULLETIN...

Qualités et défauts de la structure des exportations en Belgique.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 16, 20 04 1984, p. 1-10.*)

BE 33

BANQUE BRUXELLES LAMBERT.

La comptabilité des PME.

Bruxelles, BBL, 1984, 79 p.

382.54

658.2 - 380.59 - 333.744.

INFORMATIONS...

Compensation.

(In : *INFORMATIONS DU COMMERCE EXTÉRIEUR, Bruxelles, 6, 04 1984, p. 1-40 suppl.*)

BE 25

DE KEYSER, L.

Eigendomsrecht en nieuwe contractvormen : leasing, franchising en factoring.

(In : *RECHTSKUNDIG WEEKBLAD, Antwerpen, 35, 28 04 1984, p. 2409-2414.*)

BE 655

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DEPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK

Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

PUBLICATION MENSUELLE

TABLE DES MATIERES

LIX^e Année — Tome I — Janvier-juin 1984

	<i>Numéro du bulletin</i>
BELGIQUE :	
Préambule du Rapport présenté par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique à l'Assemblée Générale des Actionnaires	2
Mesure de politique monétaire. Communiqué du 15 février 1984	2
La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions	6
 GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG :	
La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions	6
 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale :	
Résultats des mois de décembre 1983 à mai 1984	1 à 6

STATISTIQUES

Principales abréviations utilisées.

Signes conventionnels.

I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.

1. Population	I - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production . . .	I - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité . . .	I - 3
4. Affectation du produit national :	
a) Estimations à prix courants	I - 4a
b) Estimations aux prix de 1975	I - 4b
5. Enquêtes sur la conjoncture :	
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques.	I - 5a
b) Industrie manufacturière :	
valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . .	I - 5b.1
résultats bruts par secteur	I - 5b.2
résultats bruts par région	I - 5b.3
c) Industrie de la construction :	
valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . .	I - 5c.1
résultats bruts par secteur	I - 5c.2
d) Commerce :	
valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes . . .	I - 5d

II. — Emploi et chômage.

Demandes et offres d'emploi	II
---------------------------------------	----

III. — Agriculture et pêche.

1. Agriculture	III - 1
2. Pêche maritime	III - 2

IV. — Industrie.

1. Production industrielle	IV - 1
2. Production manufacturière — Ventilation par secteur	IV - 2
3. Energie	IV - 3
4. Métallurgie	IV - 4
5. Construction	IV - 5
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6

V. — Services.

1. Transports :	
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique.	V - 2
3. Commerce intérieur :	
a) Indices des ventes du commerce de détail.	V - 3a
b) Ventes à tempérament	V - 3b
4. Chambres de compensation.	V - 4

VI. — Revenus.

- 1. Rémunérations des travailleurs VI - 1
- 2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie VI - 2

VII. — Indices de prix.

- 1. Matières premières VII - 1
- 2. Prix de gros en Belgique. VII - 2
- 3. Prix à la consommation en Belgique :
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100 :
 - a) Ventilation en 4 groupes VII - 3a
 - b) Ventilation d'après le classement de l'Office statistique des Communautés européennes VII - 3b
- Indices 1981 = 100 :
 - c) Ventilation en 4 groupes VII - 3c
 - d) Ventilation d'après le classement de l'Office statistique des Communautés européennes VII - 3d

VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

- 1. Tableau général. VIII - 1
- 2. Exportations selon la nature des produits VIII - 2
- 3. Importations selon l'usage des produits VIII - 3
- 4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes VIII - 4a
- b) Indices du volume VIII - 4b
- 5. Orientation géographique. VIII - 5

IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.

- 1-2-3. Balance sur base des transactions :
 - Chiffres annuels. IX - 1
 - Soldes trimestriels IX - 2
 - Recettes et dépenses trimestrielles IX - 3
- 4. Balance sur base de caisse IX - 4
- 5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme IX - 5
- 6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations IX - 6

X. — Marché des changes.

- 1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles :
 - a) Chiffres annuels X - 1a
 - b) Chiffres trimestriels et mensuels X - 1b
- 2. Droit de tirage spécial X - 2
- 3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles X - 3
- 4. Système monétaire européen :
 - a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire X - 4a

b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
c) Composition et poids relatifs de l'Ecu; écarts de divergence.	X - 4c
5. Cours de change effectifs.	X - 5

XI. — Finances publiques.

1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Résultats de caisse du Trésor et son financement.	XI - 2
3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Recettes fiscales (par année civile).	XI - 4
5. Détail des recettes fiscales	XI - 5

XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

1. Encours :	
a) au 31 décembre 1979	XII - 1a
a) au 31 décembre 1980	XII - 1a ⁽¹⁾
b) au 31 décembre 1980	XII - 1b
b) au 31 décembre 1981	XII - 1b ⁽¹⁾
2. Mouvements des créances et des dettes en 1980	XII - 2
2. Mouvements des créances et des dettes en 1981	XII - 2 ⁽¹⁾
3. Encours (totaux sectoriels) :	
a) au 31 décembre 1979	XII - 3a
a) au 31 décembre 1980	XII - 3a ⁽¹⁾
b) au 31 décembre 1980	XII - 3b
b) au 31 décembre 1981	XII - 3b ⁽¹⁾
4. Mouvements des créances et des dettes en 1980 (totaux sectoriels)	XII - 4
4. Mouvements des créances et des dettes en 1981 (totaux sectoriels)	XII - 4 ⁽¹⁾

XIII. — Organismes principalement monétaires.

1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Bilans :	
a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
c) Banques de dépôts	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
4. Stock monétaire :	
a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
b) Total	XIII - 4b

⁽¹⁾ A partir du numéro de février.

5. Avoirs extérieurs nets :	
a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques.	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne (opérations des ménages)	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne.	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite.	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie.	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers — Actifs à plus d'un an	XV - 4

5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers — Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :
- a) Variations **XV - 5a**
 - b) Encours **XV - 5b**
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays **XV - 6**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

- 1. Emissions en francs belges à plus d'un an **XVI - 1**
- 2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public **XVI - 2**
- 3. Dettes du Trésor :
 - a) Situation officielle de la dette publique **XVI - 3a**
 - b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds. **XVI - 3b**
- 4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :
 - a) Ventilation par débiteurs **XVI - 4a**
 - b) Ventilation par détenteurs **XVI - 4b**

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

- 1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement **XVII - 1**
- 2. Rendement des sociétés par actions : chiffres annuels **XVII - 2**
- 3. Rendement des sociétés par actions : chiffres cumulés **XVII - 3**
- 4. Emission des sociétés — données I.N.S. **XVII - 4**
- 5. Emission des sociétés — données B.N.B. **XVII - 5**
- 6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges. **XVII - 6**
- 7. Inscriptions hypothécaires. **XVII - 7**
- 8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la C.G.E.R., la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger — Crédits d'un million de francs ou plus dont le bénéficiaire :
 - a) est un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient). **XVII - 8a**
 - b) est un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence) **XVII - 8b**

XVIII. — Marché monétaire.

- 1. Marché de l'argent au jour le jour **XVIII - 1**
- 2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires **XVIII - 2**
- 3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique **XVIII - 3**

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avancés	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publi- ques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

Produit national brut calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Enquêtes sur la conjoncture	I - 5
Demandes d'emploi	II
Indices de la production industrielle	IV - 2
Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII - 3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principa- lement monétaires	XIII - 3

	<i>Numéros des graphiques</i>
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux.	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements.	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant.	XVII - 1

LEGISLATION ECONOMIQUE

1. Généralités.
2. Réglementation économique et financière.
3. Réglementation fiscale.
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics.
5. Réglementation sociale.
6. Relations économiques et financières extérieures.
7. Divers.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE
